



## L'Iran se dit désormais « en guerre » contre Israël

► Surpris par l'attaque qui a fait près de 80 morts vendredi 13 juin, le régime de Téhéran, très affaibli, tente de riposter  
► La nuit suivante, quelque 150 missiles ont été tirés sur Israël, faisant au moins trois morts et plusieurs dizaines de blessés  
► « Le Monde » retrace le film de l'opération israélienne, destinée à briser l'appareil nucléaire et militaire adverse  
► La France, le Royaume-Uni et l'Allemagne soutiennent le « droit » de l'Etat hébreu à « se défendre » face à l'Iran

PAGES 2 À 5

**M** ÉDITORIAL  
LE pari israélien  
ET SES RISQUES

PAGE 32



Une salve de missiles iraniens atteint Tel-Aviv, le système de défense anti-aérien tente de les intercepter, le 13 juin. LEO CORREA/AP PHOTO

« Nétanyahou a mis Donald Trump au pied du mur »

Dans un entretien au « Monde », le diplomate américain Philip Gordon, ex-conseiller de la démocrate Kamala Harris, réagit à l'attaque israélienne. Au-delà, il critique la politique étrangère de Donald Trump, que ce soit au Proche-Orient ou en Ukraine

PAGE 27

Le plan français sur la Palestine mis en suspens

L'opération israélienne a conduit la France à reporter sine die la conférence prévue à l'ONU le 18 juin pour tenter de trouver une solution au conflit israélo-palestinien, notamment à travers la reconnaissance d'un Etat palestinien

PAGE 5

Procès  
Deux mineurs  
condamnés pour  
un viol antisémite

PAGE 11

Ukraine  
La Russie accélère  
le rythme de son  
offensive militaire

PAGE 7

**Protection des océans :**  
**le bilan encourageant**  
**du sommet de Nice**

Le traité sur la haute mer pourrait entrer en vigueur à la rentrée

Parti socialiste  
La gouvernance d'Olivier Faure, enjeu du congrès

PAGE 9

Etats-Unis  
Les sans-papiers traqués dans les rues de Californie

PAGE 6 ET IDÉES PAGE 29



A Barcelone, le 21 mai. DAVIDE BONALDO/ GETTY IMAGES

## Enquête Les villes européennes victimes de la « touristification »

L'AFFLUX DE TOURISTES dans certaines villes du Vieux Continent suscite un mécontentement croissant chez des habitants qui voient leur cadre de vie se dégrader. Dimanche 15 juin, des défilés de protestation sont prévus en Espagne (Barcelone, Palma, Saint-Sébastien, Ibiza...) et en Italie (Gênes, Venise). Ailleurs (Paris, Marseille, Amsterdam...), l'industrie

touristique fait également débat. L'Europe est passée de 416 millions d'arrivées internationales en 2005 à 747 millions en 2024. En Espagne, le nombre de touristes étrangers a bondi de 65 à 94 millions en dix ans, alors que la Grèce a connu dans le même temps une hausse de 22 à 35 millions de visiteurs.

PAGE 14

**Reportage**  
Au Pérou,  
sur les traces  
du pape Léon XIV

Le pontife, qui a la double nationalité américano-péruvienne, a longtemps vécu dans ce pays, où son art du compromis et son souci d'aider les pauvres ont marqué les esprits

PAGES 22-23

*ferme en faveur de la conservation et de l'utilisation durable* de l'océan. Des avancées majeures ont été obtenues au sujet du traité sur la haute mer, un accord important concernant les eaux internationales. Pour entrer en vigueur, ce texte, porté par la France, doit être ratifié par 60 pays. Or, ce quota devrait être atteint, sans doute même dépassé, d'ici au mois de septembre. Il permettra d'encadrer la création d'aires marines protégées en dehors des zones économiques exclusives des Etats.

PAGE 8 ET IDÉES PAGES 30-31

**Défense**  
Le F-35, un avion précieux mais encombrant

Le fait que cet avion de chasse américain équipe plusieurs armées européennes rend ces pays dépendants, techniquement, de la très imprévisible administration Trump

GÉOPOLITIQUE PAGES 24 À 26

**ET SI VOUS ACHETIEZ  
FRANÇAIS ?**

-DU 1<sup>ER</sup> AU 30 JUIN  
**-20%**  
SUR TOUTE LA GAMME NEOLOGY



EspaceTopper®

Maison familiale depuis 1926

63 rue de la Convention Paris 15 • 7J/7  
01 45 77 80 40 • M° Charles Michels

Canapés, literie, mobilier : toutes nos adresses sur www.topper.fr



# Le régime iranien ébranlé par la violence de l'attaque israélienne

Les frappes de l'Etat hébreu, qui ont fait près de 80 morts, ont décimé la chaîne de commandement militaire iranienne. Téhéran se considère désormais «en guerre»

**A**près la sidération, la riposte. L'Iran a finalement répondu à la grande opération militaire israélienne contre son sol, déclenchée vendredi 13 juin. La République islamique a lancé en six salves plus de 150 missiles balistiques en direction de l'Etat hébreu dans la nuit du 13 au 14 juin. Trois personnes ont été tuées et des dizaines d'autres blessées, selon un premier bilan provisoire avancé par les médias israéliens. Téhéran se considère désormais officiellement «en guerre» contre «le régime sioniste», soit Israël dans le jargon iranien.

Les gardiens de la révolution, l'armée idéologique du pays, ont revendiqué dans un communiqué avoir ciblé «des dizaines d'installations, de bases militaires et de bases aériennes en Israël» lors de l'opération qu'ils ont baptisée «Promesse vérifiable 3». Peu avant le tir de la première salve, le Guide suprême iranien, Ali Khamenei, a promis, dans un message vidéo transmis à la télévision iranienne, que les forces armées allaient «rendre le sionisme [Israël] misérable». Il a affirmé que «le crime [les bombardements de l'Etat hébreu en Iran] ne resterait pas impuni», apelant le peuple iranien à lui faire confiance.

Vendredi 13 juin, Israël a mené des bombardements d'une ampleur sans précédent contre des sites militaires et nucléaires en Iran. Selon les médias iraniens, ces attaques ont tué au moins 78 personnes, dont le chef d'état-major des forces armées, Mohammad Bagheri, le commandant en chef des gardiens de la révolution, Hossein Salami, et le responsable de la force aérospatiale chargé de l'arsenal balistique iranien, Amir Ali Hajizadeh. Quelque 320 Iraniens auraient été blessés par ces frappes.

La première série de tirs, dans la nuit du 12 au 13 juin, a décapité en quelques heures la chaîne de commandement de l'appareil militaire iranien. Un coup sans précédent infligé à la République islamique, qui n'avait pas esuyé une attaque d'une telle ampleur depuis la guerre Iran-Irak dans les années 1980. Une

vingtaine des plus hauts officiers de l'armée et des gardiens de la révolution ont péri lors de ces frappes, ce qui en dit long sur le niveau de pénétration du pouvoir iranien par le renseignement israélien. Dès les premières heures de son offensive, l'Etat hébreu a cherché à paralyser l'institution militaire iranienne.

#### APPAREIL MILITAIRE DISPARATE

Tout au long de la journée du 13 juin, les agences de presse locales ont fait état d'«explosions» à travers les régions du pays: dans le Centre-Est, à Kermanshah; à Hamadan – où une base aérienne a été ciblée à deux reprises dans l'après-midi –; à Chiraz, où des installations nucléaires ont été visées. Ont également été touchés le site nucléaire de Natanz – le cœur du programme atomique de Téhéran –, qui a été frappé à plusieurs reprises, et la ville de Tabriz, dans le Nord-Est, qui a été secouée par les explosions violentes d'entre-pôts de stockage d'armes. Dans la matinée du samedi 14 juin, des images montrent une épaisse colonne de fumée s'élevant près de l'aéroport Mehrabad de Téhéran. Ailleurs dans la capitale, le fracas des explosions et des tirs de la défense antiaérienne continuait de résonner dans différents quartiers.

L'aviation iranienne semble jouir d'une liberté de mouvement complète dans le ciel iranien après avoir neutralisé de nombreux radars et sites de missiles sol-air. Ceux-ci ont été visés de manière méthodique vendredi, comme à Piranshahr, dans la province de l'Azerbaïdjan-Ouest, une ville frontalière de l'Irak, pays que les appareils de l'Etat hébreu survolent impunément après avoir emprunté l'espace aérien syrien. Après la chute du régime de Bachar Al-Assad, en décembre 2024, Israël avait détruit les systèmes de radars et d'alerte de l'ancienne armée syrienne, susceptible de détecter des avions en route vers le territoire iranien.

La relative facilité d'action de l'aviation iranienne jette une lumière crue sur les faiblesses d'un Etat à l'appareil militaire très disparate, dont la seule véritable force est

son arsenal balistique, patiemment développé depuis les années 1980. Les forces armées iraniennes ne disposent pas, par exemple, d'une aviation de chasse moderne et sont surtout dotées de vieux aéronefs de l'époque soviétique et de quelques autres américains, mis en service avant la révolution islamique de 1979. L'Iran manque aussi cruellement, depuis longtemps, de systèmes de défense antiaérienne et antimissile. Malgré des demandes répétées à Moscou, Téhéran n'a pas obtenu, pour l'heure, de transfert du système russe de défense antiaérienne S-400, considéré comme l'un des plus performants au monde. Le transfert de chasseurs modernes Sukhoi-35, annoncé régulièrement, ne s'est toujours pas matérialisé.

#### PEUR ET INQUIÉTUDE

Conscient de ses faiblesses militaires, révélées notamment lors des deux campagnes de frappes menées sur son sol par Israël en avril et octobre 2024, Téhéran a toujours cherché à donner le change. Que ce soit par la mise en scène de ses sites de lancement de missiles balistiques, en partie enterrés dans un vaste réseau de tunnels répartis dans diverses régions montagneuses du pays, ou par la médiation de chacune de ses innovations technologiques dans le domaine balistique. Le fait que l'Iran ait mis plus de douze heures avant de riposter aux frappes israéliennes peut être lié aux dommages subis par ses stocks de missiles et ses lanceurs.

Pour contrer les frappes israéliennes, Téhéran agit également dans le champ diplomatique, auprès des instances internationales. La République islamique a demandé, le 13 juin, une réunion d'urgence du Conseil de sécurité des Nations unies. Prenant la parole ce jour-là devant cet organe, alors que Téhéran et Israël s'accusaient mutuellement avec véhémence du déclenchement des hostilités, le directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Rafael Grossi, a qualifié l'offensive contre les installations nucléaires de l'Iran d'«inquiétante». «Actuellement,

les autorités iraniennes nous ont informés d'une attaque contre deux autres sites: l'installation d'enrichissement de combustible de Fordo et le site d'Ispahan, où se trouvent une usine de combustible, une usine de transformation d'uranium et une installation de production de poudre enrichie. Nous n'avons pas toutes les informations, mais d'après ce que l'on sait, ce sont des sites inquiétants.»

Au sujet de Natanz, le directeur de l'AIEA a précisé que «le bâtiment d'enrichissement de combustible en surface, où l'Iran produisait de l'uranium enrichi jusqu'à 60% (U-235), a été détruit. Les infrastructures électriques du site, y compris le poste de transformation, le bâtiment principal d'alimentation et le générateur de secours, ont été démolies». Selon lui, il n'y a «aucune preuve d'une attaque physique contre la partie souterraine abritant les centrifugeuses, principal site d'enrichissement de combustible». «Cependant, la couverture de l'électricité en sous-sol a peut-être affecté les centrifugeuses. La radioactivité mesurée à l'extérieur de Natanz est restée inchangée, ce qui laisse penser que l'événement n'a eu aucun impact sur la population ou l'environnement», a-t-il ajouté, tout en mettant en garde contre ce type d'attaques, jugées dangereuses «tant pour la population que pour l'environnement» et susceptibles de «mettre en péril la paix régionale et internationale».

Vendredi matin, avant la riposte iranienne, Mohammad Jafar Ghaempanah, adjoint du président iranien, Massoud Pezeshkian, a souligné que l'Iran riposterait face à l'attaque israélienne, tout en espérant que les négociations avec les Etats-Unis se poursuivent «conformément aux instructions du Guide suprême». Le sixième cycle de négociations entre Washington et Téhéran sur le contentieux nucléaire iranien est prévu ce dimanche 15 juin à Oman, sans que l'on sache s'il sera maintenu.

A cette heure, la contre-attaque iranienne n'a visé aucun intérêt américain. Pour Ellie Geranmayeh, chercheur au Conseil européen des affaires étrangères, un centre de réflexion établi à Londres, «bien que Téhéran soit en mesure de mener des attaques contre le personnel américain au Moyen-Orient et perturber le flux du transport maritime, il pourrait s'en abstenir afin de ne pas nuire à ses relations avec le monde arabe». Et alors que les Etats-Unis continuent d'insister sur le fait qu'Israël a agi de manière unilatérale, «l'Iran fera également preuve de prudence afin d'éviter de tomber dans le piège de [Benjamin] Nétanyahou [le premier ministre israélien], qui cherche à entraîner les Etats-Unis dans une confrontation directe avec l'Iran. Les Iraniens savent pertinemment qu'ils ne peuvent pas affronter les Etats-Unis», poursuit la chercheuse. ■



Le portrait de l'ayatollah Ali Khamenei (à gauche), lors d'une manifestation contre l'agression israélienne, à Téhéran, le 13 juin. VAHID SALEM/AP ET ERFAN KHOSHKHOO/ISNA NEWS AGENCY

## L'Etat hébreu parvient à déjouer la riposte de Téhéran et poursuit son offensive

Les salves de missiles envoyées par l'Iran ont fait au moins trois morts sur le territoire israélien

JÉRUSALEM - correspondance

Ce fut l'une des plus dures nuits qu'a connues Israël depuis la guerre commencée le 7-Octobre avec l'attaque du Hamas. Dans la nuit du vendredi 13 au samedi 14 juin, l'Iran a lancé 150 missiles balistiques, visant «des dizaines de cibles», «de bases et d'infrastructures militaires», selon Téhéran. Les sirènes de la défense antiaérienne de l'Etat hébreu ont résonné à travers le pays, surtout pendant la première partie de la nuit, où les avions de chasse et le système de défense multicouches ont été fortement sollicités contre les frappes iraniennes. Le commandement du front intérieur a recommandé à une demi-douzaine de reprises à la population de rester dans les abris.

Au moins trois personnes ont été tuées et 70 blessées dans cette première riposte massive, selon la presse israélienne. C'est le centre d'Israël qui a le plus souffert. Un gratte-ciel a été touché à Tel-Aviv. Un bloc d'habitations a été détruit à Ramat Gan, non loin. Et, dans la banlieue cossue de Rishon LeZion, un missile a explosé non loin d'un quartier résidentiel, causant de nombreux dégâts.

Le bilan de la nuit aurait pu être pire. Après l'attaque fulgurante

### LES CAPACITÉS DE L'IRAN ONT ÉTÉ SI ENTAMÉES QUE LES SALVES DE MISSILES LANCÉES SUR ISRAËL ONT ÉTÉ MOINS IMPORTANTES QUE PRÉVU

vient après des décennies de guerre de l'ombre et plusieurs mois d'escalade entre Israël et l'Iran. Il s'agit désormais, pour l'Etat hébreu, de briser, et non plus de ralentir, le programme nucléaire de la République islamique, de détruire sa capacité balistique, de lui porter des coups irréversibles, voire de susciter la chute du régime de Téhéran, comme l'a déclaré ouvertement Benyamin Nétanyahou, le premier ministre israélien, dans une vidéo diffusée vendredi soir. «Le temps est venu pour le peuple iranien de s'unir autour de son drapeau et de son héritage historique, en défendant sa liberté face au régime pervers et oppressif», a-t-il déclaré.

Après la mise au pas du Hezbollah libanais, à l'automne 2024, et la fuite du dirigeant syrien Bachar Al-Assad, en décembre 2024, l'Etat hébreu espère affaiblir durablement son ennemi historique. «Ce vendredi a été un jour historique, c'est ce pour quoi Israël s'est préparé depuis que l'usine d'enrichissement de Natanz a été dévoilée par le régime iranien en 2002. Cette offensive peut changer la face du Moyen-Orient», estime Raphael Ben-Levi,

nale et la stratégie sioniste. L'attaque d'ouverture a nécessité huit mois de préparation, selon le média américain Axios.

Le déclenchement remonte au 1<sup>er</sup> octobre 2024, lorsque l'Iran envoie une salve de 200 missiles balistiques sur Israël, en représailles à l'assassinat du chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, le 27 septembre 2024 à Beyrouth, et d'Ismail Haniyeh, le chef du Hamas, en juillet 2024, à Téhéran. C'est alors que Benyamin Nétanyahou aurait décidé d'une double attaque, l'une sur les programmes de missiles, l'autre sur la recherche nucléaire.

**Rôle crucial des espions**  
L'opération, lancée dans la nuit du 12 au 13 juin, combine bombardements aériens massifs et actions de commandos infiltrés en territoire iranien. La majeure partie des forces aériennes israéliennes, parmi les plus performantes au monde, est engagée. Selon un responsable militaire israélien, 200 avions de chasse ont été mobilisés, pour être envoyés à plus de 2 000 kilomètres des frontières de l'Etat hébreu. L'attaque a été menée en plusieurs vagues. Elle a visé à supprimer les défenses aériennes iraniennes, dégrader la capacité de la République islamique à riposter contre Israël et perturber les fonctions de commandement et de contrôle. Israël, en réussissant à atteindre la plupart de ces objectifs, a créé les conditions nécessaires à la poursuite de la campagne.

Mais les pilotes n'ont pas été les seuls à agir. Les espions ont aussi joué un rôle crucial dans la réussite de cette attaque. Selon le média américain Axios, quand les Iraniens ont perçu qu'une attaque israélienne était imminente, les commandants des forces aériennes

des gardiens de la révolution se sont rassemblés dans un abri pour organiser la riposte. Mais Israël, au courant de la procédure, connaissait la localisation de l'abri, et l'a détruit, décapitant le commandement et compromettant ainsi la réponse militaire. En visant la tête, l'armée israélienne a permis à ses forces de se concentrer sur la poursuite de l'offensive. Les avions de chasse ont volé dans un espace aérien contesté.

Au même moment, des agents du Mossad, le service de renseignement israélien, ont mené des opérations de sabotage en territoire iranien, visant, eux aussi, sites de défense antiaérienne et de lancement de missiles balistiques. Ils ont déployé des systèmes d'armes guidées, ainsi qu'une base de drones d'attaque introduite clandestinement avant l'attaque. Résultat: l'armée israélienne, qui s'était préparée à une riposte immédiate de 300 à 500 missiles balistiques, n'a eu à contrer qu'une première contre-attaque d'une centaine de drones, déjouée par les avions de chasse et la défense antiaérienne de l'Etat hébreu.

Profitant de sa position de force, Israël a poursuivi ses frappes sur les sites des programmes de recherche nucléaire et ceux sur les missiles balistiques, continuant à nettoyer la défense antiaérienne iranienne et posant les bases d'une campagne qui devrait durer plusieurs semaines: «L'opération de vendredi ne se limitera pas à cette unique attaque. Une évaluation des dégâts sera effectuée pour établir des plans pour de nouvelles cibles», reprend Raphael Ben-Levi.

Samedi matin, Israël poursuivait ses attaques sur le sol iranien, face à une République islamique entièrement démantelée. ■

SAMUEL FOREY

## La faillite de l'«axe de la résistance» pro-iranien

La République islamique ne peut plus compter sur ses alliés au Liban, en Irak et au Yémen, affaiblis depuis le 7-Octobre

### SEULS LES HOUTHIQUES YÉMÉNITES ONT POURSUVI, JUSQU'À AUJOURD'HUI, LEURS ATTAQUES CONTRE ISRAËL

**L**a République islamique d'Iran a lancé, seule, sa riposte contre Israël, vendredi 13 juin, en réponse à l'attaque massive de l'Etat hébreu contre son programme nucléaire et ses cadres. Ses alliés au sein de l'«axe de la résistance» à Israël sont restés atones, à l'exception d'un tir isolé de missile par les houthistes yéménites qui a manqué sa cible et s'est abattu sur Hébron, en Cisjordanie occupée, blessant trois enfants. Vingt mois après le début de la guerre dans la bande de Gaza, en octobre 2023, les alliés de l'Iran au Liban, en Irak et au Yémen font pâle figure et souffrent le prix d'un engagement face à un ennemi qui a montré son écrasante supériorité militaire.

«Certains raillent un "axe de la non-résistance". La formule est exagérée, mais l'affaiblissement important de différents membres de l'axe change l'équation pour l'Iran, alors que les précédentes confrontations avec Israël, en avril et en octobre 2024, ont mis en exergue un déséquilibre fondamental: la capacité d'Israël à faire mal est bien supérieure à la sienne», souligne Thomas Juneau, spécialiste de l'Iran et du Yémen au cercle de réflexion Chatham House.

Déjà, en avril et en octobre 2024, les alliés de la République islamique n'avaient pas pris part aux représailles de l'Iran contre Israël. Ils n'ont pas non plus volé au secours du dictateur syrien Bachar Al-Assad, dont la chute, le 8 décembre 2024, a sorti la Syrie du giron iranien. «Ils ont conscience qu'ils n'ont pas les moyens d'une riposte. Il y a une prise de conscience aussi de la stratégie israélienne de disportion: si tu t'attaques aux intérêts israéliens, tu cours le risque d'être détruit. Le bluff ne marche plus face à la tactique de l'escalade israélienne», estime Robin Beaumont, expert de l'Iraq au sein de l'organisme de recherche Noria.

#### Soutien symbolique

Le Hamas palestinien, qui a lancé, le 7 octobre 2023, l'attaque meurtrière contre Israël à l'origine de la guerre à Gaza, et le Hezbollah libanais, qui a ouvert, dès le lendemain, un front de soutien entraînant une guerre ouverte avec Israël à l'automne 2024, l'ont appris à leurs dépens. Leur direction a été décapitée et leur arsenal en grande partie détruit par Israël. L'Etat hébreu a occasionné d'importantes pertes humaines – plus de 55 000 morts à Gaza et 4 000 au Liban – et des destructions massives.

Le parti chiite libanais, contraint, au terme du cessez-le-feu signé avec Israël en novembre 2024, d'accepter son désarmement au Sud-Liban, puis la perte de sa quasi-hégémonie politique, a été pressé, vendredi, par les autorités libanaises, de ne pas participer à la riposte iranienne. Le secrétaire général du Hezbollah, Naïm Kassem, a donné des gages, conscient qu'une reprise des hostilités contre Israël lui vaudrait les foudres des Libanais comme de ses partisans, qui ont peu goûté l'absence de soutien iranien au Hezbollah durant la guerre. Le cheikh Naïm a précisé que les attaques israéliennes ne resteront pas sans réponse, mais que celle-ci viendra «de la République islamique d'Iran».

Tout aussi symbolique a été le soutien, en Irak, des milices chiites pro-iraniennes, dont une manifestation à Bagdad, vendredi soir, n'a rassemblé que 200 personnes. Depuis octobre 2023, ces

factions armées sont restées en retrait du conflit à Gaza, et de la confrontation entre Iran et Israël, du fait des risques d'escalade avec les Américains, qui disposent de bases dans le pays dans le cadre de la coalition internationale de lutte contre l'organisation Etat islamique. «Elles n'ont pas intérêt à intervenir. La question palestinienne est importante, mais ne mobilise pas. Et, dans le contexte des élections législatives de novembre, les Irakiens sont prêts à sanctionner quiconque précipitera le pays dans une nouvelle guerre. Les milices ont plus à gagner à faire le pari de l'Etat, pour s'enrichir, que de la résistance», analyse M. Beaumont.

La disposition du président américain Donald Trump à sceller un accord avec l'Iraq sur le nucléaire, contre une levée des sanctions, a dessiné de nouvelles perspectives. «Cela a ouvert une réflexion stratégique sur la préservation de leurs intérêts politiques et économiques par une mutation vers l'activité politique. Les Iraniens eux-mêmes refléchissent à une mutation des modalités d'action de l'axe, priorisant l'influence politique sur le militaire, pour ne pas que l'axe disparaît», poursuit le chercheur.

Seuls les houthistes font figure d'exception. Les rebelles yéménites ont poursuivi, jusqu'à aujourd'hui, leurs attaques contre Israël et les navires croisant en mer Rouge en soutien à Gaza, malgré les frappes cinglantes menées par les Américains, puis par Israël, contre leurs installations militaires et civiles. «Les rebelles yéménites sont les seuls membres de l'axe à être plus forts aujourd'hui qu'en 2023, grâce au soutien de l'Iran et à la consolidation de leur pouvoir dans le nord-ouest du Yémen. Ils sont en posture de participer aux représailles de l'Iraq, mais leur capacité à infliger à Israël des dommages importants est limitée, car ils sont à 2 000 kilomètres et que leurs missiles et drones sont, pour la plupart, rudimentaires», note M. Juneau.

La menace qu'ils posent est bien plus sérieuse pour les bases américaines implantées dans le Golfe et les pays qui les accueillent. Mais, tant que les Etats-Unis continuent d'afficher leur distance, du moins opérationnelle, avec l'offensive israélienne, la République islamique n'a pas intérêt à faire des Américains une cible, au risque de les entraîner dans la guerre. Les rebelles yéménites n'ont, eux, pas intérêt à mettre fin au cessez-le-feu négocié par l'administration Trump pour protéger la circulation des navires militaires et commerciaux américains. Les monarchies du Golfe, qui se sont rapprochées de l'Iraq, depuis 2023, et veillent à se dissocier de l'attaque israélienne, ne sont pas non plus une cible. Une source proche de hauts gradés iraniens, citée par l'agence iranienne Fars News, a menacé, samedi, d'une riposte graduelle qui s'étendra «dans les prochains jours et touchera aussi les bases américaines de la région». ■

HÉLÈNE SALLON

## ATTAQUE D'ISRAËL CONTRE L'IRAN

# Le ralliement des Européens à l'Etat hébreu

Malgré la dégradation récente de leurs relations avec Nétanyahou, Paris, Londres et Berlin soutiennent le « droit d'Israël à se défendre »

**A**ppeler à la retenue et à la diplomatie, sans condamner Israël ni désavouer ses frappes : la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne ont réagi, vendredi 13 juin, de manière quelque peu inattendue, voire acrobatique, à la vaste offensive lancée par l'Etat hébreu contre l'Iran.

Tour à tour, les trois Etats européens – signataires, en 2015, avec l'Iran, l'Union européenne, les Etats-Unis, la Russie et la Chine, de l'accord destiné à limiter l'expansion du programme nucléaire iranien, dénoncé par Donald Trump trois ans plus tard – ont soutenu le « droit à se défendre » d'Israël face à la menace existentielle que constitue, selon eux, la détention par le régime islamique de Téhéran de l'arme nucléaire. Jusqu'ici, Paris, Londres et Berlin avaient plutôt tenté, en vain, de dissuader Benyamin Nétanyahou de mettre ses menaces à exécution, afin de privilégier l'option diplomatique.

Sans rancune, vendredi, les dirigeants français, britannique et allemand ont chacun appelé le premier ministre israélien pour lui manifester leur solidarité, en dépit de la très nette dégradation, au moins pour les deux premiers, de leurs relations avec M. Nétanyahou au fil de la guerre dans la bande de Gaza. « Israël a le droit de se défendre et l'Iran ne devrait pas développer d'armes nucléaires », a estimé, très vite, le chancelier allemand, Friedrich Merz. Le

Britannique Keir Starmer a mis en avant, dans l'après-midi, le « droit d'Israël à l'autodéfense » et les « inquiétudes de longue date » de son pays à l'égard du programme nucléaire iranien.

En début de soirée, Emmanuel Macron a même assuré que la France était à nouveau prête, comme après les précédentes ripostes iraniennes, à se joindre aux « opérations de protection et de défense » de l'Etat hébreu en cas de représailles – sans que l'on sache si Paris a joint les actes à la parole quand l'Iran, dans la soirée puis dans la nuit, a lancé plusieurs salves de missiles sur Israël.

« A l'inverse, je n'envisage aucunement de participer à quelque opération offensive que ce soit. Ce n'est pas notre rôle », a ajouté le chef de l'Etat. « Le soutien n'est pas un soutien inconditionnel et sans limite », a-t-il fait valoir.

#### Inattendu ralliement

Il n'empêche, le président français a semblé, tout en s'en démarquant, donner une sorte de blanc-seing aux autorités israéliennes. « Quand je regarde de ces frappes, elles ont permis de réduire des capacités d'enrichissement. Elles ont permis de réduire des capacités balistiques », a observé Emmanuel Macron. La France n'a « pas participé » à l'offensive et ne « partage pas cette approche et la nécessité d'une opération militaire », a-t-il rappelé, pour constater cependant que ses frappes avaient eu « des effets qui vont dans le sens recherché » afin d'em-

pêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire ou, du moins, entraver ces efforts en ce sens. « Nous ne pouvons pas vivre dans un monde où l'Iran possède l'arme nucléaire », a-t-il martelé, en mentionnant notamment, le soutien de Téhéran à Moscou dans la guerre en Ukraine.

La position des capitales européennes, Paris en tête, est paradoxale, dans la mesure où elles sont les premières à avoir cherché à relancer les négociations avec Téhéran. En particulier dans le contexte de la réélection de Donald Trump, car elles voulaient éviter qu'Israël ne passe à l'offensive contre le programme nucléaire iranien, avec le soutien ou pas des Etats-Unis. Mais, écartées des négociations entre Washingt-

ton et Téhéran, les officiels européens se méfiaient, ces derniers jours, d'un accord précipité et de façade, négocié à la va-vite et dans leur dos par l'envoyé spécial de la Maison Blanche, Steve Witkoff. Pour eux, l'ancien agent immobilier, proche du président américain, ne fait pas le poids face aux négociateurs iraniens, plongés dans le dossier depuis des années.

Au contraire, les officiels européens ont continué à se concerter étroitement avec les autorités israéliennes, ces dernières semaines, au sujet de l'Iran. Ils reconnaissent, en privé, que la convergence est forte avec l'Etat hébreu pour juger que le programme nucléaire iranien est très avancé et qu'il est grand temps de stopper ces progrès. Au-delà des mises en garde de rigueur contre une intervention militaire israélienne, certaines voix ne cachent plus, notamment à Paris, que les frappes pourraient être envisageables si Israël apportait la preuve de leur efficacité pour résoudre la question du nucléaire iranien pour dix ans ou davantage, sans susciter une nouvelle conflagration régionale.

Un positionnement qui tranche avec la prudence avec laquelle les diplomates européens, en particulier français, portaient le dossier iranien ces derniers mois. « La position française est pour le moins questionnable, car l'opération israélienne a notamment consisté en une frappe sur une installation nucléaire d'un Etat souverain. Les risques ne sont pas nuls », analyse Kelsey Davenport, directrice de la politique de non-prolifération pour le compte de l'Arms Control Association, un think tank américain influent sur ces questions.

De l'avis de nombreux experts, les négociations esquissées par Paris, Londres et Berlin – sans Washington, qui s'est retiré de l'accord en 2018 – n'auraient pas été en mesure d'obtenir un démantèlement du programme iranien. Elles auraient, au mieux, avec le retour d'inspections régulières sous l'égide de l'Agence internationale de l'énergie atomique, permis de donner quelques mois aux Occidentaux pour intervenir en cas de franchissement des seuils d'enrichissement de Téhéran. ■

PHILIPPE RICARD  
ET ÉLISE VINCENT



Emmanuel Macron, lors d'une conférence de presse à l'Elysée, à Paris, le 13 juin. KAMIL ZHNIOLU POUR « LE MONDE »

## LE SOUTIEN N'EST PAS UN SOUTIEN INCONDITIONNEL ET SANS LIMITES

EMMANUEL MACRON  
chef de l'Etat français

# Trump tiraillé entre soutien à Israël et rejet des guerres à l'étranger

Le mouvement MAGA, la base trumpiste, nourrit une aversion pour les engagements militaires extérieurs, associés aux néoconservateurs

WASHINGTON - correspondant

**D**onald Trump promettait de mettre fin à la guerre en Ukraine ? Elle fait rage. Le désastre à Gaza ? Il se poursuit, loin des rêves artificiels du magnat de transformer ce territoire palestinien en Riviera. Et voici à présent le président américain, en contradiction avec sa profession de foi pacifiste et son rejet des aventures militaires, au seuil d'une nouvelle guerre au Moyen-Orient impliquant son pays, en soutien d'Israël. L'opération spectaculaire conduite par l'Etat hébreu contre l'Iran a placé la Maison Blanche dans une position inconfortable, où elle semble subir les événements tout en suggérant qu'elle les initie. Paix introuvable, confrontation inévitable : Donald Trump a pris acte de l'attaque, la trouvant « réussie », sans la saluer ouvertement. Lorsque une centaine de missiles iraniens ont été lancés en réponse, dans la soirée du vendredi 13 juin, les forces armées américaines ont pris leur part dans la défense d'Israël, comme ce fut le cas à deux reprises sous la présidence Biden, en 2024.

Pour Donald Trump, la priorité demeure le sort du personnel civil et militaire américain déployé au Moyen-Orient, une cible potentielle pour l'Iran. Or Israël tente d'associer Washington à son entreprise, en soulignant l'échange d'informations en amont. « Il semble que Trump ait une connaissance préalable des frappes israéliennes, et qu'il a donné un feu entre le vert et l'orange », estime Dan Shapiro, ancien ambassadeur en Israël, aujourd'hui expert au conseil de réflexion Atlantic Council.

Après la publication jeudi soir d'un communiqué d'une neutralité rare par le secrétaire d'Etat, Marco Rubio, soulignant la non-participation américaine, Donald Trump s'est lancé dans une succession d'appels à des journalistes. A chacun, le même message : l'opération israélienne pourrait faciliter l'option diplomatique qu'il a choisie avec Téhéran depuis deux mois, par l'intermédiaire de son envoyé spécial, Steve Witkoff.

Tout en soulignant sur son réseau Truth Social qu'Israël dispose d'une grande quantité d'armes américaines – « les meilleures et les plus létales » –, Donald Trump s'est

croché à une solution négociée, au risque d'un décalage avec l'escalade du moment. « Il y a déjà eu beaucoup de morts et de destructions, mais il est encore temps d'arrêter ce massacre, alors que les attaques planifiées ensuite seront encore plus brutales. L'Iran doit conclure un accord, avant qu'il ne reste rien », a écrit le président.

#### Se distancier de Nétanyahou

Du côté israélien, des sources officielles assuraient que Donald Trump était non seulement au courant, mais que les Etats-Unis avaient participé à l'endormissement du régime iranien, en faisant croire que le rendez-vous diplomatique à Oman, prévu dimanche 15 juin avec Steve Witkoff, était maintenu et décisif. Mais les Etats-Unis veillent à ne pas apparaître comme co responsables de cette opération, à la fois pour des raisons sécuritaires et idéologiques, tant l'idée d'une aventure militaire à l'étranger réveille, au sein du monde MAGA (« Make America Great Again »), le spectre des néoconservateurs honnus.

Au sein du mouvement, des tensions émergent. Elles ont été résu-

mées jeudi par Charlie Kirk, l'une de ses figures influentes, à la tête de l'organisation Turning Point USA. « Aucune question ne divise actuellement la droite autant que la politique étrangère », écrit-il sur X. Dans sa lettre du matin, Tucker Carlson, ancien présentateur de Fox News devenu l'une des voix de la droite identitaire, estimait même que Donald Trump était « complice dans un acte de guerre ».

L'ambiguité stratégique dans l'opération israélienne complique la donne. Elle tient à la tentation chez M. Nétanyahou d'un changement de régime en Iran. Qu'est prêt à faire le président américain, dénué d'affection en politique étrangère, traitant souvent ses alliés sans grands égards ? Le dirigeant a déjà démontré sa capacité à dire non à Benyamin Nétanyahou et à se distancier de lui, souligne Aaron David Miller, vétéran de la diplomatie américaine. « Ces deux derniers mois, note cet expert au centre de réflexion Carnegie Endowment for International Peace, Trump a ignoré à plusieurs reprises les objections du premier ministre [israélien]. Celui-ci s'était opposé à la levée des sanctions

américaines contre la Syrie, Trump l'a fait. Israël ne voulait pas qu'il ouvre un canal de communication avec le Hamas, Trump a passé un accord afin d'obtenir la libération d'Edan Alexander à Gaza, à la veille de sa tournée au Moyen-Orient. Enfin, il a conclu un cessez-le-feu avec les houthistes au Yémen, plaçant les Israéliens devant le fait accompli. Si un président démocrate avait agi de la sorte, il y aurait eu des appels à sa destitution. »

Tandis que les opérations israéliennes sont amenées à se poursuivre, une réalité militaire s'impose : il faut des munitions très spécifiques pour éventuellement détruire des installations construites profondément sous terre, comme le site de Fordo, au cœur d'une montagne. Les Américains disposent de la bombe antibunker GBU-57. Un dilemme se dessine donc pour la Maison Blanche sur son implication, défensive ou également offensive, alors que de nombreux analystes doutent de la possibilité d'anéantir le programme nucléaire iranien.

« L'opération est une décision terrible de Nétanyahou, qui va avoir l'effet inverse de ce qui est recher-

ché sur le plan de la prolifération, explique James Acton, expert de la question au Centre Carnegie. Cela va durcir la détermination du régime à développer l'arme nucléaire, sans le priver définitivement de ses capacités. »

James Acton doute de l'ampleur des dommages infligés au programme iranien. « Après le retrait de Trump de l'accord du JCPOA en 2018 [Joint Comprehensive Plan of Action], le plan d'action global commun], l'Agence internationale pour l'énergie atomique a perdu la possibilité de superviser toutes les centrifugeuses, qui ont été probablement dispersées dans le pays et placées dans des installations très renforcées, explique-t-il. L'Iran n'aurait même pas à en fabriquer de nouvelles. De même, malgré les scientifiques tués, les connaissances acquises sur l'enrichissement de l'uranium sont déjà largement partagées. Les Israéliens sont donc condamnés, comme on dit, à tondre la pelouse avec des frappes répétées, encore et encore, tandis que les Iraniens risquent de creuser encore plus profondément pour leurs installations. » ■

PIOTR SMOLAR



# En Californie, à l'heure de la chasse aux sans-papiers

A Downey, une commune du comté de Los Angeles, la police de l'immigration multiplie les arrestations

## REPORTAGE

DOWNEY (CALIFORNIE) - envoyée spéciale

**U**n traquenard. Sur la vidéo des caméras de surveillance, le laveur de voiture a l'air inquiet. Chaussé de bottes en caoutchouc, il fait les cent pas dans un stand de la station de lavage auto Galaxy, à Downey, une commune de l'agglomération de Los Angeles. Il est 9 h 05 ce mercredi 11 juin.

Un 4x4 beige métallisé se glisse le long du trottoir. Deux hommes en gilet pare-balles en descendant mais l'employé ne les voit pas. Ils enjambent la haie, replacent leur masque sur leur visage et se préparent à l'embuscade. Le migrant n'a que le temps de se mettre à courir. Il parvient à éviter les policiers, puis la caméra le perd de vue. Il sera rattrapé un peu plus loin, le coude en sang, après une chute sur les cailloux le long de la voie ferrée.

Vingt-quatre heures ont passé. Jeudi 12 juin, la gérante du car wash, Teran, 50 ans, et son fils Jose acceptent de témoigner devant l'établissement fermé. Ils se sont d'abord terrés, et demandent toujours à conserver l'anonymat. Mais ils veulent «faire quelque chose» pour leurs deux salariés «kidnappés» par la police de l'immigration. Le premier, 28 ans, avait fui le Mexique il y a six mois pour échapper aux cartels, explique Jose, qui a presque le même âge. Le second, 48 ans, travaillait au lavauto depuis quinze ans. Teran dit qu'elle n'a pas dormi. Elle revoit constamment l'image du jeune migrant, menotté, qui l'implorait de l'aider.

Downey est une localité de 114 000 habitants, à 18 kilomètres au sud-est de Downtown Los Angeles; l'un des morceaux du puzzle à mille pièces qu'est le comté de Los Angeles (88 municipalités, 10 millions d'habitants). Nommée d'après le septième gouverneur de Californie, John Downey, berceau de l'aérospatiale, elle a été surnommée la «Beverly Hills mexicaine». Dans les années 1980, c'était une enclave blanche à 78 %. Aujourd'hui, la ville est aux trois quarts hispanique. Aisée, fleurie de jacarandas violettes, dotée de quelques manoirs et de restaurants cubains qui ne dépareraient pas à Miami: le symbole de l'ascension des Latinos à Los Angeles.

Ce mercredi 11 juin, après leur moisson au car wash de Paramount boulevard, les hommes en tenues de combat vont cueillir douze personnes: devant un cabinet dentaire – un jardinier en gilet orange –, devant le club LA fitness, au lavauto Papa John... En trois jours, le conseiller municipal démocrate Mario Trujillo a documenté 17 arrestations. «J'espérais que c'est bien une agence fédérale qui les a capturés», souligne-t-il. Ces agents ne s'identifient pas. Leur mode opératoire, c'est attraper des gens qui ont l'air



Image de vidéo-surveillance montrant deux agents de la police de l'immigration s'apprêtant à arrêter un travailleur sans-papiers (au centre), à Downey (Californie), le 11 juin.  
«LE MONDE»

**«Ces agents ne s'identifient pas. Leur mode opératoire, c'est attraper des gens qui ont l'air mexicain»**

MARIO TRUJILLO  
conseiller municipal  
démocrate de Downey

*mexicain et sans papiers, sans même les interroger.»*

Les arrestations sont parfois filmées par les passants. Certains hurlent d'impuissance. «Vous n'avez pas honte?» Les associations conseillent de demander au migrant qu'il crie son nom et sa date de naissance, avant d'être embarqué. Sauf si elles ont une famille ou des proches qui acceptent de témoigner, les victimes des raids disparaissent sans laisser de traces. Les patrons préfèrent souvent se taire: «Personne n'a envie de reconnaître qu'il emploie des sans-papiers», explique Martha Camacho Rodriguez, une éducatrice qui a enseigné pendant treize ans dans les quartiers difficiles à Compton, une commune voisine.

Ce même 11 juin, un grand-père qui amenait un enfant à l'école a été saisi sur le parking de l'église catholique Our Lady of Perpetual Help. Le diocèse n'a pas voulu commenter. Un autre homme a été pris devant l'église Downey Memorial. Là, la pasteure Tanya

Lopez et son mari Al, également pasteur, ont organisé une protestation avec une demi-douzaine de dignitaires religieux. Choqués: non seulement les hommes en treillis se sont permis d'interroger un homme qui se trouvait sur leur parking mais ils ont pointé leur fusil en direction de Tanya Lopez, qui s'approchait pour les filmer. Et quand Al leur a signifié que l'église s'opposait à ce genre de pratique sur sa propriété, l'un des agents a objecté: «Le pays tout entier est notre propriété.»

### L'histoire se répète

Al l'appel des pasteurs, le voisinage est venu partager son indignation devant l'église. Les questions se transforment en suspicion. Pourquoi ces voitures banalisées, immatriculées au Texas, au Nouveau-Mexique? Pourquoi les agents refusent-ils de s'identifier? L'examen au ralenti des vidéos montre que les agents portaient l'inscription «BORTAC» au dos de leur uniforme. Le sigle renvoie à «Border Patrol Tactical Unit», la force d'intervention la plus militarisée du Department of Homeland Security. Mais les habitants ne sont pas convaincus. «Tout cela peut s'acheter sur Amazon», assure Desirée Gaytan, du collectif anti-colonialiste Union del Barrio. Ils craignent une intervention des milices d'extrême droite.

A leurs yeux, l'histoire se répète.

Les Latinos ont en mémoire la *repatriation* Our Lady of Perpetual Help. Le diocèse n'a pas voulu commenter. Un autre homme a été pris devant l'église Downey Memorial. Là, la pasteure Tanya

Lopez et son mari Al, également pasteur, ont organisé une protestation avec une demi-douzaine de dignitaires religieux. Choqués: non seulement les hommes en treillis se sont permis d'interroger un homme qui se trouvait sur leur parking mais ils ont pointé leur fusil en direction de Tanya Lopez, qui s'approchait pour les filmer. Et quand Al leur a signifié que l'église s'opposait à ce genre de pratique sur sa propriété, l'un des agents a objecté: «Le pays tout entier est notre propriété.»

Le groupe est persuadé que le fast-food qui donne sur la laverie auto Galaxy est infiltré d'espions, des «bounty hunters» («chasseurs de primes»). «On photographie les gens qui photographient les gens», résume Martha. Les associations de soutien aux migrants se sont rassemblées début juin en un collectif pour l'autodéfense (Community Self Defense Coalition). Union del Barrio a commencé à former des «communautés patriotes», des groupes de citoyens en alerte qui surveillent les faits et gestes de l'ICE, la police de l'immigration. «On s'organise bloc par bloc», explique Desirée Gaytan. Nous ne sommes pas découragés. Nous sommes en colère.»

Depuis le début des opérations, Martha patrouille à Downey avec un groupe de *tias* («tantes», par extension «amies»). «Je déteste parler en termes de couleur, assure-t-elle. Mais si tu es blanc, en treillis, tu es qui?» La même perspective fait frissonner la paroissienne Monse Villareal. Elle ne veut «pas prononcer le nom», mais il vient quand même: «Guerre civile.» A sa consternation, ses deux fils de 27 et 30 ans,

sont – et restent – partisans de Donald Trump. «Ils sont dans leur bulle. Ils pensent que tout cela va bien se terminer.»

Le groupe est persuadé que le fast-food qui donne sur la laverie auto Galaxy est infiltré d'espions, des «bounty hunters» («chasseurs de primes»). «On photographie les gens qui photographient les gens», résume Martha. Les associations de soutien aux migrants se sont rassemblées début juin en un collectif pour l'autodéfense (Community Self Defense Coalition). Union del Barrio a commencé à former des «communautés patriotes», des groupes de citoyens en alerte qui surveillent les faits et gestes de l'ICE, la police de l'immigration. «On s'organise bloc par bloc», explique Desirée Gaytan. Nous ne sommes pas découragés. Nous sommes en colère.»

Avec son amie Paula, Martha a manifesté le 7 juin à Paramount, la commune voisine, à 80% latino, où ont eu lieu les violents incidents du 7 juin lorsque la population a tenté de s'opposer

aux interpellations de migrants devant le magasin de bricolage Home Depot. Arrivée à l'âge de 18 ans aux Etats-Unis, Paula Mejia, elle, a bénéficié de l'amnistie accordée par Ronald Reagan à 2,7 millions de clandestins en 1986. Agente immobilière, elle avait toujours été républicaine, jusqu'à l'arrivée de Donald Trump. Elle ne décolère pas contre ses voisins. Ceux que Martha appelle des «Judas», autrement dit, les Cubains, qui forment une importante minorité à Downey et se sont emparés du conseil municipal. «Pour eux c'est facile. Dès qu'ils mettent le pied sur le sol américain, ils bénéficient de la nationalité américaine», critique-t-elle. «C'est pour cela que nous sommes furieux. Cette ville a voté Trump», abonde Mario Trujillo.

Au soir des arrestations, un millier d'habitants manifestent devant l'hôtel Embassy Suites sur Firestone Boulevard, où sont logés les agents de la police de l'immigration. Beaucoup reprochent à la municipalité, qui avait été avertie de l'opération, de ne pas avoir prévenu les habitants. «Ce serait une interférence avec le gouvernement fédéral», défend le conseiller Trujillo. On échange des idées d'action: boycotter Porto's, le restaurant cubain, publier des revues négatives sur le site de l'hôtel (la chaîne a préféré déconnecter les commentaires). Mesures dérisoires face à la machine à expulsions. Depuis, l'ICE est passée à un nouveau terrain, plus au sud. Les 4x4 banalisés ont été signalés du côté de Disneyland. ■

CORINE LESNES

**QUESTIONS  
POLITIQUES**  
dimanche 12h-13h  
CARINE BÉCARD

Bernard Cazeneuve,  
ancien Premier ministre

france  
inter

franceinfo:  
TV canal 16

Le Monde

photo : © Christophe Abramowicz / RF

avec Nathalie Saint-Cricq  
et Françoise Fressoz

# Moscou accélère son offensive militaire en Ukraine

A l'approche de l'été, la Russie concentre ses efforts sur la région de Donetsk, dont elle vise la conquête totale

**D**epuis le mois de mai, la Russie a augmenté le rythme de son offensive militaire en Ukraine. Selon les données du groupe d'analyse ukrainien Deep State, la moyenne des assauts russes quotidiens est passée de 155 en avril à 184 en mai, soit une hausse de 19 %. Le 11 juin, l'état-major ukrainien dénombrait 220 assauts, signe que l'effort russe continue de croître.

Les gains territoriaux ont suivi. En mai, l'armée russe a conquis 449 km<sup>2</sup> en Ukraine, contre 177 km<sup>2</sup> en avril, soit 2,5 fois plus de terrain gagné en un mois. A l'échelle de ce pays plus vaste que la France, l'invasion russe reste toutefois très lente, surtout en regard des lourdes pertes humaines et matérielles subies par les forces armées russes (FAR). L'offensive est favorisée par le climat continental estival : le sol est dur, facilitant les assauts motorisés, tandis que la végétation aide les assaillants à se dissimuler. Les FAR ont lancé de grandes opérations terrestres à chaque été, sauf en 2023, où les forces armées ukrainiennes avaient pris – sans succès – l'initiative.

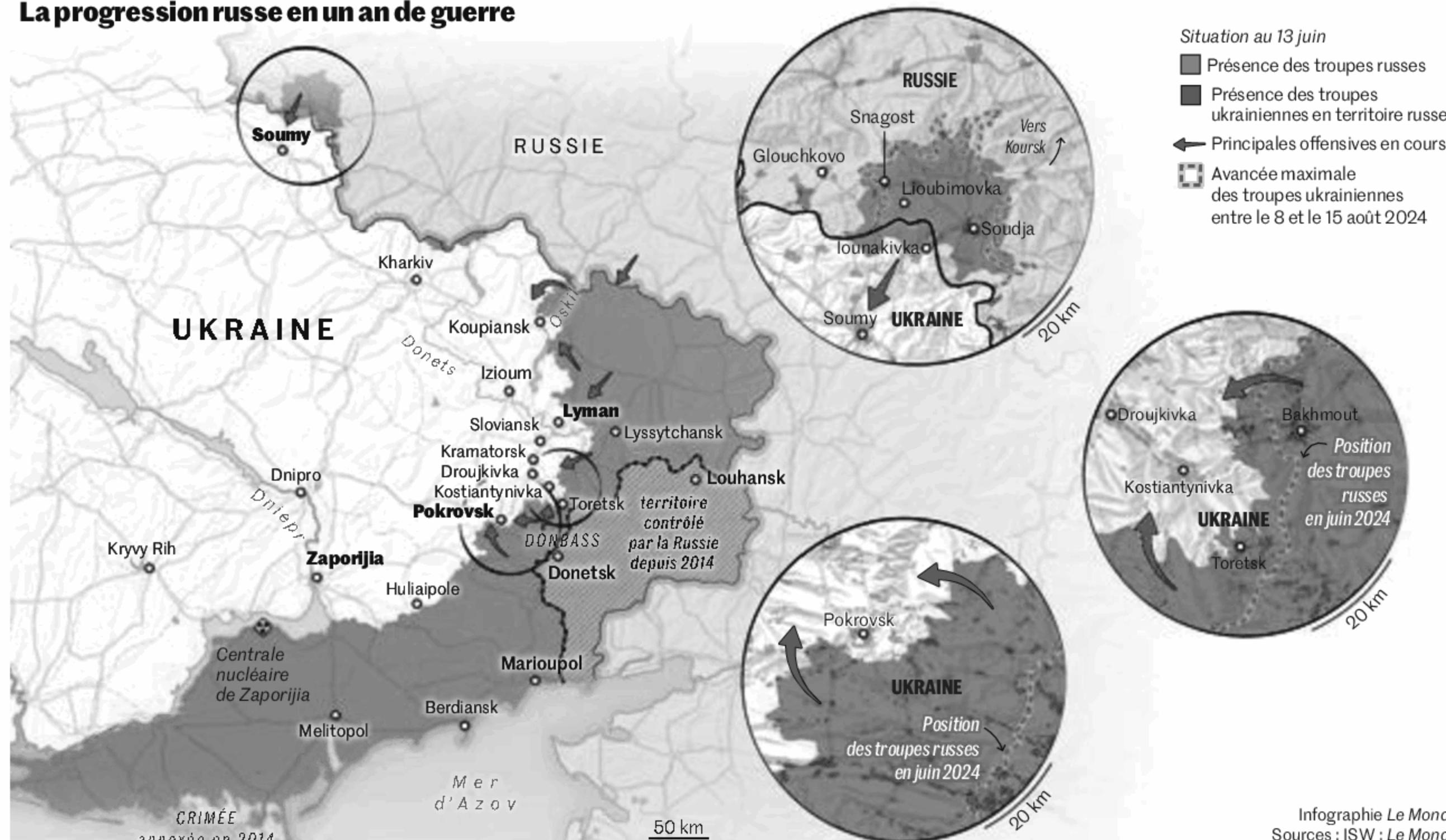
A l'approche de l'été, l'effort russe se concentre sur la région de Donetsk, dont la conquête totale reste depuis 2014 l'objectif primordial du Kremlin. Il reste encore un peu moins d'un tiers de la région à conquérir. La Russie en avait déjà envahi un tiers en 2014-2015, puis un autre tiers depuis février 2022.

## Détourner l'attention

Plusieurs centaines de milliers de soldats russes y sont déployés, principalement autour de la conurbation Pokrovsk-Myrnohrad (sur laquelle les forces russes butent depuis un an) et autour de Kostiantynivka. Cette dernière ville, largement en ruine mais abritant toujours un important dispositif de défense ukrainien, empêche la progression russe vers l'agglomération rassemblant Droujkivka, Kramatorsk et Sloviansk, dont Moscou avait déjà tenté de s'emparer en 2014. Le flanc oriental de cette zone est, lui, bloqué par le bourg de Siversk. Tout au nord de la région de Donetsk, l'envahisseur progresse plus rapidement en direction de la ville de Lyman, un nœud ferroviaire que les forces russes ont occupé quelques mois en 2022.

Sur les autres portions du front actif, d'une longueur d'environ mille kilomètres, l'intensité des

## La progression russe en un an de guerre



Infographie Le Monde  
Sources : ISW ; Le Monde

assauts est moindre. La petite ville de Koupiansk, dans la région de Kharkiv, est prise en tenaille par l'armée russe, qui a réussi à franchir la rivière Oskil au nord de la ville. En revanche, la Russie ne progresse plus au nord de la ville de Kharkiv (1 million d'habitants). Encore plus au nord, la très lente avancée russe vers la ville de Soumy (250 000 habitants), qui avait débuté en mars, semble s'être enlisée depuis le début du mois de juin. Toutefois, le site DeepState, proche de l'armée ukrainienne, notait le 7 juin que les troupes russes s'étaient approchées à 20 kilomètres de Soumy. Dans la région de Zaporijia, au sud-est de Donetsk, le grignotage russe reste également très laborieux.

Selon le renseignement militaire ukrainien, environ 125 000 militaires russes sont concentrés le long des frontières de Soumy et de Kharkiv. Le 28 mai, le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a estimé que «plus de 50 000 soldats [russe]» se trouvaient aux abords ou dans la région de Soumy.

L'expert militaire Serhi Hrabsky juge néanmoins la poussée russe vers la région de Dnipropetrovsk et la ville de Soumy comme «secondaires». Il prend pour exemple la disproportion, dans cette dernière zone, entre la masse des soldats (60 000) sur le front de Soumy et le nombre modeste de chars (120) et de véhicules blindés (500). «C'est trop peu [de blindés] pour parler d'une opération offensive active», estime-t-il. Il y voit donc une «opération plus tactique destinée à détourner l'attention» du front de Donetsk.

**Environ 640 000 soldats russes combattaient contre l'Ukraine, six fois la taille de l'armée envoyée en 2022**

Selon l'expert militaire Ievhen Dyky, 640 000 soldats russes combattent actuellement contre l'Ukraine. Soit environ six fois la taille de l'armée que Vladimir Poutine avait envoyée envahir son voisin le 24 février 2022. «S'ils avaient alors attaqué avec autant de soldats, nous n'aurions eu aucune chance. Heureusement qu'ils nous ont sous-estimés», admet-il.

Non contente d'avoir gonflé numériquement, l'armée russe a évolué en termes tactiques. Lents et repérables de loin sur le champ de bataille, les blindés ont subi une très forte attrition du fait de la multiplication des drones FPV (à pilotage en immersion) et autres munitions rôdeuses. En 2025, l'infanterie russe se lance désormais à l'assaut des positions ukrainiennes au moyen de mots et de véhicules légers, plus rapides et maniables. Et ils utilisent aussi des drones FPV, qui jouent un rôle-clé pour soutenir leurs assauts, remarque l'expert militaire ukrainien Oleksandr Kovalenko : «Si on comp-

tait 250 frappes quotidiennes de FPV en 2024, ce chiffre est passé à 1 400 aujourd'hui.»

Pour M. Kovalenko, les Russes ont cet été pour objectif de prendre en étau Pokrovsk et Kostiantynivka, c'est-à-dire «couper la logistique, attaquer sur les flancs et non plus attaquer frontallement comme ils le faisaient jusqu'ici, subissant des pertes énormes». La saison humide et froide sera, d'après lui, consacrée aux combats urbains.

## Leurres dépourvus d'explosif

Parallèlement à la guerre terrestre se joue un combat tout aussi crucial dans les airs. De part et d'autre, les tirs de drones de longue portée destinés à frapper l'ennemi profondément dans son arrière stratégique prennent une cadence vertigineuse. La Russie a ainsi tiré le chiffre record de 479 drones dans la seule nuit du 8 au 9 juin contre l'Ukraine, sans compter les dizaines de missiles tirés quotidiennement.

Côté ukrainien, on s'attend à ce que le chiffre seuil des mille dro-

nes par nuit soit prochainement atteint, afin de saturer la défense antiaérienne (DAA) ukrainienne. Parmi ces drones, la moitié environ sont des leurres dépourvus d'explosif. A défaut de posséder des missiles sol-sol de longue portée, les Ukrainiens ont aussi mis au point plusieurs types de drones de longue portée, qui saturent symétriquement la DAA russe.

Les bombardements nocturnes russes visant à terroriser et démolir la population ukrainienne s'articulent avec le refus patent de Moscou de négocier autre chose qu'une capitulation complète de l'Ukraine. Cherchant à doucher tout espoir de paix par un compromis diplomatique, le principal négociateur russe et conseiller du Kremlin, Vladimir Medinski, a déclaré le 16 mai devant ses interlocuteurs ukrainiens à Istanbul que la «Russie est prête à une guerre sans fin», prenant comme exemple un conflit mené pendant vingt et un ans contre la Suède au XVIII<sup>e</sup> siècle. ■

EMMANUEL GRYNSZPAN

# Macron à Nuuk pour soutenir le Groenland et le Danemark

Le chef de l'Etat français se rend, dimanche, dans le territoire autonome danois, convoité par l'administration Trump

MALMÖ (SUÈDE) - correspondante régionale

**L**a petite phrase d'Emmanuel Macron n'est pas passée inaperçue. Affirmant que «les abysses [n'étaient] pas à vendre», en ouverture du sommet de l'ONU sur les océans, à Nice, le 9 juin, le président français a précisé : «Pas plus que le Groenland.» Présent dans la salle, le nouveau premier ministre du territoire autonome danois, Jens-Frederik Nielsen, vainqueur des élections législatives du 11 mars, a apprécié. Sur Facebook, le chef du parti Demokratit (centre droit) s'est félicité de ce «message fort et encourageant», constatant que «la France a soutenu» le Groenland «depuis les premières déclarations [du président américain Donald Trump] sur l'acquisition de notre pays». Dans ce contexte, il n'est guère étonnant qu'Emmanuel Macron

soit attendu à bras ouverts au Groenland, où il doit faire escale, dimanche 15 juin, en route pour le G7 qui s'ouvrira au Canada le soir même. Non seulement, ce sera le premier déplacement d'un président français sur l'île, mais Emmanuel Macron sera aussi le premier chef d'Etat étranger à se rendre à Nuuk après les menaces d'annexion du territoire, profitées par Donald Trump et la crise diplomatique qui en a résulté entre Copenhague et Washington.

Contrairement au vice-président américain, J. D. Vance, et son épouse, qui avaient dû limiter leur visite à la base militaire de Pituffik, le 28 mars, en raison des protestations des habitants et des responsables politiques locaux, le président français est officiellement invité par le premier ministre groenlandais, qui a aussi convié la cheffe du gouvernement danois, Mette Frederiksen.

Les discussions devraient porter sur la sécurité dans l'Arctique et en Atlantique du Nord, le développement économique de l'île de 56 000 habitants, ses ressources minières et le rôle qu'elles pourraient jouer dans la transition énergétique européenne, sans oublier le changement climatique.

**Des «pressions inacceptables»**  
Mais peu importe l'issue de la rencontre, «le message principal de cette visite réside dans la simple présence [de M. Macron] et le fait qu'il ne se contente pas de dire des choses à distance, mais qu'il vienne manifester son soutien en personne», estime Ulrik Pram Gad, spécialiste du Groenland à l'Institut danois des études internationales. Depuis le début de la crise, la France – dont le chef de la diplomatie, Jean-Noël Barrot, n'a pas exclu, fin janvier, l'envoi de troupes européennes sur l'île – «a été l'une

des premières voix et l'une des plus énergiques en faveur du droit à l'autodétermination des Groenlandais (...). Et lorsque d'autres vacillent dans les règles de la démocratie, nous tenons bon.»

Côté danois, la venue d'Emmanuel Macron est tout autant appréciée. Celle-ci «témoigne une fois de plus de l'unité européenne», a constaté Mette Frederiksen. Alors qu'elle avait demandé à ses alliés européens de ne pas intervenir, au début de la crise, la cheffe du gouvernement danois a changé de stratégie, après une conversation téléphonique très dure avec Donald Trump, le 15 janvier. Depuis, elle ne cesse de mettre en scène le soutien de ses partenaires européens.

Mette Frederiksen a aussi durci le ton à l'égard des Etats-Unis. Lors d'un discours à l'occasion de la fête nationale du Danemark, le 5 juin, elle a dénoncé des «pressions inacceptables (...) de la part de notre plus proche allié» et averti : «Nous

ne nous inclinerons pas. Car ce n'est pas ainsi que nous sommes, nous les Danois (...). Et lorsque d'autres vacillent dans les règles de la démocratie, nous tenons bon.»

Le même jour, le ministère groenlandais des affaires étrangères annonçait le renforcement de la présence militaire danoise sur l'île dès cet été, avec le déploiement de F-16, sur l'aéroport de Kangerlussuaq, chargés d'effectuer des patrouilles sur la côte ouest de l'île, l'envoi de deux hélicoptères (EH-101), ainsi que d'une frégate pour renforcer les missions maritimes.

«C'est un signal fort à l'attention des Etats-Unis et du reste du monde que le Danemark est en train de muscler ses capacités militaires dans la région», estime Jon Rahbek-Clemmensen, directeur de recherche au Centre des études sur la sécurité de l'Arctique à Copenhague. Le 27 janvier, le gouver-

nement danois a indiqué qu'il allait consacrer 11,8 milliards de couronnes (1,6 milliard d'euros) à la sécurité dans l'Arctique. Un autre paquet devrait être présenté dans les semaines qui viennent.

En laissant le soin à Nuuk d'annoncer le renforcement de la défense du territoire, «le Danemark et le Groenland démontrent aussi qu'ils peuvent coopérer en matière de sécurité et de défense, alors qu'il est devenu clair que le désir des Etats-Unis de s'approprier l'île n'est pas juste une idée en l'air de Donald Trump, mais va probablement être à l'agenda de l'administration américaine les quatre prochaines années», note Jon Rahbek-Clemmensen. La victoire aux législatives du parti Demokratit, le plus pragmatique des partis sur le sujet de l'indépendance, semble avoir par ailleurs apaisé les relations entre Nuuk et Copenhague. ■

ANNE-FRANÇOISE HIVERT

# Océans : des avancées sur plusieurs dossiers-clés

Des « engagements pour l'océan » ont été présentés à l'issue du sommet de Nice, et le traité sur la haute mer est en voie d'être ratifié

NICE - envoyée spéciale

**L**e son des cornes de brume et un simple dossier pour clore cinq jours de discussions entre 175 Etats. Vendredi 13 juin, dans le vieux port de Nice, les bateaux ont mugi au moment où Olivier Poivre d'Arvor, l'ambassadeur pour les pôles et les océans, a présenté l'un des documents finaux de la troisième Conférence des Nations unies sur l'océan (UNOC), sobrement intitulé les « Engagements de Nice pour l'océan ». Au cœur d'une année dominée par les ambitions prédatrices de Donald Trump, il est associé à une déclaration dans laquelle les Etats « réaffirment » un « engagement ferme en faveur de la conservation et de l'utilisation durable » de l'océan – menacé « par le changement climatique, la perte de biodiversité et la pollution ».

Des principes très généraux qui ne résument pas l'événement. Car, contrairement à certaines Conférences des parties sur le climat (COP), l'UNOC ne devait pas aboutir à un nouvel objectif global. Mais ce sommet a permis d'accélérer des processus multilatéraux en cours et de concrétiser des alliances. Grâce à ce coup de projecteur, le traité sur la haute mer devrait atteindre les 60 ratifications dans les mois à venir, 37 pays se sont alignés pour un moratoire contre l'exploitation des fonds marins et de nombreux Etats ont promis d'augmenter le nombre et la taille de leurs aires marines protégées.

Sans cet élan diplomatique, ces thématiques auraient pu s'enliser ou être balayées par les multiples crises géopolitiques, comme les guerres en Ukraine et dans la bande de Gaza, ou la guerre commerciale menée par l'administra-

tion Trump. « A l'heure où le multilatéralisme est mis à mal dans toutes les enceintes, y compris onusiennes, à l'heure où la science est l'objet d'un déni de la part d'un certain nombre de grands Etats, nous avons voulu, à Nice, (...) faire que nous ne pourrons plus jamais aller en arrière », s'est réjoui Olivier Poivre d'Arvor, vendredi.

#### « La menace de l'unilatéralisme »

Près de cinq mois après l'investiture de Donald Trump, qui a retiré son pays de l'accord de Paris, la réunion de 64 chefs d'Etat et de gouvernement – dont le vice-président chinois et sa délégation de 150 personnes – et de 28 chefs d'organisations internationales sur un sujet tel que l'océan a prouvé que la diplomatie environnementale tenait le choc. Elle survit, notamment grâce à des alliances multiples, fragiles et précieuses, à la portée encore difficile à évaluer. On y retrouve un appel de 96 pays « pour un traité ambitieux sur le plastique », une coalition pour un océan plus silencieux... Un forum mondial des îles a également été organisé : ce multilatéralisme environnemental est vital pour les Etats insulaires, présents en nombre à Nice.

« Ce n'est pas parce que les Etats-Unis et la Russie, en particulier, s'illustrent par leur enfermement plus ou moins récent, que toute la planète se trouve paralysée », analyse Pierre Blanc, enseignant-chercheur à Sciences Po Bordeaux et à Bordeaux Sciences Agro, et auteur de *Géopolitique et climat* (Presses de Sciences Po, 2023).

Plusieurs chefs d'Etat ont profité de la tribune pour envoyer des messages à Donald Trump, qui ne s'est pas déplacé. Le président français, Emmanuel Macron, a af-



Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres (deuxième à gauche), et Emmanuel Macron, à Nice, le 9 juin. UN

## Les délégations ont rappelé leur attachement à la science, malmenée par Donald Trump

qui devrait permettre l'organisation d'une première COP sur la haute mer à l'automne 2026 – il reste toutefois de nombreuses choses à construire, notamment les institutions associées au traité. Le travail diplomatique français a largement contribué à une « accélération » des ratifications, se félicite de nombreux observateurs.

**Impulsion «scrutée de près»**  
L'exploitation commerciale des grands fonds marins, un autre sujet brûlant, n'a pas rencontré de mouvement de même ampleur. Seuls quatre Etats ont rejoint la coalition de pays qui, désormais au nombre de 37, réclament un moratoire, une « pause de précaution », voire une interdiction de l'exploitation des minerais rares du fond de l'océan – la position française depuis 2022. Le sujet a toutefois occupé bien des discussions en coulisses. La question est brûlante : le président américain a signé, fin avril, un décret enjoignant à son administration d'accé-

lérer la délivrance de permis d'exploitation dans les eaux internationales, faisant fi du multilatéralisme. La régulation de cette vaste partie de l'océan, qui représente 64 % de sa surface, relève en effet de l'Autorité internationale des fonds marins (AIFM), une instance qui s'est fixé comme objectif de finaliser son code minier en 2025.

Au-delà des discussions entre délégations, « il y avait une attente pour des engagements [de la part des Etats] et, de ce point de vue là, le bilan n'est pas vide », relève Julien Rochette, directeur du programme Océan à l'Institut du développement durable et des relations internationales. Plusieurs gouvernements ont fait part de la création de nouvelles zones délimitées pour préserver la biodiversité. Il y a une « bonne direction », estime Lance Morgan, président du Marine Conservation Institute, qui répertorie ces aires marines protégées. D'après les estimations françaises, les déclarations de ces derniers jours hissent le taux de protection des espaces maritimes mondiaux de 8,4 % à quelque 11 %. Encore loin du compte...

La COP15 biodiversité, à Montréal, en 2022, avait établi l'objectif de protéger 30 % de l'océan d'ici à 2030. Sur ce sujet, les annonces françaises ont été largement décriées par les organisations environnementales, no-

tamment parce qu'elles n'incluent dans l'immédiat que peu de nouvelles restrictions pour le chalutage de fond, une technique de pêche pointée du doigt pour son impact sur les fonds marins. Le Comité national des pêches maritimes et des élevages marins salue, lui, « l'approche différenciée annoncée à Nice ».

Restera à surveiller l'effectivité des mesures annoncées et les financements associés, sur cette question des aires marines protégées comme sur les autres paroles fortes prononcées en tribune par les délégations. « Cette conférence, si elle ne résout pas tout, apporte une impulsion qui devra être ensuite suivie et scrutée de près pour garantir ses effets et son impact », résume Pierre Cannet, directeur des politiques publiques de l'organisation ClientEarth. D'autant que, même si Luiz Inacio Lula da Silva a promis que la mobilisation se poursuivrait à la COP30 de Belém au Brésil, la diplomatie environnementale et climatique court le risque de devenir un théâtre où les belles paroles sont noyées dans la compétition entre Etats, intensifiée par Donald Trump. De Nice à Belém, entre plusieurs guerres et les ambitions d'Etats prédateurs, le chemin chaotique de la diplomatie environnementale s'annonce encore très périlleux. ■

MATTHIEU GOAR (À PARIS)  
ET LÉA SANCHEZ

## « Les effets du multilatéralisme environnemental sont déjà là »

Professeur de géopolitique à Sciences Po Bordeaux, Pierre Blanc analyse les efforts diplomatiques sur le front climatique et environnemental

### ENTRETIEN

**E**nseignant-chercheur à Sciences Po Bordeaux et à Bordeaux Sciences Agro, Pierre Blanc est l'auteur de *Géopolitique et climat* (Presses de Sciences Po, 2023).

**La Conférence des Nations unies sur l'océan (UNOC) à Nice démontre-t-elle que la diplomatie environnementale et climatique tient le choc dans un contexte de crises géopolitiques multiples (Gaza, Ukraine, Trump...) ?**

Les avancées de l'UNOC 3 montrent une certaine vivacité du fonctionnement multilatéral. Soixante Etats se sont engagés dans le processus de ratification du traité sur la haute mer ou l'élargissement des aires protégées. C'est loin d'être anodin. Tout cela n'est bien sûr qu'un jalon sur un chemin long et sans doute très escarpé. La réurgence de la guerre interétatique entre

l'Ukraine et la Russie, l'assaut des mouvements nationaux-populistes qui prennent les démocraties à revers, et l'incandescence identitaire dans la Corne de l'Afrique, au Sahel, au Proche et au Moyen-Orient... Le multilatéralisme est profondément bouleversé par le retour du paradigme identitaire dans plusieurs endroits du monde.

Malgré ce contexte, les sommets environnementaux s'enchaînent et montrent une certaine résilience. Ce n'est pas parce que les Etats-Unis et la Russie s'enferment que toute la planète se trouve paralysée. La plupart des pays souffrent de la dégradation de l'environnement et ils demandent à avoir voix au chapitre. On le voit particulièrement sur le climat, dont les changements ont des conséquences dans beaucoup de régions et obligent des Etats à faire entendre leurs exigences contre l'immobilisme. On le voit aussi avec l'océan, dont beaucoup de pays côtiers subissent la dégra-

dation, que ce soit au travers de la pêche ou de la pollution.

#### Certains pays occidentaux continuent donc à tenir le cap ?

Oui, des Etats s'engagent en ayant conscience que l'environnement est un soft power de leur puissance. C'est en particulier le cas de certaines nations européennes, dont la France. Le Brésil, la Grande-Bretagne et l'Australie agissent de la même façon. Mais cette volonté est menacée par les assauts du national-populisme, qui pourraient ruiner ces ambitions. On le voit en Europe, où les agendas environnementaux de certains exécutifs, y compris celui de la Commission européenne, marquent le pas, par peur des succès électoraux de formations climatosceptiques.

#### Les coalitions thématiques sont-elles une des façons de faire vivre ce multilatéralisme ?

Les coalitions d'intérêt permettent d'orienter et d'impulser

Dans les Conférences des parties pour le climat [COP], des coalitions de pays du Sud ont ainsi permis d'avancer sur la question des pertes et dommages, jusqu'à la création d'un fonds à la COP27, en 2022. Il en est de même autour de la gestion des océans. Une coalition de 36 Etats appuie le moratoire lancé par la France en vue de la préservation des grands fonds marins qui font face à l'exploitation minière, alors qu'ils sont encore largement méconnus mais sans doute riches en biodiversité et en potentiel scientifique.

Mais, au-delà des coalitions entre Etats, d'autres fourmillent, mêlant ONG, entreprises et collectivités. Elles sont des aiguillons dans les négociations internationales. Le multilatéralisme ne saurait se réduire aux seuls représentants étatiques, et il faut aussi compter sur l'énergie sociale, dont parle mon collègue Bertrand Badie [le politiste spécialiste de la sociologie des relations internationales et profes-

seur émérite à Sciences Po Paris]. Par exemple, sur la question des océans, une nouvelle coalition mobilise les territoires littoraux autour des cinq grandes crises : l'eau, l'alimentation, la santé, le climat, la biodiversité. L'objectif de cette coalition est de proposer une approche intégrée et systémique, pour adapter les zones côtières, compenser les impacts irréversibles et éviter les mauvaises décisions.

#### Le risque n'est-il pas celui de mots sans effets, avec des grandes puissances prédatrices poursuivant leurs agissements sans changement ?

La question renvoie effectivement à deux mouvements contradictoires : une nécessité vitale de régulation d'un côté, et une hubris de prédateur de l'autre. Il est donc vrai que, devant les enfermements prédateurs des uns – et la liste est longue –, on pourrait céder au découragement. Mais les effets du multilatéralisme envi-

ronnemental sont déjà là. Que se passe-t-il, par exemple, la trajectoire climatique de la planète, déjà inquiétante, si les COP successives n'avaient pas créé une certaine pression sur les Etats ?

Si le traité sur la haute mer a pu recevoir à Nice l'engagement de plus de 60 Etats pour le ratifier, moins de deux ans après avoir été lancé, c'est grâce à l'UNOC. Bien sûr, tout cela appelle ensuite la mise en place d'actions concertées qui sont de plus en plus urgentes.

Sur le long terme, le rapport de force peut ne pas être favorable aux Etats prédateurs. De sommet en sommet, de mobilisation en mobilisation, leur attitude est sous le feu de critiques qui montent en intensité. Le monde est partagé entre des appétits de prédateur et une soif de régulation, mais aussi entre des dérives autoritaires et des demandes d'émancipation. Espérons que la bascule se fasse dans le bon sens. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR M. GR

# Au congrès du PS, 2027 dans toutes les têtes

Après la réélection sur le fil d'Olivier Faure, les socialistes vont tenter de se mettre d'accord sur un texte commun

NANCY - envoyée spéciale

**A** un an des municipales, à deux ans de l'élection présidentielle, les socialistes réussiront-ils à se mettre en ordre de bataille pour affronter ces échéances cruciales? Dans la chaleur étouffante du Palais des congrès de Nancy, où se tient jusqu'au dimanche 15 juin le 81<sup>e</sup> congrès du Parti socialiste (PS), tous les cadres croisés vendredi n'avaient qu'un mot à la bouche: «rassemblement». Contrairement au congrès fratricide de Marseille, en 2023, la victoire sur le fil d'Olivier Faure, reconduit le 5 juin avec 50,9 % des suffrages au détriment du maire de Rouen, Nicolas Mayer-Rossignol, ne fait pas débat.

Cette fois-ci, c'est la gouvernance du parti qui se joue, alors que le député de Seine-et-Marne est minoritaire au sein du conseil national, le «parlement» du parti, où il a obtenu 42 % des suffrages au premier tour. «Avec les premiers fédéraux, on ne sera pas loin de la majorité», corrige son numéro deux, l'eurodéputé Pierre Jouvet, en référence à ce collège de membres qui vont compléter le conseil national.

Pour le chef de file du PS et ses alliés, pas question de fanfaronner. Officiellement, la porte de la direction est ouverte. «Qu'il y ait des membres des autres textes d'orientation, on y est favorable», poursuit le bras droit d'Olivier Faure. A condition toutefois de reconnaître la «clarté de la ligne stratégique qu'on a défendue», celle d'une «plateforme commune de [François] Ruffin à [Raphaël] Glucksmann», indique la maire de Nantes, Johanna Rolland, qui cite le député de la Somme (ex-La France insoumise) et le fondateur de Place publique, deux candidats putatifs à la présidentielle de 2027. «En démocratie, le vote, c'est 50 % plus une voix. Cette orientation a été reconnue par les uns et les autres», ajoute-t-elle. «Nous ne sommes fermés à rien, mais la direction doit être monolithique. Ce n'est pas à la proportionnelle», ajoute Luc Broussy, proche d'Olivier Faure.

C'est bien là que le bât blesse. «L'enjeu du congrès, c'est de savoir si Faure a compris que 42 % [au premier tour], même 50,9 %, ça n'avait pas permis d'écraser tout le monde. Evidemment que la ligne n'est pas tranchée», s'énerve l'ancien député des Bouches-du-Rhône Patrick Mennucci, soutien de Nicolas Mayer-Rossignol.

C'est bien là que le bât blesse. «L'enjeu du congrès, c'est de savoir si Faure a compris que 42 % [au premier tour], même 50,9 %, ça n'avait pas permis d'écraser tout le monde. Evidemment que la ligne n'est pas tranchée», s'énerve l'ancien député des Bouches-du-Rhône Patrick Mennucci, soutien de Nicolas Mayer-Rossignol.



Au Palais des congrès de Nancy, peu avant le début du 81<sup>e</sup> congrès du Parti socialiste, le 13 juin. CYRIL BITTON/DIVERGENCE POUR «LE MONDE»

*«Avec 250 voix de différence, on n'est pas sur une domination idéologique», renchérit l'adjointe à la maire de Paris Lamia El Araje.*

#### **Synthèses toutes molles**

Durant le week-end des 14 et 15 juin, les socialistes vont tenter de se mettre d'accord sur un texte commun, s'inspirant des «commissions des résolutions» d'antan, qui faisaient éclore les célèbres synthèses socialistes. Une idée du courant de Nicolas Mayer-Rossignol, qui a posé noir sur blanc une dizaine d'éléments qu'il aimeraient y faire figurer. A commencer par une rupture nette avec La France insoumise sur les «municipales», les «législatives anticipées» et la «présidentielle», liste l'ancien sénateur David Assouline.

Autres requêtes, la «préparation d'un plan dissolution», comme

#### **C'est la gouvernance du parti qui se joue, alors que M. Faure est minoritaire au sein du conseil national**

en 1996-1997, ou «l'intégration de nos réticences à l'élaboration d'une primaire: les convergences de fond doivent déterminer les alliances électorales», détaille un document consulté par *Le Monde*. «On veut que le PS désigne un candidat qui discute avec le reste de la gauche», ajoute le député de l'Eure Philippe Brun.

Ecrire un texte commun n'était pas dans les projets initiaux du courant d'Olivier Faure. «Pourquoi pas, mais on part de notre texte et pas du leur», met en garde Luc Broussy, proche du premier secrétaire. «La commission des résolutions, c'est ce qui faisait les synthèses toutes molles. Nous aussi, on cherche un accord, mais on ne fera pas semblant sur les divergences. On va proposer un texte aux autres sensibilités sur la base de notre ligne», martèle Pierre Jouvet.

#### **«Un accord avec tout le monde»**

Pour «plier le match», les partisans d'Olivier Faure espèrent surtout un accord de gouvernance avec Boris Vallaud, qui a réalisé 17,41 % des voix au premier tour du congrès et qui avait indiqué qu'il voterait pour Olivier Faure au

second tour. «On sent que du côté d'Olivier Faure, il y a une envie de construire avec nous», avance le sénateur de l'Oise et ex-soutien d'Olivier Faure Alexandre Ouizille, qui espère obtenir pour son courant la responsabilité d'une académie de formation militante et le financement d'un journal interne, *Le Nouveau Populaire*.

«Je veux un accord avec tout le monde», nuance toutefois Boris Vallaud, qui pense déjà avoir fait évoluer le chef de file du PS sur l'élection présidentielle de 2027. «Olivier Faure a bougé sur la désignation du premier des socialistes», détaille-t-il. Le député des Landes qui, en privé, se montre réservé sur une primaire, plaide pour la nomination d'un candidat PS avant d'entrer dans des discussions avec le reste de la gauche.

SANDRINE CASSINI

## Rémi Boussemart, un fauriste à la tête des Jeunes socialistes

Partisan de la direction reconduite du Parti socialiste, le jeune homme de 25 ans a été élu, le 18 mai, président du mouvement de jeunesse

**L**es chants de quelques centaines de militants font résonner la salle des fêtes de Nancy, le 18 mai. Drapeaux français, européen et socialiste aux mains, ils acclament Olivier Faure. Sur scène, le premier secrétaire du Parti socialiste (PS) plaide pour l'union de la gauche «de Ruffin à Glucksmann», sans laquelle «la gauche ne peut pas gagner». Ses adversaires en interne, le maire de Rouen, Nicolas Mayer-Rossignol, et le président du groupe socialiste à l'Assemblée, Boris Vallaud, ne sont pas là.

#### **«Volonté d'agir»**

Un mois avant le congrès du PS, qui déroule à Nancy du 13 au 15 juin, et lors duquel sera entérinée la réélection d'Olivier Faure à la tête du parti, les Jeunes socialistes (JS) organisaient leur propre congrès. Rémi Boussemart a été élu président du mouvement avec 79,4 % des voix. Il succède à

Emma Rafowicz, députée européenne depuis 2024.

Comme l'ancienne présidente, Rémi Boussemart appartient au Printemps, courant majoritaire chez les Jeunes socialistes. Ses membres soutiennent presque tous Olivier Faure et composent le secrétariat national. Rémi Boussemart, lui-même un fervent fauriste, avait comme adversaire Maxime Cohen, partisan de Nicolas Mayer-Rossignol et tenant d'une ligne plus dure à l'encontre de La France insoumise. Le candidat défait prônait également une plus grande autonomie vis-à-vis du PS, qui tient les bourgeois du mouvement.

Le nouveau président des JS, qui voit chez le maire de Rouen une «absence de remise en question face à certains renoncements passés du PS», a ainsi défendu, dans son discours d'investiture, le 18 mai, le bilan d'Olivier Faure, pourtant marqué par le départ de

50 000 adhérents: «Tant a été fait. Désormais, les socialistes ont relevé la tête. [La] voie empruntée jusqu'ici a fait ses preuves.»

Les convictions du jeune homme de 25 ans – originaire de Loos (Nord), dans la banlieue de Lille –, et notamment son intérêt pour «la question des inégalités», naissent dans son lycée, à la frontière «entre le centre-ville et les quartiers plus populaires, un lieu où les différences sont des banalités». Il manifeste pour la première fois en 2016, contre un gouvernement... socialiste. Manuel Valls, alors premier ministre, tente de faire voter la loi «travail». «C'était contraire à tout ce que doit faire la gauche», déplore Rémi Boussemart.

Séduit par Benoît Hamon lors de la primaire du PS de 2016, il participe à la campagne présidentielle de ce dernier et adhère en 2017 au Mouvement des jeunes socialistes (MJS) – devenu les JS. «J'avais

la volonté d'agir alors que je ne pouvais pas encore voter», explique le président fraîchement élu. Après les scores catastrophiques du PS aux élections de 2017 – Benoît Hamon a réuni moins de 6,5 % des suffrages à la présidentielle, le nombre de députés socialistes a été divisé par presque dix aux législatives –, Rémi Boussemart observe son mouvement se fracturer et se réduire à une centaine d'adhérents, beaucoup de

militants du MJS ayant rejoint Les Jeunes avec Macron et Les Jeunes Génération.s. «Il fallait tout reconstruire», rappelle l'élu. «C'était une organisation moribonde», décrit Emma Rafowicz.

**Porter une voix différente**

De simple militant, Rémi Boussemart devient secrétaire général de la fédération du Nord (2019), animateur fédéral des Jeunes socialistes du Nord (2021), puis secrétaire national chargé de la coordination et des idées (2023). Parallèlement, le bac obtenu en 2018, il suit des études de droit à Sciences Po Lille et un cursus de recherche en sciences politiques en Allemagne. Admis sur liste complémentaire à l'Institut national du service public (qui a remplacé l'Ecole nationale d'administration), il met ses études «entre parenthèses» pour se consacrer à son engagement politique.

Il hérite d'un mouvement qui a progressivement remonté la pente. Les JS revendentiquent environ 5 000 adhérents. Cependant, le nombre avancé est à nuancer. Tout adhérent du PS âgé de 15 ans à 30 ans intègre automatiquement les JS, sans nécessité d'une implication ou d'un sentiment d'appartenance. Seul chiffre significatif: la participation. A l'occasion de leur premier congrès, en 2023, environ 800 militants s'étaient déplacés pour voter. En 2025, ils sont 1 911. «On a plus que doublé», s'enthousiasme Emma Rafowicz.

A l'avenir, Rémi Boussemart souhaite porter une voix différente de la direction du PS sur quelques rares sujets, comme l'âge de départ à la retraite (il souhaite revenir à 60 ans, quand Olivier Faure se contenterait de 62 ans). Le premier secrétaire pourra néanmoins compter sur l'organisation de jeunesse pour l'appuyer. ■

RAPHAËL OUPtier

# A Mayotte, six mois après, «on est encore avec Chido»

Les cicatrices du passage du cyclone restent visibles, alors que les habitants attendent des fonds de l'Etat et des assureurs

SAINT-DENIS (LA RÉUNION)  
-correspondant

**D**es bâches recouvrent toujours des toits en volés, de gros tas de déchets verts et de carcasses métalliques attendent d'être évacués, des épaves de bateau occupent encore les rivages des gares maritimes de Mamoudzou et de Petite-Terre. A Mayotte, six mois après le passage du cyclone Chido, le 14 décembre 2024, qui a dévasté l'archipel en laissant derrière lui 40 morts, 41 personnes disparues et des milliers de blessés, les cicatrices restent visibles. Celles d'une catastrophe jamais connue depuis 1934, pour laquelle personne n'était préparé, dans un territoire déjà en tension en raison de précédentes crises sanitaire (pénurie d'eau et choléra) ou sécuritaire, dans un contexte de forte pression migratoire.

Dans le 101<sup>e</sup> département français, le plus pauvre de tous, se dégage le sentiment largement répandu que «la situation est pire qu'avant». Avec un système scolaire encore plus surchargé en raison des destructions de salles de classe et des cours en rotation ; un hôpital public débordé, en pénurie de médecins et avec des salles de soins qui prennent l'eau ; des prix démultipliés par rapport à l'Hexagone, des coupures d'eau quotidiennes ; des vagues régulières de violences. La reconstruction de l'archipel, chantier titanique, semble avoir à peine démarré. La défiance à l'encontre des annonces du chef de l'Etat comme du gouvernement, déjà connue depuis 1934, pour laquelle personne n'était préparé, dans un territoire déjà en tension en raison de précédentes crises sanitaires (pénurie d'eau et choléra) ou sécuritaire, dans un contexte de forte pression migratoire.

Après la loi d'urgence votée en février avec une enveloppe de 100 millions d'euros à débloquer progressivement, Emmanuel Macron a annoncé, lors de sa vi-

site dans l'île, le 21 avril, un plan de refondation de l'archipel de 3,2 milliards d'euros sur six ans avec une loi-programme, qui reviendra à l'Assemblée nationale à partir du 23 juin.

Mais pour le sénateur (apparenté socialiste) de Mayotte Said Omar Oili, le compte n'y est pas, car les sommes avancées sont «celles qui figuraient déjà dans le contrat de convergence» avec des projets comme un nouvel hôpital

ou une seconde prison. Selon l'élu, Chido a provoqué 3,7 milliards d'euros de dégâts. Sa conclusion : ce seraient donc plus de 6 milliards d'euros qui doivent être alloués au territoire. «Ce n'est pas la loi "Mayotte debout", c'est la loi "Mayotte débrouille"», critique M. Omar Oili. Mieux vaudrait dire la vérité aux Mahorais, qu'il n'y a pas d'argent.»

#### Bac aménagé

Ancien député (Les Républicains), de 2017 à 2024, Mansour Kamardine juge que le gouvernement «agit pour son compte et pas pour celui des Mahorais». Avec deux points de crispation : le refus, de la part du ministre de l'intérieur, de l'abrogation du visa territorialisé exigée par la quasi-totalité des élus locaux afin de permettre aux détenteurs d'un titre de séjour de pouvoir quitter Mayotte, ainsi qu'un dispositif voulu par le gouvernement pour faciliter les expropriations dans le but d'accélérer les chantiers. L'ex-parlementaire en veut aussi pour preuve la décision prise par Emmanuel Macron de construire le nouvel aéroport à Grande-Terre, alors qu'une majorité d'élus locaux souhaitent son maintien à Petite-Terre.

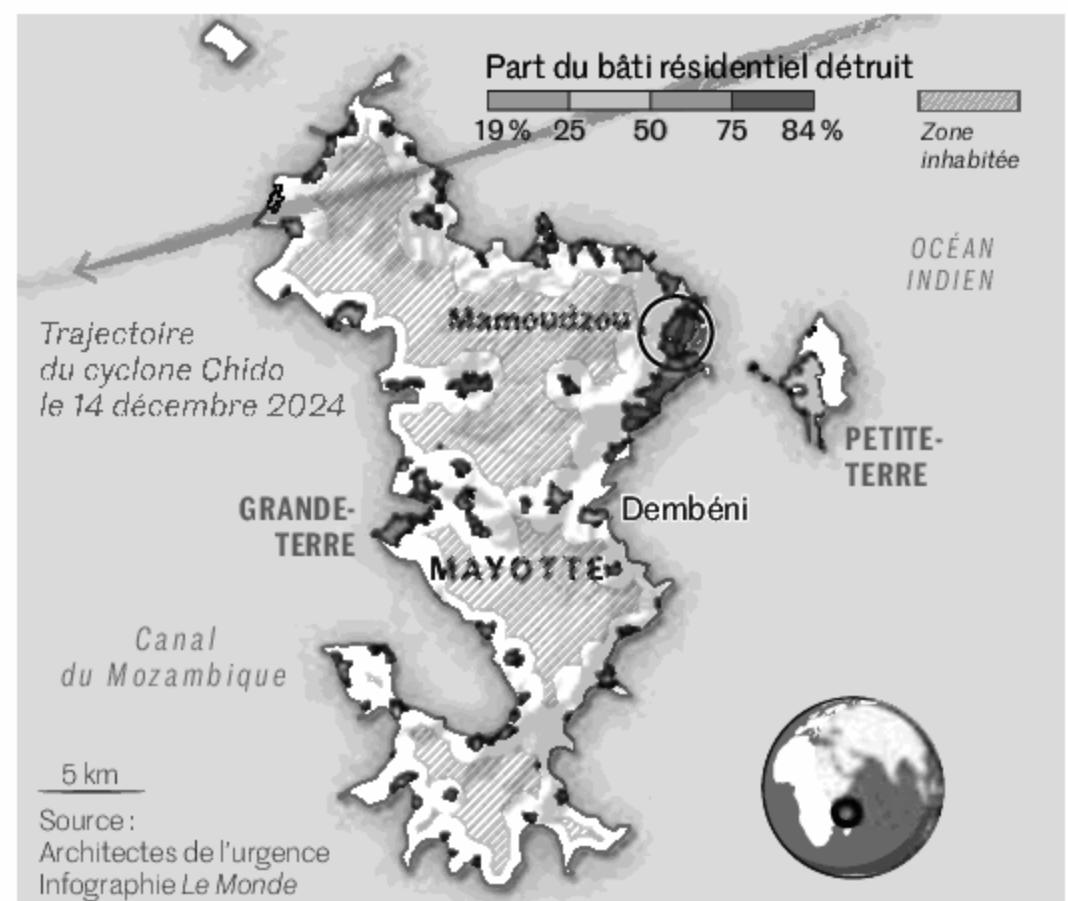
Si nombre d'élus mahorais jugent que «l'Etat n'est pas au rendez-vous», le préfet de l'île, François-Xavier Bieuville, défend l'inverse : «Un projet de loi-programme est désormais sur la table, alors que cela fait dix ans que l'on en parle.» «Il n'est pas entendable que les choses n'avancent pas, soutient en outre le préfet. Les services de l'Etat travaillent d'arrache-pied.»

Les chiffres sont là, assure-t-il en égrenant les mesures : 22 millions d'euros d'aides aux entreprises, 15 millions au monde agricole, le dispositif de chômage qui devrait être prolongé, le lancement du prêt à taux zéro pour les logements endommagés. «L'eau, l'électricité, la téléphonie, le fonctionnement de l'aéroport, tout a été rétabli en un mois, insiste M. Bieuville. C'était un défi.»

Dans l'éducation nationale, 85 % des classes ont retrouvé le fonctionnement d'avant Chido et 2 % d'entre elles se trouvent dans une situation critique avec



A Handréma (Mayotte), le 20 décembre 2024, six jours après le passage du cyclone Chido. MORGAN FACHE/DIVERGENCE POUR «LE MONDE»



moins de dix heures de cours par semaine, selon le recteur de l'académie de Mayotte, Jacques Mikulovic, qui vient de quitter son poste. Chido a provoqué des dégâts dans 60 % des salles de primaire et dans la moitié des établissements du second degré. Pour ces derniers, 18 millions d'euros de travaux ont été engagés sur un total estimé de 36 millions. Au lycée Younoussa-Bamana, à Mamoudzou, l'un des plus touchés, 64 % des réparations ont été effectuées. En raison de la rentrée, repoussée à deux reprises, tous les lycéens de terminale passeront un bac aménagé, en contrôle continu, et le grand oral.

#### Mouvements de contestation

Les chantiers de réparation avancent bien moins rapidement dans le secteur privé. De nombreux chefs d'entreprise ou particuliers protestent contre les sociétés d'assurance qui ne débloquent pas facilement les fonds pour rebâtir. «On est encore dans Chido avec l'impression que rien n'avance», déplore Bourahima Ali Oussen, président départemental de la Confédération des petites et moyennes entreprises, en prenant l'exemple de sa maison détruite par les rafales de vent et les pluies diluviales. Les travaux nécessaires sont estimés à plus de 100 000 euros. Son assurance lui a versé seulement un quart de la somme. «En attendant, je suis hébergé avec mon épouse et mes trois enfants chez des proches», se désole-t-il.

De nombreux chantiers restent suspendus. Des petits entrepreneurs ont bloqué les locaux de la communauté d'agglomération de Dembéni-Mamoudzou, justifiant leur colère par leurs difficultés à être payés depuis plusieurs semaines par les collectivités territoriales. Celles-ci affirment que leurs finances sont exsangues en raison des aides distribuées et des travaux d'urgence, et attendent des fonds de l'Etat. «Ce sont des entreprises qui ont déblayé les routes, ramassé des déchets, réparé des écoles, rappelle Fahardine Mohamed, président du Medef de l'île. Elles sont endettées et ne parviennent plus à payer leurs salariés.»

«Plus de 10 millions d'euros vont être débloqués pour des paiements directs aux entreprises», répond le préfet de Mayotte. Avant d'ajouter : «Encore faut-il que les dossiers soient réglementairement impeccables.»

Les mouvements de contestation sociale se sont multipliés ces dernières semaines. A l'image de certaines catégories de fonctionnaires ou d'employés de collectivités locales, les salariés de plusieurs entreprises et établissements publics ont fait grève pour obtenir une «prime Chido». Plusieurs responsables syndicaux décrivent une «population exaspérée», «L'alignement du smic à Mayotte [il est inférieur de 30 % par rapport à l'Hexagone] est renvoyé à 2036», déplore Haoussi Boinahedja, secrétaire départemental de la CGT, en dénonçant des «mesures dérogatoires qui subsistent» dans l'archipel, «qui reste une colonie».

Le patronat estime, de son côté, qu'un alignement rapide est impossible et que les syndicats ont tout intérêt à «faire monter la pression pour accélérer le processus» au moment où le projet de loi-programme va être examiné. Mais pour Arkaddine Abdoul-Wassion, secrétaire général de l'union départementale de Force ouvrière, beaucoup d'éléments sont réunis pour une nouvelle crise. «Car Chido a triplé les problèmes.» ■

JÉRÔME TALPIN

Le Monde

X

brigitte tanaka.

## Le sac organza

Brigitte Tanaka est un duo franco-japonais de jeunes designers composé de Brigitte Giraudi et Chieko Tanaka.

Leur travail de création est centré sur le détournement d'objets quotidiens transposés en accessoires de mode.

### Sacs brodés - 100% organza

Disponible en deux coloris  
Format 38x28 cm  
38 €



**Dans le 101<sup>e</sup> département français se dégage le sentiment très répandu que la «situation est pire qu'avant»**

# Soupçons de conflit d'intérêts à la tête du bailleur social 13 Habitat

La présidente de l'entité, qui gère près de 20 % du parc social des Bouches-du-Rhône, est accusée d'avoir attribué des logements à des proches

MARSEILLE - correspondant

**L**es jours de Nora Preziosi à la tête de 13 Habitat, plus grand bailleur social des Bouches-du-Rhône, sont comptés. La conseillère départementale divers droite, élue en 2021 sur les listes de la présidente Martine Vassal (divers droite), est ciblée par un rapport cinglant de l'Agence nationale de contrôle du logement social (Ancols).

Ce document, révélé jeudi 12 juin par le journal *La Provence* et que *Le Monde* a pu consulter, relève de manière claire des faits de conflits d'intérêts dans l'attribution de logements à des proches, des soupçons de favoritisme dans l'attribution de marchés de rénovation de plus de 10 millions d'euros, mais aussi des erreurs «stratégiques et de gestion» qui entraînent des dysfonctionnements lourds dans cet énorme office public de l'habitat, qui gère 35 000 logements dans les Bouches-du-Rhône, soit près de 20 % du parc social.

La plupart des faits relevés par le rapport de l'Ancols ont été rendus publics dès l'été 2024 par des articles du site *Marsactu*. À l'époque, le parquet de Marseille avait ouvert une enquête préliminaire sur de potentiels conflits d'intérêts, mais la présidente du conseil départemental, dont 13 Habitat dépend, ne s'était pas saisie du dossier. Confirmées par l'enquête de l'Agence nationale de contrôle, ces irrégularités ont depuis donné lieu à de nouveaux signalements au procureur de la République, dont celui porté par le conseil départemental.

Poussée à réagir par le préfet des Bouches-du-Rhône, qui lui a adressé un courrier officiel, Martine Vassal a demandé, vendredi, à Nora Preziosi de démissionner de la fonction qu'elle lui

avait attribuée en octobre 2022. Selon l'entourage de la présidente de 13 Habitat, cette démission n'était pas à l'ordre du jour. Face à ce refus, le conseil départemental a annoncé qu'il allait proposer un renouvellement des administrateurs du bailleur social lors de sa prochaine session plénière, le 27 juin. Une modification qui privera de facto Nora Preziosi de son fauteuil de présidente.

**«Vous le gardez pour ma mère»**  
Parmi les éléments les plus lourds reprochés à la présidente de 13 Habitat, l'Ancols relève l'attribution de logements sociaux à des membres de sa famille. Sa mère a ainsi pu bénéficier, dès mai 2023, d'un appartement dans une résidence recherchée du quartier des Catalans, à deux pas de la plage, sans que la présidente de 13 Habitat se déporte de la commission d'attribution. «*Une erreur matérielle*», a plaidé le bailleur social. Une défense mise à mal par les propres déclarations de Nora Preziosi. «*Est-ce que je n'ai pas le droit d'aider ma mère?*», s'est maladroitalement défendue l'élue dans une interview à *La Provence*, en juillet 2024, assumant avoir dit, à ce qu'elle appelle «*ses services*»: «*Le jour où un T4 se libère, vous le gardez pour ma mère.*»

Ce processus d'attribution teinté de conflits d'intérêts s'est répété à quatre reprises, notent les enquêteurs, et notamment pour une proche d'un des cadres dirigeants du bailleur social, licencié depuis, alors que 51 000 personnes sont actuellement sur liste d'attente de logements sociaux dans les Bouches-du-Rhône. Les deux appartements incriminés ont par ailleurs bénéficié de travaux de réhabilitation avant leur relocation, pour un montant fluctuant autour de 45 000 euros chacun. Une facture dépassant largement

**La présidente du conseil départemental, Martine Vassal, a demandé à Nora Preziosi de démissionner de ses fonctions**

les moyennes habituelles de ce type de chantier.

Parmi les autres irrégularités que relève le rapport, l'embauche, comme «conseillère facteur humain», de la compagne d'un cadre dirigeant pour un salaire mensuel de 5 581 euros ou le marché de «stratégie digitale» passé avec le fils d'un des administrateurs de 13 Habitat.

Si Nora Preziosi a pu résister aussi longtemps à la révélation des faits qui lui sont aujourd'hui officiellement reprochés par un organe de l'Etat, c'est que, à 64 ans, elle s'est taillé, par son opiniâtreté et ses réseaux, une place certaine dans le paysage politique marseillais. Mariée à l'avocat Jacques Preziosi, incontournable figure des campagnes électorales de la droite marseillaise, elle entre en politique à l'initiative de l'ancien maire (Les Républicains) Jean-Claude Gaudin (1939-2024) et son premier adjoint Renaud Muselier (désormais président Renaissance du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur), qui voient en cette enfant des quartiers nord, pugnace et volatile, une potentielle locomotive dans des territoires où ils peinent à convaincre l'électorat.

Adjointe municipale aux droits des femmes, Nora Preziosi perd son mandat lors de la défaite de la droite face à la coalition de gau-

che du Printemps marseillais, en juin 2020. Mais elle entre au conseil départemental l'année suivante et demande avec insistance à Martine Vassal de lui confier les rênes de 13 Habitat et de ses 400 millions d'euros de budget annuel. Le poste s'est libéré avec le départ à l'Assemblée nationale de Lionel Royer-Perrault, élu député (Renaissance) aux législatives de 2022.

Dans sa première interview après sa prise de fonctions, l'élue se veut irréprochable: «*En vingt-deux ans d'activité, j'ai siégé dans beaucoup de commissions et je n'ai jamais pratiqué de favoritisme. Je ne peux supporter non plus cette notion de clientélisme. Si j'apprends qu'à 13 Habitat, il y a de la triche, je serais la première à la dénoncer,*» promet-elle, dans les colonnes de *La Provence*, le 22 octobre 2022.

**Démonstrations de force**  
Près de trois ans plus tard, Nora Preziosi se voit rattrapée par les faits. Entre-temps, elle a quitté Les Républicains et tente de créer un mouvement autour de sa personne pour peser lors des élections municipales de mars 2026. Sous la bannière des «Amis de Nora Preziosi», elle a ainsi organisé plusieurs meetings publics, démonstrations de force où elle a réuni à chaque fois plus d'un millier de fidèles.

En juin, elle a également lancé une campagne d'affichage dans les rues de Marseille, comme pour préfigurer une candidature. L'élue a aussi tâché le terrain du côté de l'Union des démocrates et indépendants en vue d'une potentielle investiture. Si sa présence à la tête de 13 Habitat ne résistera pas au rapport des enquêteurs de l'Ancols, Nora Preziosi n'a peut-être pas dit son dernier mot sur le plan politique. ■

GILLES ROF

## En marge de la droite, le rapprochement entre Pradié et Villepin

Invités, jeudi, au Collège des Bernardins, à Paris, pour un débat sur la dignité en politique, les deux hommes cultivent une certaine proximité ces derniers temps

**A**urélien Pradié fait remonter son engagement politique à une passion d'enfance pour Jacques Chirac («Pour moi, c'était Batman»). Avec Dominique de Villepin, la relation est plus adulte. Ces derniers mois, le député du Lot (non-inscrit, ancienement chez Les Républicains, LR) parle à intervalles régulières avec l'ex-premier ministre (2005-2007) de son héros de jeunesse. Parfois même au domicile de ce dernier.

Jeudi 12 juin, ces discussions privées ont pris une nature publique au Collège des Bernardins, à Paris. Les deux hommes ont discours sur le concept de la dignité en politique avec d'autres invités avant eux comme le magistrat François Molins ou Ahmad Massoud (leader du Front national de résistance afghane et fils du commandant Massoud).

«Ces échanges peuvent paraître bien théoriques et idéalistes pour certains, mais nous l'assumons», en convient Aurélien Pradié au moment de clôturer ce cycle sur «la dignité» commencé à l'automne 2024. En décembre,

l'enfant terrible de la droite française – en rupture avec son parti, LR – débattaient de la dignité au travail avec l'ancien «insoumis», François Ruffin, député de la Somme. Avec des désaccords évidents, mais «la volonté de mettre de l'épaisseur dans le débat public». Sans doute pour tromper son propre ennui, celui d'un parlementaire qui juge «que l'Assemblée nationale n'a jamais été aussi fade qu'aujourd'hui».

Un adjectif qui colle mal avec Dominique de Villepin. «L'homme dégage une forme de panache qui fait tellement défaut à la politique d'aujourd'hui», vante Aurélien Pradié. Peut-être

le début d'une complicité politique. Quand le député dénonce «le spectacle misérable» du personnel politique actuel, Dominique de Villepin théorise en écho son «aplatissement» avant de monter le ton: «Je crois que nous sommes face à une absence de fonction présidentielle, une absence de fonction de premier ministre (...). Les postes ne sont pas occupés car le seul jeu politique prend toute sa place.»

**Situation à Gaza**  
Mais quelle place souhaiterait-il occuper? Flatté par une cote de popularité à son zénith, le septuagénaire laisse l'idée d'une possible candidature pour la prochaine présidentielle prospérer. «J'ai parlé de Chirac, d'art, de politique étrangère avec lui, mais je n'ai jamais posé la question sur 2027», assurait Aurélien Pradié au Monde, en mai. Chargé d'animer les débats, jeudi, le journaliste David Revault d'Allonne a fait pour lui quand Dominique de Villepin a parlé de «la politique comme d'un rendez-vous avec le peuple et avec soi-même». Ré-

ponse amusée de l'intéressé: «*Pas ici au Collège des bernardins. Pas devant cette auguste assemblée (...). Ce n'est pas le lieu ni le moment.*» Et son hôte du soir de rebondir: «*Je suis très vexé que vous ne me posez pas la question.*»

Le ton redevenait plus sérieux au moment d'évoquer la situation à Gaza. Alors que Dominique de Villepin estime que la reconnaissance prochaine de l'Etat palestinien par la France va dans le bon sens, Aurélien Pradié dénonce le silence des Républicains. «*Pas un seul responsable du parti dit gaulliste ne dit: "Israël doit voir sa sécurité assurée, mais le massacre qui se joue à Gaza n'est pas tolérable". On ne le dit pas, de peur de dire la même chose que d'autres énervés.*» Une allusion directe à La France insoumise (LFI). «*La vérité ne se divise pas, prolonge Dominique de Villepin. Elle ne doit pas nous faire peur, même d'être accusé de "l'islème", si l'on pense que c'est la position juste.*» Celle d'un homme de droite dont les positions internationales rencontrent surtout de l'intérêt à gauche. ■

ALEXANDRE PEDRO

**Le député du Lot échange souvent avec l'ancien premier ministre, au domicile de ce dernier parfois**

## Deux mineurs condamnés pour un viol à caractère antisémite

Le viol d'une mineure de 12 ans avait eu lieu en juin 2024, dans les Hauts-de-Seine

**C**e ne sont plus des enfants, pas encore des adolescents. Anne, 13 ans, est assise tout à gauche dans la salle d'audience, entre ses parents et sa psychologue. Face à elle, à l'autre bout de la salle, Tiago, 13 ans, Dylan et Rayan, 14 ans (tous les prénoms ont été modifiés). Le premier comparaît libre, les deux autres, dans le box, sont en détention provisoire.

Vendredi 13 juin, après trois jours de procès à huis clos, le tribunal pour enfants de Nanterre rend sa décision en audience publique : les trois garçons sont déclarés coupables de viols en réunion (Dylan et Rayan) et complacé de viols en réunion (Tiago) sur mineure de 15 ans en raison de l'appartenance de celle-ci à une religion déterminée.

Au moment des faits, Tiago était l'ancien petit ami d'Anne. Récemment converti à l'islam, il lui reprochait de lui avoir caché qu'elle était juive et s'estimait trahi. Le 15 juin 2024, à 18 heures, alors qu'elle rentrait chez elle après avoir passé l'après-midi avec son nouveau petit ami, il lui a tendu un guet-apens dans un square de Courbevoie (Hauts-de-Seine) en compagnie des deux autres accusés, qu'Anne ne connaissait pas.

**Calvaire**

Les trois garçons l'ont emmenée dans les locaux d'une crèche désaffectée, à proximité. Là, ils l'ont questionnée sur son prétendu soutien à Israël, l'ont frappée, insultée en des termes antisémites («*sale juive*»), ont menacé de la brûler – ils ont aussi été déclarés coupables de ces délits. Rayan et Dylan l'ont violée à plusieurs reprises, le premier filmant parfois les faits. Après cinquante-quatre minutes de calvaire, Anne a été relâchée par ses agresseurs, avec ordre de ne rien dire sous peine de représailles et de revenir, le lendemain, avec 200 euros. Dans un contexte de forte hausse des actes antisémites depuis le 7-Octobre, ces faits avaient choqué le pays et suscité une condamnation unanime.

«*Anne a été humiliée et réifiée pendant près d'une heure, violée à cinq reprises et déclare s'être vue mourir, alors qu'on lui brûlait les cheveux, a lu le président, vendredi soir. Ces crimes, perpétrés sur une jeune fille à peine formée, dont la première relation sexuelle sera pour toujours un viol, sont particulièrement sordides.*» Les deux condamnés pour viols ont reconnu les faits, mais contesté leur caractère antisémite. Le président a balayé d'un revers de la main : «*Il est indubitable qu'Anne n'aurait pas été violée ni violée si elle n'avait pas été juive, l'appartenance à cette religion se situant à l'origine des violences.*»

Rayan et Dylan encouraient jusqu'à dix ans de prison – deux fois moins que s'ils avaient été majeurs. Ils ont été condamnés à sept ans et à neuf mois, un écart de deux années qui s'explique par des différences dans le détail des faits re-

**EDUCATION**  
**Un protocole de détection de la souffrance psychologique à l'école**  
Trois jours après la mort d'une surveillante, tuée par un collégien en Haute-Marne, la ministre de l'éducation nationale, Elisabeth Borne, a annoncé, vendredi 13 juin, que ses services travaillaient, au côté de ceux du ministère de la santé, à la mise en place d'un protocole destiné à «renforcer la détection des jeunes en difficulté, en détresse» et à prendre en compte les «situations de souffrances psychologiques», avec «une forme de coupe-file» pour une prise en charge accélérée dans les centres médico-psychologiques. — (AFP)

«*Nous considérons que la justice a fait son œuvre*», a réagi Muriel Ouaknine-Melki, avocate de la partie civile, saluant «une peine adaptée, à la hauteur de la gravité des faits. Ce n'est pas un fait divers, mais un fait de société. Il y a eu une véritable prise en compte par le tribunal de la montée exponentielle de l'antisémitisme».

Melody Blanc, avocate de Dylan, a dénoncé une décision rendue «à titre d'exemple», qui «ne tient pas compte des éléments de personnalité permettant d'expliquer le passage à l'acte».

«*Rien, estimait-elle, ne laissait transparaître, concernant mon client, une quelconque haine de la victime en raison de sa religion*», mais «*il a fallu retenir coûte que coûte la circonstance aggravante relative à la religion*».

Blandine Weck-de Terris, avocate de Rayan, a jugé «sévère» la peine infligée à son client, qui a «toujours contesté éprouver de l'hostilité envers les personnes juives».

L'avocate de Tiago n'a pas souhaité réagir. La défense a dix jours pour faire appel. ■

HENRI SECKEL

# Le «business» des étudiants étrangers dénoncé

D'anciens salariés d'une école privée lyonnaise de management évoquent des frais d'inscription doublés

**C**ela ne vous regarde pas.» Le ton était peu amène, lorsque Tania (les ex-salariés cités témoignent avec des prénoms d'emprunt) a réussi à joindre par téléphone le service des admissions internationales du Collège de Paris. Fondé en 2011 par deux frères, Olivier et Nicolas de Lagarde, ce groupe d'enseignement supérieur privé a tissé sa toile : des écoles et des partenaires aux quatre coins du globe, 20 millions de chiffre d'affaires en 2024 et un mot d'ordre : «Rendre l'excellence accessible à tous.»

Parmi ses membres historiques, l'Ecema, une école de management lyonnaise de plus de vingt ans d'existence qui délivre des titres professionnels inscrits au répertoire national du ministère du travail. Plusieurs ex-salariés se sont confiés au *Monde* pour décrire des pratiques qu'ils ne cautionnent pas. Notamment Tania, qui s'occupait des dossiers d'admission. Elle avait voulu comprendre pourquoi des étudiants africains payaient parfois jusqu'à 10 000 euros leur scolarité en fonction de leur pays d'origine, soit près du double de celle d'un étudiant français.

Elle avait aussi observé que, en cas de non-obtention d'un visa, l'école – qui s'engage dans son règlement à rembourser le candidat des frais de dossier – pouvait mettre jusqu'à un an avant de s'exécuter. «La somme, entre 2000 et 3000 euros, transite d'un pays à un autre, relate Tania, qui s'en était alors inquiétée auprès du Collège de Paris. Lors de ce coup de fil, le service des admissions m'a parlé de "commissions versées à des agents sur place" tout en me précisant que je n'avais pas à discuter de tout cela.»

#### «Arrivées surprises»

Interrogé par *Le Monde* au sujet des missions confiées à ces agents, qui servent de relais à l'international, Olivier de Lagarde répond, par écrit, en se contentant d'évoquer «un réseau de partenaires» partageant des valeurs telles que «la qualité pédagogique» et «l'ouverture aux autres». Pour sa part, la directrice générale de l'Ecema, Adriane Komla, explique qu'il n'existe qu'une seule et même grille tarifaire pour les étudiants, mais que «des frais supplémentaires peuvent être appliqués par des agences d'orientation pour des services tiers (visa, accompagnement



administratif, orientation)». Des frais qui «ne sont ni perçus ni générés par l'Ecema», affirme-t-elle.

Les flux d'étudiants étrangers sont par ailleurs minimes, souligne Adriane Komla, leur effectif s'établissant actuellement à 38 sur 1232. Mais ils sont aussi imprévisibles, avec «des arrivées surprises» que les services de l'Ecema peinent à gérer, rapportent plusieurs sources qui évoquent la pression constante mise sur les équipes pour recruter de plus en plus d'internationaux. «En 2024, six étudiants sont arrivés courant octobre pour intégrer un mastère marketing-communication-stratégie digitale qui avait démarré en septembre», raconte Tania. Ils étaient passés par les agents dans leurs pays, leurs dossiers avaient été validés par le responsable des admissions internationales du groupe Collège de Paris, qui s'est excusé d'avoir «oublié» de nous les transmettre.»

Olivier de Lagarde se défend de tout interventionnisme du Collège de Paris et rappelle que cha-

#### Il arrive que des étrangers soient inscrits dans un cursus qu'ils n'avaient pas demandé

que établissement du groupe est «libre de sa politique d'admission dans le respect des prérequis de chaque programme». Pour autant, nuance-t-il, «un soutien particulier a pu être apporté à tel ou tel élève étranger qui se serait trouvé en situation difficile à son arrivée en France à la suite d'une incompréhension lors de son inscription».

Un important écart de niveau apparaît entre les nouveaux venus et le reste des étudiants : «Très vite, ils se retrouvent en difficulté. Quand un étudiant postule pour un mastère en ressources humaines et qu'il nous parle de marketing dans

douter.» S'ils ont été admis, affirme Tania, «c'est uniquement pour faire du business». Une affirmation que réfute la direction.

#### «20/20 à tout le monde»

Une fois en formation, les choses ne s'améliorent pas toujours. «Ils sont dans des classes avec des étudiants en alternance alors qu'eux ne le peuvent pas encore», souligne l'ex-salariée. Selon la réglementation en vigueur, les étudiants extracommunautaires doivent obligatoirement justifier d'une première année de formation initiale en France avant de pouvoir signer un contrat en apprentissage. «Les intervenants ont du mal à adapter leurs contenus de cours. Ils leur disent : "Ah oui c'est vrai, toi tu n'as pas d'entreprise." Ce décalage permanent nourrit un mal-être», se désole-t-elle.

Il arrive que des étrangers soient inscrits dans un cursus qu'ils n'avaient pas demandé. «Cela donne des scolarités catastrophiques à l'arrivée», relate

Carole, une autre ex-salariée. On sait qu'ils vont rater leur année, qu'ils viendront s'effondrer dans nos bureaux.» La directrice, Adriane Komla, reconnaît «de rares cas, liés à des effectifs insuffisants ou à une erreur d'un partenaire international». «Dans cette situation, nous accompagnons individuellement l'étudiant dans la redéfinition de son projet, avec des passerelles possibles vers d'autres écoles du groupe», ajoute-t-elle.

D'autres s'en sortent mieux. Comme dans la filière de Master of Business Administration (MBA), réservée aux étrangers anglophones pour obtenir le titre de manager de projet, relève Carole. «La référente donnait 20/20 à tout le monde. Un vice-président du Collège de Paris nous avait expliqué qu'il n'était pas possible de dire à des étudiants d'Inde ou du Népal qu'ils avaient échoué et que l'objectif c'était 100 % de réussite», affirme-t-elle. Adriane Komla confirme un taux de 100 % pour la promotion de février 2024. Elle

précise toutefois que celle de septembre 2023 s'établissait à 87,5 %.

Pour continuer à bénéficier du financement de l'apprentissage par le biais des opérateurs de compétences agréés par l'Etat, l'Ecema embauche dans ses propres services des étudiants qui n'auraient pas trouvé d'entreprise. «On leur fait faire des "calls" pour solliciter des "prospects", futurs étudiants potentiels, ce qui n'a rien à voir avec le diplôme qu'ils préparent. Mais, grâce à nous, ils peuvent rester un an de plus en validant leur année», rapporte Bénédicte, une ex-salariée chargée de l'accompagnement pédagogique. Ce que récuse Adriane Komla : les missions confiées sont «systématiquement conçues en lien direct avec le référentiel de compétences de la formation préparée : gestion de projet, assistant commercial, recrutement, analyse de données ou amélioration de process, selon les spécialités suivies», détaille-t-elle.

#### Burn-out et licenciement

Dans l'avis qu'elle laisse sur la plateforme en ligne Custplace, Cassandra, une ancienne étudiante, décrit «une école où tout ce qui compte, c'est l'argent et la réputation», avec une direction qui «n'en a rien à faire des étudiants». D'autres avis sont, au contraire, di-thyrambiques, Ghamari saluant «un excellent accueil», et Tia «une bonne école avec un très bon suivi».

Depuis des mois, au sein des équipes se succèdent burn-out, congés maladie, ruptures conventionnelles et licenciements. A peine sorti de formation, Antoine (il témoigne sous un prénom d'emprunt) s'est vu proposer de dispenser des cours, en freelance. «On repart de zéro quand on sort de cette école, confie-t-il. Je cherche du travail depuis sept mois et j'ai envoyé 300 candidatures ciblées, j'ai même des lettres de recommandation de l'entreprise où j'ai fait mon apprentissage... Le seul truc qui pèche, c'est l'Ecema.»

Certains intervenants s'alarment de retards de paiement. «J'ai dû stopper mes interventions car il me manquait d'abord 3000 euros, puis à nouveau autour de 2000 euros», témoigne l'une d'elles. «Nous avons engagé des mesures internes pour garantir un retour à la normale durable», promet Adriane Komla qui souligne que, malgré les délais, tous les formateurs ont été rémunérés. ■

SOAZIG LE NEVÉ

# Un procès de cybercriminalité à 70 000 victimes s'ouvre à Lyon

Retransmissions dans deux amphithéâtres d'université, webradio, accès numérisés : la justice s'est adaptée face à une affaire hors normes

LYON - correspondant

**L**a justice lyonnaise a prévu un dispositif aux dimensions inédites pour assurer le procès correctionnel de 15 prévenus, jugés du 17 au 27 juin, pour une escroquerie en bande organisée qui comptabilise 5 000 parties civiles enregistrées au dossier, et plus de 70 000 victimes identifiées au cours de l'enquête. Tentaculaire, celle-ci a démarré en 2022, après le détournement des données personnelles de milliers d'employés de la société de travail intérimaire Adecco. Le parquet de Lyon a prévu deux lieux distincts pour organiser les audiences consacrées à cette affaire de cybercriminalité aux multiples volets, comprenant la fabrication de sociétés fictives à partir d'identités usurpées, de faux comptes bancaires et des sites Internet trompeurs, le tout relié à des circuits de blanchiment lointains, au préjudice de particuliers

et de plusieurs organismes d'Etat. Après la découverte du piratage de la banque de données des employés intérimaires d'Adecco, la police judiciaire a progressivement remonté la piste des avatars utilisés sur plusieurs chaînes Telegram et comptes Snapchat, pour identifier «des individus ne se connaissant pas dans la vie réelle, ne se parlant que sur les fils de discussion ou les forums», selon le résumé de la juge d'instruction, dans son ordonnance de renvoi au tribunal, que *Le Monde* a consultée.

#### «Escalade addictive»

Les enquêteurs ont localisé à Vichy (Allier) un étudiant en informatique âgé de 22 ans, titulaire d'un BTS, considéré comme le «personnage central» de l'affaire : utilisant «toutes les fonctionnalités offertes par les nouvelles technologies», recrutant de faux gérants de sociétés et des «mules financières» pour court-circuiter des comptes ou des aides publiques, comme celles de

#### Les enquêteurs ont identifié un étudiant en informatique âgé de 22 ans comme le «personnage central» de l'affaire

présence des magistrats, des prévenus et de leurs avocats, ainsi que des journalistes accrédités. Les centaines de parties civiles et leurs avocats, ainsi que le public, assistent de leur côté à une retransmission simultanée des audiences dans deux amphithéâtres de l'université de droit Lyon-III, à 1,5 kilomètre du palais de justice.

Les services lyonnais ont mis en place des moyens exceptionnels pour ce procès : il se tiendra salle 3 du nouveau palais de justice, en

les. «Les victimes seront orientées et assistées dans toutes leurs démarches, même si elles souhaitent se constituer parties civiles à la dernière minute», précise Marie Brunet, vice-procureure et secrétaire générale du parquet de Lyon.

La logistique d'accueil s'appuie sur un logiciel d'émargement qui consiste à fournir un code-barres aux avocats, aux experts et aux parties civiles présentes, afin d'enregistrer leur temps de présence, et ainsi calculer automatiquement tous les frais de justice qui en découlent, ainsi que les unités de valeur pour les avocats qui interviennent avec l'aide juridictionnelle.

La juridiction de Lyon propose aussi une webradio, qui peut permettre aux victimes de suivre les audiences à distance, comme cela avait été mis en œuvre lors du procès des attentats du 13-Novembre à Paris. Le greffe a enregistré 250 inscriptions pour y accéder.

Dès le départ de l'instruction, le tribunal judiciaire de Lyon a com-

mencé à anticiper l'organisation du procès, en recrutant notamment trois vacataires pour assurer le suivi administratif du dossier. Au coût matériel du procès, de l'ordre de 250 000 euros, s'ajoutent les frais de gardiennage privé et la masse salariale de tous les fonctionnaires mobilisés, dont un tiers des effectifs du greffe de Lyon.

De mémoire judiciaire lyonnaise, trois procès criminels avaient donné lieu à des aménagements exceptionnels. Celui du tortionnaire nazi Klaus Barbie en 1987, pour lequel un prétoire avait été spécialement conçu dans la salle des pas perdus de l'ancien palais des «vingt-quatre colonnes», dans le Vieux-Lyon. Ce prétoire provisoire avait en partie servi en 1989 pour le procès d'assises des vingt membres du groupe lyonnais d'Action directe, puis en 1996 pour juger les quatorze accusés du gang des Ripoux, mêlant voyous et policiers dévoyés. ■

RICHARD SCHITTLY

# He Lifeng, le Chinois qui veut faire plier l'Amérique

Le vice-premier ministre, très proche de Xi Jinping, est en première ligne dans les négociations commerciales entre les deux premières puissances économiques de la planète

## PORTRAIT PÉKIN - correspondant

**I**l est devenu le point de contact pour négocier rien de moins que la relation entre les deux premières économies de la planète. A Londres lundi 9 et mardi 10 juin, le vice-premier ministre chinois, He Lifeng, accompagné par deux officiels de haut rang, s'est une nouvelle fois tenu face aux envoyés américains. Les négociateurs chinois sont en partie parvenus à renverser la situation. Deux mois plus tôt, Donald Trump promettait de mettre la Chine à genoux par une offensive sur les droits de douane. Finalement, les Etats-Unis sont demandeurs d'un déblocage des liaisons de métaux stratégiques.

Il s'agit désormais d'endormir les velléités de Donald Trump par un interminable processus de négociation, qui incite la partie américaine à ne plus renverser la table. Après la rencontre, la Chine a évoqué un «consensus de principe sur un cadre de mesures» quand le président américain s'est félicité: «Tous les aimants, et toutes les terres rares nécessaires seront livrés, immédiatement, par la Chine.» Plus mesuré, Pékin «considère pleinement les besoins légitimes et les inquiétudes de tous les pays dans le secteur civil», laissant entendre qu'il ne fournira plus les acteurs américains de la défense, et que les autres licences restent à sa discrétion.

### Dans l'ombre de Xi

Un mois plutôt, le week-end des 10 et 11 mai à Genève, He Lifeng avait déjà été l'un des maîtres d'œuvre de la trêve dans la bataille des droits de douane, dont les Etats-Unis s'étaient félicités. Mais c'était compter sans le système de contrôle des exportations des terres rares mis en place par la Chine : plusieurs usines automobiles, comme celles de 4 x 4 de Ford à Chicago, se sont trouvées contraintes de suspendre la production sans les fameux aimants chinois. Une démonstration de force de Pékin, derrière laquelle certains voient la main du sobre et discret He Lifeng – même si le pouvoir décisionnel revient à Xi Jinping, dont il est l'un des plus proches alliés.

C'est d'ailleurs dans l'ombre de Xi que He a réalisé son ascension politique. Originaire du Fujian, il a fait ses classes dans cette province qui fait face à Taïwan – ce qui lui permet aujourd'hui d'échanger dans une langue commune, le minnan (ou taiwanais), avec l'Américano-Taiwanais Jensen Huang, l'incontournable patron de Nvidia, que Washington contraint à brider ses puces à destination de la Chine. Né en 1955, He Lifeng a, comme Xi Jinping, été envoyé à la campagne à 18 ans pour travailler, durant les années noires de la Révolution culturelle.

Diplômé en économie à l'université de Xiamen, dans le Fujian, il vient de commencer sa carrière lorsque Xi Jinping devient maire adjoint de cette ville, en 1985. Il l'accompagne durant cinq ans dans la gestion des finances locales. En 1987, il compte parmi les invités lorsque Xi se marie avec la soprano Peng Liyuan. Comme Shenzhen, Xiamen est alors l'une des quatre zones économiques spéciales qui viennent d'ouvrir sur la côte sud-est de la Chine et deviennent le berceau du secteur privé. He Lifeng soutient cette nouvelle économie. Il passe un quart de siècle à gravir les échelons, souvent non loin de Xi Jinping – il est secrétaire de la capitale provinciale Fuzhou quand Xi est gouverneur de la province.

En 2009, ce dernier est déjà vice-président lorsque He est promu à Tianjin, la grande ville portuaire proche de Pékin. Il est chargé de superviser une zone de développement économique. Les quartiers d'affaires, présentés comme de futurs Manhattan, poussent alors à une vitesse folle sous l'impulsion des autorités. Mais, lourdement endettée, Tianjin devient l'illustration des excès de la planification étatique, d'une urbanisation trop optimiste portée par les officiels : trop grands, trop excentriques, les gratte-ciel et résidences peinent encore aujourd'hui à se remplir – à l'image de cette tour de 600 mètres, l'une des plus hautes du monde, qui depuis une décennie reste inachevée.

«A Tianjin, He Lifeng a dopé la croissance par la construction massive de bureaux et de logements sans se demander s'il y aurait une demande pour ces biens», constate Victor Shih, un spécialiste des élites politiques et économiques chinoises à l'université de Californie, à San Diego. «Mais son approche consistante à utiliser les ressources étatiques pour alimenter la croissance et atteindre les objectifs technologiques est en fait proche de la vision de l'économie de Xi Jinping.»

En 2014, alors que Xi est à la tête de l'Etat-Parti depuis presque deux ans, He Lifeng est nommé au gouvernement central : il sera numéro deux puis numéro un de la Commission pour la réforme et le développement, la principale agence de planification. Vice-premier ministre depuis mars 2023, il assure aussi la gestion concrète de

**Ces postes successifs lui procurent une connaissance très précise des rouages de l'économie chinoise**



He Lifeng, aux côtés du secrétaire américain au Trésor, Scott Bessent, avant une réunion sur les relations commerciales à Genève (Suisse), le 10 mai.  
MARTIAL TREZZINI/AFP

la commission économique du Parti communiste, l'un de ces organes montés en puissance en parallèle au gouvernement sous l'ère Xi Jinping. Ce qui fait de lui l'un des plus hauts responsables de la deuxième économie de la planète.

Ces postes successifs lui procurent une connaissance très précise des rouages et leviers de l'économie chinoise, un savoir précieux dans la négociation avec les Etats-Unis. Dès l'automne 2023, et plus rapidement autour de l'élection américaine de novembre 2024, Pékin commence déjà à tester sur des matériaux stratégiques tels que le gallium ou le graphite ce système de licences qui lui permet d'ouvrir ou fermer les vannes au reste du monde, aux Etats-Unis notamment, selon son bon vouloir. Système qui a été renforcé dans la foulée de la trêve de Genève, pénalisant les constructeurs automobiles européens et américains. «Ils ont fait leur boulot en amont. He Lifeng, de par son expérience dans l'appareil de planification, maîtrise par cœur toute la boîte à outils dont dispose la Chine pour faire pression», juge un observateur à Pékin qui s'est trouvé dans des discussions avec lui.

Comme le président chinois, He Lifeng refuse d'admettre que l'expansion continue de la production chinoise peut susciter des craintes légitimes pour l'emploi et la survie du tissu industriel dans d'autres pays. Un point de blocage avec les Etats-Unis et l'Union européenne, voire avec certains pays émergents politiquement amis mais inquiets malgré tout. «He Lifeng est dur en négociation car il refuse de prendre acte des inquiétudes de l'autre partie», explique la personne citée plus haut.

**Confiance croissante**  
Son style tranche avec celui de son prédécesseur, Liu He, passé par l'université américaine de Harvard, parlant un excellent anglais, qui était perçu comme plus ouvert par les milieux d'affaires étrangers et les négociateurs américains. C'est Liu He qui avait été envoyé dans le bureau Oval pour signer avec Donald Trump, le 15 janvier 2020, l'accord dit «Phase 1» par lequel la Chine s'engageait à acheter pour 200 milliards de dollars (173 milliards d'euros) supplémentaires sur deux ans de produits américains. A Pékin, certains avaient trouvé l'accord trop lourd de concessions à l'adversaire américain. Il n'avait finalement pas été appliqué, avant de disparaître.

Désormais, c'est donnant-donnant. La Chine considère qu'en acceptant l'escalade face à Donald Trump, puis en prenant le monde à la gorge sur les terres rares, elle a contraint le président américain à rechercher un accord. C'est cette posture que doit incarner He Lifeng. Elle reflète la confiance croissante du pouvoir chinois, qui se considère mieux protégé des as-

sauts américains en raison de la focalisation sur la sécurité nationale et les nouvelles industries stratégiques portée par Xi Jinping et ses proches alliés.

Leurs détracteurs leur reprochent d'avoir renforcé la dépendance de la Chine aux dépenses d'infrastructures – ponts, routes et gares – et à la production des usines, tout en délaissant un moteur de la consommation intérieure. La guerre douanière a conforté Pékin dans l'idée qu'il peut poursuivre dans cette posture. Devenu l'interlocuteur principal des Américains dans cette négociation aux enjeux considérables, He Lifeng se trouve davantage sur le devant de la scène. Parfois plus que le premier ministre, Li Qiang, qui a vu son rôle à l'international diminué en comparaison de ses prédécesseurs.

Donald Trump n'avait cessé de promettre, durant sa campagne, de faire plier la Chine en l'assommant de droits de douane. Réussir à la maîtriser et l'amadouer poserait davantage encore Xi Jinping comme l'homme de la grande ascension chinoise. Le président américain se montre déjà plus respectueux depuis que Xi a accepté,

le 5 juin, de lui parler au téléphone, après l'avoir mis en attente pendant quatre mois. Le président chinois l'a alors invité à se rendre à Pékin, abattant ainsi une nouvelle carte. «Xi veut un deal avec Trump après la guerre tarifaire, mais en des termes acceptables pour la Chine. La mission de He est d'amener la partie américaine dans cette direction», dit Steve Tsang, directeur de l'institut sur la Chine de la School of Oriental and African Studies, à Londres. Une nouvelle fois, He Lifeng prépare le terrain pour celui à qui il doit tout. ■

HAROLD THIBAULT

# IONOS LE CLOUD EUROPÉEN DE RÉFÉRENCE

250 000 clients ont déjà choisi le Cloud IONOS.  
Développé en Europe, opéré en France.

An advertisement for IONOS featuring a dark background with numerous white and grey logos of various companies. The logos include well-known brands like Caritas, BVB 09, INTERSPORT, FUJITSU, VARTA, Atos, G DATA CyberDefense, Acronis, PROALPHA, Computacenter, HCLSoftware, SCAFE, ABYLSEN, APSIDE, ACI, SEIDOR, KEBE, msg, CGM, DX Stay Open, CGI, and Skribble. Below the logos, the IONOS logo is displayed with the text "Sites Internet · Domaines · Cloud". Contact information is provided at the bottom: a phone number (+33 1 76 54 37 46), an email address (cloud@ionos.fr), and a website (cloud.ionos.fr).



# La ligne Paris-Marseille, illustration des ambitions de Trenitalia

Deux fois plus petite que la SNCF, la compagnie ferroviaire italienne, issue du groupe public historique, étend sa présence en France

ROME - correspondant

**L'**aventure européenne de Trenitalia franchit une nouvelle étape. Dimanche 15 juin, la division française de la filiale du groupe public italien Ferrovie dello Stato devait inaugurer son activité sur la ligne Paris-Marseille. Alors que l'intégration du secteur ferroviaire en Europe a le vent en poupe, malgré la persistance de certaines barrières, Trenitalia, présent en France depuis 2021, affiche ses ambitions continentales avec des lignes déjà opérées en Espagne, en Allemagne, au Royaume-Uni et en Grèce. « Nous vivons un grand retour au train, les perspectives sont celle d'un développement avec le soutien de l'Union européenne. Il y a une réelle appétence pour ce moyen de transport », estime en effet Marco Caposicci, président de Trenitalia France, interrogé par *Le Monde*.

En 2016, la Commission européenne, le Parlement européen et le Conseil se sont mis d'accord sur un quatrième paquet ferroviaire censé faciliter l'intégration du secteur avec des mesures conduisant à une réduction des coûts administratifs et à une ouverture croissante du marché. Dans le contexte plus concurrentiel qui se dessine sur le continent, Tren-

talia a mené une stratégie d'expansion favorisée, selon l'expert ferroviaire Andrea Giuricin, économiste des transports à l'université de Milan-Bicocca, par l'ouverture anticipée du marché italien avec l'arrivée du concurrent Italo en 2012. « Le fait d'avoir été confronté à la concurrence tôt à domicile a rendu Trenitalia plus compétitive et a transformé l'entreprise qui a pu ensuite s'étendre en dehors des frontières », explique-t-il.

#### Importantes contraintes

Avec 95 000 employés, le groupe Ferrovie dello Stato, maison mère de Trenitalia, fait rouler 10 000 trajets en train par jour. En 2024, il a enregistré un chiffre d'affaires de 16 milliards d'euros (43 milliards pour la SNCF) pour un déficit annuel de 208 millions d'euros - la SNCF a dégagé 1,6 milliard de bénéfice net. Le plan stratégique du groupe pour les années 2025-2029 entend renforcer sa présence à l'étranger avec l'objectif d'y atteindre un chiffre d'affaires de 3 milliards d'euros et un effectif de 12 000 employés. « Trenitalia a besoin de s'étendre pour rester compétitive. Si elle ne le fait pas, elle subira une concurrence plus féroce en Italie », analyse Andrea Giuricin. La SNCF souhaite d'ailleurs lancer ses TGV entre les villes italiennes à partir de 2026.

## « Le marché italien est limité, et Trenitalia a besoin de s'étendre pour rester compétitive »

ANDREA GIURICIN  
économiste des transports à l'université de Milan-Bicocca

Trenitalia est présente, depuis 2017, en Grèce, et est active depuis 2022 dans la grande vitesse espagnole. De nouvelles liaisons TGV vers Munich doivent voir le jour avant décembre 2026. En revanche, la concession du groupe dans l'Essex, au sud du Royaume-Uni, se termine en juillet avec la nationalisation du rail décidée, fin 2024.

En France, Trenitalia est devenu, en 2021, le premier concurrent de la SNCF à arriver sur le marché avec ses trains à grande vitesse en opérant sur la ligne Paris-Lyon. Les liaisons entre Paris et Milan ont cependant été interrompues du fait d'un éboulement dans la vallée de la Maurienne, entre août 2023 et avril 2025, freinant le développe-

ment du transporteur, même s'il a enregistré une augmentation de 40 % du nombre de ses passagers en 2024. Trenitalia prévoit quatre allers-retours quotidiens entre Marseille et Paris avec des arrêts à Lyon-Saint-Exupéry, à Avignon et à Aix-en-Provence. L'entreprise dit avoir investi environ 400 millions d'euros en France, visant à terme de 20 % à 30 % de parts de marché sur le segment Paris-Lyon.

L'intégration du secteur ferroviaire continental reste entravée par d'importantes contraintes. « L'homologation du matériel n'est pas encore harmonisée au niveau européen, pas plus que le système de signalisation. A cela s'ajoute le problème de la langue, contrairement à l'usage standard de l'anglais dans l'aviation civile », énumère Andrea Giuricin. Dans ce contexte, le président du groupe Ferrovie dello Stato, Stefano Antonio Donnarumma, a appelé de ses vœux la coopération entre les concurrents européens du rail. Pour l'heure, cependant, la prochaine frontière de Trenitalia se trouve sous la Manche, l'entreprise ayant signalé sa volonté d'effectuer un investissement de 1 milliard d'euros pour se positionner sur la ligne Paris-Londres, d'ici à 2029. ■

ALLAN KAVAL

## A Vernon, une usine pour MaiaSpace

Quatre ministres ont officialisé la création du site d'assemblage de la fusée réutilisable développée par la filiale d'ArianeGroup

Quatre ministres pour une fusée. Sébastien Lecornu (armées), Eric Lombard (économie), Marc Ferracci (industrie) et Philippe Baptiste (enseignement supérieur et recherche) se sont déplacés ensemble à Vernon (Eure), le 13 juin, pour officialiser la création de l'usine d'assemblage du futur lanceur de MaiaSpace, sur le site de sa société mère ArianeGroup. Cet atelier de 10 000 mètres carrés entraînera la création de 160 emplois, en plus des 300 salariés actuels. L'investissement se chiffre en dizaines de millions d'euros, dont une partie, non précisée, prise en charge par l'Etat dans le cadre du plan France 2030. La région Normandie engage 3 millions d'euros.

« Il a fallu qu'Elon Musk », dont la société SpaceX est en situation de quasi-monopole dans le lancement de satellites, « hasarde l'idée de couper l'Ukraine de son réseau » de communication Starlink pour que « nous nous disions, dans les capitales, dans les gouvernements, que la souveraineté, c'est l'espace », a déclaré Eric Lombard, pour justifier la mobilisation du gouvernement. Les quatre années de retard d'Ariane-6, finalement lancée en juillet 2024, ont privé l'Europe d'un accès à l'espace pendant neuf mois, la rendant dépendante du lanceur d'Elon Musk. Maia doit contribuer à lui redonner souveraineté et réactivité.

« Au regard des besoins militaires de l'Etat, nous devrons envoyer beaucoup de satellites dans les dix années qui viennent », a insisté M. Lecornu, maire de Vernon entre 2014 et 2015. Haute de 50 mè-

tres, avec un diamètre de 3,50 mètres, Maia sera composée de deux étages principaux et un additionnel. Elle pourra mettre sur orbite différents types de satellites, des petits, pour les constellations télécoms, mais aussi des engins plus lourds. Surtout, son premier étage sera réutilisable jusqu'à cinq fois, ce qui réduira le coût des lancements par rapport à un gros lanceur comme Ariane-6. Maia servira de laboratoire grandeur réelle pour la future version d'Ariane.

**Forêt concurrence mondiale**  
Le premier vol commercial est prévu fin 2026 depuis le centre spatial guyanais de Kourou. Si tout se déroule comme prévu, le lanceur aura demandé quatre années de développement, contre près de dix ans pour les projets d'ancienne génération, et ce grâce à la réutilisation de technologies existantes d'ArianeGroup. Selon MaiaSpace, ce gain de temps doit permettre de diviser par trois les coûts par rapport à un lanceur traditionnel. ArianeGroup et ses deux actionnaires, Airbus et Safran, assurent le financement de MaiaSpace, dont le coût du programme est estimé à plusieurs centaines de millions d'euros.

Ce projet s'inscrit dans un contexte de forte concurrence mondiale, américaine et chinoise, mais aussi européenne : Isar Aerospace, RFA et HyImpulse, en Allemagne ; Avio en Italie ; ou OrbeX au Royaume-Uni. La course à l'espace se joue aussi en France : le gouvernement pousse trois autres projets de microlanceurs (Latitude, HyPrSpace et Sirius). ■

OLIVIER PINAUD

## MÉDIAS L'AFP annonce un « programme d'économies »

L'Agence France-Presse (AFP) va engager un « programme d'économies » de 12 à 14 millions d'euros sur les années 2025 et 2026, à cause d'une « dégradation durable » de ses perspectives financières liée à la crise mondiale des médias, a annoncé son PDG, Fabrice Fries, vendredi 13 juin. (- AFP)

**Sophie Gourmelen prend la tête du groupe EBRA**  
Jusqu'ici directrice générale du *Parisien*, Sophie Gourmelen a été nommée présidente du groupe de presse régionale Est-Bourgogne-Rhône-Alpes (EBRA), à partir de septembre, a annoncé, vendredi 13 juin, Crédit mutuel Alliance fédérale, son actionnaire unique, près de six mois après la démission de Philippe Carli. L'ancien président du groupe de presse avait été mis en cause pour avoir « aimé » sur le réseau social LinkedIn des publications de personnalités d'extrême droite. - (AFP)

**CONJONCTURE  
L'agence Fitch dégrade la notation de la Belgique à A +**  
L'agence de notation Fitch a abaissé, vendredi 13 juin, la notation de la dette souveraine belge, passant de « AA - » à « A + », en l'assortissant d'une perspective stable, ce qui signifie qu'elle n'envisage pas de nouvelle dégradation à moyen terme. L'agence américaine justifie cette décision par la détérioration des finances du royaume (un endettement public à 104 % de son produit intérieur brut fin 2024), le vieillissement de la population, ainsi que la hausse des dépenses de défense et l'instabilité politique chronique. - (AFP)

MATIÈRES PREMIÈRES  
PAR LAURENCE GIRARD



L'argent décroche la médaille

Un an après les Jeux de Paris 2024, la vasque olympique revient en juin. Elle va, de nouveau, s'éclairer et illuminer les nuits d'été. Opération nostalgie, dans le jardin des Tuileries, à Paris. Ce retour de flamme est-il de mèche avec la flambée des cours des métaux précieux ?

Leurs prix s'envolent, en effet, sur les marchés comme le fameux ballon gonflé à l'hélium. Sa couleur argentée donne le ton. Emporté dans le sillage de l'or, qui, fort de sa forme olympique, bat record sur record, le métal gris surperforme. L'argent décroche la médaille.

**Fuite en avant**  
Vendredi 13 juin, l'once de 31,10 grammes se négociait à plus de 36 dollars (31 euros). Un plus haut depuis 2012. Même si le pic de près de 50 dollars atteint en 2011 est encore loin, la dynamique est forte. L'argent s'est apprécié de plus de 25 % depuis le début de l'année.

Il est vrai qu'il est prisé par l'industrie, désireuse de le glisser dans les panneaux solaires, les éoliennes ou les équipements électroniques. Sans oublier qu'il inspire toujours les bijoux. De quoi faire basculer le trébuchet entre l'offre et la demande du côté du déficit de métal argenté.

Surtout, il apparaît comme une valeur refuge, à l'instar de son grand rival, l'or, tout en restant

beaucoup plus accessible pour les bourses moins garnies.

L'or, lui, vaut de plus en plus d'argent. En séance vendredi, il frôlait les sommets à plus de 3430 dollars l'once. Sachant qu'il a tutoyé les 3 500 dollars en avril. En six mois, son cours a bondi de près de 30 %. Il réagit, en fait, à chaque crise géopolitique. Et donc, vendredi, aux bombardements, par l'armée israélienne, de sites nucléaires, notamment, en Iran. Depuis des semaines, le métal jaune est porté par les inquiétudes suscitées par les conflits, au Moyen-Orient comme entre la Russie et l'Ukraine.

Mais aussi par les craintes que font peser, sur l'économie mondiale, les droits de douane brandis par Donald Trump et les ripostes qu'ils suscitent.

Dans ce contexte très incertain, les investisseurs misent plus que jamais sur les valeurs refuges. Les emplettes des banques centrales, soucieuses d'arrondir leur tas d'or, alimentent aussi la flambée de son cours. Si l'argent a pris la roue de l'or, entraîné dans cette fuite en avant, il n'est pas seul dans la course. Le platine profite aussi de l'effet d'entraînement. Il se négocie à plus de 1280 dollars l'once, un niveau qu'il n'avait plus atteint depuis quatre ans. Il signe ainsi une progression fulgurante de 40 % depuis janvier. Entre or et platine, pour les bagues ou les colliers, les joailliers sont tirailés. ■

**Le Monde**

Cet été, cap sur la langue française avec « Le Monde » et Le Robert !

Des expressions régionales, en passant par les figures de style ou encore l'origine des mots, testez vos connaissances sur la langue française à travers 150 jeux et quiz passionnants et divertissants !

Apprenez en vous amusant !

Le Monde le Robert CAHIER DE VACANCES ADULTES

JOUEZ AVEC LES MOTS

150 JEUX ET QUIZ

Chez votre marchand de journaux et sur [lemonde.fr/boutique](http://lemonde.fr/boutique)

# Aux cinémas Dulac, un climat délétère

L'éviction du directeur du Reflet Médicis, à Paris, survient après des tensions dans le réseau de salles

## ENQUÊTE

**U**ne page se tourne au Reflet Médicis, l'emblématique cinéma d'art et d'essai de la rue Champollion, à Paris (5<sup>e</sup> arrondissement). Jean-Marc Zekri, directeur depuis 2007 du « Reflet », comme l'appellent les habitués, a été licencié par Sophie Dulac, patronne du réseau Dulac Cinéma fondé en 2001, comprenant cinq établissements et une trentaine de salariés - outre le « Reflet », l'Arlequin (6<sup>e</sup>), le Majestic Bastille (11<sup>e</sup>), l'Escurial (13<sup>e</sup>) et le Majestic Passy (16<sup>e</sup>). Sophie Dulac, 67 ans, productrice et distributrice de films, héritière et petite-fille du fondateur de Publicis, Marcel Bleustein-Blanchet (1906-1996), a aussi créé le Champs-Elysées Film Festival, dont la 14<sup>e</sup> édition aura lieu du 17 au 23 juin, à Paris.

Jean-Marc Zekri quittera son poste le 9 juillet. L'éviction du quadragénaire, qui a fait du Reflet un écrin, lieu de rendez-vous des cinéphiles en quête d'œuvres rares, suscite l'incompréhension de ses collègues. Il lui est notamment reproché d'avoir, au-delà de ses horaires de travail, organisé une rencontre avec un intervenant. Par ailleurs, l'un de ses collaborateurs serait venu travailler avec son chien, lequel aurait agressé un spectateur. Une autre fois, l'alarme du cinéma n'aurait pas été activée la nuit.

Ces « manquements » avancés par la direction auraient pu faire l'objet d'une mise au point ou d'un recadrage, mais ne justifient pas un licenciement, aux yeux de l'équipe. Aucun salarié contacté n'a souhaité s'exprimer, de peur des représailles mais l'un d'eux partage un sentiment plusieurs fois répété : « Si quelqu'un comme Jean-Marc Zekri est licencié, cela veut dire que n'importe qui peut être débarqué demain. Tout le monde se sent sur un siège électable. » Le climat semble s'être détérioré entre les équipes et le trio de dirigeants formé par Sophie Dulac, son fils Mathias Dulac, vice-président, et Pierre-Edouard Vasseur, directeur général.

Publiée sur le site de la revue Débordements, mercredi 11 juin, une lettre de soutien à Jean-Marc Zekri a été signée par près de 300 professionnels du cinéma (les cinéastes Mathieu Amalric, Bertrand Bonello, Judith Davis, Radu Jude, Bertrand Mandico, Patricia Mazuy, etc., la monteuse Claire Atherton...), qui saluent son « travail formidable, acharné et discret » et s'étonnent des griefs reprochés.

### Effectifs éclaircis

Jointe par *Le Monde*, Sophie Dulac ne souhaite « pas entrer dans les détails » de ce licenciement. Elle a même quelques mots élogieux pour le directeur du Reflet en partance. « Jean-Marc a apporté au Reflet ce qu'il voulait y apporter, et ça a très bien fonctionné », dit-elle. Une annonce a été passée pour recruter un « manager », mais il n'y a pas urgence, ajoute-t-elle : « S'il n'y a pas de directeur de manière épisodique, ce n'est pas très grave. L'équipe en place fonctionne très bien, le programmeur Eric Jolivalt connaît parfaitement le Reflet. Il n'est pas question de changer quoi que ce soit à la ligne éditoriale. »

Le climat reste pourtant anxiogène, sachant qu'une quinzaine de départs (démissions, salariés déclarés inaptes, licenciés...) ont été comptabilisés ces dernières années : une femme de ménage, cinq projectionnistes, deux caissiers, une adjointe à la direction, une chargée de communication, mais aussi l'ancien directeur de l'Arlequin, Olivier Cousin, qui a quitté la société après avoir été, contre son gré, affecté dans

d'autres salles du réseau. Certaines méthodes employées par la direction ont aussi jeté un froid, comme lors du licenciement, en 2024, d'une salariée à l'accueil, dont l'ordinateur aurait été fouillé sous les yeux de ses collègues.

Bref, les effectifs se sont éclaircis, et il n'est pas rare qu'un salarié se retrouve seul à gérer un cinéma, passant de la caisse à la salle. Certains d'entre eux ont fait part d'un sentiment d'isolement à la médecine du travail. En guise de réponse, un dispositif d'alarme pour travailleur isolé a été introduit à Dulac. Un genre de talkie-walkie que certains salariés portent à la ceinture, et qui se déclenche si la personne tombe, fait un malaise ou se retrouve bloquée au sol. Cet outil sera bientôt à l'ordre du jour d'une réunion avec la direction, car il pose question, des salariés se demandent s'ils seront obligés de le porter, et quelle utilisation sera faite des informations générées.

### Attirer un nouveau public

Il faut ajouter à cela les trois salariés du Reflet, dont une apprentie projectionniste, licenciées pour faute grave à la suite de l'affaire dite « des cartes UGC ». En 2024, le groupe UGC avait constaté que certains détenteurs de cartes illimitées utilisaient celles-ci plusieurs fois sur le même film, dans divers cinémas indépendants (Reflet Médicis, Le Balzac, Grand Action, L'Archipel...). Une pratique qui vise à gonfler le nombre d'entrées, ou à soutenir un long-métrage. UGC avait livré aux patrons de salles les noms des détenteurs de cartes incriminés, parmi lesquels les trois salariées du Reflet. Celles-ci ont été mises à pied durant une vingtaine de jours, sans salaire (leur contrat de travail ayant été suspendu), avant d'être renvoyées.

Sophie Dulac réfute « l'existence d'un climat toxique ». « C'est vrai qu'on a dû se séparer de certaines personnes ces derniers temps, mais c'est la vie d'une entreprise. Il y a des gens qui s'évertuent à penser que cela se passe mal chez moi. Au contraire, il y a des salariés qui sont là depuis des années. Donc je pense que s'ils n'étaient pas contents, ils seraient déjà partis. En revanche, si ça se passe mal avec des gens, on fait ce qu'il faut. Je connais des sociétés où ça se passe bien plus mal que chez moi. Et je reçois beaucoup de CV de gens qui veulent travailler avec nous. »

Dans un contexte de baisse de la fréquentation, l'accent serait mis, lors des réunions d'équipe, sur les chiffres, les objectifs de vente de confiserie, tandis qu'une programmation « hors cinéma » est testée pour attirer un nouveau public (comme une soirée « boîte de nuit » et une autre pour la retransmission de l'Eurovision à l'Arlequin). « Mon fils ainé me pousse parfois à faire des choses, comme la boîte de nuit à l'Arlequin. Et on a cartonné. L'Eurovision, ça a marché du feu de Dieu. On n'a pas tant de leviers que ça : il y a la confiserie, la location d'espaces, et la fréquentation en salle, que l'on ne maîtrise pas. » Sophie Dulac ajoute : « Si on n'ouvre pas un peu le jeu, on n'existera plus dans dix ans. J'en suis intimement persuadée. »

Pendant longtemps, les salariés disent avoir mis de côté les problèmes, fiers de défendre une programmation connue pour son exigence et son engagement : outre les films à l'affiche, la reprise des films du festival Cinéma du réel, ou de la Quinzaine des cinéastes (au Reflet Médicis), un ciné-club féministe (Majestic Bastille), etc. Aujourd'hui, le doute s'immisce, d'autant que la personnalité de Sophie Dulac commence à créer des remous.

C'était il y a un an : le 25 juin 2024, la 13<sup>e</sup> édition du Champs-Elysées

## Une quinzaine de départs (démissions, salariés déclarés inaptes, licenciés...) ont été comptabilisés ces dernières années

Film Festival, à Paris, mêlant cinéma indépendant américain et longs-métrages français, touchait à sa fin. A l'heure du palmarès, plusieurs cinéastes avaient tenté d'évoquer l'actualité plus que préoccupante : outre la guerre à Gaza, le Rassemblement national, en France, venait de réaliser un score sans précédent aux élections européennes du 9 juin. Emmanuel Macron avait dissous l'As-

semblée nationale, et une partie du pays retenait son souffle à l'approche des législatives anticipées, les 30 juin et 7 juillet.

### Positionnement politique

Mais ni la réalisatrice Rebecca Zlotowski, présidente du jury longs-métrages, ni Jonathan Vinel et Caroline Poggi, coproducteurs de *Eat the Night* (prix du meilleur film), n'avaient pu aller au bout de leur discours. « On ne fait pas de politique, on est au cinéma ! », avait lancé Sophie Dulac.

Quand on lui rappelle cet épisode, la patronne assume : « En France, c'est un rituel que des gens, en festival, prennent la parole sur des sujets politiques. Cela me pose un problème éthique. La salle de cinéma est un lieu de spectacle, on est là pour se détendre, avoir du plaisir, et non pas entendre parler politique. On ne doit pas prendre les gens en otage. Et là-dessus je ne

dérogerai pas. A moins qu'avant, on me dise : « Est-ce que vous êtes d'accord pour que je dise quelque chose sur scène ? » Ce n'est pas la même chose que de me mettre devant le fait accompli, dans mon festival. » Seul Alain Guiraudie, dont le film *Miséricorde* (2024) était projeté en clôture, avait réussi à s'exprimer pour dire que, justement, le cinéma c'est politique.

Depuis quelque temps, Sophie Dulac a contribué elle-même à semer le doute sur son positionnement politique, déroutant certains de ses « amis » sur Facebook, en repostant des publications de personnalités identifiées à l'extrême droite – dernièrement, l'avocat Gilbert Collard ou le chef de file des Patriotes, Florian Philippot, dénonçant les dégradations commises le soir de la victoire du Paris Saint-Germain en Ligue des champions, le 31 mai. « Le problème, c'est que de temps en temps

ils disent des choses que je trouve vraies. Que Philippot l'a posté ou moi, le fait est que c'est exactement ce qui s'est passé. Après, le milieu du cinéma est très à gauche, donc forcément ça ne plaît pas à tout le monde », déclare-t-elle, agacée. Et de conclure : « Si les gens pensent que j'ai changé de bord ou je ne sais quoi, c'est d'un ridicule absolu ! »

A la veille de la 14<sup>e</sup> édition du festival, les cinéastes venus d'Amérique seront-ils priés de ne pas s'exprimer sur Donald Trump ? La question ne se posera pas pour l'invitée d'honneur, la Canadienne Emma Seligman, dont les comédies explosives *Shiva Baby* (2020) et *Bottoms* (2023) ont fait le tour des festivals « indé » : la cinéaste ne sera finalement pas présente, et sa master class, qui devait avoir lieu à distance, depuis New York, a été annulée sans que l'on connaisse les raisons de ce changement. ■

CLARISSE FABRE

  
STAR DAYS  
Jusqu'au 30 juin

Mercedes-Benz



A 0 g CO<sub>2</sub>/km



\*Location Longue Durée 45 000 km : EQA 250+ Pack AMG Line ou EQB 250+ Pack AMG Line, 1<sup>er</sup> loyer majoré de 2399€ ramené à 399€ après déduction du bonus écologique de 2000€\*\* puis 36 loyers de 399€. Modèles présentés : EQA 250+ Pack AMG Line, peinture argent high-tech métallisé, jantes alliage AMG multibranches 50,8 cm (20") , rampes de toit, toit ouvrant panoramique, 1<sup>er</sup> loyer majoré de 2460€ ramené à 460€ après déduction du bonus écologique de 2000€\*\* puis 36 loyers de 460€. EQB 250+ Pack AMG Line, Pack Sport Black, peinture rouge Patagonie métallisé, jantes alliage AMG 50,8 cm (20") multibranches noires, train de roulement avec amortissement adaptatif, rampes de toit noires, toit ouvrant panoramique, 1<sup>er</sup> loyer

Pour les trajets courts, privilégiez la marche ou le vélo.

# Baku Kinoshita raconte le crépuscule d'un yakuza

Son film d'animation, « Housenka », est sélectionné en compétition officielle au festival d'Annecy

## RENCONTRE

ANNECY - envoyée spéciale

**L**a fleur de balsamine, *housenka* en japonais, donne son nom au film de Baku Kinoshita. Elle est aussi l'étoile qui lui a donné l'idée de ce long-métrage, en compétition officielle du 49<sup>e</sup> Festival international du film d'animation, qui se tenait jusqu'au samedi 14 juin à Annecy. «Quand on les presse, les graines de balsamine explosent, éclatent comme des bulles. Elles me font notamment penser à des feux d'artifice», confie le réalisateur lors d'un entretien au *Monde*, à l'abri de la touffeur, dans un petit appartement du centre historique d'Annecy. «Quand j'ai songé à cette image d'éclatement, j'ai repensé à celui de la bulle économique au Japon, ce qui m'a amené à faire débuter l'histoire dans les années 1980.» En 1986, plus exactement. L'été où le héros, Akutsu, yakuza tren-

tenaire de petite envergure, s'installe en ménage avec Nana, une jeune mère célibataire, et son nouveau-né, Kensuke.

*Housenka* n'est pourtant pas le récit du commencement d'Akutsu, mais celui de son crépuscule, quand il est vieux et recluse à perpétuité dans une cellule de prison, sur le point de mourir, avec pour seule compagnie une balsamine plantée dans une boîte de conserve et douée de parole (interprétée par le comédien Pierre Taki, leader du groupe de synthpop japonais Denki Groove). Allongé sur sa paillasse, à bout de forces, l'ancien gangster dresse le bilan de sa vie, émaillé par les commentaires du végétal à l'ironie mordante.

«Je vais avoir 35 ans, mais je pense beaucoup à la mort, on vit tous vers la mort, raconte Baku Kinoshita. La mort peut être un instant de bonheur, c'est à ce moment que l'on peut enfin savoir si la vie avait une valeur. C'est parce

que la vie est éphémère que la mort doit être belle. J'espère que ce sera le cas pour moi.» Akutsu évalue la sienne au combat qu'il aura mené pour mettre définitivement à l'abri du besoin Nana et protéger coûte que coûte son fils adoptif. Un scénario qui n'est pas sans rappeler la filmographie de Takeshi Kitano – *Hana-bi* (1997) en tête –, que le réalisateur dit beaucoup admirer. Comme son ainé, Baku Kinoshita cultive un intérêt certain pour le polar et les récits de yakuza, un cinéma qu'il a dévoré à l'université, où il s'est aussi essayé pour la première fois à l'animation.

### Simplicité du dessin

Cette marotte, il l'exprimait déjà dans *Odd Taxi* (2021), sa première série, mettant en scène des animaux anthropomorphes, dont un héros morse chauffeur de taxi qui, au gré de ses courses, va se retrouver sur la piste d'une fille disparue. La production fut large-

**«Je m'étais fixé comme objectif de travailler sur la description de la vie et de la gestuelle quotidiennes»**

BAKU KINOSHITA  
réalisateur

ment remarquée pour son travail du suspense, sa complexité crescendo et ses dialogues élaborés tout en contraste avec la simplicité du design des personnages.

«Avant ce projet, ma vie n'allait pas vraiment, j'étais en retrait de la société. Avec *Odd Taxi*, c'était la première fois que je faisais quelque chose de reconnu.» Pour *Housenka*, le réalisateur a reconduit sa collaboration avec le scénariste Kazuya Konomoto, par ailleurs

auteur de manga. «Je l'ai rencontré sur *Odd Taxi* et j'ai senti qu'on était sur la même longueur d'onde. Il habite à Osaka, donc on ne se voit pas beaucoup. Mais, après la série, je lui rendais visite de Tokyo pour maintenir le lien. C'est quelqu'un de très peu bavard, mais assez ironique, adorable et boursé de talent.»

*Housenka* rompt toutefois avec *Odd Taxi*, notamment sur le rythme. Le long-métrage est plus contemplatif, avec des séquences qui s'épanouissent lentement. «Sur la série télé, pour pouvoir mettre tous les éléments scénaristiques, il fallait un rythme assez accéléré et avec des plans de quelques secondes. Ce n'était pas vraiment un tempo recherché. Dans *Housenka*, j'ai beaucoup plus de liberté en matière de longueur des plans. C'était vraiment un grand défi pour moi. Je tenais vraiment à faire un film artistique.»

Baku Kinoshita a cependan gardé une certaine simplicité du dessin, en particulier celui des traits d'Akutsu, lui prêtant un air attentiste et banal qui sied bien aux personnages ordinaires que le réalisateur aime dépeindre. «Ce n'est pas parce que les traits ou les dessins sont détaillés qu'on peut exprimer plus de choses, as-

sure-t-il. Je m'étais plutôt fixé comme objectif de travailler sur la description de la vie et de la gestuelle quotidiennes.»

Baku Kinoshita partage résolument ce sens de l'observation avec son héros Akutsu, qui fait le tour de son quartier, crayon en main, pour le cartographier. «C'est plus fort que moi, mais j'aime, moi aussi, beaucoup me promener et dessiner des plans, m'intéresser à des choses qui semblent insignifiantes», compare celui qui prend systématiquement, avant de répondre à ses questions, un temps de réflexion ponctué d'un «hmm» vibrant, le regard levé vers le plafond. «Je me comporte un peu comme Akutsu, il reflète ma vie en réalité», analyse-t-il.

Plus que le cinéma, ce sont donc les longues contemplations qui nourrissent l'imaginaire de Baku Kinoshita. «En ce moment, je prends soin d'une grenouille, de deux tortues et de deux lézards, à la maison. Je regarde comment ils grandissent, changent d'apparence, ont des compétences singulières. Je vois qu'ils font vraiment tout pour vivre, déaille-t-il. C'est la force de vie, de survie, de ces êtres vivants qui m'inspire vraiment.» ■

PAULINE CROQUET

## EQA & EQB 100% ÉLECTRIQUES avec Pack AMG Line

Dès 399€/mois\*

1<sup>er</sup> loyer de 399€ après déduction du bonus écologique de 2000€\*\*

LLD 37 mois - 45 000 km

Profitez du SUV compact EQA avec son autonomie jusqu'à 560 km et du SUV EQB 7 places.

Découvrez toutes nos offres Star Days :



majoré de 2479€ ramené à 479€ après déduction du bonus écologique de 2000€\*\* puis 36 loyers de 479€. Offre à particuliers, valable dans la limite des stocks disponibles pour toute commande d'un véhicule neuf avant le 30/06/25 et livraison avant le 27/12/25 chez distributeurs participants, sous réserve d'acceptation par Mercedes-Benz Financial Services SA, 7 av. Niepce, 78180 Montigny. RCS Versailles 304 974 249, N° ORIAS 07009177. \*\*Selon décret en vigueur. Conditions sur www.service-public.fr. Données WLTP cycle mixte au 06/02/25 : Gamme EQA : autonomie électrique = 435-561 km ; consommation électrique = 14,4-18,6 kWh/100km. Gamme EQB : autonomie électrique = 425-535 km ; consommation électrique = 15,2-19,1 kWh/100km. Mercedes-Benz France - RCS Versailles 622 044 287. Star Days = Journées étoilées.

#SeDéplacerMoinsPolluer

## Au Grand Palais se rejoue la genèse du Centre Pompidou

**R**entre chez toi!, «On veut pas de cette verrou!... Les noms d'oiseaux fusaient, mercredi 12 juin, dans le salon d'honneur du Grand Palais. Ils étaient assénés par des membres de l'assistance, assis à même le sol, à destination du jeune homme à la barbe bien fournie leur faisant face et essayant tant bien que mal, dans un français teinté d'un fort accent italien, d'aller au bout de son discours. «Nous avons donc pensé ce bâtiment, non pas comme un monument, mais plutôt le contraire, comme un anti-monument. Un centre qui ne soit pas un temple de la culture sacré, fermé, qui intimide, mais plutôt un bâtiment laboratoire, une "machine" qui se laisse manipuler, un "grand paquebot" qui embarque tout le monde...»

Nouvelle salve : «C'est Woodstock à Paris!», «Apprends à parler français!», «Ce n'est pas Beaubourg, c'est Mochebourg!...». Et l'orateur de poursuivre : «Nous avons conscience de la sensibilité des riverains aux questions relatives à l'insertion d'un tel bâtiment dans un tissu urbain aussi dense que celui du quartier Beaubourg. Je voudrais dire ici que le bâtiment ne se ferme pas à la ville. Au contraire, il regarde la ville, il l'écoute et respire avec elle...»

Venu torpiller un programme de conférences sur les architectures du Grand Palais et du Centre Pompidou, et les échos qu'elles se renvoient mutuellement, ce happening rejouait sur le mode du *re-enactment* la conférence de presse donnée le 17 juillet 1971 par l'Italien Renzo Piano et le Britannique Richard Rogers, deux jeunes inconnus qui venaient de remporter le concours international du «plateau Beaubourg». Il leur faudra attendre l'ouverture du Centre Pompidou, en 1977, et son succès populaire immédiat, pour voir leur talent reconnu à sa juste valeur. Imaginée par la réalisatrice Margot Fournier et Théo Pagnon, un architecte devenu acteur

après avoir passé plusieurs années au sein de l'agence de Richard Rogers (1933-2021), la performance préfigure un spectacle prévu pour 2027, année du cinquantenaire de Beaubourg. Plus tôt dans l'après-midi, l'historien de l'architecture Boris Hamzeian est revenu sur certains épisodes de cette épopée : le coup de foudre amical entre ces deux jeunes architectes portés par le vent de leur époque, la visite secrète, de nuit, au Grand Palais, de George Pompidou et de son épouse, Claude, pour découvrir les 680 maquettes des projets concurrents et donner leur avis sur ceux qui avaient la faveur du jury, le désir de sauver le pavillon Baltard des Halles de Paris qui animait Jean Prouvé lorsqu'il a accepté de présider le jury du concours...

Organisé par le Laboratoire d'histoire permanente du Centre Pompidou, l'événement s'insérait dans un cycle de rencontres et de performances organisé par le service de la Parole de Beaubourg. Fun Palace, c'est le nom donné à cette manifestation qui se poursuit jusqu'au 15 juin. Une référence au projet utopique imaginé par le britannique Cedric Price (1934-2003) en 1964, qui influença la conception du Centre Pompidou et semble vouloir conjurer l'angoisse liée à sa fermeture imminente pour travaux. Mais la scénographie n'a pas grand-chose à voir avec son modèle. Elle se déploie dans l'espace comme une série de grandes vagues en feutre rose bonbon, où l'on peut s'installer à même le sol, ou sur des assises formées avec des chutes du matériau. Fun dans la limite où peut l'être un jardin de Barbie, et guère plus confortable. Quant à l'utopie, il est clair que c'est le rêve d'une époque révolue. Aujourd'hui, on en fait des pièces de théâtre. ■

ISABELLE REGNIER

# Le patrimoine, au défi du dérèglement climatique

Le World Monuments Fund annoncera, lundi 16 juin, la liste des six bénéficiaires de son fonds d'urgence

## ENQUÊTE

**E**mmanuelle Héran, responsable depuis dix ans de la statuaire qu'abritent les jardins des Tuilleries et du Carrousel, administrés par le Louvre, connaît son affaire sur le bout des doigts. L'hiver, la conservatrice recouvre scrupuleusement certaines sculptures d'une housse antigel. Chaque année, elle établit également un plan rigoureux de restauration. Un protocole millimétré, qu'un caprice inattendu de Mère Nature a soudain chamboulé en 2024.

Anticipant le tourbillon des Jeux olympiques, qui allaient attirer des centaines de milliers de visiteurs aux Tuilleries, Emmanuelle Héran avait fait nettoyer, en avril 2024, deux imposantes statues d'Antoine-François Gérald, allégories de l'Histoire et de la France victorieuse, à proximité de l'arc de triomphe du Carrousel, qui, entre-temps, s'était lui aussi refait une beauté. L'été arrive, le soleil est au rendez-vous. La carte postale est parfaite.

Mais, dès le mois octobre, les deux statues fraîchement baignées se sont parées d'un tapis de mousse d'un vert intense. En cause, les pluies record enregistrées en automne à Paris. «*On a dû les traiter à nouveau, alors que ce n'était pas dans notre budget*, raconte Emmanuelle Héran. Dieu merci, le printemps 2025 est très sec, même un peu trop...» Ce sont désormais les effets de la sécheresse et d'une éventuelle canicule qui mettent la conservatrice sous pression. «*On manque de recul et d'expérience. Il faut trouver de nouveaux réflexes*», positive Emmanuelle Héran.

### Mobilisation récente

Le charivari climatique qui fait grimper le thermomètre ne compromet pas que l'avenir de la planète. Les phénomènes extrêmes font aussi vaciller les trésors du patrimoine, qui, pour la plupart, ont résisté durant des siècles, voire des millénaires, contre vents et marées. Les pluies acides fragilisent les marbres de l'Acropole, à Athènes. La sécheresse a creusé les fissures à l'origine de l'effondrement de la tour de l'église médiévale de Saramon, dans le Gers, en 2023.

Victimes du surtourisme, Venise et l'île de Pâques risquent d'être englouties par les flots, si rien n'est fait pour limiter l'émission mondiale de gaz à effet de serre. Au large de Marseille, la montée des eaux menace le château d'If, prison du comte de Monte-Cristo dans le roman d'Alexandre Dumas. Au point qu'il sera impossible d'y accoster d'ici à 2050, en raison de l'intensité des épisodes de houle.

«*Le dérèglement climatique est l'un des défis les plus pressants et complexes auxquels les sites du Patrimoine mondial devront faire face dans les années à venir*», alerte Lazare Eloundou Assomo, directeur du Patrimoine mondial

**Selon l'Unesco, un site historique sur six inscrits au Patrimoine mondial est en péril**

au sein de l'Unesco. Selon l'organisation onusienne, un site historique sur six inscrits au Patrimoine mondial est en péril.

En France, le Réseau Action Climat a dressé en 2024 une cartographie région par région des impacts de la crise climatique en France, ainsi que des répercussions sur le patrimoine. Selon l'étude, la région Centre-Val de Loire est la plus exposée aux risques de retrait-gonflement des sols argileux, qui causent d'importants dégâts sur les châteaux de la Loire. Construits sur les berges du fleuve royal ou de ses affluents, ces joyaux de la Renaissance sont vulnérables aux inondations comme à la sécheresse. En 2016, les images du château de Chambord (Loir-et-Cher) cerné par les eaux de la rivière Cosson avaient fait le tour du monde. Enserré entre deux bras de l'Indre, le château d'Azay-le-Rideau (Indre-et-Loire) est aussi périodiquement victime de crues.

Le château de Chenonceau (Indre-et-Loire), dont les fondations baignent dans le Cher, on surveille le niveau du fleuve comme le lait sur le feu. Plus que les inondations, ce sont les épisodes de sécheresse qui ébranlent le bâtiment parmi les plus visités de France, avec 880 000 entrées en 2024. Etienne Barthélémy, architecte en chef des monuments historiques, qui veille sur l'ancienne demeure de Catherine de Médicis, n'est pas alarmiste: «*Le bâti a été conçu pour durer et il est très résilient*.» Mais, ajoute-t-il, «*ce qui va devenir compliqué, c'est la succession rapide de régimes pluviométriques différents*». Car les remontées capillaires tendent à dissoudre la maçonnerie au pied des murs. «*Tant que le Cher reste canalisé, il n'y a pas de problème*, assure Etienne Barthélémy. Mais il y a un débat pour abattre les barrages du fleuve, ce qui accélérerait le pourrissement des pieux de bois, et les fondations du château viendraient à s'affaisser...»

La prise de conscience des risques ne date pas d'hier. Mais la mobilisation des acteurs du patrimoine est récente. «*Il y a eu un déclic dans le monde des musées au moment [de la crise] du Covid-19*», rembobine Hélène Vascon, directrice du soutien aux collections au Louvre. En 2021, l'Union européenne a mis sur pied un groupe de travail sur la résilience du patrimoine culturel, sous l'égide de la chercheuse Johanna Leissner. Dans un premier rapport livré l'année suivante, cette cellule déplore l'absence d'évaluation globale des risques. Seuls sept pays sur les 27 de



Une zone inondée, devant le château de Chambord (Loir-et-Cher), le 1<sup>er</sup> juin 2016. A. LEBOUTEY/DOMAINE NATIONAL DE CHAMBORD/AFP



Le château de Chenonceau (Indre-et-Loire), situé sur le Cher, en 2017. GUILLAUME SOUVANT/AFP

l'Union européenne avaient alors prévu de coordonner leurs politiques en matière de patrimoine et de changement climatique. Et la France n'en faisait pas partie.

**15 millions de dollars sur cinq ans**  
«*Dans ce secteur, on vise toujours au plus urgent. Mais, aujourd'hui, on a besoin de recul et de moyens*», reconnaît Bénédicte de Montlaur, présidente du World Monuments Fund, qui a pris le sujet à bras-le-corps. L'organisation non gouvernementale basée à New York a lancé, en 2024, le programme «Climate Heritage Ini-

tiative», un fonds d'urgence de 15 millions de dollars (13 millions d'euros) sur cinq ans.

Le lundi 16 juin, celle-ci annoncera à Versailles la liste des six sites bénéficiant, cette année, d'une aide dans le cadre du programme «Cultiver la résilience», parmi lesquels les champs agricoles waru waru, au Pérou, et la forêt sacrée d'Osun-Oshogbo, au Nigeria. «*On ne peut pas lutter contre les ouragans ni empêcher les tremblements de terre*, convient Bénédicte de Montlaur. Mais on peut utiliser des matériaux différents et mettre en place des mécanismes plus rapi-

des pour y faire face.» Pour Lazare Eloundou Assomo, c'est dans le patrimoine qu'on peut trouver une partie des solutions. «*On encourage les méthodes traditionnelles, ancestrales, simples et peu coûteuses, qui permettent aux communautés locales de réagir*», indique l'ancien architecte.

Patricia et Eric Laignau appliquent depuis belle lurette ces préconisations. Lorsque le couple achète en 1992 le château du Rivau, à Lémeré (Indre-et-Loire), l'édifice classé monument historique est en ruine et ses six hectares en friche. Le couple, qui s'engage dans un long et coûteux chantier de restauration de dix-sept ans, veut bien faire. Pour la charpente, ils utilisent la méthode traditionnelle d'isolation chaux-chanvre. Le parc, labellisé aujourd'hui Jardin remarquable grâce à ses parterres chatoyants et sa collection unique de roses anciennes, est irrigué avec parcimonie. Récemment, Patricia Laignau a importé en Touraine la méthode bolivienne du walipini, une serre enterrée, pour protéger, l'hiver, ses orangers et ses végétaux sensibles au gel. «*Il y a deux ans, lorsqu'il avait été question d'interdire les serres chauffées, j'ai cherché un substitut naturel*», précise cette passionnée de botanique, estimant qu'il «suffit de remettre du bon sens dans les choses».

R.A.  
R. A.

## Dans les jardins, les pins parasols remplacent frênes et hêtres

**LES JARDINIERS** sont aux premières loges pour constater les répercussions concrètes du désordre climatique. Des espèces qu'ils croyaient adaptées à nos climats peinent à résister à l'alternance des épisodes caniculaires et des pluies abondantes. Tous reconisissent désormais la liste des plantes à cultiver.

Au château du Clos Lucé (Indre-et-Loire), qui a accueilli Léonard de Vinci pour les dernières années de sa vie, les frênes et les hêtres, qui supportaient mal la chaleur, ont été remplacés par des pins parasols et des chênesverts, jugés plus résistants. Après avoir perdu l'ensemble de ses buis et frênes dans le jardin anglo-chinois, le château de Chantilly (Oise) a aussi diversifié

les essences d'arbres et d'arbustes qui y ont été replantés depuis 2023. Idem au domaine de Versailles, où l'on garde le souvenir cuisant de la tempête de 1999, qui a mis 10 000 arbres à terre.

### Résister à la sécheresse

«*Dans les années 1980, on avait planté beaucoup de tilleuls pour compenser la disparition des ormes. Aujourd'hui, on intègre des chênes et des marronniers pour retrouver une diversité végétale*», explique Sophie Lemonnier, directrice du patrimoine architectural et des jardins du château de Versailles. Impossible pour autant d'avancer sur le terrain des prévisions. «*Il faut cinq ans pour se rendre compte de l'influence d'un événement climatique et voir si une espèce est adaptée ou pas*», admet Sophie Lemonnier.

En 2023, le Louvre avait fait replanter dans les bosquets des Exèdres, au cœur des Tuilleries, une centaine d'arbres, notamment des savonniers et des magnolias de Kobé, réputés résister à la sécheresse. Sauf que Paris a battu, l'année suivante, des records de pluie. Et ces espèces, qui n'étaient pas habituées à de telles quantités d'eau, ont failli rendre l'âme. L'ensoleillement du printemps leur a finalement redonné des couleurs. «*Il faut faire preuve de souplesse, s'adapter, parce qu'on n'a pas toutes les réponses*», philosophé Floriane Guihaire, sous-directrice des jardins des Tuilleries. ■

Au château de Chantilly (Oise), on plébiscite aussi les vieilles recettes. Les nouvelles réserves, ouvertes en avril dans les grandes écuries, ont adopté l'isolation traditionnelle chaux-chanvre, qui permet de consommer moins d'énergie et de réduire l'empreinte carbone. Coût de l'opération: 1,7 million d'euros. «*Si l'on avait construit un nouveau bâtiment, ça nous aurait coûté le double*», souligne Mathieu Deldicque, directeur du Musée Condé, situé dans le château, qui planche désormais sur un projet de centre d'interprétation face au dérèglement climatique. L'objectif serait de l'inscrire dans le Hameau de Chantilly. Pour cela, il faut de l'argent, entre 2 et 3 millions d'euros. «*Depuis six mois, on cherche du mécénat*», glisse Mathieu Deldicque.

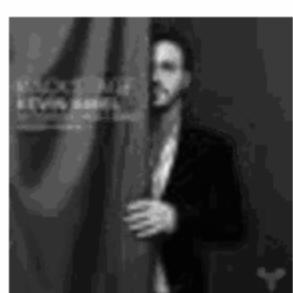
### Choix cornéliens

Car l'adaptation au changement climatique a un coût. La consolidation des fondations de Chenonceau se chiffre en dizaines de millions d'euros. Or ce lieu, qui appartient à la famille Menier, le célèbre chocolatier, ne perçoit pas un sou de subvention. «*C'est le fond du problème*, résume Etienne Barthélémy. Comment porter un tel effort financier sur trente ans?»

Dans les établissements publics aussi, les maigres budgets, qui ne permettent pas d'intervenir sur tous les fronts, imposent aux conservateurs des choix cornéliens. «*Ce qui est très difficile et en même temps indispensable, c'est renforcer la prévention*, argumente Marie Lavandier, présidente du Centre des monuments nationaux. Les démarches actives coûtent de l'argent, elles nécessitent des recherches permanentes. On est condamné à l'innovation économique, dans une période difficile pour le public comme le privé.»

La conservatrice, qui vient de remettre au ministère de la culture un rapport sur les conditions de mise en place d'un National Trust à la française, plaide pour la création d'un fonds d'urgence. Marie Lavandier met aussi tous ses espoirs dans les volets «responsabilité sociétale» des entreprises. «*On passe beaucoup de temps à chercher de l'argent, à penser à l'argent*, regrette-t-elle. Difficile de réfléchir à une stratégie dans ce contexte.» ■

ROXANA AZIMI



KÉVIN AMIEL  
**Backstage**

Œuvres de Verdi, Donizetti, Puccini, Gounod, Delibes, Massenet, Rossini et Lehár. Kévin Amiel (ténor), Orchestra Sinfonica G. Rossini, Frédéric Chaslin (direction).

Curieusement intitulé *Backstage* (« coulisses »), cet album ne montre pas la face cachée de Kévin Amiel, mais expose en pleine lumière le chanteur français qui trouve sa pleine mesure dans l'abattage du ténor « lirico-spinto », capable d'envolées lyriques comme de puissance dramatique. Les airs de Verdi le présentent ainsi à son avantage. En particulier, celui de *La Traviata* (*Lunge da lei...*) qui lui vaut de belles variations dans le registre sensible. Cependant, s'il traduit parfaitement la situation propre à chaque personnage, Kévin Amiel ne semble pas avoir une voix qui convienne à tous les styles. Son timbre manque un peu de douceur pour servir le nectar mélodique de Puccini (*Che gelida manina*, extrait de *La Bohème*). Plus lissé, sans perdre en qualité de souffle, son chant offre néanmoins de nombreuses séductions dans le répertoire français (Gounod, Delibes, Massenet). Enfin, on pouvait craindre que l'enchaînement d'une quinzaine d'airs d'opéra du genre « bravoure » engendre quelque lassitude. Ce n'est nullement le cas, en partie grâce au magnifique travail effectué par Frédéric Chaslin à la tête de l'Orchestra Sinfonica G. Rossini. ■ PIERRE GERVASONI

Aparté/Integral.

ALEXANDRE DE VILLENEUVE  
**Tenebris**

Livre de musique d'église : *Leçons des ténèbres du troisième jour* et *Miserere. Conversations en manière de Sonates. Répons, extraits du Processional pour l'abbaye royale de Chelles de Jean-Baptiste Morin. Avec Ensemble Vedado, Dagmar Saskova (mezzo-soprano), Damien Pouvreau (théorbe), Laurent Stewart (orgue et clavecin), Ronald Martin Alonso (viole de gambe et direction).*

Jamais interprétées ni rééditées depuis leur publication en 1719, et donc en premier enregistrement mondial, les *Leçons de ténèbres du troisième jour*, d'Alexandre de Villeneuve (1677-1756), témoignent de la vitalité du répertoire religieux français. Cette formidable redécouverte – les trois « leçons » sont présentées en alternance avec des suites instrumentales – s'articule avec des pièces de suites instrumentales et des répons extraits du *Processional pour l'abbaye royale de Chelles* de Jean-Baptiste Morin (1677-1745). On ne peut qu'admirer la manière à la fois délicate et inspirée avec laquelle les musiciens de l'Ensemble Vedado déroulent et ornent une musique dont l'expressivité est le maître mot. En témoigne, par exemple, la *Première leçon de ténèbres II* dont la dramaturgie contrastée, la variété des temps, la beauté ornementale de la déclamation théâtralisent le psaume extrait des Lamentations de Jérémie mettant en garde le peuple juif contre le châtiment divin et la chute de Jérusalem. Les célèbres *Leçons de ténèbres* de Couperin précèdent de peu celles de Villeneuve qui leur emprunte une austérité sophistiquée matinée de sensualité et de virtuosité, rappelant que l'opéra, interdit pendant la période de Pâques et notamment durant la semaine sainte, trouvait dans ces *Leçons de ténèbres* un relais spectaculaire. A leur crédit, la voix souple et charnelle de Dagmar Saskova, le théorbe de Damien Pouvreau, Laurent Stewart au clavecin ou à l'orgue sous la direction du magnifique gambiste Ronald Martin Alonso. Un album qui ajoute une pierre blanche à la discographie sacrée du XVIII<sup>e</sup> siècle. ■ MARIE-AUDE ROUX

Paraty Productions/Harmonia Mundi.

CAROLINE  
**Caroline 2**

Minimale, pète-sec, répétitive et décalée, l'instrumentation de l'introductif *Total Euphoria* caresse d'abord à rebrousse-poil. Avant que ce milieu apparemment hostile révèle un charme hypnotique porté par la mélancolie d'une voix, dont

la vulnérabilité mue en force à mesure que s'impose un chœur à l'énergie fédératrice, quoique menacée par les grincements acoustiques, la saturation électrique et l'explosion rythmique. Tout au long de son deuxième album, l'octuor de Caroline, formé en 2017 à Manchester, joue un jeu de contrastes né d'improvisations puisant dans l'énergie du folk expérimental et du post-rock. Une communion instable entre guitares, batterie, vents et violon, qui enfante sept autres berceuses esquintées (dont *Tell Me I Never Knew That*, en duo avec Caroline Polachek), où la douceur mélodique ne cesse de côtoyer la rugosité. Pour un résultat envoûtant. ■ STÉPHANE DAVET



NEIL YOUNG  
AND THE CHROME HEARTS  
**Talkin to the Trees**

« Si vous êtes fasciste, achetez une Tesla / Elle est électrique, ça ne compte pas / Si vous êtes démocrate, goûtez votre liberté. » Le natif de Toronto Neil Young ne mâche pas ses mots sur la charge électrique *Let's Roll Again*,

visant l'administration Trump. Deux mois à peine après *Coastal*, qui accompagnait le documentaire du même nom, le prolifique songwriter est de retour avec un 46<sup>e</sup> album (si nos comptes sont bons) de chansons originales, accompagné d'un nouveau groupe, The Chrome Hearts. Si *Talkin to the Trees*, enregistré aux Shangri-La Studios de Malibu (Californie), distille deux titres rock engagés (*Let's Roll Again* et *Big Change*), l'atmosphère générale tend finalement vers une folk apaisée et introspective : *Family Life* se veut ainsi une ode touchante à sa famille, tandis que *Thankful* tire un bilan émouvant de sa vie ; sur *Movin' Ahead*, le « Loner », âgé de 79 ans, ne souhaite retenir que les bons moments du passé. En dépit de quelques redites, dont la progression d'accords de *First Fire of Winter* lorgnant un peu trop sur *Helpless*, l'album s'avère un bon cru. Et une excellente raison de retrouver cette infatigable légende sur une scène parisienne le 13 juillet. ■ FRANCK COLOMBANI

Reprise/Warner.

■ Lire aussi sur [Lemonde.fr](#) la critique de l'album d'Isha, « Drôle d'oiseau ».



Le chanteur et pianiste Yamé, en mai. FIFOU

## Dans l'univers geek de Yamé

La révélation des Victoires de la Musique 2024 présente son premier album, « Ebem », doublé d'un court-métrage animé et d'une exposition

### MUSIQUE

**L**e chanteur Yamé est un geek. Assis dans un restaurant du 11<sup>er</sup> arrondissement de Paris, il est effaré. Alors qu'il s'apprête à nous montrer une de ses références en graphisme sur un de ses jeux vidéo préférés, il s'étonne : « *En fait, on ne capte que la 3G dans tout le quartier, impossible de télécharger quoi que ce soit.* »

Le chanteur, révélation masculine des Victoires de la musique en 2024, publie son premier album, *Ebem*, après avoir remporté un beau succès critique et commercial avec son EP, *Elowi*, qui contenait les morceaux phénomènes *Bécane*, hymne à la liberté, et *Bahwai*, un ego trip dé-sinvolte.

Après avoir terminé sa tournée en février par un Olympia complet, le Parisien a à peine pris le temps de faire une pause. Une semaine de vacances sur les hauteurs de Perpignan avec ses potes musiciens, son batteur, Daryl, son DJ, La Smoule qui produisent la majorité du disque. Même là, au repos, ils n'ont pas pu s'empêcher de composer de nouveaux morceaux, ou de reprendre des titres créés cinq minutes avant de monter sur scène.

Yamé, de son vrai nom Emmanuel Sow, 32 ans, a de nouveau donné un mot mbo, une langue bantoue, à ce disque : *Ebem*. Son père, le musicien camerounais M'Backé Ngoup'Emanty, qui parle ce dialecte, le lui a conseillé : « *Il m'a dit que ce mot correspondait bien à ce que je lui racontais de mes nouvelles chansons*, explique le fiston. *Ebem désigne un lieu où les jeunes s'asseyaient pour écouter ce que racontaient les plus anciens. Dans mon disque, j'en ai fait un lieu un peu virtuel. Je tombe dans l'ebem, invité par un personnage, figure de sagesse. Il m'attire dans un jeu vidéo, parce que, au départ, je suis chez moi dans mon studio en train de faire de la musique, mais je n'arrive pas trop à avancer.* »

Pour accompagner la sortie de ce premier album, qui garde la même tonalité musicale que son EP, entre chanson et rap, soul et jazz, house music et rythmes tropicaux, Yamé a voulu s'essayer à toutes les formes créatives : un court-métrage qui mélange anime, jeux vidéo et images de synthèse et une exposition interactive. Tout le processus créatif du disque et du film est ainsi exposé dans un espace du 2<sup>e</sup> arron-

disissement de Paris depuis le jeudi 12 avril, au soir.

Au rez-de-chaussée, on retrouve la moto visible dans le film, les éléments du décor ainsi qu'une maquette d'un canyon grandeur XL, sur laquelle des spectateurs portant un casque de réalité augmentée peuvent se poursuivre virtuellement en véhicule 4 × 4. Au sous-sol, le court métrage est projeté sur trois écrans à 180 degrés. Le studio d'enregistrement de Yamé est reconstitué dans une cabine en verre et les plans du story-board sont projetés sur d'autres moniteurs.

L'artiste y a presque eu l'exposition de ses rêves : « *J'avais des idées de fou, mais bon je suis forcément limité par les budgets, avoue-t-il, résigné. Je voulais emmener les gens dans l'univers qu'on a créé pour le court-métrage. Quand je vais à une expo, ça m'ennuie souvent un peu de ne pas pouvoir interagir avec ce que je regarde, je n'aime pas être juste dans le contemplatif. Depuis que je suis petit, je ne vais voir que les expos à la Cité des sciences parce que là je peux toucher les trucs... », confie-t-il en riant.*

**Chansons ancrées dans le réel**  
Yamé est persuadé que ses fans aujourd'hui n'écoutent plus d'album en entier : « *Ils écoutent le banger [le tube] et peut-être un ou deux morceaux, argumente-t-il, mais la plupart du temps, la majorité connaissent la tendance TikTok, et au maximum un couplet. Si je tiens à faire un album, c'est pour mon propre plaisir et cocher toutes les cases de ce que j'avais envie de produire : un clip en plan-séquence avec la société de production Bootleg, comme Justin Timberlake l'avait déjà réalisé, un dessin animé, des graphismes de jeux vidéo...* »

Ainsi, pour illustrer la chanson *Moto*, il utilise les visuels du jeu *Limbo* (Playdead) « *qui se veut vraiment contemplatif* », commente-t-il, ajoutant : « *Il est cons-*

*truit pour être beau et pour que les gens se détendent en jouant. Toutes les animations sont très fluides, très jolies et oniriques.* »

Ses chansons sont, elles, plus ancrées dans le réel. Dans *In sensé*, il évoque le racisme systémique, mais aussi celui qu'il a vécu adolescent, après la mort de sa mère, élevé par un père célibataire qui trouva refuge avec ses deux enfants dans une chambre de bonne du 17<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Dans *Solo*, il rappelle son besoin de solitude aussi pour créer et sa découverte de l'industrie de disque, des contrats, des attitudes « *bizarres* », mais aussi son histoire d'amour, dans *Céline* et *Comme on le vit à deux*.

Pour finir certains de ses morceaux, Yamé s'était isolé dans un

studio à Bruxelles, mais le plus souvent ses chansons naissent dans ses rassemblements de musiciens : son *ebem* à lui. Etudiant, il a beaucoup fréquenté les jams du Quartier latin, du Châtelet ou de la porte de La Villette et il les retrouve volontiers quand il n'est pas en tournée. Cette dernière commençant dans toute la France à l'automne, il faudra connaître les bonnes adresses pour le croiser cet été. ■

STÉPHANIE BINET

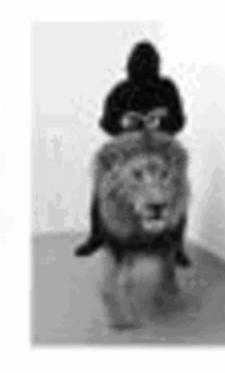
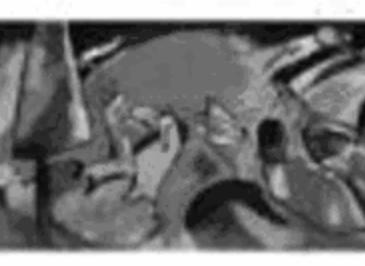
**Ebem, de Yamé (Naïve).**  
Exposition et film à l'Espace Réaumur, 101, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>. Jusqu'au 15 juin.  
Tournée à partir du 24 octobre, le 22 novembre à la Philharmonie de Paris, Paris 19<sup>e</sup>.

## Une exposition de chefs-d'œuvre

Landéneau  
14 Juin – 2 Nov.  
2025



# Animal!?



FONDS POUR LA CULTURE  
HÉLÈNE & ÉDOUARD LECLERC

arte sncconnect



Konbini Le Monde

© Vassili Kandinsky, Impressionism JV, 1918 © Centre Pompidou, MNAM-CCI, Dist. Grand-Palais Paris / B. Pihet — © Georges Rakhine, Le Griff, 1951-1952, Coll. privée © ADABP Paris 2025  
© Antoine Bourdelle, Octobre rouge, 1914 © B. Pihet — Terre luna, Madeleine Bourdelle — © Art Orient Oléot, Février 2007, Coll. des artistes M. Leul-Kerret et S. Mergui — © Georges Angrand, Jeune homme de l'Algérie de l'eau, 1924 © Musée royal des Beaux-Arts de Bruxelles — © J. Estève © Jean-Baptiste Grégoire Chardin, Le Singe peintre, vers 1740 © Musée du Louvre, Dist. Grand-Palais / A. Déjean — © Huang Yong Ping, Chevalier du XXI<sup>e</sup> siècle réinventé, 2019. Courtesy archives Huang Yong Ping, Shen Yuan et Mérion © ADAGP, Paris 2025

« “Ebem” désigne un lieu où les jeunes s'asseyaient pour écouter ce que racontaient les plus anciens »

YAMÉ

# Pee-wee Herman, alter ego de Paul Reubens et icône incomprise

Matt Wolf retrace le parcours complexe du personnage et de son créateur

## DOCUMENTAIRE

**F**ouillant dans les archives du *Monde* après avoir vu *Pee-wee as Himself* («Pee-wee dans son propre rôle»), le beau documentaire que Matt Wolf a tourné au cours des mois qui ont précédé la mort de Paul Reubens, le créateur du personnage de Pee-wee Herman, le 30 juillet 2023, j'usqu'à tomber sur quelques lignes que j'avais commises lors de la sortie en France de *Big Top Pee-wee*, en 1989. Hargneuses, elles sont assez caractéristiques de l'incompréhension de la critique et du public français à l'égard de l'éternel enfant au noeud papillon rouge. En deux épisodes de cent minutes, le documentariste Matt Wolf, spécialiste des artistes oubliés (ce qui n'est pas tout à fait le cas de Pee-wee Herman), comble ce fossé, à force de patience (son sujet est loin d'être toujours coopératif) et d'inventivité.

Réalisé par Randal Kleiser (*Grease*), *Big Top* fut le deuxième long-métrage dont Pee-wee était le héros, après *Pee-wee's Big Adventure* (1987), le premier film de Tim Burton. Pee-wee Herman avait convaincu deux actrices de renom – Penelope Ann Miller et Valeria Golino – de lui donner la réplique. Avec la seconde, il tourna ce qu'il voulait être le plus long baiser de l'histoire du cinéma, au grand dam de la Warner. De quoi susciter le malaise qui vient quand des comiques au physique un peu ingrat profitent de leur gloire pour se hisser jusqu'à l'emploi de jeune premier. A ceci près que Paul Reubens était homosexuel. Ce secret tomba dans le domaine public en juillet 1991, lorsqu'il fut arrêté par la police de Sarasota (Floride) dans un cinéma porno et inculpé pour exhibitionnisme.

### Muraille de mystère

Vue de ce côté de l'Atlantique, la vie de Paul Reubens se résumait à ces sommets – les deux longs-métrages – et à cette indignité nationale. Grâce à la richesse des archives accumulées avec un soin maniaque par Reubens, et à l'intelligence que met le réalisateur à les constituer



Paul Reubens (Pee-wee Herman), dans «Pee-wee's Big Holiday» (2016). GLEN WILSON/NETFLIX

en récit, on découvre un parcours d'une extraordinaire complexité. Né dans la banlieue de New York en 1952, Paul Reubens a grandi à Sarasota, ville où hivernait le cirque Barnum-Ringling. Les films familiaux montrent un petit garçon aimant à se déguiser et à se mettre en scène. Parti étudier l'art en Californie, il se mue en un beau ténébreux qui vit une idylle avec un condisciple afro-américain. Cette archive intime devrait être rendue encore plus accessible par les heures d'entretiens que Matt Wolf a enregistrées avec Reubens. Or, ces interventions de l'artiste, dont on ne devinerait jamais qu'il est au seuil de la mort, apparaissent plutôt comme des tentatives

pour reconstruire la muraille de mystère qui l'entourait jusqu'à sa première arrestation.

Cette réticence préserve une part du mystère dont a surgî cet alter ego, Pee-wee Herman, grand enfant engoncé dans un complet étriqué, personnage de dessin animé en chair et en os. On apprend que ses premières incarnations sont apparues sur la scène des Groundlings, l'école d'improvisation de Los Angeles par laquelle sont passés, entre autres, Lisa Kudrow ou Will Ferrell. Avant d'être un personnage de la télévision pour enfants (grâce à l'émission «Pee-wee's Playhouse», entre 1986 et 1991), Pee-wee Herman fut donc une créature née de l'écosystème alternatif californien. Et maintenant qu'on le sait, on comprend mieux ce mélange de naïveté, de candeur (d'idiote disaient certains) et de salacité, d'esthétique rétro et d'outrance camp.

Il est difficile de réconcilier le parcours artistique et sentimental de Reubens, l'ambition féroce qui le tenaillait et le personnage de Pee-wee. Si difficile que le seul moyen que trouva Reubens fut, comme il en convient face à Matt

Wolf, de rentrer dans le placard dont il était sorti afin de ne pas mettre en danger le succès qu'il pressentait. *Pee-wee as Himself* ne prétend pas détailler le processus par lequel son protagoniste est arrivé à ces décisions. Matt Wolf trouve plus élégant de laisser en suspens la question du choix entre l'accomplissement d'une œuvre et le bonheur personnel.

Paul Reubens est mort à la veille d'entretiens sur ses arrestations (après celle de Miami, la police de Los Angeles s'en est prise à lui en l'accusant de détenir des œuvres pédopornographiques). Mais il s'était assez réconcilié avec lui-même pour que son dernier film, *Pee-wee's Big Holiday* (2016), de John Lee, soit la version enfantine d'une idylle entre deux hommes. Pour partenaire, il avait choisi Joe Manganiello, vampire sexy de *True Blood* (2008-2014), membre de la troupe de striptease de *Magic Mike* (2012), de Steven Soderbergh. Parce que Pee-wee le valait bien. ■

THOMAS SOTINEL

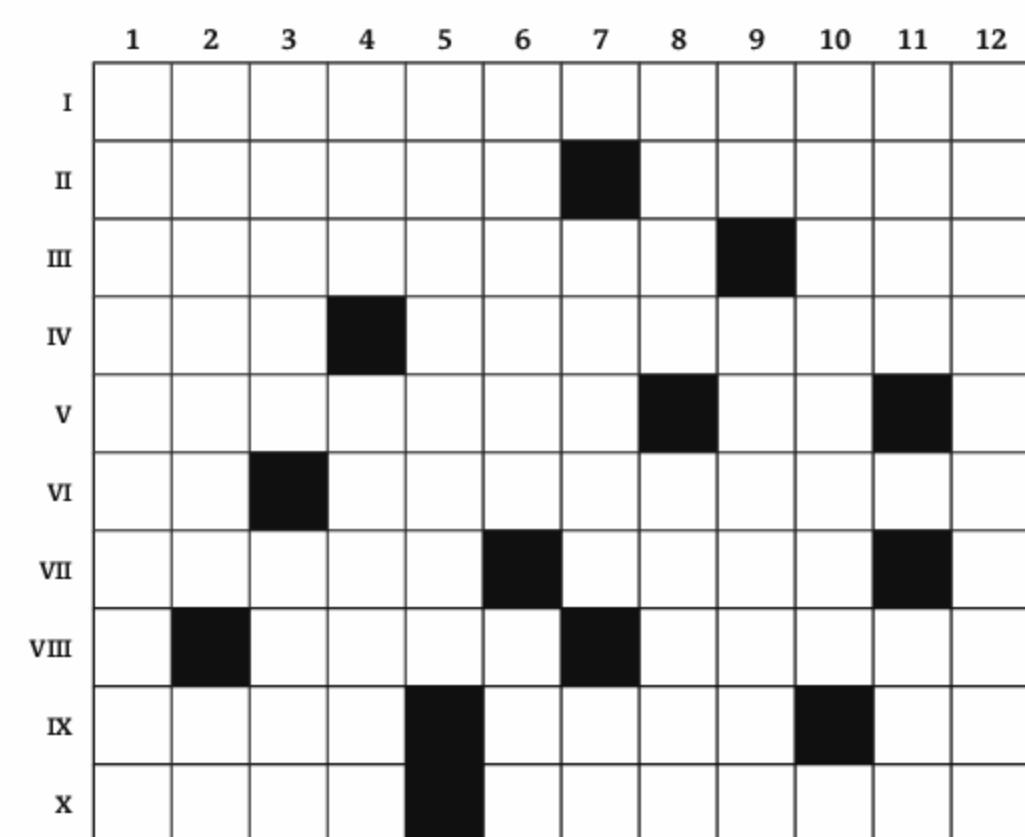
*Pee-wee as Himself*, de Matt Wolf (EU, 2025, 2 x 100 min). Disponible sur Max.

**Le réalisateur a enregistré des heures d'entretien avec l'artiste, mêlées à des archives personnelles**

## MOTS CROISÉS

GRILLE N° 25 - 137  
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur [jeux.lemonde.fr](http://jeux.lemonde.fr)



### SOLUTION DE LA GRILLE N° 25 - 136

**HORIZONTALEMENT** I. Transgesser. II. Cérumen. Auto. III. Hurler. Bre. IV. Até. Taurides. V. Tito. Osées. VI. Classieuse. VII. Hit. Pathé. Sl. VIII. Es. Pic. Assal (lassa). IX. Uélé. Euh. Ado. X. Rémunération. **VERTICALEMENT** 1. Tchatteur. 2. Réutilisée. 3. Arrêtât. Lm. 4. Nul. OS. Peu. 5. Smet. Spi. 6. Géraniacée. 7. RN. Et. Ur. 8. Brouhaha. 9. Sarisses. 10. Suédée. Saï. 11. Et. Ee. Sado. 12. Roussillon.

## HORIZONTALEMENT

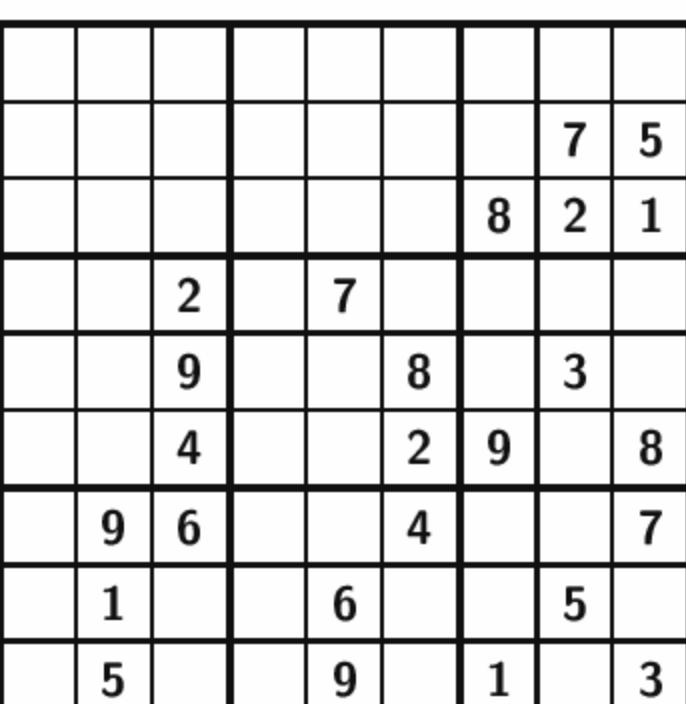
- I. Pas une vitre ne lui résistera.
- II. Incapable d'aller plus loin. N'ira pas bien loin. III. Beau travail de la repasseuse. Repris dans la réponse.
- IV. Expulsion sonore. Installé en profondeur. V. Démoli sans retenue. Club de foot. VI. Réfléchi. Auraient fait un mariage bancal. VII. Equipement du druide. Convient parfaitement.
- VIII. Facile à prendre. Part de gâteau.
- IX. Cercle poétique. Difficile à trouver. En fin de journée. X. On en tombe souvent. Précipitations glacées.

## VERTICALEMENT

1. Dégradation physique et mentale.
2. Triste et larmoyante. Se franchit d'un pas. 3. A trouver avant de la fermer. Un petit plus toujours apprécié.
4. Prends en considération. Vivent dans l'indifférence religieuse. 5. Portées brutalement. 6. Enfants de Gaia et frères des Titans. Tas de sable dans les sables. 7. Equipas le bâtiment. Entrent en gare. 8. Tour imprévisible. Peut jouir sans contrainte. 9. Règle. N'écoutez pas leurs conseils.
10. Impressionnée et peut paralyser.
11. Défense internationale. Quelques grains suffisent. 12. Font loi elles aussi.

## SUDOKU

N°25-137



Réalisé par Yan Georget (<https://about.me/yangeorge>)

UN HORS-SÉRIE | Le Monde

EN QUÊTE DE SENS

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX  
ET SUR [BOUTIQUE.LAVIE.FR](http://BOUTIQUE.LAVIE.FR)



**Le Monde** est édité par la Société éditrice du «Monde» SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124.610.348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 71 (prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 3 28 25 71 71. Par courrier électronique : [abojournalpapier@lemonde.fr](mailto:abojournalpapier@lemonde.fr). Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs  
Par courrier électronique : [courrier-des-lecteurs@lemonde.fr](mailto:courrier-des-lecteurs@lemonde.fr)

Internet : site d'information : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr); Emploi : [www.talents.fr](http://www.talents.fr)

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40  
Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0272 C 81975 ISSN 0395-2037



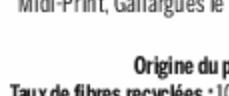
PRINTED IN FRANCE  
ACPM

67-69, avenue  
Pierre-Mendès-France  
75013 PARIS  
Tél : 01-57-28-39-00  
Fax : 01-57-28-39-26



Imprimerie  
Mariani & Cie  
79, rue de Roissy  
93290 Tremblay-en-France

Midi-Print, Gallargues le Montueux



Origine du papier : UK, France.  
Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Europhosphat : Ptot = 0,0083 kg/tonne de papier

# Le coming out contrarié d'un jeune gay sur un campus américain

La série, au ton déliré, use intelligemment des clichés pour en dénoncer les limites

## SÉRIE

**L**e jeune Benny (Benito Skinner) a beau se répéter devant le miroir qu'il «adore la chatte», rien n'y fait, il est gay. Il est aussi absolument prêt à tout pour le cacher, y compris à ses parents. Brillant étudiant, sportif populaire du lycée, il s'apprête, au début de la série *Surcompensation*, à quitter son Idaho natal pour intégrer une prestigieuse université de la côte est, où étudie déjà sa sœur ainée, Grace. Loin de ses parents et de sa ville, Benny est tenté de sortir du placard, mais se fait très vite harponner par les «mascus» du campus, une bande de garçons membres d'une société secrète qui ponctuent chacune de leurs phrases d'un retentissant «no homo!». Le coming out attendra.

Lena Dunham (*Girls*), Phoebe Waller-Bridge (*Fleabag*), Aisling Bea (*This Way Up*) et leurs conseurs ont ouvert la voie, et c'est désormais au tour des hommes de mettre en scène leur intimité, leurs insécurités et leur vision du monde dans des «dramédies» au ton personnel, souvent très inspirées. Il y a quelques mois, la sitcom créée par l'humoriste Brian Jordan Alvarez, *English Teacher* (à la demande sur Disney+), racontait, avec humour et finesse, le quotidien d'un professeur homosexuel dans un lycée d'Austin (Texas), bastion libéral dans un Etat particulièrement conservateur.

### Humour gentiment salace

Créée par Benito Skinner, un comique américain qui s'est fait connaître sur les réseaux sociaux, *Surcompensation* a les mêmes accents autobiographiques. Plus délivrée, la série pousse loin les curseurs de la comédie de campus où l'on boit, couche et vomit beaucoup, et use intelligemment des clichés et des archétypes pour en dénoncer les limites, et donner du sens et un peu de profondeur à son humour gentiment salace. Que ce soit la copine faussement coincée, le

**La série est très efficace dans sa satire de la beauferie masculine et d'une hétéronormativité suffocante**

*frat boy* enfermé dans sa masculinité crasse, la coturne qui ne vit que par le regard des autres, chaque personnage de *Surcompensation* est tiré à bas par des aspirations contraires propres à cet âge-là : s'intégrer le mieux possible tout en restant soi-même.

Ce cheminement est à la fois atterritissant et cruel, et il y a du tragique dans l'impossibilité de Benny à assumer qui il est, y compris auprès de ses parents (joués par Connie Britton et Kyle MacLachlan), qui le vénèrent – l'épisode 7, dans lequel Benny retourne chez lui pour Thanksgiving, est particulièrement touchant. Ce qui n'empêche pas la série d'être par ailleurs redoutablement efficace dans sa satire de la beauferie masculine et d'une hétéronormativité suffocante, dont les filles et les homosexuels sont des victimes collatérales (et parfois consentantes).

Les huit épisodes de cette première saison laissent, à ce titre, un goût de trop peu, même s'il ne sera pas facile de tenir la distance à ce rythme. On n'ose espérer un renouvellement, alors que Prime Video vient d'annuler la saison 2 d'*Etoile*, la série d'Amy Sherman-Palladino et de Daniel Palladino diffusée en avril sur la plateforme, qui avait pourtant été déjà commandée. ■

AUDREY FOURNIER

**Surcompensation**, série créée par Benito Skinner (EU, 2025, 8 x 35 min). Avec Benito Skinner, Wally Baram, Mary Beth Barone, Adam DiMarco. Disponible à la demande sur Prime Video.

# Guy Savoy « J'ai passé l'été de mes 15 ans à cuisiner à la buvette du jardin public »

ENTRETIEN

**A** 9 heures, dans son restaurant parisien, cela sent déjà délicieusement bon. Lui, dans une veste immaculée, boit une citronnade, attentif à décrire précisément son métier. Juste en dessous, sur deux niveaux, des dizaines de cuisiniers, pâtissiers, apprentis s'affairent devant les fourneaux. Par les fenêtres, on aperçoit le Louvre et, sur le côté, l'Académie des beaux-arts, où Guy Savoy a été intronisé fin 2024. Comme une étoile supplémentaire sur son parcours de grand chef français.

## Je ne serais pas arrivé là si...

... Si je n'étais pas né en France il y a soixante et onze ans et si j'avais passé mon enfance dans un autre pays, il me paraît évident que je n'aurais pas eu cette idée de devenir cuisinier. Du moins, à cette époque-là. Aujourd'hui, on peut naître partout et avoir envie de faire de la cuisine. Mais, dans les années 1950 et 1960, il n'y avait qu'un endroit où l'on trouvait une telle diversité de produits, des fromages et des vignobles dans presque toutes les régions, des saisons bien marquées, et, pour finir, il n'y avait qu'un pays où l'on glorifiait la gastronomie : c'était la France.

**A Bourgoin-Jallieu (Isère), la ville de votre enfance, aviez-vous l'idée de ce qu'était un chef cuisinier ?**

Non, pas vraiment. A la télévision, on voyait bien Raymond Oliver avec Catherine Langeais, mais ce n'était pas le « Top Chef » actuel. En revanche, il y avait le marché, le jeudi matin, et c'est là que j'ai appris la diversité des produits. Et puis, il y avait mes parents, bien sûr !

## Que faisaient-ils ?

Mon père était jardinier municipal à Bourgoin-Jallieu et cultivait aussi un potager pour nous. Ma mère, elle, tenait la buvette du jardin public du cœur de ville. C'était un petit établissement avec une grande terrasse, un terrain de boules à côté, un coin champêtre où tout le monde se retrouvait. Au début, elle ne servait que des boissons, et puis les gens lui ont dit : « On aimerait bien casser la croute ! » Alors elle a commencé à proposer des assiettes de charcuterie et du fromage blanc à la crème. Puis elle a installé un vivier avec des truites que les clients pêchaient et qu'elle cuisinait. C'était une très bonne cuisinière.

Avec mon frère, de deux ans plus jeune, et ma sœur, qui a quatre ans de moins que moi, nous rentrions déjeuner tous les jours à la maison. Je soulevais les couvercles, je goûtais les plats. Il n'y avait évidemment aucun McDonald's ou autre fast-food à Bourgoin-Jallieu. Le jeudi, comme nous n'avions pas classe, j'allais parfois chez des copains, et l'on y mangeait moins bien que chez moi.

**Votre mère vous apprenait-elle à faire la cuisine ?**

Je dirais plutôt que je vivais dans cette atmosphère où la gourmandise était fondamentale, ainsi que le goût des bons produits. Rien ne remplace la saveur d'un radis qui vient de sortir de terre ! Le matin, mon père préparait le petit déjeuner. Il disposait sur la table les confitures de myrtilles ou de framboises faites par ma mère avec les fruits du potager, et puis les restes de tarte de la veille. Il mettait aussi toujours dans mon cartable une pomme du jardin, pour la récréation. Je pensais d'ailleurs presque toute la matinée à cette pomme, comme un plaisir qui rompait l'ennuï de ma scolarité.

## Vous n'aimiez pas l'école ?

Non, pas du tout. Mais, à l'époque, dire en seconde littéraire que l'on voulait être cuisinier, c'était susciter le mépris. Pourquoi vouloir faire un travail manuel quand on est bon élève ? « Manuel »... Je n'emploie d'ailleurs jamais ce mot pour la cuisine. Je préfère parler de « travail gestuel ». A Bourgoin-Jallieu, il ne se passait presque rien, à part en 1965, quand le club de rugby était arrivé en finale du championnat de deuxième division et l'avait emporté. Et puis, l'été de mes 15 ans, ma mère est tombée malade et a dû être hospitalisée. Mon père a dit : « Bon, on va revenir à ce que l'on faisait avant et servir seulement des boissons. » Mais j'ai rétorqué : « Pas du tout ! On va faire la cuisine avec tante Louise. » Et j'ai passé toutes mes vacances d'été à cuisiner à la buvette.

**Cela aurait pu n'être qu'une parenthèse, mais vous avez choisi de vous former**



A Paris,  
le 16 mars 2023.

MATHIEU ZAZZO/PASCO

**JE NE SERAIS PAS ARRIVÉ LÀ SI... « Le Monde » interroge une personnalité sur un moment décisif de son existence. Cette semaine, le chef se souvient des saveurs dans le jardin municipal où travaillaient ses parents**

## vraiment et de passer un certificat d'aptitude professionnelle (CAP)...

A fond, j'avais déjà conscience que la cuisine est l'art de transformer en des instants de joie des produits chargés de temps et d'histoire. Le travail de mon père, cultiver des légumes ou des herbes, celui des éleveurs ou des pêcheurs, est lent et fastidieux. Moi, j'avais besoin de ce geste concret et plus rapide qu'est la cuisine, de ce geste sur le produit pour le sublimer avant de l'ingérer. J'ai donc arrêté les études classiques – je n'ai pas passé le bac – pour entrer en apprentissage.

Mes parents m'ont beaucoup soutenu. Et puis, j'ai eu quelques parrains. Le premier a été le pâtissier de Bourgoin-Jallieu, Louis Marchand. A l'époque, il y avait une pâtisserie sur la place de l'église, et Louis Marchand est venu, ce fameux été de mes 15 ans, déjeuner à la buvette. Il savait que ma mère était malade et il a demandé : « Mais qui fait la cuisine ? » Mon père a dit que c'était moi et que je voulais en faire mon métier.

## Mais vous, ce n'était pas la pâtisserie qui vous intéressait : vous vouliez apprendre la grande cuisine !

Oui, mais Louis Marchand était décidé à m'aider, et il était justement invité au mariage de Françoise Bocuse, la fille de Paul Bocuse, avec Jean-Jacques Bernachon, le fils du grand chocolatier de Lyon, chez qui Louis Marchand avait été apprenti. Lors du banquet de mariage, il s'est retrouvé assis à côté de Jean Troisgros, l'autre grand chef étoilé de l'époque, et il lui a demandé s'il pouvait me prendre en apprentissage. L'équipe de Troisgros était au complet, mais il lui a dit de me prendre en pâtisserie, en attendant qu'une place se libère. J'ai pensé que c'était une façon de botter en touche et je suis entré chez Louis Marchand.

Je peux vous dire que la pâtisserie, aux alentours de Noël, on y travaille quasiment vingt heures par jour. C'est dur, précis. La fois où j'ai oublié de mettre du sel dans la brioche, j'ai tout de suite compris que cela n'avait pas du

mais vu de truffe, par exemple, ni de turbot. Et puis, chez les Troisgros venait manger toute la bourgeoisie, des gens connus. Bernard Loiseau reconnaissait d'ailleurs les clients à la marque de leur voiture sur le parking. Le dimanche, je rentrais chez mes parents en stop, et je me souviens qu'un jour j'ai été pris par un client qui venait de déjeuner chez Troisgros et qui, quand il a su que j'étais en cuisine, m'a dit à quel point il avait trouvé son déjeuner formidable.

## Aviez-vous alors déjà l'ambition de devenir un chef étoilé ?

Bernard Loiseau avait la tête dans les étoiles, il s'imaginait toujours reconnu, distingué. Moi, j'étais davantage animé par une rébellion positive, une folle envie d'en découdre, et j'étais très focalisé sur ma formation. Un jour, pourtant, le critique Christian Millau est venu faire un stage d'une semaine chez Troisgros. Puis, il a écrit dans le magazine *Gault & Millau* un reportage racontant son expérience. Il y présentait chacun des membres de la cuisine. Sur moi, il avait écrit : « Voici le jeune Guy Savoy. Les frères Troisgros assurent qu'on en reparlera dans dix ans. »

## Ils avaient déjà discerné votre talent !

En tout cas, au bout de trois ans, lorsque je leur ai dit que je voulais aller à Paris, ils m'ont aidé à entrer chez Lasserre. J'ai passé un an là-bas, puis j'ai fait mon service militaire chez les chasseurs alpins. En cuisine, bien sûr ! Enfin, je suis entré au Lion d'Or à Cologny, en Suisse, puis à L'Oasis sur la Côte d'Azur, à La Napoule. Le chef de L'Oasis a été sollicité par le shah d'Iran, et nous sommes partis là-bas, le chef, son second et moi, pour faire la cuisine de palais en palais pendant quelques jours. Depuis, la chahbanou, Farah Diba [dernière épouse du shah Mohammad Reza Pahlavi], vient toujours dîner dans mon restaurant...

## Et vous êtes devenu chef à votre tour...

Quand j'ai ouvert mon restaurant, j'allais toutes les nuits à Rungis, je devais dormir deux ou trois heures, puis je travaillais la journée. Mais, si je n'étais pas allé moi-même chercher les produits, si je n'avais pas moi-même choisi chez le poissonnier les langoustines parmi tous les cageots, c'est certain, on ne m'aurait pas mis les plus belles.

## Beaucoup de vos clients sont des grands patrons, des gens de pouvoir. Une élite souvent formée dans les grandes écoles, un peu le contraire de votre parcours...

Les débuts ne sont pas les mêmes, oui. Le restaurant a été mon université. J'ai tout appris avec mes fournisseurs, mes collaborateurs, mes convives. Je me souviens d'avoir demandé un jour à Henri Lachmann, lorsqu'il était à la tête de Schneider Electric : « Comment fais-tu pour diriger 150 000 collaborateurs ? » Et il m'a répondu : « C'est beaucoup moins difficile que ce que tu fais. » Et c'est vrai qu'un grand patron a de multiples cadres intermédiaires qui relaient sa stratégie. Moi, je suis en ligne directe avec la soixantaine de personnes qui travaillent dans mon restaurant. Vous parlez des cuisines menées de façon militaire, j'en ai justement changé le fonctionnement pour essayer de ne pas le faire. Mon équipe m'appelle « monsieur », et non pas « chef ». Tout ce que je réclame, c'est qu'il n'y ait plus de bruit, je ne veux que des sons. Evidemment, il y a parfois des coups de gueule, mais je cherche l'harmonie.

Je suis pour la responsabilité de chacun. Quand je regarde les jeunes de mon équipe et aussi mes sept petits-enfants – l'un d'entre eux est en apprentissage de cuisinier –, je les trouve beaucoup plus brillants que je ne l'étais. Ils ont de la fraîcheur, ils sont libres de faire des choses différentes. Je trouve aussi qu'ils n'ont vraiment aucune raison d'être fatigués : on travaille beaucoup moins aujourd'hui qu'à mon époque.

## Et que faites-vous quand vous n'êtes pas dans votre restaurant ?

J'adore prendre une vedette, au pied du Pont-Neuf, et remonter la Seine. Je me rends à des expositions. Nous sommes à deux pas du Louvre, et c'est vraiment impardonnable de ne pas trouver le temps d'aller au musée. Je ne sais pas ce que c'est de passer une heure devant un écran d'ordinateur. Ma passion pour la cuisine est devenue une addiction. J'ai besoin de ça. J'aime tout goûter, tout tenter, tous les styles, en grand défenseur de la diversité. Le mot « retraite » est définitivement rayé de mon vocabulaire. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR RAPHAËLLE BACQUÉ

# Les bons offices de Léon XIV au Pérou

Le successeur du pape François au Vatican a longtemps vécu dans la république sud-américaine, où son sens du compromis et sa volonté d'aider les plus pauvres ont marqué les esprits. Dans son ancien diocèse de Chiclayo, des témoins se souviennent du temps où ils l'appelaient encore « Monseñor Roberto »

**L**a quatrième messe de la matinée s'achève, dimanche 25 mai, à 11 heures, dans la cathédrale comblée jusqu'aux nefs latérales, et la ferveur des fidèles ne flétrit pas. Une file se forme devant le confessional. Des croyants murmurent une supplique au Christ en croix, à droite de l'entrée, ou à la Vierge Marie, à gauche. A Chiclayo, ville du nord du Pérou où le pape Léon XIV a servi comme évêque pendant huit ans (de fin 2014 à début 2023), la foi catholique se vit dans la dévotion et, chaque jour de la semaine, remplit les églises d'hommes autant que de femmes, de jeunes comme de plus vieux. Dans la cathédrale Sainte-Marie, on célèbre huit messes le dimanche et cinq les autres jours.

A l'extérieur, sur les marches qui descendent à la place d'armes, la fierté d'être le diocèse de l'évêque Prevost, la communauté à laquelle, devenu pape, il a rendu hommage de la loggia de la basilique Saint-Pierre de Rome, le 8 mai, est bien présente. Isayas, un séminariste en aube blanche qui collecte des dons pour payer les études des 32 futurs prêtres du séminaire Santo Toribio de Mogrovejo, se rappelle la joie de ses condisciples lors de l'annonce de l'identité du nouveau pontife. La vidéo saisissant ce moment a fait le tour des portables, comme tant d'autres immortalisant cette poussée de fierté collective dans un pays affecté par le narcotrafic, un niveau élevé de pauvreté et une crise politique persistante.

A Chiclayo, ville de 600 000 habitants dont deux ex-maires sont en prison pour corruption ou trafic d'influence, l'équipe municipale en a profité pour tenter de redorer son blason. Placée sur le balcon de la mairie, l'effigie en carton de celui qu'on appelait ici « Monseñor Roberto » bénit la place. A l'intérieur du bâtiment, une petite exposition de photos montre l'évêque sur le dos d'un cheval rendant visite à des villageois de la sierra, l'évêque en botte aux côtés de victimes d'inondations, l'évêque bénissant des génératrices d'oxygène pendant la pandémie de Covid-19.

Si tout le diocèse salut aujourd'hui les qualités de son ancien prélat, son arrivée, en 2014, avait d'abord provoqué des grincements de dents. Pedro Vasquez, un jésuite né ici même il y a 82 ans, s'en souvient bien, qui fut témoin de la méfiance initiale du clergé local envers l'Américain choisi par le pape François pour être leur administrateur apostolique, en novembre 2014, puis leur évêque, dix mois plus tard.

Le père Pedro occupe une place à part à Chiclayo. Il s'inscrit résolument « dans une Eglise optant préférentiellement pour les pauvres », devise de la théologie de la libération, un courant catholique dont l'un des principaux théoriciens fut le Péruvien Gustavo Gutiérrez. Il prit son essor lors du congrès épiscopal latino-américain de 1968, à Medellín (Colombie), et a inspiré par la suite une partie de l'Eglise du sous-continent.

Un jour de 2014, le père Pedro se promène avec un « collègue » quand ils aperçoivent Robert Prevost, lequel n'a pas encore la double nationalité américano-péruvienne. « Voilà ton évêque », glisse le collègue au père Pedro. Sous-entendu : il est du même bord que toi. Le jésuite a entendu d'autres prêtres affirmer que « ce pape [François] est déloyal avec le diocèse de Chiclayo : il nous a envoyé un religieux, un gringo qui ne connaît pas notre réalité. Pourquoi pas un [prêtre] diocésain ? » Si, comme lui, une partie du clergé latino-améri-

cain « vient de Medellin », autrement dit du courant qui fait du soutien aux plus pauvres la priorité absolue, d'autres ont combattu cette orientation. C'est le cas de la plupart des ecclésiastiques du diocèse de Chiclayo. En poste pendant une cinquantaine d'années, les deux prédecesseurs de « Monseñor Roberto » étaient des Espagnols membres de l'Opus Dei, une branche très conservatrice de l'Eglise catholique. Ils ont laissé dans la cathédrale un grand portrait de Josemaría Escrivá de Balaguer, le fondateur de l'institution, en 1928, en Espagne. « Cette longue période a eu beaucoup d'influence, explique le père Pedro. Quand ceux de l'Opus sont arrivés, ils ont fait venir au séminaire des formateurs espagnols. Les prêtres actuels sont issus de cette époque. Cela a donné une Eglise assez conservatrice. »

**UN CONTREPOIDS FACE À L'OPUS DEI**  
La nomination d'un membre d'un ordre religieux – en l'occurrence d'un augustin – permettait au pape François de contourner le clergé local, lequel l'a d'ailleurs bien compris. « Les ordres ont leurs propres centres de formation à l'écart de ces tendances conservatrices. Cela ne veut pas dire qu'ils sont libéraux, mais ils ne sortent pas des séminaires diocésains », poursuit le jésuite. Robert Prevost appartient à l'ordre des augustins qui l'a envoyé comme missionnaire au Pérou, de 1985 à 1986 à Chulucanas, puis lui a confié la formation de ses membres dans le pays à Trujillo de 1988 à 1999, à son retour des Etats-Unis. De 2001 à 2013, élu prieur général de l'ordre de Saint-Augustin, il siège à Rome. C'est pendant ce long mandat qu'il fit la connaissance du futur pape François, alors archevêque de Buenos Aires. « Jorge Mario Bergoglio a vu en lui un missionnaire et non un homme qui fait carrière », estime la théologienne française Véronique Gauthier, enseignante à l'Université catholique pontificale du Pérou.

Le pape François plaçait aussi un contre-poids dans un épiscopat dominé par la figure de Juan Luis Cipriani, archevêque de Lima et membre de l'Opus Dei. « Sa création comme cardinal en 2001 par Jean Paul II était le couronnement de la stratégie de conquête de la prélature de l'Opus Dei, qui a pris pied au Pérou dans les années 1950 par l'intermédiaire de quelques intellectuels péruviens », explique Juan Miguel Espinoza, professeur associé du département de théologie de l'Université catholique pontificale du Pérou. Progressivement, ces prêtres venus d'Espagne se sont vus confier des diocèses et des séminaires. Ils constitueront jusqu'à un quart de la conférence épiscopale du pays.

Lorsqu'il arrive à Chiclayo, fin 2014, Robert Prevost fait face à cette Eglise très particulière. « Pour lui, cela a été très difficile », résume Pedro Vasquez. César Piscoya, un laïc engagé qui connaît Prevost depuis 1996 et a joué un rôle crucial auprès de lui dans le diocèse, abonde : « C'était une Eglise très centrée sur les sacrements, la liturgie, campée dans la sacristie. Elle ne s'impliquait pas dans la société et il y avait très peu de participation des laïcs. » L'augustin veut apporter du changement, mais sans bousculer. Confronté à ce clergé méfiant et quelque peu dépité, il opte pour l'apaisement, compose avec les personnes en place. Transformer sans brusquer ; circonvenir les résistances : l'anti-méthode François, en somme.

Dans un bureau de sa paroisse de la Sagrada Familia, dans un quartier populaire de Chi-

layo, le père Jorge Millan se souvient des premiers pas de son nouveau supérieur : « Nous étions étonnés qu'un Nord-Américain ait été choisi. Nous pensions qu'il allait faire venir des augustins avec lui. Mais non, il a travaillé avec nous. » L'évêque Prevost s'installe dans la maison diocésaine où logent les prêtres affectés à la cathédrale. « Il a préféré être avec eux et faire communauté dans la mesure du possible », résume Pedro Vasquez.

A bout d'un an, Robert Prevost propose au père Millan d'être le curé de la cathédrale. « Je suis allé vivre avec lui, témoigne le curé de la Sagrada Familia. Nous étions huit, nous prenions tous les repas ensemble dans une ambiance familiale. Je ne l'ai jamais entendu critiquer quelqu'un. Il ne nous appelait pas "fils" mais "frères". Au quotidien, il était horizontal, mais il sait aussi être vertical, dans sa position d'autorité. » En bon augustin, le nouveau prélat privilégie l'unité dans l'Eglise par sa méthode conciliante et la vie en communauté.

Pour autant, « Monseñor Roberto » ne se satisfait pas du statu quo. Son levier pour la réforme, il le cherche du côté des laïcs. Dans un diocèse où ils sont tenus à l'écart des décisions, les plus motivés d'entre eux n'attendent qu'un mot. Yolanda Diaz, une enseignante à la retraite engagée depuis toujours auprès des étudiants et des femmes, se souvient de l'espoir qu'il a suscité chez ceux qui, comme elle, se réclament d'une Eglise « incarnée dans le monde », non cléricale : « Nous avions entendu dire qu'à Chulucanas, il avait été très proche des gens, qu'il s'impliquait auprès d'eux. Cela nous a donné beaucoup d'espoir car nous avions besoin d'un changement. »

Robert Prevost fait comprendre aux laïcs qu'il compte sur eux ; une manière de court-circuiter les résistances du clergé. Très vite, il leur donne un rôle prépondérant dans les actions du diocèse. Yolanda Diaz et quelques autres organisent une assemblée diocésaine composée aussi bien de laïcs que de religieux et de prêtres : « Chaque paroisse envoyait sa délégation. Puis chaque secteur d'activité était consulté pour élaborer le plan pastoral diocésain, inexistant jusqu'alors. L'objectif était de déterminer les préoccupations et les difficultés de la population et les réponses que nous pouvions leur apporter. Nous, nous sommes dans la société et donc nous connaissons tout cela. »

L'un des pivots de cette bascule est César Piscoya. Alors âgé de 40 ans, ce Chiclayano de naissance connaît « Roberto » depuis 1996 lorsque, à 21 ans, à la recherche d'une vérité qu'il ne trouve pas dans ses études de biologie, il intègre la formation de l'ordre des augustins, à Trujillo. « Il nous aidait à reconnaître la valeur de l'étude, de la discipline, se souvient-il. Nous l'accompagnions dans l'expérience missionnaire. » Depuis, devenu sociologue et théologien, il a fondé une famille et est parti vivre en Bolivie, mais les deux hommes sont demeurés proches. Fin 2016, le nouvel évêque lui propose de le rejoindre pour mettre en place son projet pastoral avec deux principes : l'unité et la responsabilité partagée. « Aujourd'hui, tout le monde dit l'aimer, ironise M. Piscoya. Mais au début, ils ne l'aimaient pas. La résistance a été très grande, ça n'a pas été facile. » Il faut convaincre les prêtres qu'un laïc peut leur apprendre des choses, former les laïcs, surmonter « la culture patriarcale et machiste très enracinée » pour réussir à enclencher « une dynamique de rénovation » qui sera « largement animée par les femmes ».

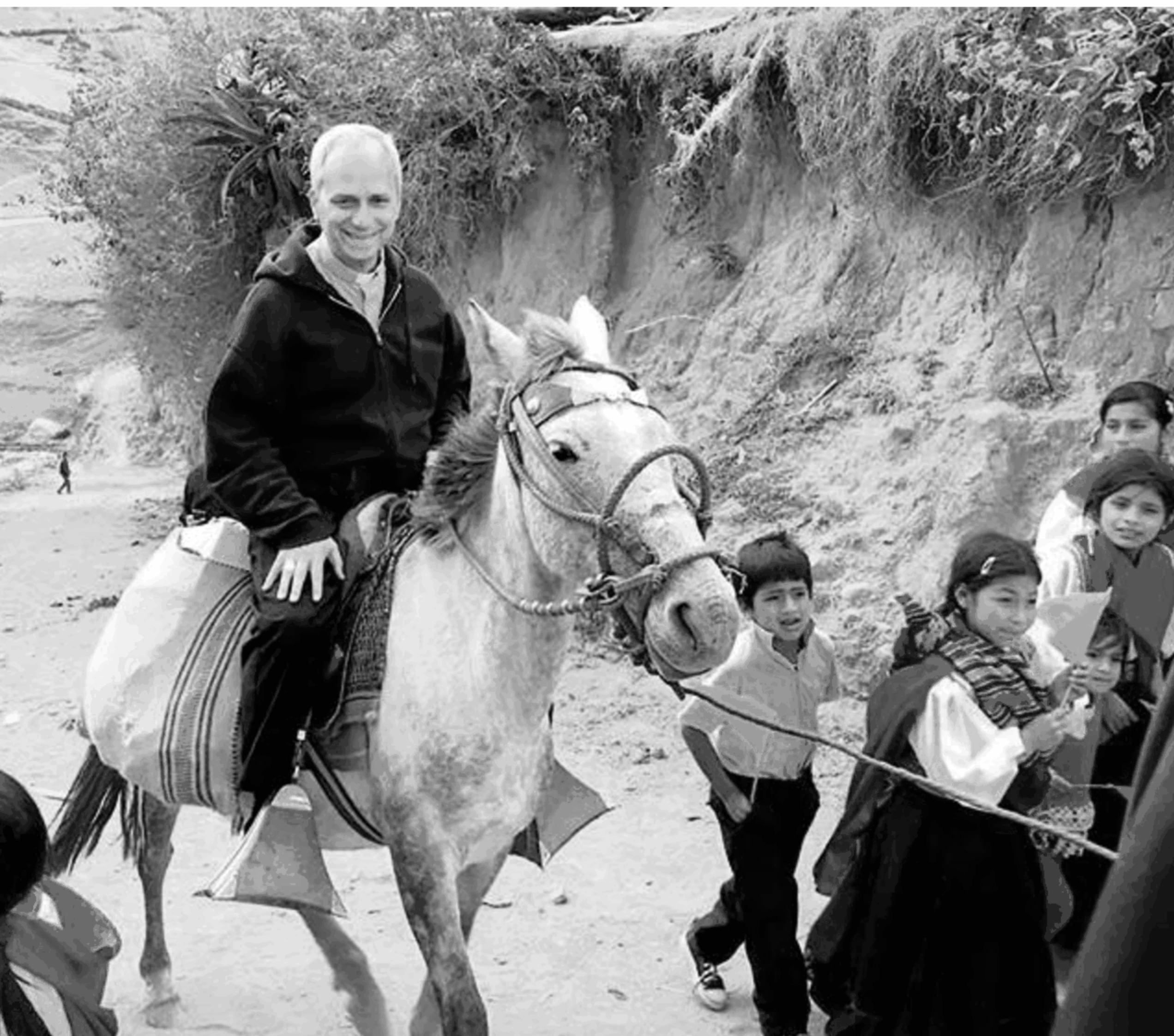


Pour autant, assure César Piscoya, « Roberto n'est pas un progressiste. C'est un homme très équilibré. Il est prudent ». Cette prudence, tous la soulignent. « Il soupèse les choses avant de décider », dit ainsi le père Millan. Autre trait de caractère avancé par l'ecclésiastique : « il propose, il n'impose pas. » « Lorsqu'il nous apportait à propos d'un problème, il nous disait : "allez voir, écoutez et voyez ce que nous pouvons faire". Il n'imposait pas de réponses », ajoute Yolanda Diaz. Attentif aux personnes, il connaît la situation personnelle de chaque prêtre, de chaque séminariste, d'après le père Pedro, qui le décrit volontiers comme « un homme silencieux, réservé », soucieux d'écouter, sans trop parler de lui-même.

#### UNE NOUVELLE IMPLICATION SOCIALE

De 2014 à 2023, pendant la période où Robert Prevost en a été évêque, le diocèse de Chiclayo a affronté une série d'événements qui, alors que les autorités civiles se révélaient défaillantes, ont mis en lumière la nouvelle implication sociale du diocèse et l'attention portée par le futur pape à des sujets également chers à François – les plus pauvres, les migrants. A la tête de Caritas – l'organisation caritative internationale connue en France sous le nom de Secours catholique – jusqu'en 2024, Janina Sosa en témoigne : « Chiclayo et la région de Lambayeque ont beaucoup souffert de désastres naturels en 2017, comme les inondations liées au phénomène El Niño. Des maisons se sont effondrées, les routes étaient coupées... » Bottes aux pieds, l'évêque se rend auprès des victimes pour leur livrer l'aide financée par des dons. « Nous avons secouru plus de 65 000 personnes, y compris avec des préfabriquées », témoigne Janina Sosa.

Un an plus tard, la ville fait face à un afflux soudain de dizaines de milliers de Vénézuéliens fuyant leur pays économiquement et politiquement naufragé. Ils s'entassent dans les parcs, sur les places, devant la cathédrale. « Ça la beaucoup ému », observe l'ex-présidente de Caritas. Pour leur venir en aide, Robert Prevost crée une « commission de mobilité humaine » qu'il confie à Yolanda Diaz. Pendant que les paroisses se transforment en centres d'accueil, elle est au plus près des arrivants, évalue leurs besoins et rend compte à



**Robert Prevost, alors évêque de Chiclayo, à cheval dans les montagnes d'Incahuasi, près de Chiclayo (Pérou), photo non datée.** DIOCESE DE CHICLAYO/AFP PHOTO

l'évêque. «Son rôle était de contacter les institutions, c'est ce qu'il a fait», résume-t-elle. L'évêque s'active de toutes parts, que ce soit auprès du service des migrations ou auprès des autorités sanitaires. «Nous avons pu faire un travail articulé avec les institutions», résume Yolanda Diaz. On lui rapportait tel problème et il le résolvait. Avec discrétion, il était très efficace. Il déploie la même activité lors de la pandémie de Covid-19, particulièrement meurtrière au Pérou, levant assez de fonds pour financer deux génératrices d'oxygène quand de nombreux malades mourraient.

Lorsque, en mars 2023, peu avant d'être rappelé à Rome pour prendre la tête du stratégique dicastère (ministère) pour les évêques, le cyclone Yaku frappe son diocèse, inondant la ville d'Illimo, Robert Prevost s'insurge à la télévision : «Malheureusement, il n'y a pas eu beaucoup de préparation de la part des autorités et la réaction a été nulle ou très lente. Cette absence de réaction est très grave et beaucoup de personnes manquent de tout.»

Dans le diocèse très étendu dont il a visité plusieurs fois chacune des 50 paroisses, même les plus difficiles d'accès dans la sierra, où il a baptisé, confirmé, marié un grand nombre de personnes, l'évêque américano-péruvien, inconnu du reste du pays, est une figure familiale. Dans presque toutes les familles, quelqu'un a aujourd'hui sa photo avec lui.

Revenus au 8 mai, à Rome. Ce jour-là, vers 19 heures, lorsque le cardinal Dominique Mambert annonce le prénom du nouveau pape, un grand cri électrise la salle de presse du Vatican. C'est celui de Paola Ugaz, une journaliste péruvienne qui, avec son frère Pedro Salinas, a consacré les quatorze dernières années à enquêter puis à révéler ce qui est devenu le scandale du Sodalicio. Pour eux deux, l'élection du cardinal Robert Prevost est inespérée. «Une fin hollywoodienne», s'amuse aujourd'hui Pedro Salinas. Car «Robert», comme ils l'appellent, a été l'un des rares alliés qu'ils ont trouvé dans l'Eglise catholique au cours de leur longue lutte contre cette organisation puissante au Pérou, qui a compté jusqu'à 20000 membres, essentiellement en Amérique latine.

Sodalicio, c'est sous ce diminutif qu'est connu un mouvement catholique fondé

en 1971, à Lima, par un laïc péruvien d'extrême droite, Luis Fernando Figari, sous l'intitulé latin de Sodalitium (fraternité chrétienne vitae) (SCV). «Son objectif était de contrer la théologie de la libération», rappelle Véronique Gauthier. En 1997, Jean Paul II délivre un sauf-conduit à ce mouvement et à son fondateur en le reconnaissant comme «société de vie apostolique de droit pontifical». Le pape polonais soutiendra jusqu'à sa mort, en dépit des avertissements, ces mouvements de «réveil» catholique latino-américains. Pourtant, comme Marcial Maciel au Mexique et Fernando Karadima au Chili, Luis Figari s'est révélé avoir été un pervers en son royaume. Il avait érigé la violence, la domination et l'abus en un système de pouvoir relayé par des proches formatés, engendrant son corollaire d'agressions sexuelles, sur majeurs et sur mineurs. «Une secte à l'état pur», selon le journaliste Pedro Salinas.

#### LES LETTRES CONFISQUÉES

Dans le Pérou des années 1970, dans un sous-continent parcouru par des courants de gauche et gangrené par les dictatures militaires, le Péruvien Figari est un admirateur déclaré de José Antonio Primo de Rivera, le fondateur de la Phalange espagnole, parti fasciste qui fut un pilier de la dictature franquiste. Il fait chanter *Cara al sol*, l'hymne des phalangistes, à ses jeunes recrues, les «sodalites», qu'il exhorte, comme son modèle, à être «mi-moines, mi-soldats». Il les choisit dans les familles ayant une influence politique ou économique, ou bien il cible les jeunes à fort caractère, au teint et aux yeux clairs de préférence.

A la fin des années 1970, Pedro Salinas est l'un d'entre eux. Il a 15 ans lorsque le Sodalicio le repère à l'occasion d'une retraite pour sa confirmation. Il devient «aspirant», puis demande à vivre dans une des communautés de SCV. Il passe alors deux mois de formation dans un centre – «On ne dormait pas. Ils jouaient avec les horaires, les humiliations. L'exigence physique était très dure. C'était quasi-militaire» – puis deux ans et demi dans une communauté. Il n'a pas été violenté sexuellement même si, «comme tous les autres», il a connu «des incidents à connotation sexuelle avec [son] conseiller spirituel».

#### LE CARDINAL S'ENGAGE, MALGRÉ TOUT, À FAIRE PARVENIR À ROME LA MISSIVE DE TROIS PAGES AVEC LES TÉMOIGNAGES DES VICTIMES DU SODALITIUM CHRISTIANAE VITAE

En revanche, ses supérieurs confisquent les lettres que lui envoie son père, installé au Venezuela, et celles qu'il lui écrit. «Ils m'ont fait croire que mon père me haïssait et m'ont inoculé une haine tenace à son égard», raconte-t-il. Le père et le fils ne découvrent la supercherie que bien des années plus tard, à l'approche de la mort du premier. Il finit par quitter le Sodalicio à l'âge de 23 ans.

«Y entrer, c'est facile. En sortir est difficile», résume Pedro Salinas. La prise de conscience de ce qu'il a traversé prendra des années. Fin 2010, devenu journaliste, il recueille les confidences d'Alfonso et Rocio Figueroa, un frère et une sœur ex-sodalites qui ont tous deux été violés, étant mineurs, par le numéro deux de SCV, German Doig, dont le Vatican veut faire un saint. Ce sera le déclencheur d'une longue enquête. Pedro Salinas s'associe à Paola Ugaz et, cinq ans plus tard, les deux journalistes racontent, dans *Mitad monjes, Mitad soldados* («Mi-moines, mi-soldats»), Planeta, 2015, non traduit), l'histoire de ce mouvement et de ses déviations à partir des témoignages de 30 ex-sodalites. Le scandale est sur la place publique.

Tandis qu'une procédure lancée par des victimes devant la justice péruvienne se perd dans les sables, du côté de l'Eglise catholique, qui n'a jamais trouvé à redire à SCV ni jamais rencontré ses victimes, tout semble mis en œuvre pour enliser l'affaire. Le Sodalicio avance de vagues excuses et Rome envoie un «visiteur apostolique» bien peu désireux de connaître la vérité. Luis Fernando Figari, lui, peut rester au chaud à Rome et demeure membre de l'organisation.

En octobre 2018, cependant, un espoir naît. Pedro Salinas obtient une rencontre à Lima avec monseigneur Nicola Girasoli. Il veut demander au Vatican la dissolution de Sodalicio. Le nouveau nonce vient accompagné d'un des deux vice-présidents de la conférence épiscopale péruvienne, Robert Prevost. «Au début, se souvient le journaliste, leur méfiance était évidente. Mais ils ont appris à ne plus avoir peur et à nous faire confiance.»

A partir de cette rencontre, affirme Pedro Salinas, «toutes nos démarches seront coordonnées avec Prevost. Il a toujours été avec nous, d'abord comme évêque au Pérou, puis de Rome, à la tête de la congrégation pour les

évêques», où, tout juste créé cardinal, il est chargé, à partir d'avril 2023, de superviser les prélat de grande partie du monde, devant l'un des principaux collaborateurs du pape François. Robert Prevost et Pedro Salinas, qui se tutoient très vite, organisent un mois plus tard la première rencontre entre des victimes de Sodalicio et la direction de la conférence des évêques.

Idée inouïe pour l'Eglise, les deux parties sont d'accord pour adresser à Rome une lettre commune avec le témoignage des victimes pour étayer une demande de dissolution. Quand le président de la conférence épiscopale péruvienne fait soudain machine arrière, Pedro Salinas peste contre son interlocuteur au sein de cette institution, le vice-président Robert Prevost, mais ce dernier s'engage à faire malgré tout parvenir à Rome la missive de trois pages. «Votre lettre est arrivée entre les mains du pape, lui assure-t-il par mail le 3 janvier 2019. Deux d'entre nous [les évêques] ont reparlé du sujet au pape, en lui faisant valoir l'urgence de la situation.»

#### LA DISSOLUTION DU SODALICIO

Les ex-sodalites ont enfin trouvé une oreille attentive et un point d'appui dans l'Eglise péruvienne, le premier depuis le début de leur combat. Le mouvement du Sodalicio se met à harceler les journalistes devant les tribunaux et sur les réseaux sociaux, la route s'annonce encore longue. Pedro Salinas protestera régulièrement contre les lenteurs de l'Eglise catholique. Mais rétrospectivement, il loue la constance de Robert Prevost : «Il est timide et patient, mais il veut résoudre les problèmes dans la mesure de son pouvoir. Discrètement. C'est un homme très rationnel, pas impulsif, qui décide avec sang-froid.»

Le pape argentin envoie enfin, en juillet 2023, Charles Scicluna et Jordi Bertomeu, deux enquêteurs de la congrégation pour la doctrine de la foi spécialisés dans les crimes sexuels. Puis le dicastère pour les évêques de Robert Prevost contraint à la démission, en avril 2024, José Antonio Eguren, archevêque de Piura et l'un des piliers du Sodalicio. Enfin, en 2025, le Vatican impose la dissolution de SCV pour «abus et corruption» – l'organisation aurait engrangé des sommes colossales en volant les terres de communautés paysannes et en fraudant le fisc avec des cimetières maquillés en œuvres ecclésiales, défiscalisées grâce au concordat. Cette mesure, rarissime dans l'Eglise catholique, a fait l'objet de l'un des derniers décrets (publié le 14 avril) du pontificat de François.

Le journaliste Pedro Salinas établit un lien entre ces décisions défavorables au SCV et les accusations bientôt portées contre le «papabile» américano-péruvien, à qui il est reproché d'avoir étouffé une affaire de violences sexuelles. En avril 2022, une femme, Ana María Quispe, accuse deux prêtres du diocèse de Chiclayo d'agression sexuelle lorsqu'elle était mineure. Elle est reçue par Robert Prevost, lequel fait une enquête et envoie les conclusions à Rome, qui classe la plainte. «Il a suivi la procédure établie par l'Eglise», affirme aujourd'hui le diocèse. En septembre 2024, la femme dénonce une enquête bâclée, voire inexiste. «C'était la vengeance du Sodalicio contre Prevost», soutient le journaliste. Selon le successeur de Robert Prevost à Chiclayo, Edinson Farfan, l'enquête canonique reste ouverte. Le SNAP, une association de défense des victimes de prêtres, questionne sa gestion de l'affaire ainsi, par ailleurs, que celle d'un prêtre agresseur lorsqu'il était en poste à Chicago.

Une fois élu, Léon XIV a accordé ses deux premières audiences au cardinal Sean O'Malley, ancien archevêque de Boston et ex-président de la commission pontificale pour la protection des mineurs, et à Simona Brambilla, la nouvelle préfète du dicastère pour les instituts de vie consacrée, qui, selon Pedro Salinas, «a joué un rôle fondamental» pour mettre fin au Sodalicio. Le nouveau pape le sait : l'Eglise catholique n'a pas fini de solder les dérives sur lesquelles elle a si longtemps fermé les yeux.

A Chiclayo, son élection a donné des idées au gouvernement régional : il a mis en chantier «les routes du pape», quatre circuits destinés à attirer des vacanciers désireux de mélanger parcours religieux et touristique, de la plage de Pimentel au sanctuaire de la croix de Chalpon de Motupe, du musée des tombes royales de Sipan à la cathédrale de Chiclayo. ■

CÉCILE CHAMBAUD

BERLIN, BRUXELLES, ISTANBUL, LONDRES,  
MALMÖ (SUÈDE), ROME - correspondants

**L**es sourires étaient de rigueur, le 28 avril, à Orland, l'une des principales bases de l'armée de l'air norvégienne, située au bout d'un vaste fjord battu par les vents, sur la côte ouest du pays. Sur le tarmac, le ministre de la défense norvégien, Tore O. Sandvik, assistait à une cérémonie particulière. Les honneurs étaient destinés aux nouveaux venus dans les rangs de la Luftforsvaret, l'armée de l'air norvégienne : deux F-35, cet avion de chasse fabriqué par l'américain Lockheed Martin et considéré comme l'un des plus performants au monde.

Mais le cœur y était-il vraiment ? Initialement, la cérémonie devait célébrer l'accession du royaume nordique au titre de premier pays au monde à disposer d'une flotte complète de F-35 : 52 avions de chasse, obtenus au terme de près de dix-sept années d'attente et de quelque 8 milliards d'euros d'investissements. Mais à cause du rapprochement du président américain, Donald Trump, avec la Russie de Vladimir Poutine, les déclarations des uns et des autres sonnaient creux, en ce jour de printemps, dans un pays particulièrement exposé à l'agressivité militaire de Moscou.

« Le F-35 (...) renforce la dissuasion contre les ennemis potentiels », a bien salué le ministre de la défense norvégien. « Nous avons vu comment le F-35 peut mener des opérations en soutien de la marine, de l'armée et, surtout, de l'Alliance [atlantique] », a également souligné le chef d'état-major des armées, Eirik Kristoffersen, alors que les F-35 norvégiens participent, depuis 2020, aux missions de police du ciel de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Mais, en réalité, en Norvège comme dans la douzaine de pays européens ayant fait le choix de se doter de cet avion au cours des dernières années, la bascule opérée par Washington en direction de Moscou est un coup de tonnerre.

#### CHAÎNE D'INTERDÉPENDANCES

Le F-35 est un contrat dont il est compliqué de se défaire. Les milieux de la défense le qualifient parfois de « TINA », pour « *there is no alternative* » (« il n'y a pas d'alternative »), en référence à l'expression attribuée à l'ancienne première ministre britannique Margaret Thatcher (1979-1990), qui l'utilisait pour parler du capitalisme, seul système économique valable à ses yeux. Alors que les avions de chasse sont, dans toutes les armées du monde, les équipements parmi les plus onéreux et les plus structurants, le F-35 américain est conçu autour d'une vaste chaîne d'interdépendances numériques et de sous-traitances industrielles éparsillées à travers le monde.

Avec son design unique et ses armements placés dans des soutes intégrées au fuselage de l'appareil, le F-35 est, en effet, le seul avion occidental considéré comme « furtif »,

c'est-à-dire très difficilement détectable par les défenses antiaériennes adverses. Il a aussi la particularité de dépendre de données générées par les Etats-Unis. Pour préparer leurs missions, les pilotes des F-35 européens doivent envoyer leurs plans de vol vers des data centers américains. La maintenance des logiciels embarqués et les commandes de pièces détachées sont également en partie automatisées à distance. Autant de secrets d'habitude jalousement gardés, y compris entre alliés, mais pas avec le système F-35.

Beaucoup voient ce « fil à la patte numérique » des F-35 comme un *kill switch*, une sorte de bouton d'arrêt que les Américains pourraient actionner pour clore au sol des appareils. Lockheed Martin a toujours démenti l'existence d'un tel dispositif, de même que la plupart des experts en aéronautique militaire. Le F-35 donne toutefois aux Etats-Unis une forme de droit de regard sur les données partagées avec leurs alliés, même si ces derniers se prévalent toujours d'une liberté d'action totale. Mi-mars, le sous-sекrétaire d'Etat aux forces armées britannique, Luke Pollard, assurait ainsi que « *le Royaume-Uni [pouvait] utiliser le F-35 quand et où il le choisit* ».

#### LE F-35 DONNE AUX ÉTATS-UNIS UNE FORME DE DROIT DE REGARD SUR LES DONNÉES PARTAGÉES AVEC LEURS ALLIÉS

Alors que doit se tenir, du 16 au 25 juin, au Bourget (Seine-Saint-Denis), l'un des plus grands salons mondiaux d'aéronautique, et à quelques jours du sommet annuel de l'OTAN, à La Haye, du 21 au 24 juin, le F-35 est devenu, en quelques mois, le symbole de la dépendance contrariée du continent européen au grand frère américain. Il incarne les limites de l'autonomie stratégique de la défense européenne tant vantée par Emmanuel Macron, alors que le Rafale français ou le Gripen suédois ne sont pas en mesure de rivaliser techniquement avec le F-35, selon les experts.

L'amertume des pays partenaires est d'autant plus forte que Donald Trump ne cesse de brandir la menace d'un désengagement américain de l'OTAN et de la défense collective européenne. Aujourd'hui, le programme F-35 compte, en Europe, 13 pays clients ou partenaires : le Royaume-Uni, l'Italie, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Belgique, la Finlande, la Norvège, le Danemark, la Pologne, la Roumanie, la Grèce, la Suisse et la République tchèque. Un énorme marché pour Lockheed Martin, qui vend également ses appareils au Japon, à la Corée du Sud, à Singapour, à l'Australie, aux Emirats arabes unis et à Israël.

C'est en 2001 qu'a été officiellement lancé le programme F-35 sur le Vieux Continent. Les Etats-Unis cherchaient depuis quelques années le moyen de financer le développement d'un modèle d'avion innovant qui puisse servir, à terme, à trois de leurs corps d'armée : l'US Navy, l'US Air Force et le corps expéditionnaire des marines. La facture s'annonçait colossale – le programme a déjà coûté plus de 1500 milliards de dollars (1300 milliards d'euros), selon un rapport de la Cour des comptes américaine, publié en 2024. Dès cette époque, les ingénieurs américains ne cachent pas que le projet sera long et le transfert de technologies limité. Mais la promesse est belle : parvenir à construire, ensemble, le premier avion de chasse furtif au monde.

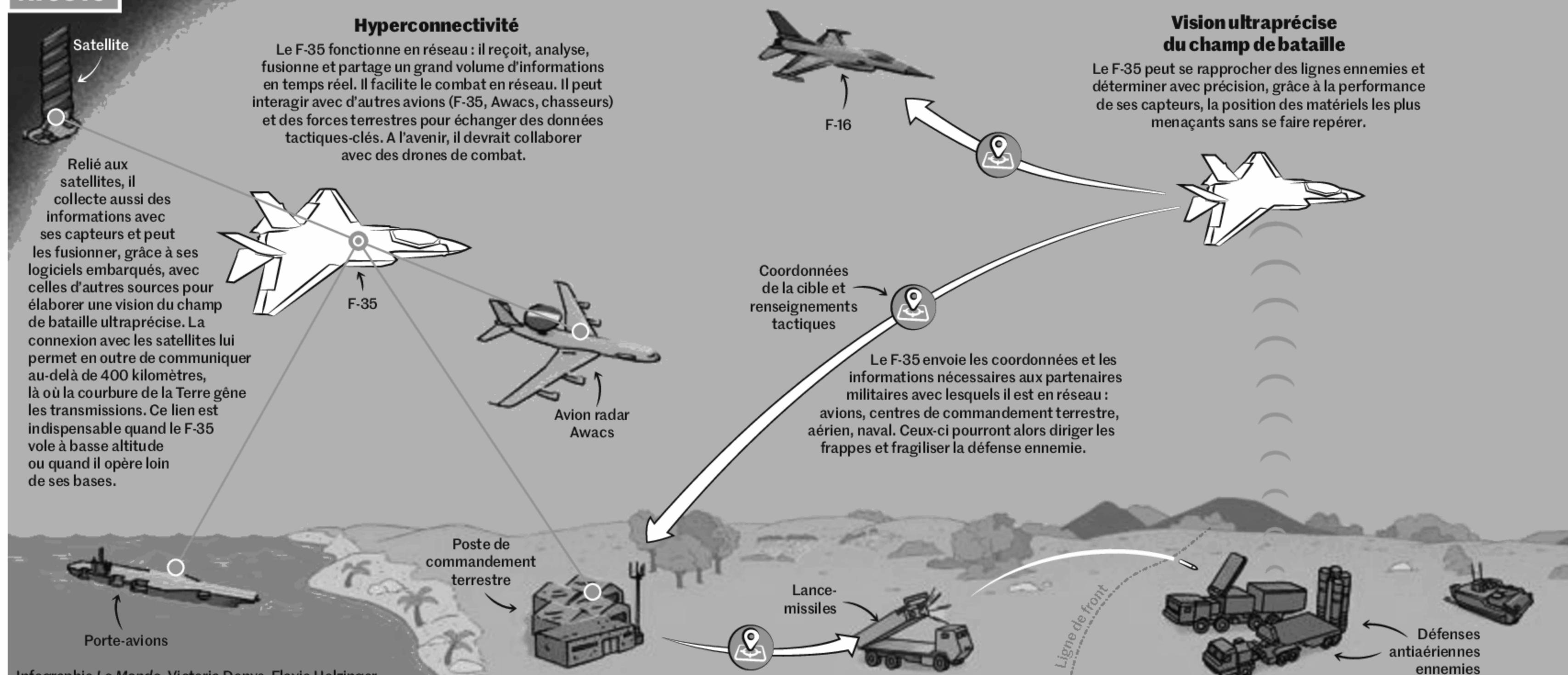
#### MUTUALISATION DES COÛTS

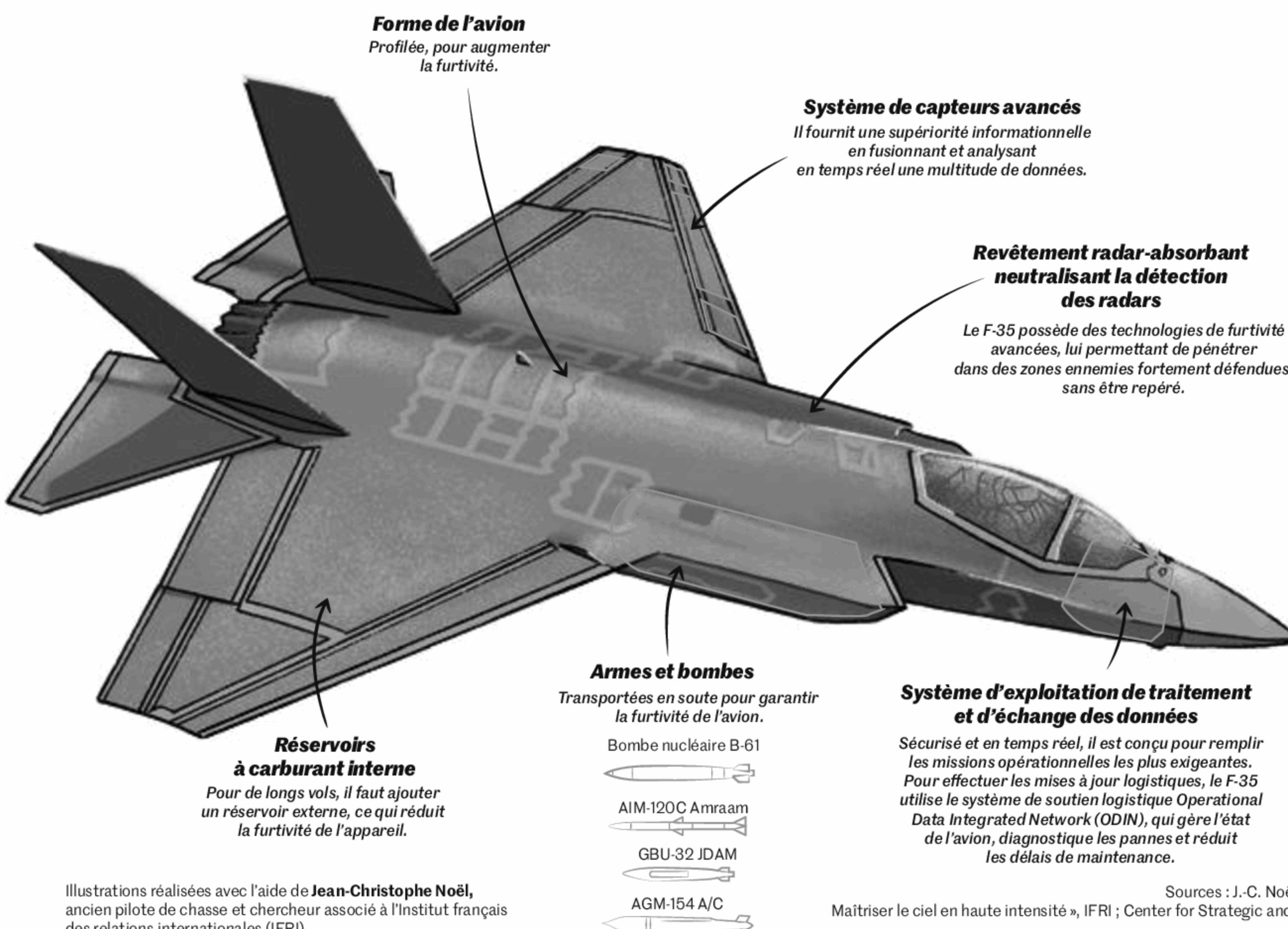
Le projet intervient dans un contexte très favorable aux arguments des Etats-Unis. Depuis 1975, il existe déjà sur le Vieux Continent un « club » de pays qui utilisent des avions de chasse américains, de type F-16 : les Pays-Bas, la Belgique, la Norvège, la Finlande et le Danemark. Ils sont rejoints par la Grèce, en 1989, puis par le Portugal, en 1990. « Or,

# Défense Le F-35, symbole de dépendance européenne

Concentré de technologies, l'avion furtif américain équipe 13 armées européennes, mettant à mal la souveraineté recherchée depuis le retour de Donald Trump

#### ATOUTS





Illustrations réalisées avec l'aide de Jean-Christophe Noël, ancien pilote de chasse et chercheur associé à l'Institut français des relations internationales (IFRI)

tous sont alors extrêmement satisfaits de cet appareil multirôle fabriqué par General Dynamics, qui bénéficie de mises à jour très fréquentes, bien plus que d'autres modèles d'avions en Europe à cette époque », détaille un spécialiste des questions aérospatiales.

En outre, le programme F-16 est, comme le futur F-35, déjà basé sur un système de sous-traitance industrielle dans plusieurs de ces pays afin de limiter les coûts de production. Américains comme Européens sont alors déjà confrontés à la « loi d'Augustine », du nom d'un ancien sous-sécrétaire à l'armée américaine. En 1984, Norman R. Augustine avait théorisé le fait que la complexité croissante des équipements militaires allait engendrer une hausse inexorable de leur prix, bien plus rapide que l'inflation et la croissance. En extrapolant le coût unitaire des avions de combat depuis 1910, il estimait ainsi qu'« en 2054 l'ensemble du budget de la défense ne permettra [il] d'acheter qu'un seul avion ».

Face à cette explosion annoncée des coûts, des Européens ont cherché à se regrouper. Dès les années 1960, la République fédérale d'Allemagne se joint à l'Italie et au Royaume-

Uni pour développer le Tornado. Au début des années 1980, Bonn, Londres, Madrid et Rome se rapprochent pour lancer l'Eurofighter Typhoon. Il est produit par EADS, le britannique BAE Systems et l'italien Leonardo. Stockholm et Paris font cavalier seul. La Suède sait qu'elle peut s'appuyer sur le savoir-faire de Saab pour développer le Gripen. Pour la France, l'enjeu demeure l'autonomie de la dissuasion nucléaire. C'est dans ce contexte qu'est lancé le Rafale de Dassault, en 1982.

#### RÉSOLUS À COURBER L'ÉCHINE

Le F-35, lui, sera porté par tous les leviers de la superpuissance politique et militaro-industrielle de Washington. Vingt-cinq ans après son lancement, le programme a tissé une vaste toile de dépendances particulièrement compliquées à dénouer. « Un avion de chasse n'est pas un frigidaire qu'on commande et qu'on remplace ; c'est un objet complexe, politique et géopolitique », rappelle Jean-Christophe Noël, chercheur associé à l'IFRI. « On achète un objet, mais aussi un partenariat stratégique. » Et ce pour au moins cinquante ans, entre le développement, la

**« UN AVION DE CHASSE EST UN OBJET COMPLEXE, POLITIQUE ET GÉOPOLITIQUE. ON ACHÈTE AUSSI UN PARTENARIAT STRATÉGIQUE »**

JEAN-CHRISTOPHE NOËL  
chercheur associé à l'IFRI

production, puis l'exploitation des avions jusqu'à leur mise hors service.

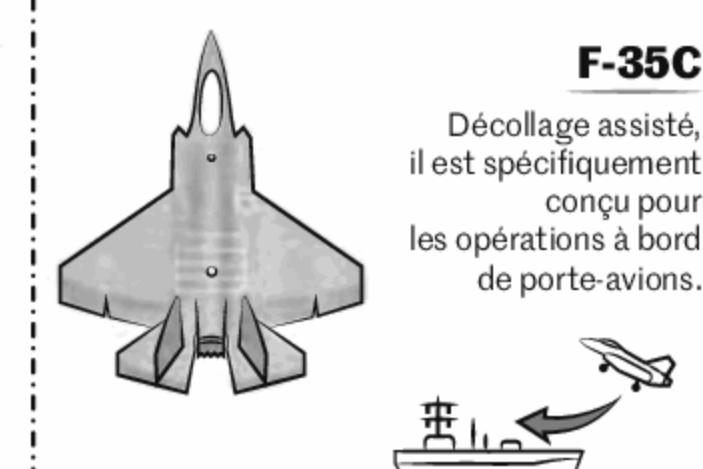
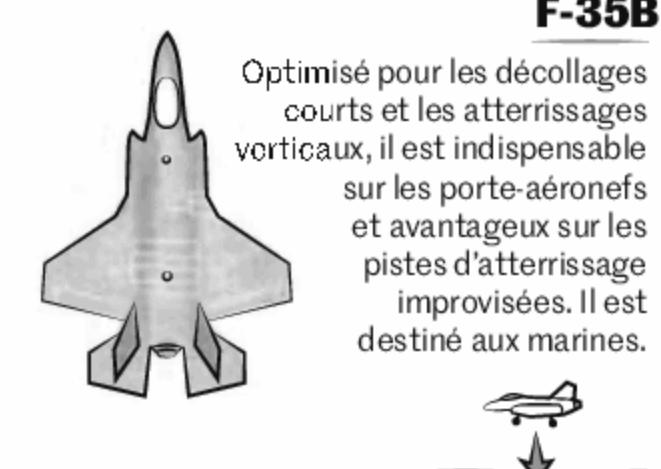
Les débats suscités depuis janvier par le rapprochement de Washington avec Moscou en vue de mettre fin à la guerre en Ukraine sont en grande partie retombés. Le F-35 avait été considéré par beaucoup d'alliés comme un moyen de s'acheter une assurance-vie auprès des Etats-Unis. Mais, en dehors du Canada outre-Atlantique, le Portugal est le seul pays européen à avoir mis en suspens sa décision de rejoindre le programme, alors que sa flotte de F-16 arrive en fin de vie. « La position récente des Etats-Unis (...) doit nous faire réfléchir », a déclaré, mi-mars, le ministre de la défense portugais, Nuno Melo, contre l'avis de son armée de l'air.

Les premiers, en Europe, à s'être résolus à courber l'échine sont les Allemands. Alors que Friedrich Merz n'était pas encore officiellement entré en fonctions comme chancelier à la suite des élections fédérales du 23 février, le ministère de la défense allemand a fait connaître sa position, mi-mars, par la voix de son porte-parole : l'armée ne souhaite pas se désengager du projet d'acquisition de 35 F-35 pour remplacer sa vieille flotte de 85 Tornado. En 2022, dans le sillage de l'invasion de l'Ukraine et du retentissant discours du chancelier Olaf Scholz sur le « changement d'époque » (*Zeitenwende*) prévoyant un investissement massif dans la défense avec la création d'un fonds spécial de 100 milliards d'euros, Berlin avait annoncé son souhait de rejoindre le programme du chasseur américain, dont il ne faisait pas partie jusque-là.

Malgré un intense débat politique, l'ensemble de la chaîne militaire allemande a fermé la porte à toute émancipation de l'allié américain. « Personne ne peut nier que de tels contrats comportent des incertitudes », a ainsi déclaré le ministre de la défense, Boris Pistorius, dans un entretien au *Spiegel*, en avril. Mais l'alternative qui consisterait à se retirer maintenant entraînerait des coûts se chiffrant en milliards d'euros. Sans compter que cela romprait nos relations avec les Etats-Unis, que nous souhaitons préserver. »

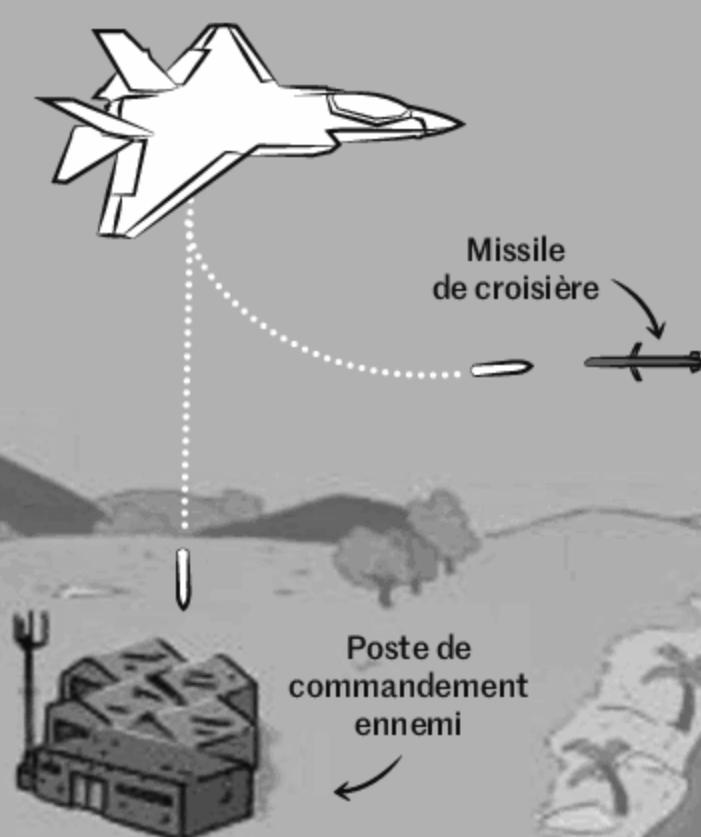
LIRE LA SUITE PAGE 26

## TROIS VARIANTES POUR TROIS TYPES D'ATERRISSAGE



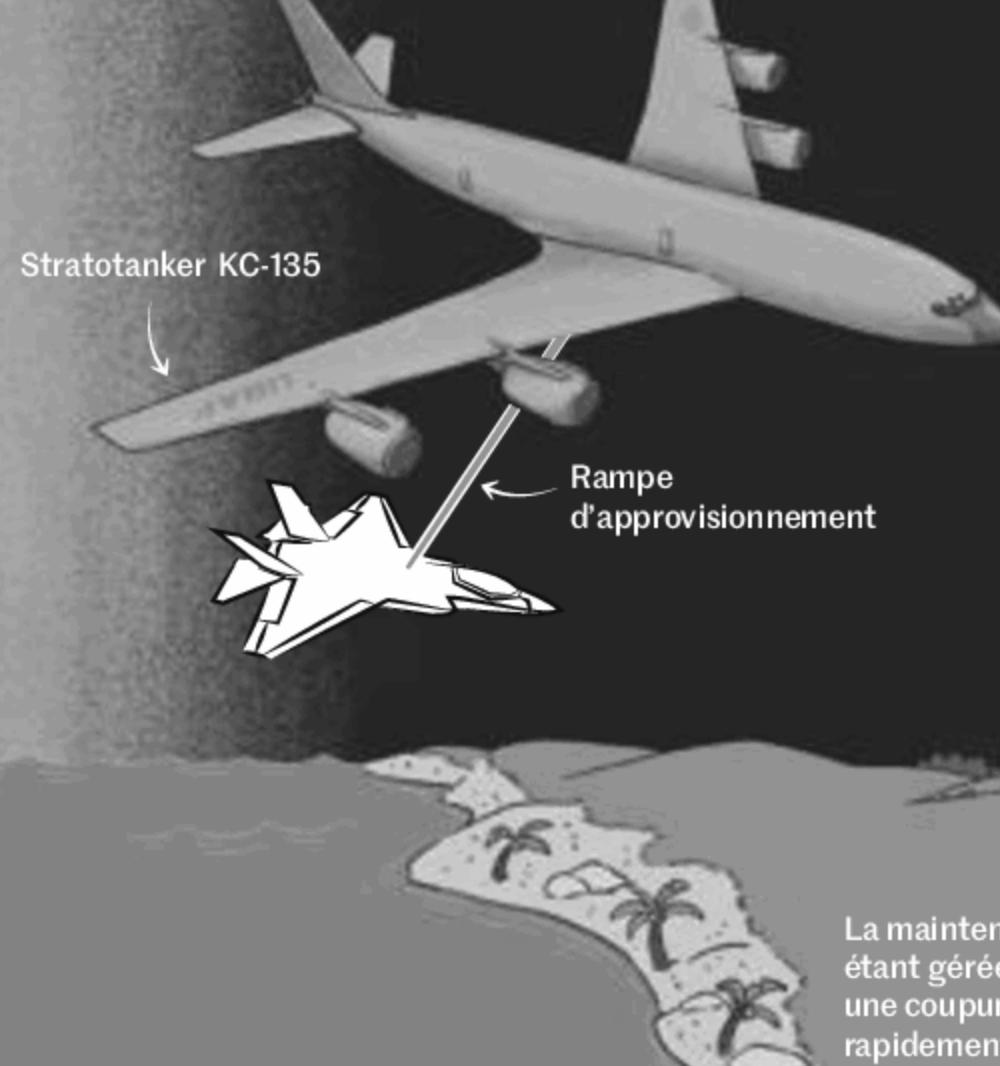
Sources : J.-C. Noël, A. Gorremans, « L'Avenir de la supériorité aérienne. Maîtriser le ciel en haute intensité », IFRI ; Center for Strategic and International Studies ; Lockheed-Martin ; Le Monde.

**Furtif et polyvalent**  
Les formes de l'avion, associées à son revêtement radar-absorbant (RAM coating), neutralisent la détection des radars. Le F-35 peut mener des missions air-air, air-surface (air-sol et air-mer), des missions de reconnaissance, de guerre électronique. Il est en outre capable de neutraliser des missiles de croisière en vol.

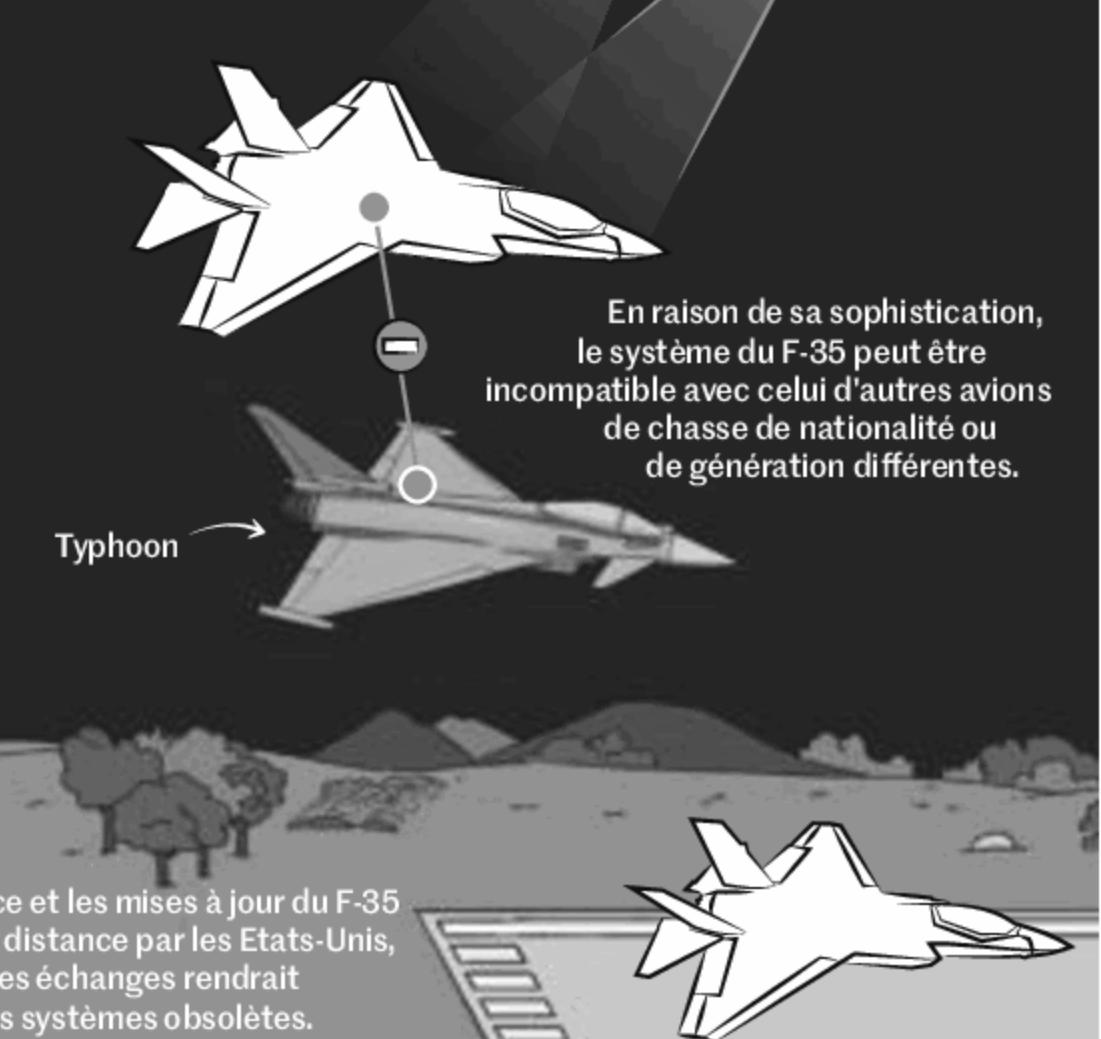


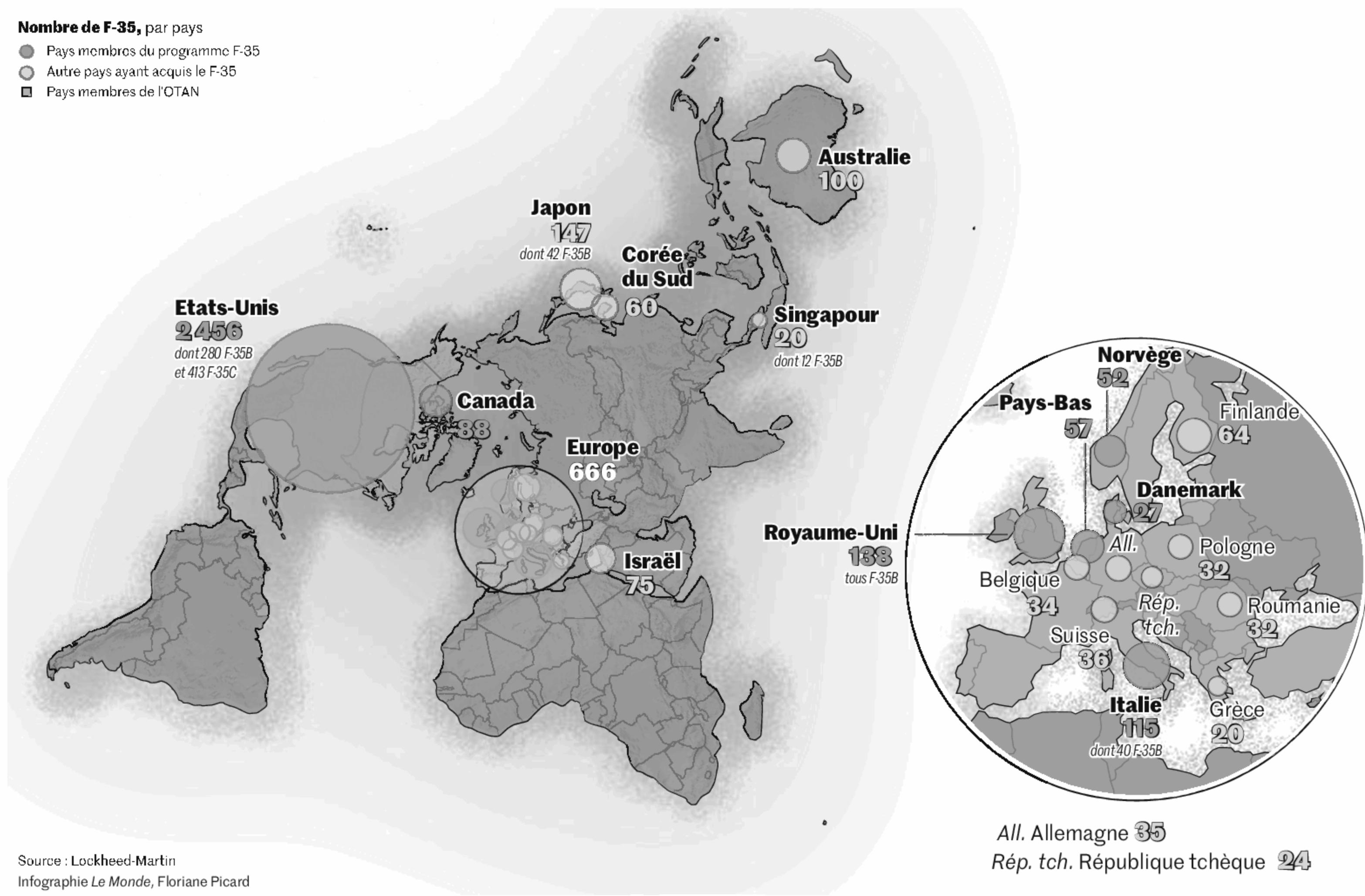
## LIMITES

Le F-35 ne peut emporter de réservoirs externes sans diminuer sa furtivité, ce qui limite son rayon d'action à un peu plus de 1 000 kilomètres. Il peut être ravitaillé en vol par des tankers. Mais ces derniers, vulnérables, ne peuvent approcher les lignes ennemis.



Les rivaux des Etats-Unis développent des parades technologiques contre le F-35, telles que des constellations de satellites capables de détecter de manière optique ou infrarouge.





Source : Lockheed-Martin  
Infographie Le Monde, Floriane Picard

#### SUITE DE LA PAGE 25

Le projet d'équipement est évalué à environ 10 milliards d'euros pour les aéronefs et l'adaptation des infrastructures. La décision allemande est essentiellement liée au fait que les futurs F-35 sont les seuls avions du marché ayant obtenu le feu vert des Etats-Unis pour porter les bombes nucléaires B-61 prépositionnées en Allemagne depuis le milieu des années 1950 – des ogives nécessaires au fonctionnement du «parapluie» nucléaire américain. En prévision de la livraison des premiers appareils en 2027, la base aérienne de Büchel, en Rhénanie-Palatinat, où sont stockées les bombes nucléaires B-61, a commencé à être modernisée, avant la polémique suscitée par les positions de Donald Trump. De nouveaux hangars et une nouvelle piste d'atterrissement ont notamment été construits. «Les jeux étaient faits à partir du moment où les Américains ont refusé que le Typhoon, développé entre autres par les Allemands, puisse emporter les ogives nucléaires. Ils ont dit : "Nous partageons notre dissuasion, mais vous achetez nos avions"», résume un expert.

#### LIEN ORGANIQUE

L'autre pays à avoir rapidement confirmé son adhésion au programme F-35 est le Danemark. Bien que le président américain ait profondément perturbé l'ensemble des responsables politiques danois en affirmant qu'il était prêt à «acheter» le Groenland, le royaume a fait le pari d'obtenir un peu de répit en confirmant son intention de commander des avions supplémentaires à son parrain militaire. Engagé, depuis 2016, dans une commande de 27 appareils – dont 15 ont été livrés depuis 2023 – pour renouveler sa vieille flotte de 77 F-16, Copenhague a confirmé, fin mars, réfléchir à l'acquisition de huit à dix nouveaux F-35 dans le cadre de son effort global de réarmement. Cette nouvelle commande devrait permettre de limiter la diminution drastique de la flotte danoise causée paradoxalement par le passage au F-35.

Les coûts d'acquisition et d'entretien de l'appareil sont toujours très importants pour les pays utilisateurs (évalués à plus de 70 millions d'euros pièce et 33 000 euros l'heure de vol), ce qui diminue souvent le nombre d'avions des forces aériennes. «Certaines personnes essaient de donner l'impression que nous pouvons faire cavalier seul et nous débarrasser des Etats-Unis, mais, en réalité, nous ne pouvons pas, parce que nous sommes membres de l'OTAN», a justifié le ministre de la défense danois, Troels Lund

Poulsen, le 26 mars, dans le quotidien économique *Borsen*.

En Italie, où sont également stationnées des bombes B-61, et où deux escadrons de F-35 sont en service aux côtés d'une flotte de Typhoon et de Tornado, le débat n'a en revanche pas été très vif. L'Italie est actuellement le pays européen le plus dépendant, en matière d'emplois, du programme F-35. Cameri, dans le Piémont, héberge, depuis 2013, le principal centre d'assemblage et de maintenance européen de l'avion de chasse. Géré par le groupe national d'armement Leonardo, avec le ministère de la défense italien, il réalise notamment les ailes du modèle F-35A, la version la plus produite de l'appareil. Sa production est ensuite envoyée sur des sites de Lockheed Martin, au Texas et au Japon.

Aux yeux de Rome, l'usine de Cameri revêt une importance économique majeure, avec 1200 employés et plus de 30 entreprises italiennes associées à la chaîne de valeur. «Le dossier F-35 est vu par Rome comme un levier de transformation pour l'industrie italienne, avec l'accès à de nouvelles technologies», souligne Jean-Pierre Darnis, chercheur associé à la Fondation pour la recherche stratégique et spécialiste du secteur de défense italien.

Comme le rappelle Piero Batacchi, directeur de la *Rivista Italiana Difesa*, principale publication du secteur en Italie, «le programme F-35 a été porté par tous les gouvernements de gauche et de droite. Il est lié à la relation bilatérale très forte avec les Etats-Unis, au-delà de l'appartenance à l'OTAN». Le lien entre les armées de l'air italienne et américaine est organique, les pilotes italiens se formant historiquement dans les académies américaines.

L'engagement du Royaume-Uni dans le programme F-35 n'a pas non plus flanché, malgré les revirements de l'administration Trump. Depuis une première vague de commandes lancée, en 2006, par le gouvernement travailliste de Tony Blair, et des appareils livrés à partir de 2012, Londres possède actuellement près d'une quarantaine de F-35, à la fois pour le compte de la Royal Air Force et de la Royal Navy, qui les utilise sur les porte-avions. Ces F-35 complètent une flotte mixte, composée notamment d' Eurofighter Typhoon. Leur nombre est encore amené à croître, d'après la *Revue stratégique de défense britannique* publiée le 2 juin.

Au-delà des liens militaires historiques entre Londres et Washington, notamment en matière de dissuasion nucléaire, le Royaume-Uni est, comme l'Italie, très dépendant des Etats-Unis sur le plan industriel avec le F-35. Des pièces essentielles de l'appareil sont fabriquées dans le pays – notamment l'arrière du fuselage, des éléments du système électronique, les sièges éjectables, des systèmes d'interception actifs, les lasers de ciblage

et les câbles de largage d'armes. Plus de 100 entreprises britanniques y contribuent, à commencer par le géant BAE Systems.

La polémique la plus intense porte aujourd'hui sur la livraison de pièces détachées du F-35 à Israël. Si le gouvernement de Keir Starmer a suspendu, en septembre 2024, une trentaine de licences de composants destinés à Tel-Aviv, reconnaissant qu'ils risquaient d'être impliqués dans de possibles crimes de guerre à Gaza, il n'a rien pu faire, en revanche, sur les composants des F-35 fabriqués au Royaume-Uni. «La distribution mondiale des composants du F-35 est contrôlée par le programme dirigé par le gouvernement américain. Le gouvernement [britannique] n'a pas de visibilité sur les composants du F-35 distribués par le programme aux Etats», a plaidé le ministère de la défense, fin 2024.

Les Pays-Bas et la Belgique, pays hôtes de bombes B-61 américaines, n'ont guère eu d'autre choix que de rester fidèles au F-35. Et les affres de la dépendance aux Etats-Unis se sont fait durement sentir, ces derniers mois. Comme Amsterdam, Bruxelles a accepté de céder l'intégralité de sa flotte de F-16 à l'Ukraine, mais des retards dans les livraisons des F-35 à la Belgique ont repoussé celles des F-16 aux forces de Kiev. Aux Pays-Bas, des associations ont obtenu auprès d'un tribunal néerlandais, en février 2024, la suspension des exportations à Israël des pièces détachées du F-35. Le royaume héberge en effet, sur la base aérienne de Woensdrecht (Sud-Ouest), l'un des trois principaux centres au monde de redistribution de composants de l'appareil.

#### EXCLUSION DE LA TURQUIE

Le pays le plus emblématique de la dépendance contrariée aux Etats-Unis demeure la Turquie. Pilier oriental de l'OTAN, cette dernière possède l'un des plus grands parcs de F-16 au monde, soit environ 245 appareils. Des avions qu'elle produit, sous licence, depuis les années 1980, par le biais de la société Turkish Aerospace Industries. Malgré ce système, Ankara dépend de Washington pour les mises à niveau électroniques, notamment des radars et des pièces détachées critiques. Or, l'acquisition, en 2019, d'un système de défense antiaérienne et antimissile russe S-400, capable théoriquement d'abattre des avions de l'OTAN, a suscité les foudres de Washington. Depuis, les Etats-Unis ont suspendu la participation turque au programme de fabrication des F-35, bloquant la modernisation de son aviation.

Pourtant associée de longue date au programme, la Turquie s'est ainsi vu refuser les 100 appareils qu'elle avait prévu d'acquérir – Washington redoutant le transfert

d'informations sensibles à Moscou, qui lui permettrait notamment de contourner la furtivité de son avion de combat. Avant son exclusion du programme, Ankara produisait plus de 900 pièces différentes pour le F-35, dont des composants critiques : des éléments de train d'atterrissement, de la cellule centrale et du cockpit. A partir de 2020, ces pièces ont toutes été progressivement assignées à d'autres fournisseurs.

Depuis, Ankara tente de compenser avec le développement de son propre chasseur, le Kaan, dont un prototype a volé pour la première fois en février 2024. La Turquie tente aussi d'acquérir des Eurofighter Typhoon. Mais il lui faut pour cela l'approbation des quatre pays membres du consortium qui fabrique l'appareil : le Royaume-Uni, l'Italie, l'Espagne et l'Allemagne. Or, Berlin bloque pour l'instant le projet, préoccupé par la dérive autoritaire du régime turc. Le coup est rude pour le président Recep Tayyip Erdogan, soucieux d'affirmer sa capacité de projection régionale dans le nord de la Syrie et de l'Irak, et de ne pas apparaître moins bien armé que la Grèce – qui doit recevoir ses premiers F-35 à partir de 2028 –, son adversaire en Méditerranée en raison du contentieux historique autour de Chypre.

Face à cet empilement de contraintes, nombreux acteurs de la défense regardent avec un regain d'intérêt les deux principaux projets de développement d'avions de chasse de sixième génération, lancés en Europe dans un souci d'autonomie stratégique : le système de combat aérien du futur, porté par la France, l'Allemagne et l'Espagne ; et le Global Combat Air Programme, soutenu par le Royaume-Uni, l'Italie et le Japon. Ces deux projets, sources de nombreuses tensions entre industriels, ne sont toutefois qu'en phase d'étude et ne donneront pas naissance à un avion opérationnel avant 2040.

Face aux évolutions du contexte international, le leader français de l'aéronautique, Dassault, s'est aussi remis officiellement, depuis l'automne 2024, dans la course à la furtivité, avec un «drone de combat furtif» pouvant accompagner la dernière version du Rafale à partir de 2033. Le projet avait été abandonné il y a quelques années faute de moyens, mais la furtivité apparaît désormais comme indispensable pour percer des défenses aériennes ennemis, notamment à l'aune des capacités d'une armée russe disposant aujourd'hui des systèmes antiaériens et antimissiles parmi les plus perfectionnés au monde. ■

NICOLAS BOURCIER, ELSA CONESA,  
CÉCILE DUCOURTIEUX,  
ANNE-FRANÇOISE HIVERT,  
PHILIPPE JACQUÉ, ALLAN KAVAL,  
JEAN-PIERRE STROOBANTS  
ET ÉLISE VINCENT (À PARIS)

# Philip Gordon « En frappant l'Iran, Nétanyahou a mis Trump au pied du mur »

L'ancien conseiller à la sécurité nationale de Kamala Harris critique le concept de « paix par la force » qui sous-tend la politique étrangère américaine actuelle. Il reconnaît, par ailleurs, les erreurs de l'administration Biden, en particulier dans la guerre à Gaza

## ENTRETIEN

WASHINGTON - correspondant

**A**ncien conseiller à la sécurité nationale de Kamala Harris, europhile convaincu et francophone parfait, Philip Gordon était pressenti pour occuper un poste-clé dans l'administration, en cas de victoire démocrate. En avril, le diplomate a rejoint le cercle de réflexion de la Brookings Institution. Il revient pour *Le Monde* sur les premiers mois du second mandat de Donald Trump.

**L'administration Trump semblait engager des négociations avec l'Iran sur son programme nucléaire, mais le président des Etats-Unis a exprimé, vendredi 13 juin, son soutien aux frappes militaires israéliennes. A-t-il simplement perdu patience avec l'Iran ?**

Je suis sceptique face à l'idée selon laquelle Trump aurait habilement endormi l'Iran par la diplomatie avant de décider de faire respecter sa « ligne rouge » par la force militaire. Il voulait désespérément un accord nucléaire avec Téhéran et a dit publiquement, comme en privé, à Israël de ne pas attaquer. Mais un Benjamin Nétanyahou confiant a mis Trump au pied du mur, lui affirmant qu'Israël devait agir, et Trump s'est senti obligé de suivre. Il est désormais contraint de faire comme si c'était sa décision, et se retrouve à devoir défendre Israël dans une guerre qu'il ne voulait pas mais qu'il n'a pas su empêcher. Je pense qu'un accord diplomatique pour empêcher l'Iran d'obtenir l'arme nucléaire était possible. Mais Nétanyahou en a jugé autrement et a entraîné Trump avec lui.

**Vous avez été le plus proche conseiller de Kamala Harris. Comment analysez-vous l'influence de son successeur au poste de vice-président, J. D. Vance, dans la formulation de la politique étrangère américaine ?**

Il existe une tension, une dichotomie, au cœur du trumpisme. D'un côté, il y a la notion de puissance et de domination du monde que

personne ne peut arrêter. De l'autre, l'idée qu'il faut éviter la guerre et privilégier « l'Amérique d'abord ». Trump essaie de les concilier avec le concept de « paix par la force ». Mais, il est parfois nécessaire de choisir. Prenez l'exemple de l'Iran. On peut s'opposer à toutes activités d'enrichissement d'uranium sous peine de faire usage de la force : c'est une ligne néoconservatrice classique. Ou on peut dire qu'on ne veut pas de guerre et que les interventions au Moyen-Orient sont contre-productives : cela aussi est cohérent.

J. D. Vance et d'autres appartiennent à la deuxième catégorie. Ils prônent une ligne de « l'Amérique d'abord » inspirée des années 1930, selon laquelle les guerres en Europe sont l'affaire des nations européennes, pas un problème américain. J. D. Vance l'avait souligné dès le début du conflit : il se moque de la frontière ukrainienne et veut se concentrer sur celle avec le Mexique. C'est un vice-président qui apporte de la substance et ne se contente pas de défendre les positions du chef de l'Etat. Il est entouré de personnes comme Pete Hegseth [secrétaire à la défense] ou Tulsi Gabbard [directrice du renseignement] qui, comme lui, ont servi en Irak et estiment que la politique néoconservatrice de [George W.] Bush a été très coûteuse en argent et en vies humaines.

**Comment analysez-vous l'action diplomatique américaine en faveur d'une paix en Ukraine ?**

Rechercher la paix est une cause juste à 100 %, mais les quatre derniers mois ont montré à quel point Trump avait tort dans son approche. Celle-ci consistait en gros à priver l'Ukraine de soutien et à concéder à la Russie ce qu'elle voulait. Trump a sous-estimé la nature maximaliste des demandes de [Vladimir] Poutine, ainsi que la volonté et la capacité des Ukrainiens à se défendre, malgré le risque d'un abandon américain.

Passer de « je vais résoudre le conflit en vingt-quatre heures » à « si c'est comme ça, je me retire », c'est l'inverse de l'art de la négociation. Dire à la Russie « signez la paix maintenant ou je vous laisse faire ce que vous voulez » ne risque pas de convaincre [Vladimir Poutine]. Un levier de négociation consisterait

Extrait de la série « Alice in the Land of Iran »  
(« Alice au pays d'Iran »), de Babak Kazemi. BABAK KAZEMI/SILK ROAD GALLERY

Né en 1983, à Ahvaz, en Iran, Babak Kazemi vit et travaille à Londres. Photographe autodidacte, Babak Kazemi crée un pont entre son propre imaginaire et les sujets d'actualité. Son travail est marqué par l'histoire du Khouzistan, sa région natale, et en particulier l'impact de la production de pétrole sur cette zone, ainsi que la guerre entre l'Iran et l'Irak (1980-1988). En 2012, il a reçu la résidence Magic of Persian, à la Delfina Foundation de Londres. Son travail a été présenté dans les collections du Musée d'art contemporain de Téhéran, du Musée de la guerre à Téhéran, du Maraya Art Centre, ainsi que dans la collection privée du cheikh de Chardja, aux Emirats arabes unis.

à soutenir davantage Kiev et à augmenter le prix à payer pour le Kremlin. Au lieu de cela, Trump a tourné le dos à l'Ukraine, relayant le récit russe sur la guerre et incriminant, à tort, [Volodymyr] Zelensky de l'avoir provoquée. C'est scandaleux. Quant à son négociateur, Steve Witkoff, il s'est montré totalement naïf, reprenant les arguments de Vladimir Poutine au fil de ses rencontres. Il s'est fait bernier.

**Les Européens vous semblent-ils plus conscients de la rupture que représente Trump 2 pour la relation transatlantique ?**

Cette fois, oui. Et j'insiste sur le « cette fois ». Lors du premier mandat de Trump [2017-2021], les Européens voulaient croire que les dégâts seraient limités, qu'il s'agissait d'une phase passagère. Ils comptaient sur « les adultes dans la pièce » autour du président, à l'image de ce qui s'est passé concernant la Russie : les propos de Trump étaient très amicaux envers Moscou, mais ses actions assez dures. Cette fois, la réalité est cinglante. Les Européens comprennent que Trump ou le trumpisme pourrait durer, que son administration est pleine de loyalistes, favorables à une politique russe différente. Cela n'implique pas de faire une croix sur les Etats-Unis. Les leaders européens doivent parler à Trump, tenter de le convaincre. Chez nous, concernant la sécurité nationale, on utilise parfois l'expression « multilatéral quand nous le pouvons, unilatéral quand nous le devons ». En Europe, ce serait « transatlantique quand nous le pouvons, Européens quand nous le devons » – comme pour l'Ukraine.

Les Européens ne peuvent plus se bercer d'illusions sur la permanence des valeurs démocratiques qui ont défini l'après-seconde guerre mondiale [en Occident]. Le trumpisme s'éloigne de cette culture commune, même si ce n'est pas forcément définitif. Par le passé, d'autres présidents ont souvent fait craindre ce changement. On disait ainsi que les origines californiennes de [Richard] Nixon [1969-1974] ou que le fait que [Barack] Obama [2009-2017] n'appartenait pas à la génération post-guerre allaient changer leur perspective. Cela s'est toujours révélé faux : tous les présidents ont opté en faveur d'un engagement américain dans le monde, au nom de normes et de valeurs méritant d'être défendues. Trump ne croit pas en celles-ci.

Je pense qu'il est nostalgique d'un monde où les grands leaders étaient leur territoire national et leur puissance, y voyant ainsi leur héritage – de façon assez similaire à Poutine ou à Xi Jinping [le président chinois]. Je ne m'attends pas à ce que le Panama, le Canada ou le Groenland soient annexés par les Etats-Unis, mais cela ne veut pas dire que Trump n'utilisera pas la menace pour leur extorquer quelque chose.

**L'un des volets les plus contestés de la politique étrangère de Biden a été son laisser-faire par rapport à la guerre à Gaza...**

La guerre à Gaza est une tragédie monumentale à tant de niveaux. Comme ancien membre de l'administration Biden, je dois reconnaître que nous avons échoué à protéger les civils et à assurer une livraison d'aide humanitaire suffisante. Nous avons

essayé de soutenir le droit d'Israël à se défendre, tout en minimisant les victimes civiles et en maximisant les objectifs humanitaires. Nous n'y sommes pas parvenus car ces principes étaient en conflit. Nous n'avons pas réussi à pousser le gouvernement israélien à faire le nécessaire à Gaza en matière humanitaire.

**Parce que vous n'en aviez pas les moyens, ou parce que vous refusiez de les utiliser ?**

Les deux. Dans les jours qui ont suivi l'attaque du 7-Octobre, le ministre de la défense israélien [Yoav Gallant] avait annoncé la suppression de l'approvisionnement en nourriture, en eau et en électricité dans la bande de Gaza. Nous avions dit : « C'est hors de question. » Puis l'aide humanitaire était entrée lentement, en quantité insuffisante. C'est une tragédie. Mais nous avions activé des levers pour nourrir et protéger les civils. Dans les derniers jours de l'administration Biden, nous avions obtenu la libération d'otages et un cessez-le-feu, qui a ensuite été rompu par Israël. L'aide humanitaire a alors été interrompue, et Israël a commencé à occuper le territoire, dans l'indifférence de Trump.

**Israël est-il engagé dans une opération de nettoyage ethnique ?**

Israël est impliqué dans une campagne qui provoque beaucoup trop de victimes civiles et qui conduit au déplacement massif d'une population, soumise à la famine.

**Trump a placé la politique migratoire au cœur de son action. Avez-vous des regrets par rapport à la gestion de cette question par l'administration Biden ?**

Oui. A l'époque, l'opinion américaine était claire, estimant que trop de migrants étaient autorisés à vivre dans le pays. L'administration Biden a essayé de gérer cette question, en utilisant par exemple le Title 42 [dispositif du code sanitaire hérité de l'ère Covid-19, permettant des expulsions immédiates]. Mais l'aversion à l'égard de l'action de Trump pendant son premier mandat – construction du mur frontalier, séparation des enfants de leurs parents – a mené le Parti démocrate dans son ensemble à prendre la direction opposée. Il a donné l'impression d'être favorable à des frontières ouvertes, alors qu'il ne l'était pas : beaucoup de migrants ont été expulsés.

L'ironie dans tout ça, c'est qu'en juin 2024 Joe Biden a pris des décrets présidentiels qui ont provoqué une chute vertigineuse des entrées à la frontière mexicaine. Mais il était trop tard. Une fois candidate, Kamala Harris a promis de conserver ces mesures strictes, sans expliquer pourquoi elles n'avaient pas été appliquées plus tôt. Cela dit, elle a aussi mis en avant la proposition de loi bipartisane au Congrès, qui aurait renforcé les moyens à la frontière et le traitement des demandes d'asile. Trump a tué ce texte pour des raisons purement politiques. Et maintenant, il utilise honteusement les manifestations contre ses propres politiques migratoires comme prétexte pour déployer les marines à Los Angeles, en violation manifeste de la Constitution. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR PIOTR SMOLAR



Philip Gordon,  
le 24 juin 2024.  
GIL COHEN-MAGEN/AFP

# Frederick Forsyth Ecrivain britannique



En 2013.  
PHILIPPE LOPEZ/AFP

**S**i l'on avait dit à Frederick Forsyth, au début d'une carrière où la traque de sensations fortes n'a pas tenu une mince part, qu'il s'éteindrait chez lui à l'âge de 86 ans, il en aurait sans doute été surpris. L'écrivain britannique, ancien journaliste et espion, mort lundi 9 juin à Jordans (Angleterre), écrivait ainsi, un brin faraud, dans ses Mémoires, *L'Outsider* (Albin Michel, 2016) : « Au cours de mon existence, j'ai échappé de justesse à la fureur d'un trafiquant d'armes à Hambourg, j'ai été mitraillé par un Mig pendant la guerre civile au Nigeria, et j'ai atterri en Guinée-Bissau au beau milieu d'un sanglant coup d'Etat. La Stasi m'a arrêté, les Israéliens m'ont chuchoté, l'IRA m'a réexpédié en catastrophe d'Irlande du nord (...). Et tout cela n'était que prémisses et amuse-gueules. »

Tout cela a aussi nourri ses thrillers d'espionnage, genre dont il fut un maître incontesté. On estime à 75 millions le nombre d'exemplaires vendus à travers le monde, en 36 langues, de ses 24 livres, dont 14 romans – son premier, *Chacal* (Mercure de France, 1971) reste le plus connu.

« Pour parler franchement, je n'ai jamais eu la moindre intention d'être un écrivain », affirmait-il dans *L'Outsider*. Né le 25 août 1938 à Ashford (Angleterre) dans une famille de commerçants, il entre dans la Royal Air Force (RAF) à 17 ans et devient le plus jeune pilote de chasse de l'histoire de la RAF. Avant de se tourner vers le journalisme : il commence par travailler en localier pour l'*Eastern Daily Press*, puis ce polyglotte – il parle le français, l'allemand, l'espagnol et le russe – est embauché par l'agence Reuters, qui l'envoie à Paris et en Allemagne de l'Est.

## Connaissance du terrain

En 1967, il part couvrir, pour la BBC, la guerre du Biafra (1967-1970), dans laquelle Londres soutient le Nigeria contre la région qui a fait sécession. Quand la radio publique lui assure, après six mois sur place, qu'un tel suivi n'est plus indispensable, il démissionne et repart à son compte. C'est là, en 1968, qu'il est approché par les services secrets de son pays, le MI6, ainsi qu'il le rapportera dans ses Mémoires.

Il consacrera à la guerre du Biafra son premier livre de non-fiction, *The Biafra Story* (1969, non traduit), puis son troisième roman, *Chiens de guerre* (Mercure de France, 1975), sur un groupe de mercenaires embauchés pour mener un coup d'Etat contre un pays d'Afrique aux vastes ressources.

RAPHAËLLE LEYRIS

**25 AOÛT 1938** Naissance à Ashford (Royaume-Uni)  
**1961** Correspondant pour l'agence Reuters  
**1965** Correspondant diplomatique à la BBC  
**1968** Recruté par le MI6  
**1971** « Chacal », premier roman  
**2015** Publie ses Mémoires  
**9 JUIN 2025** Mort à Jordans (Royaume-Uni)

ces minières. Roman pour lequel il a infiltré à Hambourg le milieu des marchands d'armes, avant d'être trahi par une photo de lui au dos du *Chacal* (Mercure de France, 1971), ce qui l'oblige à quitter précipitamment le pays.

*Chacal*, donc. Un immense best-seller, écrit « en trente-cinq jours » pour gagner un peu d'argent, inspiré par l'attentat manqué du Petit-Clamart contre le général de Gaulle, perpétré par l'Organisation de l'armée secrète (OAS), le 22 août 1962, à l'époque où Forsyth travaillait à Paris. Mélangeant la fiction à la réalité, il y imagine qu'après cet échec l'OAS recrute un assassin professionnel pour tuer le président de la République.

Refusé par cinq éditeurs, *Chacal* conquiert un vaste public, cependant que des spécialistes applaudissent la connaissance précise du terrain dont il témoigne. Il sera adapté deux fois au cinéma et une troisième en série télévisée. Son deuxième roman, *Le Dossier Odessa* (Gallimard, 1976), où un journaliste traque d'anciens nazis, sera lui aussi adapté, comme beaucoup de ses livres.

Les romans suivants de Forsyth ont la guerre froide pour arrière-plan (*L'Alternative du diable* en 1979, *Le Quatrième Protocole* en 1984, *Le Négociateur* en 1989, parus chez Albin Michel, comme tous ses livres par la suite), tandis qu'il continue de travailler ponctuellement, et bénévolement, assurera-t-il, pour le MI6, au gré des enquêtes nourrissant ses romans. Après la chute de l'URSS, il s'intéresse à la guerre du Golfe (*Le Poing de Dieu*, 1998), à la Russie post-soviétique (*l'icône*, 1997), à la montée du fondamentaliste islamique (*L'Afghan*, en 2007, et *Kill List*, en 2015), aux cartels de la drogue (*Cobra*, 2011)...

En 2016, Frederick Forsyth annonce qu'il prend sa retraite, faute de pouvoir désormais arpenter la planète à sa guise, à près de 80 ans. Mais, avant de mourir, il avait terminé de travailler avec Tony Kent à un nouveau livre, *Revenge of Odessa*, suite de son deuxième roman, qui paraîtra en août. ■

RAPHAËLLE LEYRIS

## Le Monde

### Le Carnet

**Vous pouvez nous faire parvenir vos textes**

**soit par e-mail :**  
**carnet@mpublicite.fr**  
(en précisant impérativement votre numéro de téléphone et votre éventuel numéro d'abonné ou de membre de la SDL)

**soit sur le site :**  
**https://carnet.lemonde.fr**  
**L'équipe du Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais pour vous confirmer la parution.**

**carnet@mpublicite.fr**  
**https://carnet.lemonde.fr**

### AU CARNET DU « MONDE »

#### Décès

**Laurence Bertrand Dorléac**, présidente de la Fondation nationale des sciences politiques,  
**Luis Vassy**, directeur de Sciences Po,  
**Christine Musselin**, directrice scientifique,  
**Emeric Henry**, directeur du département d'économie de Sciences Po,  
**Le département d'économie, La communauté académique Et les personnels de Sciences Po**, ont la profonde tristesse de faire part du décès de

**Ghazala AZMAT**, professeure des Universités à Sciences Po,

survenu le 7 juin 2025, dans sa quarante-sixième année.

**Beatrice Ajchenbaum-Boffety**, sa sœur,  
Ses nombreux amis,

ont la grande peine de faire part de la disparition de

**Pierre BOFFETY**, cinéaste et documentariste,

survenue dans sa soixante-neuvième année, le 11 juin 2025.

**L'on se retrouvera devant le crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20<sup>e</sup>, le mercredi 18 juin, à 10 h 40.**

Marseille.

Ses enfants  
Et ses petits-enfants,

ont l'immense douleur de faire part du décès du

**professeur Kenneth BROWN**,

survenu le 9 juin 2025, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Kenneth était un père et un grand-père magnifique, tendre et généreux.

Daniel : kianpour@hotmail.com

Constantine. Paris.

**M. et M<sup>me</sup> Chemcham**, ses enfants,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Malika CHEMCHAM**, née DJEKRI,

survenu le 11 juin 2025, à Paris, à l'âge de soixante-seize ans.

Femme au grand cœur et spirituelle, Malika était en quête permanente de beauté, liberté et vérité. Elle nous laisse l'exemple d'une vie vécue avec courage, élégance et foi. Elle a témoigné jusqu'au bout d'un amour profond pour la vie et tous ceux qui en faisaient partie : ses enfants, ses petits-enfants, sa famille, ses amis, son Algérie natale.

*« Les morts sont invisibles, mais ils ne sont pas absents. »*  
Saint-Augustin.  
*« Nous appartenons à Dieu et c'est vers Lui que nous retournons. »*

Les amis de l'Hydraulique ont la tristesse de faire part du décès de

**Jean EVRARD**, chevalier dans l'ordre national du Mérite et dans l'ordre du Mérite agricole, directeur d'EDF.

La cérémonie aura lieu le mardi 17 juin, à 15 h 45, au Puech Bleu, route de Corneilhan, à Béziers.

Monique Giannotti, son épouse, Odile, Dominique et Anne, ses filles, Diane, Louis, Pierre, Thomas et Alexis, ses petits-enfants, Ses nièces, ses neveux Et l'ensemble de sa famille,

ont la grande tristesse de faire part du décès de

**Charles GIANNOTTI**, directeur de recherche honoraire au CNRS,

survenu le 9 juin 2025, à Issy-les-Moulineaux, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Un hommage lui sera rendu le mercredi 18 juin, à 10 h 45, au funérarium des Batignolles, Paris 17<sup>e</sup>.

Mont-Saint-Aignan. Paris.

Le docteur et M<sup>me</sup> Jacques Hubert, ses parents,

Marie-Laure Hubert, Véronique et Edouard (†) Bidault, Pascale (†) et Christophe (†) Rossi, Vincent et Isabelle Hubert-Valcke, Jean-Nicolas (†) Hubert, ses sœurs, ses frères et sa belle-sœur, leurs enfants et petits-enfants, Ses neveux et nièces, Ses nombreux ami(e)s,

font part du décès, survenu le 6 juin 2025, à

**Isabelle HUBERT**, docteur en pharmacie, IRIS,

à l'âge soixante-trois ans.

La célébration religieuse aura lieu le mardi 17 juin, à 15 heures, en l'église de La Mailleraye-sur-Seine (Seine-Maritime).

Pompes funèbres Lamy, Duclair-Le Trait, Tél. : 02 35 75 93/22 93.

Bolbec. Saint-Étienne. Châteaubourg. Villeurbanne.

Daniel et Anne-Marie, Anne-Lise et Gilles, ses enfants et leurs conjoints, Lilou, Solveig, Gabriel, Benoit et Noëlie, ses petits-enfants

Ainsi que toute sa famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

**M. Jean-Claude LECLERC**, professeur de biologie à l'université Jean Monnet de Saint-Étienne,

survenu le 4 juin 2025, à Villeurbanne, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 16 juin, à 10 heures, au Temple réformé, situé au 21, rue Elisée Reclus, de Saint-Étienne.

ont la tristesse de faire part du décès de

**Gaetan MARINO**, survenu le 27 mai 2025, à Ath (Belgique), dans sa cinquante-deuxième année.

Gaetan repose au cimetière d'Antony.

Françoise Salmon-Ponticelli, son épouse, Laure Ponticelli, sa fille et son compagnon, Serge Raffray, Bertille, Guillemette, Bartolomé Bonnau, ses petits-enfants et leurs compagnons, Félix et Quentin, Gaston, son arrière-petit-fils, le père de ses petits-enfants, Christian Bonnau,

Ses frères et sœurs, Ses neveux et nièces, Ses petites-nièces et petits-neveux,

ont la douleur de faire part du décès de

**André PONTICELLI**, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

La cérémonie d'adieu aura lieu le mercredi 18 juin 2025, à 16 heures, au crématorium de Cormeilles-en-Parisis (Val-d'Oise).

Ni fleurs ni couronnes mais un don à l'hôpital d'Argenteuil.

Paris. Joinville (Haute-Marne).

Charline et Francine, sa fille et son épouse,

ont la douleur de faire part du décès de

**Yves RENAUD**,

survenu le 9 juin 2025, à Paris, à l'âge de soixante-neuf ans.

Amis, camarades et frères, vous êtes bienvenus aux obsèques qui auront lieu le mercredi 18 juin, à 13 h 30, en la salle de la Coupole, au cimetière du Père-Lachaise, Paris 20<sup>e</sup>.

On nous informe du décès de

**Michel SANDRAS**,

ancien professeur de lettres aux lycées techniques de Vierzon, de Cachan, à l'École normale d'instituteurs de Paris (IUFM), maître de conférences à l'UFR STD-LAC université Paris 7,

survenu le 11 juin 2025.

Les obsèques auront lieu le mardi 17 juin, à 12 heures, au crématorium et parc méémorial du Pays d'Artois, à Beaumesnil (Pas-de-Calais).

Mahdia (Tunisie). Cannes (France).

**S.E. M. Tahar SIOUD**,

ambassadeur à Abou Dhabi, La Haye, Copenhague, Luxembourg et Bruxelles, ancien ministre, chevalier de l'ordre de la République tunisienne, officier de l'ordre national du Mérite français, titulaire de nombreuses autres décorations étrangères, à l'âge soixante-trois ans.

s'est éteint le 22 avril 2025, à l'aube de ses quatre-vingt-huit ans.

Son absence laisse un grand vide dans le cœur de

Claude, son épouse, Yasmina, Sami, Sadri, ses enfants, Selim, Skander, Kenza et Daly, ses petits-enfants, Véronique, sa belle-fille.

Que ceux qui ont eu la chance de le connaître et de l'apprécier aient une pensée pour lui et se souviennent de ses qualités humaines et de son intégrité.

*Tu n'es plus là où tu étais, mais tu es partout là où nous sommes.*

Daniel Bourdon, son mari, Laure Bourdon Zarader, sa fille, Sa famille, Ses amis,

ont la tristesse d'annoncer la mort de

**Marlène ZARADER**,

professeur émérite de philosophie à l'université de Montpellier-III, membre honoraire de l'Institut universitaire de France,

le 6 juin 2025, à Montpellier.

Ses obsèques auront lieu le 16 juin, à 13 h 30, au complexe funéraire de Grammont, à Montpellier.

# David A. Bell Avec Donald Trump, le show est devenu dangereusement réel

Aux yeux de Donald Trump, toute personne qui s'oppose à lui devient illégitime à ses yeux, explique l'historien américain, ce qui crée une situation de grande dangerosité au sommet de la plus puissante démocratie de la planète

P our Donald Trump, tout n'a toujours été et ne sera jamais qu'une question d'image: il est un pur produit de la «société du spectacle». Et depuis toujours, les différentes images qu'il se construit de lui-même sont des fantaisies adolescentes. Mais, alors que Trump se prépare à la parade militaire grandiose, façon soviétique, qui se tiendra à Washington ce samedi 14 juin, jour de son anniversaire, il a pris au même moment la décision d'envoyer les marines et la garde nationale contre les manifestants à Los Angeles. Ces fantasmes sont plus dangereux que jamais. A ses débuts, le jeune Donald Trump a voulu donner de lui-même l'image d'un homme d'affaires génial qui transforme tout ce qu'il touche en or, capable de modifier à souhait la ligne d'horizon de New York, de redonner vie aux casinos en ruine d'Atlantic City et d'apposer son nom partout, sur tout, des steaks aux hôtels en passant par une université et une compagnie aérienne.

Dans le même temps, Trump voulait aussi apparaître comme un irrésistible play-boy, de ceux dont les magazines masculins de bas étage vantent les prouesses: un tombeur qui a couché avec une tripotée de mannequins. Un jour, Trump a même convaincu sa maîtresse de l'époque, l'actrice Marla Maples, de déclarer au *New York Post* qu'il était le «meilleur coup de sa vie», et le lendemain, à sa grande joie, le tabloid imprimeait ces mots en couverture. Mais Trump a longtemps rêvé, aussi, d'une autre image: celle de président des Etats-Unis d'Amérique – l'homme le plus puissant du monde. Sa vision de la fonction présidentielle était, là encore, caricaturale. Elle n'avait pas grand-chose à voir avec la Constitution, les mécani-

ques internes du gouvernement ou encore l'histoire américaine, des sujets dont il ignorait presque tout et qui ne l'intéressaient en rien. Pour lui, la présidence était avant tout une question de popularité et de pouvoir à l'état brut: il voulait être applaudi, de préférence comme un sauveur par un public en adoration, et être obéi, au doigt et à l'œil.

On ne peut sans doute pas parler de fascisme. En effet, Trump n'a jamais partagé le désir des chefs fascistes du XX<sup>e</sup> siècle d'exercer un contrôle total sur la société. Ce qu'il veut, c'est gagner les élections, être acclamé et imposer sa volonté. Les figures historiques auxquelles il ressemble le plus, elles aussi caricaturales, sont les dirigeants césariens du XIX<sup>e</sup> siècle, comme Napoléon III. Cet autocrate en puissance, un jour, écrivit: «La nature de la démocratie est de se personnaliser dans un homme.»

#### Asseoir sa domination

Il va sans dire que ces fantasmes de Trump mettent en péril l'ordre constitutionnel américain. Pourtant, pendant son premier mandat, il s'est souvent comporté à la Maison Blanche comme il l'avait fait dans l'émission de télé-réalité «The Apprentice» [2004-2015], laquelle avait redoré sa réputation d'homme d'affaires après une succession de faillites. Il a, du reste, passé une bonne partie de sa présidence à regarder avec obsession des émissions qui parlaient de lui sur des chaînes d'information du câble. Puis, avec les élections de 2020, le show est devenu dangereusement réel. Trump ne pouvait croire qu'il avait perdu ce qu'il considérait comme un concours de popularité, il a eu recours à des moyens d'une illégalité effarante pour tenter de rester au pouvoir. Lors de

ce second mandat, hélas, le spectacle ne lui suffit plus. L'humiliation profonde des élections de 2020 et de ses deux procédures de destitution, suivies d'une série d'inculpations au pénal et de deux tentatives d'assassinat ratées, ont empli Trump d'une rage profonde à l'encontre de ses adversaires politiques, et le sentiment qu'il ne pourrait donner l'image d'un leader fort qu'en écrasant totalement l'opposition.

Et cette fois-ci, son programme, toujours aussi caricatural, est plus substantiel. L'idée centrale? Asseoir sa domination: sur ses rivaux économiques étrangers, sur les universités, sur les plus grands cabinets d'avocats, sur les migrants les plus démunis et, plus que tout, sur le gouvernement fédéral. Aussi, des extrémistes politiques divers et variés, depuis des intégristes catholiques jusqu'à des populistes en passant par des techno-libertariens, sont montés à bord du train Trump, car ces objectifs sont aussi les leurs.

Depuis janvier, poussé par ces alliés, Trump transgresse allègrement les lois qui limitent son pouvoir. Le droit américain n'autorise pas l'exécutif à supprimer, en l'absence d'enquête officielle, des fonds de recherche accordés par le Congrès aux universités. Il n'autorise pas le président à fixer des droits de douane arbitrairement, sans l'accord du Congrès, ni à supprimer des agences indépendantes

créées par le Congrès. Il ne l'autorise pas non plus à envoyer des unités de la garde nationale et des marines maintenir l'ordre public dans des villes américaines, comme à Los Angeles.

Dans la plupart des cas, Trump tente de contourner la loi en déclarant l'*«état d'urgence nationale»* pour des motifs plus fallacieux les uns des autres – c'est exactement ce qu'il fait en ce début de juin en Californie, bien que les autorités locales s'opposent expressément à toute intervention fédérale. Jusqu'à présent, le pouvoir législatif, incarné par un Congrès républicain docile, se montre fort complaisant à l'égard de Trump. La seule opposition réelle émane du pouvoir judiciaire, qu'il accuse d'être illégitime – à ses yeux, toute personne qui s'oppose à lui est, ipso facto, illégitime.

#### Pouvoir des juges limité

Fidèle à lui-même, Trump fait tout pour imposer sa volonté à un public aussi large que possible – et, plus encore, pour être vu comme un homme qui sait imposer sa volonté. Ce week-end, lorsque les chars défileront devant sa tribune à Washington, il aura l'occasion rêvée de rouler des mécénas. L'événement sera éminemment théâtral, mais aussi scandaleux: contrairement au défilé militaire du 14-Juillet en France, il mettra principalement à l'honneur le président, et non la république ou le pays.

Dans le même temps, la répression simultanée des manifestations à Los Angeles pourrait donner à Trump une nouvelle occasion de se présenter comme le sauveur suprême du pays qu'il libère de hordes d'*«envahisseurs»* basés. Or le fait que les manifestants qui protestent contre les descentes de la police de l'immigration aient été jusqu'ici majoritairement mexicains – et portent souvent le drapeau de leur pays – joue malheureusement en faveur de Trump. Arrivons-nous à un tournant dans le second mandat de Trump? Le *«grand et beau»* projet de loi budgétaire, adopté en mai par la Chambre des représentants, légitime après coup les coupes budgétaires illégales imposées par Trump aux agences fédérales et aux universités. Il

limite par ailleurs le pouvoir des juges de condamner des responsables du gouvernement pour outrage à la cour, ce qui complique la tâche des tribunaux qui voudront tenter de le rappeler à l'ordre. Si le Sénat valide ces dispositions dans la loi finale, loi que les dirigeants républicains espèrent ratifier d'ici au 4 juillet, la voie sera encore plus large pour l'arrivée graduée du césarisme trumpien.

Par ailleurs, si les manifestations se poursuivent en Californie, et que Trump confirme sa volonté d'y mettre fin par la force militaire, il créera un précédent extrêmement dangereux. Pourra-t-il ensuite faire appel à l'armée pour arrêter ses opposants en grand nombre, imposer la loi martiale, interférer dans les élections de mi-mandat de 2026? Ces scénarios semblent improbables, certes, mais Trump s'est joint aux voix qui appellent à arrêter le gouverneur de Californie, le démocrate Gavin Newsom.

Et à propos d'éventuelles protestations contre la parade militaire à Washington, il a déclaré le 10 juin: «Si jamais il y a des manifestants qui ont envie de venir, ils seront accueillis par une très grande force.» Longtemps, ses réactions aux troubles du monde et des Etats-Unis sont restées essentiellement théâtrales. Mais depuis quelques jours, à Los Angeles, Trump menace d'envoyer les forces fédérales contre les manifestants. Aujourd'hui, aux Etats-Unis, la situation est instable. Et, comme les Français l'ont appris à leurs dépens de Louis-Napoléon Bonaparte le 2 décembre 1851, lorsqu'on résiste à un président autoritaire, on risque de le pousser dans des directions aussi inattendues que funestes. ■

Traduit de l'anglais par Valentine Morizot

**David A. Bell** est un historien américain, auteur du *Culte des chefs. Charisme et pouvoir à l'âge des révolutions*, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Pierre-Emmanuel Dauzat et Aude de Saint-Loup (Fayard, 2022)

**DES EXTRÉMISTES POLITIQUES DIVERS, DES INTÉGRISTES CATHOLIQUES EN PASSANT PAR DES POPULISTES, SONT MONTÉS À BORD DU TRAIN TRUMP**

## Bruno Retailleau téléguidé des textes ultraconservateurs par le biais de la majorité sénatoriale

Alors que le gouvernement est aux abonnés absents sur les projets de loi, un collectif de sénateurs socialistes regrette que s'y substituent des propositions de loi de la droite sénatoriale. Ils y voient une «atteinte à la séparation des pouvoirs»

Selon les termes de l'article 20 de la Constitution, «le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation». Il semble que cette disposition concerne de moins en moins le gouvernement hétéroclite de François Bayrou.

Depuis son installation, un curieux retourneur s'opère. On attend normalement d'un gouvernement qu'il imprime sa marque et sa politique en déposant des projets de loi. Mais ces textes sont devenus une espèce en voie de disparition. Depuis décembre 2024, les seuls projets de loi de ce gouvernement concernant le budget, la situation à Mayotte et un texte technique créant «un établissement public du commerce et de l'industrie de Corse». Il est vrai que la configuration politique à l'Assemblée nationale n'invite pas le gouvernement à faire preuve de témérité.

C'est dans ce contexte atypique que prolifèrent au Sénat les pro-

positions de loi de la majorité sénatoriale, souvent téléguidées par Bruno Retailleau. Ce dernier, depuis désormais par son élection à la tête du parti Les Républicains (LR), profite de la faiblesse du premier ministre. Le ministre de l'intérieur essaie de fixer la ligne politique et stratégique d'une droite ultraconservatrice. Il est secondé dans ses efforts par le groupe LR du Sénat, entièrement dévoué, appuyé par un groupe centriste qui le suit quasiment toujours sans broncher.

#### Détournement de la procédure

Des parlementaires ne sauraient dénoncer l'une de leurs libertés essentielles, à savoir l'initiative de la loi. Mais il s'agit ici de dénoncer une atteinte à la séparation des pouvoirs, quand les propositions sont en réalité de «fausses» propositions de loi, qui cherchent à contourner la difficulté politique dans laquelle se trouve le gouvernement et

permettent à un ministre, via la majorité sénatoriale, de mettre sous tension certes le gouvernement, mais plus largement notre Etat de droit, en proposant des mesures visant à l'affaiblir.

Ces propositions de loi, dites «PPL», sont une aubaine pour le gouvernement. En effet, elles ne

nécessitent pas d'étude d'impact, ni d'avis du Conseil d'Etat, contrairement aux projets de loi. C'est un gain de temps, mais aussi et surtout la possibilité de proposer des mesures contraires à la Constitution. Il en résulte une dégradation certaine de la qualité légistique des textes qui sont examinés et votés. D'autant plus que les interprétations douces du droit constitutionnel, le non-respect des conventions européennes ou internationales, l'absence d'évaluation sérieuse du coût budgétaire des mesures proposées, ne sont pas les dommages collatéraux d'un processus législatif bâclé: elles en sont l'objectif assumé.

Cette méthode fait des émules à l'Assemblée nationale. Dernièrement, avec la proposition de loi Duplomb, les droites qui composent le gouvernement ont atteint un nouveau sommet dans le détournement de la procédure législative. Ce texte

«visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur», est une régression spectaculaire pour l'agriculture, l'environnement et la santé publique. Il ne résoudra en rien les problèmes de pouvoir d'achat, de conditions de travail ou de retraite des agriculteurs.

Les groupes du «société commun», craignant que le débat mette trop en lumière les faiblesses et contradictions du texte, ont voté une motion de rejet de cette proposition qu'ils soutiennent. Pourquoi? Pour que le texte arrivant en discussion lors de la commission mixte paritaire soit celui du Sénat. La composition de cette commission permet de garantir que le texte final sera bien dicté par ceux qui, aujourd'hui, imposent leur ligne politique au gouvernement: les troupes LR de Bruno Retailleau.

Face à cela, François Bayrou laisse faire, et les réunions interministrielles censées arbitrer la

position du gouvernement sur les textes de loi semblent avoir tout bonnement disparu. Voilà comment le chef du parti arrivé dernier aux élections législatives de 2024 tire, grâce à la majorité sénatoriale, les ficelles de la politique gouvernementale à droite toute, contre toute logique institutionnelle. ■

**IL EN RÉSULTE UNE DÉGRADATION CERTAINE DE LA QUALITÉ LÉGISTIQUE DES TEXTES QUI SONT EXAMINÉS ET VOTÉS**

**Signataires:** Jérôme Durain, sénateur de la Saône-et-Loire; Laurence Harréby, sénatrice de la Gironde; Eric Kerrouche, sénateur des Landes, coauteur de la tribune; Audrey Linkenheld, sénatrice du Nord; Corinne Narassiguin, sénatrice de la Seine-Saint-Denis, coauteur de la tribune; Pierre-Alain Roiron, sénateur de l'Indre-et-Loire

# Arnaud Florentin et Elisabeth Laville

## L'océan reste le grand absent des stratégies d'entreprise

Les entreprises n'ont pas conscience de leur impact sur l'océan Alors que 40 % des emplois en France en dépendent, expliquent le directeur associé et la fondatrice d'Utopies, un cabinet de conseil en développement territorial

### MÉTHODOLOGIE

Pour évaluer les interactions entre un secteur d'activité et l'océan, l'économiste Arnaud Florentin, l'ingénierie Eléonore Nazarenko, l'analyste Anne-Sophie Thiery et l'ingénieur Pierre Viard, d'Utopies, ont mesuré son degré de dépendance et son incidence sur le milieu marin.

La dépendance directe passe par cinq dimensions: physique (usage de ressources halieutiques ou marines...), logistique (fret maritime, infrastructures portuaires...), écosystémique (régulation climatique, qualité de l'eau...), touristique (fréquentation balnéaire...) et territoriale (effets de cluster, attractivité littorale...). Leur combinaison a permis d'estimer, pour chaque secteur, la part des emplois entretenant un lien direct avec l'océan.

La dépendance indirecte concerne les activités en amont (chaîne de fournisseurs) et en aval (chaîne d'usagers).

Le modèle macroéconomique Local Footprint, qui modélise les chaînes de valeur dans 97 départements et 380 secteurs, a été utilisé.

Quant aux impacts, leur évaluation repose sur un double dispositif. D'une part, un ensemble de sources sectorielles spécialisées - telles que l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), les ministères de l'agriculture et de la transition écologique, le Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique (Citepa), Agreste, la douane, la Fondation Heinrich Böll ou encore la Plate-forme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) - fournit des données variées (pêche, usage des pesticides, transport maritime, émissions de polluants, pollution plastique, etc.), et permet ainsi de relier les principales pressions exercées sur les milieux marins et les secteurs responsables de ces impacts.

D'autre part, le modèle Local Footprint permet, en partant de ces pressions, de remonter jusqu'aux secteurs utilisateurs finaux, en identifiant les responsabilités selon les usages effectifs de biens et de services. L'analyse porte exclusivement sur les entreprises françaises: la consommation des ménages, des administrations publiques, ainsi que les exportations sont exclues du périmètre.

**A** lors que se termine, à Nice, la Conférence des Nations unies sur l'océan, le constat de la dégradation des écosystèmes marins fait désormais consensus: acidification, pollution plastique, réchauffement, surpêche... L'océan et sa biodiversité, longtemps vus comme des ressources inépuisables, sont mis à rude épreuve par les activités humaines. Mais, si ce sujet s'impose peu à peu dans les débats internationaux, il reste un angle mort pour les entreprises - qui le perçoivent encore trop souvent comme secondaire, ou réservé à quelques secteurs.

Dans l'imaginaire collectif, seules les entreprises qui exploitent les ressources marines ou qui sont implantées en zones littorales seraient concernées. Or 80 % des déchets marins sont issus d'activités terrestres, avant d'être véhiculés par les cours d'eau. Au nombre des contributeurs invisibles on trouve l'agroalimentaire, par le biais des effluents azotés qui contribuent à l'asphyxie des écosystèmes côtiers, mais aussi par les emballages plastiques qui s'accumulent sur les plages et en mer pour y former un septième continent (grand comme six fois la France): le textile, par le biais des teintures chimiques et les microfibres; la pharmacie, par les résidus médicamenteux qui saturent les rivières; les métropoles, par leurs réseaux d'eaux pluviales saturés de polluants... Ces impacts indirects sont peu pris en compte (un contre-exemple: la labellisation de Surfrider pour les restaurants, qui inclut le refus des espèces de poisson menacées mais aussi celui du plastique à usage unique).

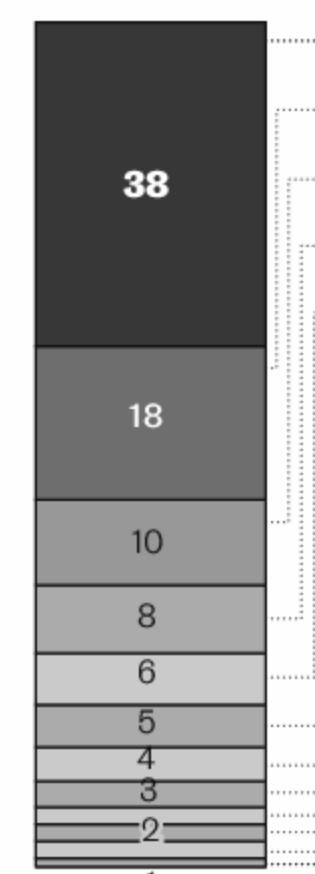
#### Surpêche et pesticides

La plupart du temps, l'océan reste un « sous-sujet » de la stratégie biodiversité, elle-même encore balbutiante dans les stratégies RSE (responsabilité sociétale des entreprises) qui n'ont plus le vent en poupe.

En réalité, la mer commence ici - dans les champs, les montagnes et les rues de nos villes, même non côtières. Et, si la vie est née dans l'océan, ce dernier est aussi essentiel à la vie économique. Il吸orbe un tiers du CO<sub>2</sub> émis par nos activités, il produit plus de la moitié de l'oxygène que nous respirons, il régule le climat, il nourrit 3 milliards d'humains et soutient des secteurs entiers - du transport au tourisme en passant par l'énergie ou l'agroalimentaire. L'océan est aussi au cœur d'innovations décisives: protéines

### Niveau d'impact sur l'océan

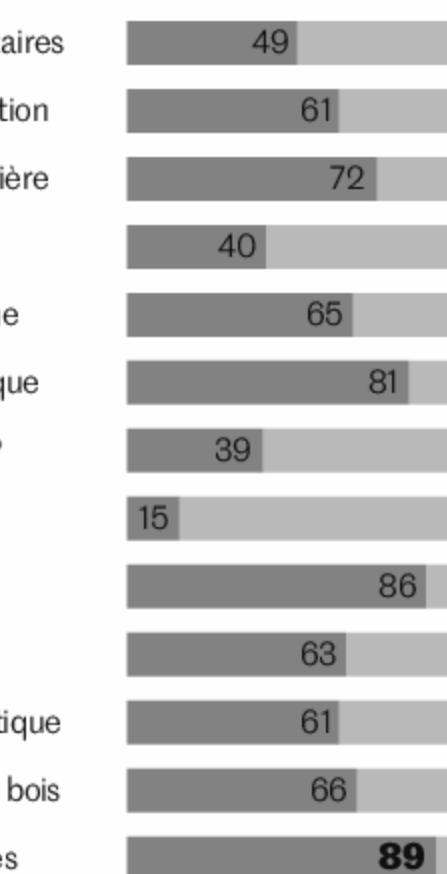
Répartition de la dégradation de la biodiversité marine attribuable aux usages du secteur d'activité, en % du total



Source : Etude Utopies « L'Océan, angle mort des stratégies d'entreprise », à paraître

### Niveau de dépendance à l'océan

Part des emplois du secteur qui dépendent directement ou indirectement de l'océan, en %



### LA PLUPART DU TEMPS, L'OcéAN DEMEURE UN « SOUS-SUJET » DE LA STRATÉGIE BIODIVERSITÉ DES ENTREPRISES, ENCORE BALBUTIANT

alternatives marines, biomatériau, algues pour la décarbonation agricole, solutions fondées sur la nature pour l'adaptation côtière... Mais le constat est sévère, selon l'ex-secrétaire d'Etat à la transition écologique et solidaire Brune Poirson : « L'humanité est frappée d'une amnésie mortifère: nous venons de l'océan, mais nous l'avons oublié. » Ce qui explique, sans doute, qu'il reste le grand absent des stratégies d'entreprise.

Pourtant, selon notre estimation, 40 % des emplois en France présentent une

dépendance économique à l'océan, directe ou indirecte, qui structure une part importante des chaînes de valeur, à l'échelle nationale comme locale.

D'abord, 14,4 % des emplois (soit 3,9 millions) sont directement dépendants de l'océan, ceux qui ont un lien concret avec les ressources, les milieux ou les infrastructures maritimes. Parmi les secteurs concernés, le commerce arrive en tête (4,25 million d'emplois), suivi par la fabrication de matériel de transport (380 000), le BTP, l'hôtellerie-restauration, l'agroalimentaire, la métallurgie, les services auto, les machines et équipements professionnels et l'agriculture-pêche.

Côté géographie, les départements les plus dépendants sont la Corse-du-Sud, les Alpes-Maritimes et la Haute-Corse. Le Grand Paris compte à lui seul plus de 350 000 emplois directement liés à l'océan - il s'agit d'ailleurs du premier bassin d'emploi pour la dépendance physique et, de loin, pour la dépendance logistique.

A cela s'ajoute une dépendance indirecte, liée aux entreprises travaillant avec celles qui sont directement connectées à l'océan. Cela représente environ 34 millions d'emplois, soit 12,8 % du total.

Il s'agit d'entreprises qui interviennent en amont ou en aval : maintenance, logistique, conseil, services industriels, approvisionnement ou ingénierie. En amont, la dépendance est particulièrement forte dans des secteurs comme les services aux entreprises, la logistique, le commerce de gros ou le BTP. Là aussi, c'est la zone du Grand Paris qui compte le plus d'emplois liés à ces chaînes de valeur maritimes, avec plus de 880 000 emplois concernés. En proportion de l'emploi local, il s'agit de territoires sans accès à la mer, comme le Vaucluse, l'Essonne ou les Deux-Sèvres, qui apparaissent comme les plus exposés à cette dépendance, ce qui montre à quel point l'économie maritime irrigue aussi l'intérieur du pays.

En aval, la dépendance indirecte à l'océan concerne environ 3,5 millions d'emplois (13,2 % du total). Elle touche toutes les entreprises qui utilisent, transforment ou intègrent dans leurs processus des produits, services ou effets générés par des activités directement dépendantes de l'océan. De nom-

breux secteurs du tissu productif français sont concernés: énergie, information et communication, agroalimentaire, métallurgie, restauration...

Nombre de ces secteurs n'ont pas conscience de leur dépendance, mais ils ignorent aussi, souvent, qu'ils contribuent également à dégrader ces milieux marins dont ils dépendent.

La surpêche, le raclage des fonds marins, l'usage de pesticides et d'engrais, le transport maritime international, les émissions de CO<sub>2</sub> et la pollution plastique sont les principales pressions exercées par les activités humaines sur les océans. La pêche et l'agriculture représentent à elles seules 60 % du total, contre 23 % pour l'industrie, 7 % pour les transports et 10 % pour les autres secteurs.

En retracant les chaînes d'usage de ces pressions - c'est-à-dire en partant des impacts et en remontant jusqu'aux utilisateurs finaux -, il est possible d'identifier la part de responsabilité de chaque secteur dans la dégradation des écosystèmes marins. Cette lecture systématique permet d'attribuer à chaque filière une quote-part des effets sur la biodiversité marine.

### Soutenir des filières durables

Les industries agroalimentaires et le secteur de l'hôtellerie-restauration en sont responsables à hauteur de 56 % (respectivement 38 % et 18 %), non seulement en raison de leur consommation de ressources halieutiques et agricoles, mais aussi à travers leurs usages indirects de produits agricoles intensifs, d'intrants chimiques et de plastiques, qui contribuent fortement à la pression sur le milieu marin.

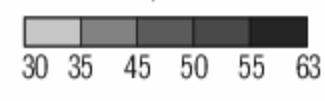
Autre constat marquant: près de 55 % des impacts sont associés à des territoires dépourvus de littoral, ce qui témoigne d'une déconnexion spatiale majeure entre les zones touchées et les lieux d'origine des activités responsables. La part de l'Ile-de-France s'élève à 15 %, illustrant la portée systématique des modèles économiques urbains et intérieurs sur les écosystèmes marins.

De très nombreux secteurs de notre économie altèrent l'océan autant qu'ils en dépendent - de sorte que ce qui s'est discuté cette semaine à Nice les concerne doublement. Face aux menaces pesant sur les écosystèmes marins, il est urgent de bâtir de véritables stratégies océan dans les entreprises, au cœur de leur modèle économique.

Cette approche implique de revisiter l'ensemble des fonctions de l'entreprise, d'amont en aval, en commençant par l'écoconception, pour soutenir des filières durables et réduire la pression sur la vie aquatique. Certaines entreprises montrent l'exemple. Biotherm s'est engagée à supprimer les microbilles des soins à rincer, vise 100 % de plastique recyclé dans ses emballages en 2030 et, depuis 2019, fait évoluer ses formules solaires pour minimiser leur incidence sur la biodiversité aquatique, tandis que Patagonia ou Ecover modifient la composition de leurs produits textiles et détergents pour anticiper le rejet de microplastiques ou le lessivage de produits chimiques.

Les pratiques d'approvisionnement sont également modifiées pour éviter la surexploitation des ressources marines et les préserver: le restaurant triplement étoilé espagnol Aponiente valorise ainsi dans ses recettes les poissons oubliés, les algues, le plancton ou l'eau de mer, tandis qu'en Islande le Iceland Ocean Cluster, basé à Reykjavik, déve-

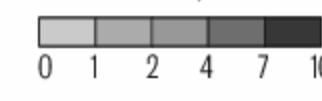
### Dépendance des départements à l'océan, en %



Paris et sa petite couronne\*

Guadeloupe  
Martinique  
Guyane  
La Réunion

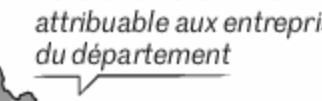
### Impact des départements sur l'océan, en %



Paris et sa petite couronne\*

Guadeloupe  
Martinique  
Guyane  
La Réunion

### Part de la dégradation de la biodiversité marine attribuable aux entreprises du département



Paris et sa petite couronne\*

Guadeloupe  
Martinique  
Guyane  
La Réunion

loppe des start-up spécialisées dans la transformation et la valorisation des co-produits de la pêche (peau, coquilles, arêtes, têtes, etc.) pour des usages autres qu'alimentaires : textile, médecine, cosmétique... Ces entreprises innovantes réussissent à valoriser 76 % du poisson, contre 54 % en moyenne dans la pêche européenne, et en tirent un revenu moyen de 80 euros par kilo, contre 14 euros en moyenne en Europe.

#### Logistique, innovation, circularité

Sans surprise, les stratégies océan intègrent aussi un volet logistique : il s'agit de prendre en considération le poids du transport maritime international et de soutenir l'essor de la voile. Ainsi, l'entreprise bretonne Grain de Sail développe, depuis 2012, la voile cargo pour l'importation transatlantique de ses cafés et chocolats (ses bateaux exportent aussi des vins bio français vers les Etats-Unis pour ne jamais voyager à vide) ; le transporteur français de marchandises à la voile TransOceanic Wind Transport a transporté plus de 2 millions de produits depuis treize ans ; l'entreprise Sailcoop a rouvert deux lignes régulières de transport pour rejoindre la Corse en voilier plutôt qu'en ferry ou en avion (2 000 passagers en 2024)... Les acteurs plus classiques, tel le transporteur Corsica Linea, adhèrent à la convention des entreprises pour le climat, mettent désormais aussi les bouchées doubles sur la décarbonation, un impératif du secteur.

Naturellement, les stratégies océan s'intéressent aussi beaucoup à l'innovation. Des entreprises explorent les solutions inspirées du vivant marin (biomimétisme, algues, protéines marines) et accélèrent la transition vers une économie bleue plus durable. Ainsi Crédit mutuel Arkéa cible, par le biais de sa filière



## IL Y A UNE DÉCONNEXION SPATIALE MAJEURE ENTRE LES ZONES TOUCHÉES ET LES LIEUX D'ORIGINE DES ACTIVITÉS RESPONSABLES

maritime, huit secteurs-clés, dont la pêche, le nautisme, la construction navale, le fret, la défense et l'énergie.

La circularité, qui consiste à réutiliser en permanence les matériaux et les ressources dans le but de réduire les déchets dans le monde, figure en bonne place dans les stratégies océan, notamment pour valoriser les coproduits de la mer – comme le font des entreprises innovantes hexagonales telles Ostrea (créatrice de simili-marbre à base de coquilles de coquillages), Alegina (créatrice d'un pavé perméable en coquille d'huître destiné aux espaces publics, en alternative aux revêtements issus de la pétrochimie) ou Ictyos (une tannerie française qui transforme des peaux de poisson issues de l'agroalimentaire en des cuirs marins de très haute facture).

Et pour aller au bout d'une approche à 360 degrés, ces stratégies incorporent enfin les sujets d'investissement, en intégrant les risques de dégradation marine dans les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance de la fi-

nance (voir l'initiative Ocean Risk and Resilience Action Alliance), mais aussi le mécénat ou la compensation, en finançant des projets de restauration des écosystèmes côtiers (voir le fonds Livelihoods, créé par Danone en 2008 et indépendant depuis 2011, qui investit, notamment, dans les zones humides et la restauration de mangroves)...

Sans oublier le narratif des marques, qui valorisent l'attachement au vivant océanique au-delà du marketing opportuniste : ainsi les produits de la marque de mode brésilienne Osklen utilisent-ils la peau du pirarucu (un poisson géant de l'Amazonie pêché pour sa chair délicate) tannée avec des produits végétaux pour remplacer le cuir ; et le projet Net-Works d'Interface rachète aux pêcheurs pauvres des Philippines leurs filets usagés, d'ordinaire abandonnés au fond des océans avec un impact environnemental désastreux, pour en faire un fil de nylon recyclé que l'entreprise utilise pour fabriquer ses dalles de moquette...

Ces exemples illustrent l'ampleur du travail à mener sur l'océan par toutes les entreprises de tous les secteurs. La Conférence des Nations unies à Nice pourrait marquer un tournant. Encore faut-il que les entreprises s'inscrivent dans cette dynamique et montrent qu'elles sont prêtes. L'océan n'est pas un décor : c'est le partenaire silencieux de nos économies. Il est temps de l'écouter. ■

**Arnaud Florentin** est économiste, directeur associé du cabinet de conseil en développement territorial Utopies ; **Elisabeth Laville** est fondateuse d'Utopies

# Axel van Trotsenburg Nous devons repenser le financement de la santé des océans

Alors que les capitaux privés ne représentent même pas 1 % du total des financements liés aux océans, la finance bleue a un rôle central à jouer, estime le directeur général senior de la Banque mondiale

**D**es routes commerciales mondiales au tourisme côtier, en passant par la pêche, les océans nourrissent et font vivre plus de 3 milliards de personnes, dont les plus vulnérables. Pourtant, cette ressource commune inestimable est aujourd'hui menacée. La pollution, la surpêche, la hausse des températures et la perte de biodiversité érodent la capacité des océans à soutenir les économies et les populations locales. Les pays en développement qui en dépendent pour leur alimentation et leurs moyens de subsistance sont aujourd'hui confrontés à des risques croissants. Et alors que les menaces s'aggravent, les financements consacrés à la protection des océans restent largement insuffisants au regard des besoins. Cela doit changer.

Nous devons intensifier nos efforts et repenser le financement de la santé des océans. L'un des leviers les plus puissants est la « finance bleue », c'est-à-dire l'ensemble des investissements qui favorisent l'utilisation durable et la protection des écosystèmes marins. Avec des politiques et des partenariats appropriés, la finance bleue peut créer des emplois, protéger les communautés vulnérables et stimuler une croissance inclusive.

Le secteur privé a un rôle central à jouer. Les solutions fondées sur la nature, comme la restaura-

tion des mangroves, des marais littoraux et des herbiers marins, offrent des possibilités d'investissement à fort impact et à faible coût, tout en apportant des bénéfices mesurables pour le stockage du carbone et la réduction des risques de catastrophe. La pêche et l'aquaculture durables sont également essentielles pour la nutrition et l'emploi. En 2021, les aliments d'origine aquatique (poisson et algues) ont assuré au moins 20 % de l'apport en protéines de 3,2 milliards de personnes. Et cette demande devrait doubler d'ici à 2050.

#### Echange « dette-nature »

Le développement de ce secteur est à la fois une nécessité et une opportunité. La finance bleue porte déjà ses fruits. Les Seychelles ont émis la première obligation bleue souveraine au monde en 2018, levant 15 millions de dollars [13 millions d'euros] pour financer la conservation marine et à la pêche durable. Ce financement s'est accompagné d'un échange « dette-nature » qui a permis de classer 30 % des eaux territoriales du pays en aires marines protégées.

Dans les îles du Pacifique, des réformes politiques soutenues par le Groupe de la Banque mondiale ont conduit à une hausse considérable des recettes tirées des permis de pêche, de 70 millions de dollars en 2009 à

495 millions en 2021. Ce qui a permis au secteur privé d'investir et de tripler les activités de transformation et les exportations de thon, avec à la clé la création de 25 000 emplois. Avec des partenariats public-privé et des instruments adaptés, la finance bleue peut accélérer son essor.

Or, selon une étude récente du Groupe de la Banque mondiale, les capitaux privés ne représentent même pas 1 % du total des financements liés aux océans. Les coûts de transaction élevés, le manque de clarté des réglementations et la faiblesse des structures du marché freinent encore les progrès. Comment inverser la tendance ?

Les pays doivent renforcer les marchés et les écosystèmes financiers en réduisant les coûts de transaction et en améliorant les systèmes de données et de vérification, de manière à attirer les investissements privés.

La finance bleue doit être intégrée dans les politiques nationales afin d'aligner les investissements dans les océans sur les priorités de chaque pays et de faciliter de nouvelles sources de financement.

Les politiques réglementaires et les cadres de gestion des risques doivent être harmonisés pour permettre la participation du secteur privé. Les communautés locales doivent être impliquées dans la conception et à la mise en œuvre de solutions qui répondent à la fois aux besoins locaux et aux objectifs nationaux.

Investir dans les océans n'est pas un luxe. C'est le fondement d'un développement durable et un atout pour l'économie, l'environnement, la planète et les populations. C'est pourquoi le Groupe de la Banque mondiale renforce son soutien en faveur d'une exploita-

tion durable des ressources marines et côtières, fort de la conviction que la santé des océans contribue à la croissance, à la sécurité alimentaire et à la création d'emplois. Cet engagement s'inscrit dans une approche de l'économie bleue qui vise à stimuler une croissance durable tout en restaurant et en préservant la santé des écosystèmes océaniques.

#### Portefeuille quasi doublé

Le portefeuille de la Banque mondiale consacré à l'économie bleue a quasiment doublé entre les exercices 2020 et 2024, passant de 5,9 milliards à 10,5 milliards de dollars. Du côté du secteur privé, les investissements de la Société financière internationale (IFC) ont soutenu près de 2 milliards de dollars d'obligations et de prêts bleus sur l'ensemble des régions du monde. Une dynamique renforcée par le lancement en 2022 des Lignes directrices d'IFC pour la finance bleue, qui sont désormais largement adoptées par les marchés et dans les taxonomies nationales.

La finance bleue ne concerne pas seulement les océans, c'est un enjeu vital pour les populations. Pour que les communautés côtières puissent prospérer, que les petites îles résistent aux tempêtes, et que la biodiversité soit préservée pour les générations à venir. Nous devons donc la développer, car il n'y a pas de planète vivable sans des océans en bonne santé. ■

**Axel van Trotsenburg** est directeur général senior de la Banque mondiale



## LA CHRONIQUE DE THOMAS PIKETTY

# Ultrariches : le Sénat à côté de l'histoire

**E**n s'opposant à l'impôt plancher de 2 % sur le patrimoine des 1 800 Français détenant plus de 100 millions d'euros adopté par l'Assemblée nationale, le Sénat vient de montrer à quel point il était déconnecté des enjeux de notre époque. Ce n'est pas nouveau : entre 1896 et 1914, il avait déjà bloqué l'impôt sur le revenu, avec des arguments aussi fallacieux qu'aujourd'hui. Mais rassurons-nous : les besoins de financement liés aux défis sociaux et climatiques et à la dette publique sont tellement considérables que ces blocages ne résisteront pas longtemps face aux réalités économiques, politiques et environnementales, qui imposeront très vite des mesures de redistribution autrement plus radicales.

Reprendrons les arguments du Sénat et des macronistes. Un impôt confiscatoire ? L'idée n'a pas beaucoup de sens. D'après le magazine *Challenges*, qui n'est pas un repaire de gauchistes, les 500 plus grandes fortunes sont passées de 200 milliards d'euros à 1 200 milliards entre 2010 et 2025, soit une progression de 500 %. Avec une taxe de 2 % par an, il faudrait un siècle pour les faire revenir à leur niveau de 2010, à supposer qu'elles ne gagnent aucun revenu dans l'intervalle. Ce qui n'a pas beaucoup de sens vu qu'elles se sont enrichies de 7 % à 8 % par an au cours des quinze dernières années.

L'exil fiscal ? La loi adoptée par l'Assemblée prévoit un premier mécanisme pour y faire face : les milliardaires continuent d'être soumis à l'impôt plancher cinq ans après leur départ, ce qui limite l'intérêt de l'exil. Il faut aller plus loin : à partir du moment où l'on a bâti sa fortune en s'appuyant sur les infrastructures du pays, son système éducatif et sanitaire, il n'y a aucune raison que l'on échappe aussi vite aux charges communes permettant de financer le système en question. On pourrait décider, par exemple, d'appliquer l'impôt en fonction du nombre d'années passées en France. Un contribuable résidant depuis un an en Suisse après cinquante années en France continuera de payer 50/51 % de l'impôt dû par un résident français. Ceux qui refuseraient de payer se mettraient hors la loi et encourraient les sanctions correspondantes (saisie de biens, interpellation à l'aéroport), comme tout un chacun.

#### Injustice criante

Le risque de voir nos champions nationaux rachetés par des étrangers ? L'argument ne tient pas plus. La France regorge d'épargne. Si certains milliardaires ne peuvent payer cash l'impôt de 2 %, alors ils peuvent parfaitement l'acquitter en titres, que l'Etat revendra à sa guise, par exemple au bénéfice des salariés intéressés. Ce serait l'occasion d'étendre aux salariés français les droits de vote appliqués en Allemagne ou en Suède depuis l'après-guerre (entre un tiers et la moitié des sièges aux conseils d'administration, indépendamment de toute participation au capital), ce qui a donné d'excellents résultats dans ces deux pays (les plus productifs du monde par heure travaillée). La richesse est collective : elle dépend de l'implication de milliers de salariés et non pas de quelques génies individuels.

L'impôt plancher serait inconstitutionnel ? Cet argument juridique se retourne sur lui-même. En réalité, c'est le fait que les plus riches échappent à l'impôt de droit commun qui mine le principe constitutionnel d'égalité face aux charges publiques et qui aurait dû être retoqué depuis longtemps. Pour finir, comme tous les grands débats fiscaux depuis 1789, il s'agit d'abord d'un débat politique et démocratique. Il faut l'aborder avec des arguments solides, et non pas en se dissimulant derrière de pseudos arguments juridiques visant simplement à perpétuer une injustice criante.

Ce qui frappe parmi les opposants à l'impôt plancher, c'est leur absence totale de perspective historique. Les besoins de financement liés à la décarbonation sont gigantesques, tout comme ceux du système de santé et de formation, le tout avec la dette publique que l'on connaît. Il est illusoire d'imaginer que les classes populaires et moyennes vont tranquillement accepter des impôts supplémentaires ou des coupes dans les dépenses publiques. Tant que les plus riches paieront des impôts dérisoires par rapport à leur richesse, personne n'acceptera le moindre sacrifice. De même que dans les décennies précédant 1789, la fuite en avant vers la dette publique continuera tant que les gouvernants refuseront la révolution fiscale qui s'impose.

L'histoire nous apprend aussi que l'on ne sort pas d'une dette de cette ampleur avec des mesures ordinaires. Sous la Révolution, l'abolition des priviléges fiscaux de la noblesse (l'équivalent de l'impôt plancher de 2 %) fut suivie d'une mesure plus radicale : l'appropriation publique et la mise aux enchères des biens de l'Eglise, dont la valeur avoisinait une année de revenu national, à peu près autant que la dette publique de l'époque. Les milliardaires de 2025 sont l'équivalent des biens ecclésiastiques de 1789 : leur fortune devra être mise à contribution pour la redistribuer aux salariés et réduire la dette. L'enrichissement de 1 000 milliards dont les 500 plus grandes fortunes ont bénéficié depuis 2010 devra être imposé à 30 %, 40 %, 50 % ou davantage, comme les contribuables ordinaires. A terme, ce sont les multimilliardaires et non seulement les centimilliardaires qui devront être sollicités. C'est ce qui a été fait dans l'Allemagne de l'après-guerre avec le système de *Lastenausgleich* (« partage du fardeau »), qui rapporta l'équivalent de 60 % du produit intérieur brut allemand de 1952. C'est la seule façon de réduire une dette publique de cette ampleur sans inflation et sans sacrifier les investissements d'avenir.

En 1914, le Sénat finit par accepter l'impôt sur le revenu du bout des lèvres, avec un taux marginal de seulement 2 % pour les plus hauts revenus. Ironie de l'histoire, c'est le Bloc national – l'une des Chambres les plus à droite de l'histoire de la République – qui va porter ce taux à 60 % en 1920, puis à 75 % en 1923, sous la pression de la gauche et des syndicats. Si les sénateurs ouvraient un peu plus souvent les livres d'histoire, ils n'en seraient que plus sages. ■



**PLANÈTE** | CHRONIQUE  
PAR STÉPHANE FOUCART

## Un «fascisme de la fin des temps»

Il ne faut pas craindre d'appeler un chat un chat, ni un fasciste un fasciste. L'armée dans les rues de Los Angeles, le sénateur démocrate Alex Padilla brutalisé et menotté, jeudi 12 juin, par des agents fédéraux, pour avoir interpellé un membre de l'administration Trump : ces jours-ci, l'actualité fait avancer le débat sur la manière la plus juste de qualifier le 47<sup>e</sup> président des Etats-Unis et son entourage.

Mais la vraie question, en réalité, est plutôt de saisir l'idéologie sous-jacente, au service de laquelle se déploie l'extrême droite américaine. S'agit-il plutôt d'un nationalisme teinté de fondamentalisme religieux ? D'un supracisme ethnique ? D'un techno-féodalisme ? D'une idéologie libertarienne vouée au remplacement de l'Etat par le seul marché ?

On a déjà dit, ce qui réunit toutes ces composantes, parfois antagonistes, de la contre-révolution trumpienne est un anti-environnementalisme viscéral, fondé sur la négation des effets des activités économiques sur le climat et le vivant. Dans un texte publié en avril par le *Guardian*, Naomi Klein et Astra Taylor proposent d'aller plus loin.

Les deux essayistes parlent d'un «fascisme de la fin des temps», une sorte d'eschatologie qui prospère sur l'idée que, sous l'effet de la dérive climatique, de l'effondrement des écosystèmes et des troubles qui ne manqueront pas d'en résulter, la fin du monde tel que nous le connaissons est inéluctable. Si inéluctable qu'il est vain de tenter d'éviter cette issue : il faut s'y préparer et en hâter la survie. Pour –enfin!– passer à autre chose.

### «Survivalisme monstrueux»

«Le fascisme de la fin des temps est un fatalisme sombre et festif, écrit les deux autrices, l'ultime refuge de ceux qui trouvent plus facile de célébrer la destruction du monde plutôt que d'imaginer vivre privés de leur suprématie.» L'extrême droite américaine est imprégnée d'un millénarisme apocalyptique, nourri par la crise environnementale et trahi par un sécessionnisme radical, exposent Naomi Klein et Astra Taylor. Les projets de cités-Etats pour milliardaires, ou la multiplication des immenses bunkers de luxe ultra-sécurisés (un business en plein essor, selon le *Wall Street Journal*), conçus pour permettre à leurs occupants de continuer à vivre confortablement dans un monde en proie au chaos, en sont les signes saillants.

Les exemples ne manquent pas : Jeff Bezos et quelques autres à Indian Creek, une île artificielle au large de Miami, en Floride, Mark Zuckerberg à Kauai, une île d'Hawaï... L'un des milliardaires les plus influents à Washington, Peter Thiel, avait imaginé une telle installation survivaliste en Nouvelle-Zélande, mais les autorités locales ont coupé court à la construction en 2022. Celui qui se réjouissait, en janvier dans le *Financial Times*, de «l'apocalypse» annoncée par la venue de M. Trump, a confié depuis avoir d'autres projets. Elon Musk, lui, a annoncé qu'il finirait sa vie sur Mars.

**TOUT CE QUI SURVIENT OUTRE-ATLANTIQUE FINIT PAR ARRIVER SUR LES RIVES DU VIEUX CONTINENT**

## ISRAËL-IRAN : LE CHOIX DE LA GUERRE ET DE SES RISQUES

### ÉDITORIAL



deau défensif, a été considérablement affaibli après la décimation de la milice chiite du Hezbollah libanais à l'automne. Elle a entraîné par ricochet la chute à Damas de Bachar Al-Assad, devenu pendant la guerre civile qui a ravagé son pays l'obligé du régime iranien. Ce dernier ne peut guère compter sur un réflexe patriotique d'unité après des années de répression de son peuple, étranglé par les sanctions internationales liées à ce programme nucléaire.

Une autre voie, diplomatique, avait été empruntée par le passé, avec la conclusion en 2015 d'un accord, à la suite de la patiente mise en place par Washington d'une large coalition internationale. L'Iran y avait accepté de limiter ses ambitions nucléaires en échange de sa réintégration régionale et de la levée de ces sanctions. Cet accord décrié par les va-t-en guerre aurait pu modifier la donne si l'Iran n'avait pas été déchiré par Donald Trump au cours de son premier mandat.

Le président des Etats-Unis a d'ailleurs tenté, dans la précipitation, de parvenir à un nouveau compromis avec Téhéran dès son retour à la Maison Blanche, pour éviter d'être attiré dans un nouveau conflit régional.

Pour Téhéran, cette offensive israélienne intervient au pire moment. Les précédentes frappes et représailles, en 2024, ont souligné les limites de son arsenal. «L'axe de la résistance», qui constituait son premier ri-

Benyamin Nétanyahou, semble lier la destruction du programme nucléaire et le changement de régime, dans une région qui a connu des précédents désastreux. L'efficacité des bombardements israéliens reste également à prouver, sans compter qu'ils pourraient inciter le régime iranien, s'il est capable de résister à cette humiliation, à reprendre son programme clandestinement, en coupant les ponts avec l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui permet jusqu'à présent de mesurer ses avancées.

La voie de la force et le mépris du droit soulèvent une autre interrogation. Qu'en entend faire Israël de son nouveau statut de superpuissance militaire régionale ? La volonté de redessiner le Moyen-Orient en fonction de ses intérêts, et seulement de ses intérêts, suscite déjà les plus grandes inquiétudes. A Gaza, tout d'abord, où les bombardements sans horizon politique entretiennent le chaos. Au Liban et en Syrie ensuite, où Israël fragilise, par ses frappes incessantes, la délicate remise en route des institutions à Beyrouth et la périlleuse transition en cours à Damas.

Il faut pourtant résister à l'ivresse de la puissance et prendre la mesure des devoirs qu'elle confère. Dans le cas contraire, Israël perdrat une occasion unique de briser le cycle des guerres dont le Moyen-Orient est resté jusqu'à présent prisonnier. ■



JUILLET 2025  
11-12-13

COUTHURES-SUR-GARONNE

FESTIVAL  
INTERNATIONAL DE  
JOURNALISME

PENSER. DÉBATTRE. CULTIVER. PARTAGER.  
L'INFORMATION AU CŒUR DE LA SOCIÉTÉ

## ENQUÊTE

2

Une passion soudaine pour la céramique, les ramens ou Napoléon... Des lubies s'invitent dans la vie des gens, au point de parfois revêtir une importance démesurée

### 5 SOLIDARITÉS Le don du beignet

Quand l'Armée du salut lance l'opération distribution de donuts avec, à la clé, de nouvelles recrues et un gain en visibilité

### 7 ÉCRAN TOTAL Priorité au direct

Mardi 10 juin, sur BFM-TV, CNews ou LCI, commentaires en chaîne sur le «drame de Nogent»

### 8 UN APÉRO AVEC... Christophe Bourseiller

L'historien et chroniqueur assume son goût pour l'entre-deux et dit vouloir «montrer les absurdités du monde contemporain»

# Quand ça part en fixette



l'époque  
*Le Monde*

# Extension du domaine de l'obsession

## Obnubilés par Louis XVII ou les faux plafonds, nombre de nos contemporains cultivent une étrange fixette. Une passion aussi soudaine que passagère, alimentée par le numérique

Par Djaïd Yamak

**Q**uand elle débarque dans un appartement, Lola Courel, une Parisienne de 25 ans, ne peut s'empêcher de jeter un coup d'œil au plafond. Si une chaise ou un meuble traîne dans les parages, et que la situation le lui permet, elle n'hésite pas à grimper dessus, puis à toquer. Une question l'obsède : s'agit-il d'un vrai ou d'un faux plafond ? Elle sait d'expérience qu'un bruit creux est le signe d'un plafond suspendu (un faux plafond), une structure qui ne supporte aucune charge lourde. Un bruit sourd signifie, au contraire, que le plafond est porteur (un vrai plafond).

Comment en est-elle venue à focaliser son attention sur ces surfaces généralement planes qui délimitent la hauteur d'une pièce ? En 2021, elle participe à un cours de pole dance. Une révélation. La jeune femme, productrice de contenus chez Brut, se passionne pour cette discipline sportive et artistique. Elle souhaite la pratiquer quotidiennement. «*Je voulais en faire toute ma vie*», dit-elle. Problème : les cours sont trop chers. Lola Courel se dirige vers une option moins coûteuse : pratiquer l'acti-

vité chez elle. Elle cherche à installer une barre dans son studio. En touquant contre son plafond à cette occasion, elle découvre, à son grand malheur, qu'il s'agit d'un faux. Après avoir écumé les forums, elle décide tout de même d'installer une barre de pole dance, malgré le peu de prises de la structure. L'opération échoue, mais l'obsession du faux plafond perdure.

La genèse de cette affaire est racontée dans le podcast «Fixette», créé par Rafael Janosevic et Oriane Chouaoui. Ces Parisiens de respectivement 29 et 25 ans ont lancé ce format pour documenter les passions singulières, ces obsessions passagères qui s'invitent subtilement dans le cours d'une existence et y prennent une place parfois démesurée. Sur un ton léger et humoristique, ils donnent le micro, le temps d'une heure, à une personne qui raconte l'histoire de sa fixette. Un terme auquel ils attribuent un sens positif. «*Une fixette est un sujet qui occupe pleinement notre esprit sur un temps limité, et dans lequel on investit du temps, de l'énergie, parfois de l'argent*», affirme Rafael Janosevic.

Ils tiennent à distinguer la fixette de la manie ou des troubles obsessionnels, chargés d'un sens médical. Chercher une solution pour installer une barre dans un espace réduit a fait

bifurquer l'attention de Lola de l'univers de la pole dance au monde du bricolage. «*La fixette est un sujet sur lequel on entre sans s'y attendre, qui est très rapide et intense au démarrage*», explique Oriane Chouaoui. Une rencontre, un obstacle, un hasard du quotidien : l'amorce de la fixette est souvent aussi inattendue que la fixette elle-même.

Une bibliothèque parisienne, dans les années 1970. Jérôme Hesse, haut fonctionnaire à la retraite et écrivain, 66 ans aujourd'hui, 14 ans à l'époque, se promène dans les rayons lorsqu'un livre sur l'histoire de Louis XVII lui tombe entre les mains. Il le feuillette et se prend tout de suite de passion pour cet enfant-roi incarcéré à l'âge de 8 ans avec son père, Louis XVI, et sa mère, la reine Marie-Antoinette, dans la prison de la tour du Temple, à Paris.

Obsédé par le «*destin mystérieux de cet enfant martyr de la Révolution*», l'adolescent d'alors achète de nombreux livres sur le sujet. «*J'étais devenu monomaniaque de Louis XVII*», confie-t-il. Il s'identifie au destin de ce garçon mort en prison, pour lequel il ressent une «*forme de fraternité inconsciente*». «*Plus tard, j'ai compris que j'avais fait une sorte de transfert, car j'étais un enfant esseulé et solitaire, malheureux dans une famille dysfonctionnelle*.»

Son intérêt pour Louis XVII prend une place de plus en plus grande dans sa vie. Il ne travaille plus et finit par désérer l'école. «*J'ai vécu ce délire tout seul, sans que personne s'en aperçoive*.» À ses 17 ans, il s'invite sur le plateau de télévision «Les Dossiers de l'écran», sur la deuxième chaîne de l'Office de radiodiffusion-télévision française (ORTF).

Il se passionne pour «lénigme du Temple», une controverse autour de la mort du jeune prince. Jérôme Hesse plonge dans ce microcosme comploteuse, au point de créer une association de «naundorffistes», dont les membres sont convaincus que Karl-Wilhelm Naundorff, un horloger prussien, n'était autre que Louis XVII et qu'il aurait survécu à sa détention. «*C'était surréaliste*», dit-il aujourd'hui.

Fixer son attention sur un sujet de niche n'en demeure pas moins une forme d'évasion. En vacances au cœur du Poitou quand elle était adolescente, dans les années 1990, Marie (le prénom a été modifié), enseignante spécialisée à Paris, tombe sur une pile de magazines de *Télérama* entassés dans le grenier d'une maison. Passionnée de cinéma, elle emporte plus de 1 000 numéros parus entre 1965 et 1985, chez elle, à Paris. Trois trajets de voiture plus tard, tous les magazines sont empilés dans son loge-



**«J'ai fait un tableau Excel pour noter à chaque fois où c'était, quel type de ramen c'était, si je l'avais aimé ou pas»**

Rafael Janosevic,  
cofondateur du podcast «Fixette»



Les collections de bouteilles de lait de Steve Wheeler, à Melksham (Royaume-Uni), en 2024, et d'aspirateurs, de James Brown, à Derbyshire (Royaume-Uni), en 2022, extraits de la série en cours «Antiques of the Future», de Callum O'Keefe. Ce dernier, qui a grandi entouré de toutes sortes d'objets rassemblés par son père, se rapproche, à la fin de ses études, de nombreux collectionneurs britanniques. Il s'interroge sur le lien que ceux-ci entretiennent avec leurs objets et tente de comprendre comment ces choses du quotidien souvent banales deviennent extraordinaires à travers la compulsion de la collection. CALLUM O'KEEFE



ment. Lorsqu'un vieux film passe à la télévision, elle cherche dans sa collection de magazines la critique correspondante. Elle ne s'intéresse qu'à ces numéros d'époque. Abonnée à l'hebdomadaire, elle ne conserve pourtant pas les numéros récents. «Je voulais m'évader. Trouver le numéro et la critique du film me faisait voyager dans le temps. C'était une pause, notamment dans la relation conflictuelle que j'avais avec ma mère.»

Parfois, la fixette peut vous conduire non pas à remonter le temps comme si vous pilotiez la DeLorean de *Retour vers le futur*, mais aux frontières de la légalité. Dans la ville de Pau, en raison de l'étrange focalisation d'un individu du coin, des lettres U d'enseignes de commerce disparaissent mystérieusement dans la nuit, depuis trois ans. Les noms des enseignes Le Palais de la chaussure ou Du pareil au même ont été amputés de leurs U. Certains commerçants portent plainte. D'autres s'accommodent de cette perte de voyelle. Cette fixette typographique alimente les hypothèses les plus fantasques sur les motivations de cet hurluberlu. L'accumulation d'objets peut parfois s'inscrire dans une perspective artistique. C'est le cas du Britannique Ben Wilson, qui écume les rues de Londres à la recherche de chewing-gums jetés par terre, pour ensuite les transformer en œuvres d'art.

Les fixettes ne seraient pas uniquement liées à une rencontre fortuite avec un objet particulier, mais également au caractère plus ou moins potentialisant des médias d'une époque, qui permettent de découvrir de nombreux sujets. «Dans les années 1970, il y avait peu de radios et de chaînes de télévision. On vivait dans un univers restreint où chaque source d'information avait son importance», affirme Jérôme Hesse, l'ancien passionné de Louis XVII. Aujourd'hui, Internet a multiplié les possibilités de s'intéresser à des sujets très spécifiques, pointus, et déclencheurs de fixettes.

Thibaut Thomas, consultant en prospective, a vécu l'arrivée de la navigation Web comme une ouverture à une infinité d'univers de niches. «On pouvait aller consulter le site de la NASA, écouter un album de pop japonaise sans se heurter au refus du disquaire du coin.» Un monde où les centres d'intérêt ne sont plus conditionnés par le catalogue du centre de documentation et d'information d'un collège ou par les rayons de la Fnac la plus proche. «Il y a une abondance d'informations, de signes et de contenus permettant à chacun d'avoir la quasi-certitude d'assouvir, jusqu'à un point paroxystique, sa fixette», affirme Justin Poncet, directeur de l'institut d'études Opsti.

Cette bifurcation vers un sujet d'intérêt inattendu est appelée, dans le jargon des utilisateurs d'Internet, *rabbit hole* («terrier du lapin»). Une métaphore empruntée au roman *Les Aventures d'Alice au pays des merveilles* (1865), de Lewis Carroll. L'héroïne aperçoit un lapin blanc pressé tenant une montre à gousset et se met à le suivre. «Entraînée par la curiosité, elle s'élança sur ses traces à travers le champ, et arriva tout juste à temps pour le voir disparaître dans un large trou au pied d'une haie», lit-on dans l'incipit du livre.

Ces terriers de lapin seraient aujourd'hui encore plus nombreux. «Il y a cent ans, tu n'avais pas accès à autant de fixettes potentielles. Aujourd'hui, avec Internet, tu peux développer une fixette sur du vrai crime [«crime vrai】 comme sur des poèmes de Baudelaire», affirme Rafael Janosevic. Dans cette extension du domaine de la fixette, il n'est pas rare de voir apparaître, pour chaque sujet d'intérêt, un groupe ou une communauté correspondants.

Les lubies se socialisent. Dans un groupe Facebook d'amateurs de Peugeot 406 Coupé, un jeune détenteur d'un modèle industrialisé par la marque française en 1998 se manifeste : «Propriétaire de cette 406 Coupé phase 1 2l 16s depuis deux mois et c'est un vrai plaisir! S'il y a des coupés dans l'Oise, au plaisir!»

Au restaurant, avec sa mère, Rafael Janosevic se met à faire une fixette sur les ramens, plat emblématique de la gastronomie japonaise. Attiré par la simplicité du plat, et toutes les possibilités de recettes déclinables, il entreprend des recherches sur Internet. Sur le réseau social américain Reddit, il fait la découverte de Ramen\_Lord, un influenceur spécialisé sur le sujet. Un monde s'ouvre à lui. Dans cette fixette culinaire, une idée le poursuit : découvrir toutes les variantes de ce plat.

Au zénith de cette focalisation, il part pour le Japon, où il goûte près de 35 recettes de ramens différentes (sur 80 repas), en six semaines. «J'ai fait un tableau Excel pour noter à chaque fois où c'était, quel type de ramen c'était, si je l'avais aimé ou pas», explique-t-il. La fixette prend fin lorsqu'il s'essaye à cuire un ramen chez lui. Estimant qu'il ne parviendra jamais à reproduire un aussi bon que celui qu'il a récemment goûté dans un restaurant japonais, il baisse les bras.

Contrairement à une passion, qui obnubile le temps d'une vie, la fixette rebombe un jour ou l'autre, aussi soudainement qu'elle était arrivée. En emménageant dans un nouvel appartement, Lola Courel pense avoir décroché le précieux sésame, un studio avec un vrai plafond. Mais elle déchante une nouvelle fois, lorsqu'elle découvre qu'il s'agit d'un faux. Elle installe alors une barre sur socle de fixation. Et touche le plafond de sa fixette. «Une fois que le problème a été résolu, la fixette m'a quittée.»

D'autres lâchent l'affaire lorsqu'ils comprennent que l'investissement dans cet objet prend des proportions trop importantes. Dans sa fixette pour Louis XVII, qui l'a occupé de ses 14 à ses 18 ans, Jérôme Hesse commence à frayer avec des cercles réactionnaires et royalistes. Il saisit alors que sa lubie pour le personnage historique est moins politique que romanesque. «J'ai senti que je m'approchais de trop près d'une ligne rouge. Je fréquentais des milieux avec qui je n'avais pas envie d'être, dans un entre-soi étouffant, où tout le monde pense comme vous.»

Dans un journal qu'il a lui-même créé, il qualifie, dans un article, un «type d'une branche collatérale» de la famille de Karl-Wilhelm Naundorff d'imposteur. Quelques semaines plus tard, il est convoqué au tribunal. Ne pouvant apporter la preuve de cette imposture, il est condamné pour diffamation. «Là, je me suis dit : «Bon, on va arrêter.» Lorsqu'elles s'évanouissent, les fixettes peuvent laisser des traces et se muer, parfois, en expertises. En goûtant au plaisir de la recherche avec sa fixette,

Jérôme Hesse en est venu à l'écriture de plusieurs livres d'histoire.

Devenue spécialiste en détection de faux plafonds, Lola Courel partage volontiers son savoir avec les personnes qui souhaitent installer une barre de pole dance à leur domicile. Elle ne peut s'empêcher d'éprouver une forme de jalouse en entrant dans une rame de métro, où le plafond est, selon elle, idéal pour installer une barre sous pression.

Est-on, pour autant, toujours les initiateurs de nos propres fixettes ? «Les algorithmes cherchent à nous orienter vers des fixettes depuis qu'ils existent. Les plateformes elles-mêmes, pour vendre plus cher la publicité, ont besoin d'une audience qui se comporte avec des fixettes», explique Justin Poncet.

Les réseaux sociaux peuvent jouer un rôle actif dans l'émergence de nouvelles fixettes, selon Gustavo Gomez Mejia, maître de conférences en sciences de l'information et de la communication à l'université de Tours. «Ce qui caractérise les fixettes est le fait que l'individu se surprise à être embarqué dans une lubie, ou un centre d'intérêt qui émerge et l'absorbe de façon provisoire. Sur Internet, les plateformes et les réseaux sociaux peuvent favoriser l'apparition de fixettes, en particulier dans l'espace du feed [«flux»], où les contenus font l'objet d'une curation algorithmique. Les contenus qui y circulent sont intégrés dans une économie qui priviliege le ciblage de niches, l'hypersegmentation des publics et la maximisation de l'engagement en permanence», analyse le chercheur. Nous vivrions donc, d'une certaine manière, au temps de l'industrialisation de la fixette.

Certaines fixettes, en apparence singulières et individuelles, se popularisent au point de devenir collectives, et finissent par produire de nouveaux adeptes. Depuis que la mâchoire parfaitement dessinée est devenue un canon de beauté sur les réseaux sociaux, de nombreux ados et jeunes adultes sont obsédés par la quête de la «snatched jawline» (un maxillaire taillé à la serpe), au point de recourir parfois à la chirurgie. Chacun finit par se persuader qu'il s'agit là d'un enjeu intime, ce qui est le propre de la fixette, là où on est dans des normes comportementales algorithmiquement suscitées et entretiennes.

De la fixette à l'obsession maladive, il n'y a qu'un scroll. Dans les vidéos qui s'agencent sous la trend («tendance») «SkinnyTok», popularisée sur TikTok, des jeunes filles entretiennent une focalisation obsessionnelle sur la minceur, en valorisant la restriction alimentaire et en incitant leur public, lui-même composé de jeunes filles, à adopter des comportements à risque. Ces injonctions se formulent à travers des mots d'ordre comme «Tu n'es pas moche, tu es juste grosse» ou «Arrête de te récompenser par de la nourriture, tu n'es pas un chien.»

Ce type de rabbit hole néfaste peut mettre à mal la santé mentale d'un public vulnérable, comme l'a alerté le sénateur de Maine-et-Loire Emmanuel Capus (Horizons), le 1<sup>er</sup> mai, lors d'une séance de questions au gouvernement. Ce dernier a interpellé la ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles, Catherine Vautrin, à propos de la tendance «SkinnyTok» : «Les contenus associés, souvent présentés sous des apparences anodines ou esthétiques, peuvent avoir un impact direct sur la santé mentale des jeunes en contribuant à la dévalorisation de l'image corporelle, à l'obsession du contrôle du poids, voire à l'émergence de troubles du comportement alimentaire.»

Rafael Janosevic défend une éthique de la fixette. Il voit dans cette occupation temporaire de l'esprit un moyen potentiel de s'extraire des contenus auxquels les réseaux sociaux exposent. Un éloge de la lenteur, une gourmandise pour la connaissance. «Une amie s'est mise à apprendre le turc. On lui a dit que ce n'était pas une langue utile pour le business. Les gens n'ont pas compris qu'elle le faisait uniquement pour le plaisir d'apprendre cette langue.» Il poursuit : «La fixette est un mécanisme d'adaptation, une stratégie de défense pour se prémunir des effets négatifs du monde dans lequel on vit. Il n'y a pas d'élitisme de la fixette. L'idée, c'est de voir de l'intérêt dans tout, pas seulement dans ce qui est établi socialement comme intéressant.» Dans un faux monarque comme dans un faux plafond.

## «Nous vivons dans une société “normopathie”»

Le psychanalyste et cofondateur

### Quel regard la société porte-t-elle sur les fixettes ?

Beaucoup de jeunes n'ont pas la possibilité de suivre leurs fixettes, à cause de la pression sociale ou parentale. On leur dit que leurs passions sont inutiles ou non rentables, qu'ils devraient viser quelque chose de plus haut, de plus valorisé.

Nous vivons dans une société «normopathie», où il faut se conformer à des modèles. Etre différent, c'est risquer d'être vu comme un fou. Les artistes, eux, ont davantage de liberté pour se fier à leurs fixettes. L'œuvre d'un artiste est souvent une variation autour d'une même fixette.

### Internet et les réseaux sociaux ont-ils favorisé l'émergence de fixettes collectives ?

Les réseaux sociaux sont un véhicule majeur de fixettes, appelées des trends («tendances»). Certaines tendances éphémères disparaissent vite. D'autres, qui perdurent, peuvent être qualifiées de fixettes contemporaines, souvent en lien avec des obsessions plus anciennes, comme celle de l'image de soi.

Les réseaux sociaux prospèrent sur ce qui nous fait souffrir. Un exemple frappant est la tendance «SkinnyTok» [prônant la maigreur extrême], qui illustre l'amplification délirante de la fixation

sur le corps, sur l'image de soi. Les réseaux peuvent aussi nous faire découvrir des fixettes constructives: croire que tout est possible, ne pas s'interdire de rêver. Nous pouvons être contaminés par des personnes qui ont transformé leur fixette en métier, comme des collectionneurs ou des artisans.

Ces fixettes-là peuvent être inspirantes et donner lieu à de nouvelles vocations.

### La fixette peut-elle traduire une attitude de résistance face à l'abondance de contenus auxquels les utilisateurs d'Internet sont exposés ?

Beaucoup de nos contemporains sont tellement abreués de nouveautés qu'ils deviennent accros au changement perpétuel. La fixette, à l'inverse, permet de faire une pause dans ce monde d'éternel renouvellement. Elle offre la possibilité de s'épanouir et de se fixer sur un désir activé en nous.

Les nouvelles générations commencent à rompre avec la culture faste des réseaux sociaux, où il n'y a que du nouveau. On a envie de retrouver du même, une culture où on reprend le temps.

Dans ce monde qui va trop vite, on veut revenir vers quelque chose où l'on n'est plus maîtrisé par le temps des réseaux sociaux, mais où l'on maîtrise soi-même le temps que l'on y passe. La pratique de la céramique, du crochet ou de la couture – très populaires sur les réseaux sociaux – en est l'illustration.

**Propos recueillis par D. Ya.**

LA FRANCE BUISSONNIÈRE

## Les échappées numériques du cartographe à vélo

Frédéric Potet

Antoine Lenoir, 28 ans, sillonne à vélo les rues de Tours et des communes avoisinantes en quête de données pour alimenter OpenStreetMap, un vague concurrent de Google Maps conçu de manière collaborative

**Q**uand d'autres taquinent le goujon ou ramassent des champignons, Antoine Lenoir collecte des données cartographiques. Chaque week-end, dès l'arrivée des beaux jours, ce développeur informatique de 28 ans enfourche son vélo pour sillonner les rues de Tours et des communes avoisinantes, en quête de data. Fixée à une perche à selfie qui dépasse de son sac à dos d'une hauteur de 40 centimètres, une caméra de poche connectée à un GPS prend une photo à 360 degrés toutes les trois secondes sur son passage. Le petit clic de l'obturateur scande la douce avancée de ce contributeur assidu d'OpenStreetMap (OSM), vague concurrent de Google Maps conçu de manière collaborative, en partie à la force du jarret. «*Se rendre utile à travers un service libre et gratuit*» est sa principale motivation, explique Antoine Lenoir.

Lancée en 2004 par l'ingénieur britannique Steve Coast, OSM vise à constituer des données cartographiques sur le modèle de Wikipédia. Chaque utilisateur peut ainsi actualiser et améliorer la plateforme en étoffant les cartes existantes (dupliquées du cadastre pour ce qui est de la France) de «points d'intérêt» aussi divers que les numéros de rue, la nature des revêtements, les

places de parking ou les points d'eau potable. Les utilisations sont multiples, et les utilisateurs le sont tout autant, de Facebook à Apple, de Snapchat à Uber, de l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN) au service infographie du... *Monde*. La conférence annuelle des contributeurs et développeurs français s'est ouverte le 13 juin et devait se terminer le 15 juin aux Deux-Lions, l'un des campus de l'université de Tours qu'Antoine Lenoir connaît bien pour le prospecter de temps en temps à bicyclette.

L'homme n'avait qu'une connaissance partielle d'OSM avant que sa compagne, titulaire d'une licence de géographie, ne l'y initie, en 2023. Son activité sportive de prédilection, le cyclisme, a pris un tout autre «sens», de-

puis : «*Plutôt que de rouler sans but le long de la Loire, je préfère désormais suivre des circuits riches en données à collecter.*» Ce matin-là, une note interne sur OSM signale que les horaires d'ouverture d'une enseigne de cigarettes électroniques n'ont pas été renseignés. Le cartographe amateur ira chercher l'info sur la devanture du magasin plutôt que de la copier sur Google Maps.

Le soir, Antoine Lenoir transfère ses images par le biais de Panoramax, une banque de vues immersives et gratuites, créée par l'IGN et OSM France, sous l'égide de l'Etat. Le vélo n'est pas son seul mode opératoire. L'hiver, il installe sa caméra sur le toit de sa voiture, à l'aide de ventouses, et part vadrouiller en milieu rural. Inutile, cela dit, d'aller bien loin pour trouver de l'open data à traiter : Antoine a numérisé sur OSM les terre-pleins végétalisés, les murs d'enceinte et les jardins privés de son propre quartier, à Tours. Une tâche minutieuse qui n'est rien comparée au travail de fourmi auquel il s'astreint certains soirs.

Ainsi a-t-il recensé quelque 700 chemins de randonnée d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher dont il a trouvé le tracé sur les sites Internet des communes traversées. Mieux : grâce à lui, les 55 000 lampadaires répertoriés sur le site de Tours Métropole-Val de Loire figurent désormais sur son plan de l'agglomération librement partagé. Pour chaque réverbère, la hauteur et la puissance ont même été documentées.

D'autres projets l'attendent, comme celui de positionner les 250 bornes Wi-Fi présentes dans l'agglomération ou les indénombables passages piétons, en précisant, pour chacun, s'ils sont dotés ou non de bandes podotactiles – information utile pour les malvoyants. Certains soirs, n'ayant plus rien à localiser autour de lui, il «[s]e rend au Congo», dit-il, où, cartes satellites à l'appui, des millions d'hectares de forêt tropicale n'attendent qu'à être numérisés sur OpenStreetMap. La nature a horreur du vide numérique.



ALE GIORGINI

«*Plutôt que de rouler sans but le long de la Loire, je préfère désormais suivre des circuits riches en données à collecter*»

Antoine Lenoir,  
développeur informatique

puis : «*Plutôt que de rouler sans but le long de la Loire, je préfère désormais suivre des circuits riches en données à collecter.*» Ce matin-là, une note interne sur OSM signale que les horaires d'ouverture d'une enseigne de cigarettes électroniques n'ont pas été renseignés. Le cartographe amateur ira chercher l'info sur la devanture du magasin plutôt que de la copier sur Google Maps.

Le soir, Antoine Lenoir transfère ses images par le biais de Panoramax, une banque de vues immersives et gratuites, créée par l'IGN et OSM France, sous l'égide de l'Etat. Le vélo n'est pas son seul mode opératoire. L'hiver, il installe sa caméra sur le toit de sa voiture, à l'aide de ventouses, et part vadrouiller en milieu rural. Inutile, cela dit, d'aller bien loin pour trouver de l'open data à traiter : Antoine a numérisé sur OSM les terre-pleins végétalisés, les murs d'enceinte et les jardins privés de son propre quartier, à Tours. Une tâche minutieuse qui n'est rien comparée au travail de fourmi auquel il s'astreint certains soirs.

Ainsi a-t-il recensé quelque 700 chemins de randonnée d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher dont il a trouvé le tracé sur les sites Internet des communes traversées. Mieux : grâce à lui, les 55 000 lampadaires répertoriés sur le site de Tours Métropole-Val de Loire figurent désormais sur son plan de l'agglomération librement partagé. Pour chaque réverbère, la hauteur et la puissance ont même été documentées.

D'autres projets l'attendent, comme celui de positionner les 250 bornes Wi-Fi présentes dans l'agglomération ou les indénombables passages piétons, en précisant, pour chacun, s'ils sont dotés ou non de bandes podotactiles – information utile pour les malvoyants. Certains soirs, n'ayant plus rien à localiser autour de lui, il «[s]e rend au Congo», dit-il, où, cartes satellites à l'appui, des millions d'hectares de forêt tropicale n'attendent qu'à être numérisés sur OpenStreetMap. La nature a horreur du vide numérique.

LE DILEMME



MAGOZ

## Laisser des avis négatifs en ligne, est-ce une pratique morale ?

Restaurant, rendez-vous médical, coupe de cheveux... Le consommateur est constamment incité à écrire un commentaire sur la prestation reçue.

Certains s'y refusent, d'autres se défoulent, constate Valentine Faure

aux abus multiples que les consommateurs peuvent subir. Aux Etats Unis, depuis 2016, une loi protège d'ailleurs le droit des consommateurs à se plaindre : le Consumer Review Fairness Act («loi sur l'équité des évaluations par les consommateurs») interdit aux entreprises d'empêcher les consommateurs de partager leurs opinions – en les poursuivant en justice, par exemple.

La figure paradigmatische du consommateur insupportable, sûr de son bon droit, a un nom dans la culture populaire : c'est une «Karen», cette femme américaine qui dit : «Appellez-moi le manager!» et qui fait du licenciement de l'employé une affaire personnelle, dans une vidéo devenue un mème.

Pour renverser le rapport de force, le patron du Dorian, un restaurant londonien à la mode, fait l'inverse : il tient un registre du comportement des clients, et se réserve le droit de les accepter ou non au sein de son établissement. Parmi les attitudes les plus mal vues : se plaindre de l'emplacement de sa table... et menacer de poster un mauvais commentaire. Mais pour quelques rebelles comme lui, combien présentent docilement leurs excuses au client («*Nous sommes désolés que vous n'ayez pas apprécié*», etc.)?

En 2015, un épisode de la série *South Park* mettait déjà en scène des «yelpers», des posteurs de critiques sur le site Internet Yelp. Ivres de pouvoir, ils «s'adisent» les restaurateurs de la ville, qui se soumettent à tous les abus en échange de la promesse de recevoir cinq étoiles, avant que ces derniers se rebellent et déclenchent une guerre civile (dont l'issue n'est pas racontable dans ces lignes).

Dix ans plus tard, la narcissisation du consommateur, «bercé par l'illusion que le monde peut et doit se conformer à ses désirs», n'a fait que progresser, explique l'essayiste Vincent Cocquebert dans *Uniques au monde. De l'invention de soi à la fin de l'autre* (Arkhé, 2023). On nous propose du sur-mesure, du personnalisé, jusqu'à arriver à des propositions commerciales aussi absurdes que : «*Créez la salade qui vous ressemble!*», un slogan de la marque Mix Buffet. «*On offre au consommateur un peu de pouvoir, un peu de maîtrise, on le transforme en petit tyran : on juge, on note, chacun est le roi de cette petite sphère qui fait figure de dernier monde enchanté*», dit Vincent Cocquebert.

Alors que les autres zones de gratification (couple, travail) sont fragiles, incertaines, dérégulées, «*on nous dit de plus en plus que le client est roi. Il n'y a que dans notre place de consommateur que l'on est valorisé*», poursuit l'essayiste. Au moins, là, «*votre avis compte*». Ce genre de pratique est «*un champ de compensation narcissique*», un déplacement d'*agentivité*, la capacité à être agent de sa propre vie.

François Truffaut disait que les Français ont deux métiers : le leur, et critique de cinéma. Avec du recul, c'était le bon vieux temps. Désormais, même les critiques de cinéma ne sont plus vraiment critiques – selon une étude du British Film Institute, seuls 25 % des critiques de moins de 30 ans ont vu plus de dix films datant d'avant 1970. «*Maintenant que les gens ne sont plus très intéressés par le champ artistique, note Vincent Cocquebert, tout le monde a deux métiers : le sien et critique de magasin et de restaurant.*»

# C

Comment s'est passée votre course ?  
Etes-vous satisfait de la qualité de notre SAV [service après-vente] ? Restez en ligne après votre conversation pour répondre à quelques questions ! Votre avis nous intéresse !

Paradoxalement, la culture du commentaire s'est imposée à nous sans qu'on nous demande notre avis. C'est désormais devenu un usage, une autre «merdification» de la vie quotidienne, qu'à la fin d'un séjour, d'un spectacle pour enfants, d'une conversation avec la banque, d'un trajet de six minutes en taxi, on nous demande non seulement d'avoir un avis, mais de le partager.

Le monde, sans doute, se divise entre ceux qui postent des commentaires et ceux qui n'en postent pas. Ils peuvent tous être animés d'un même esprit de justice : pour les premiers, épargner aux autres une mauvaise expérience ; pour les seconds, ne pas accabler un restaurateur ou un dentiste.

Nous sommes nombreux, en revanche, à consulter les commentaires postés. Selon une étude de PowerReviews, 98 % des consommateurs considèrent que les avis sont un élément essentiel de leur processus de décision et 45 % des utilisateurs n'achèteront pas un produit qui n'aurait reçu aucun avis. Autrement dit, les notes semblent être devenues si omniprésentes que leur absence constitue un signal d'alarme. Ce restaurateur que vous avez apprécié, n'est-ce pas parce que d'autres ont pris la peine de lui donner cinq belles étoiles que vous l'avez choisi ? Laisser un mauvais avis fait-il de nous un consommateur responsable ou coupable ?

Dans son dernier roman, *Bien-être* (Gallimard, 2024), l'écrivain américain Nathan Hill donne à la pratique du rating une fonction vengeresse, cathartique, mais aussi une coloration un peu pathétique. Son personnage principal, Jack, passe une mauvaise soirée dans un bar en compagnie de sa femme et d'un couple d'amis, où il passe pour un petit-bourgeois étriqué. Au moment de partir, il est interpellé par un serveur qui, grossièrement, l'accuse d'aveuglement raciste lié à sa condition d'homme blanc dominant. Vexé par ces humiliations qui n'ont pas de grand-chose à voir avec la qualité du bar, Jack rédige un commentaire sur son smartphone. «*Deux étoiles, écrivit-il. Les cocktails sont bons, mais les serveurs sont des cons.*» Le lendemain, honteux, il efface son avis.

Après avoir vécu une mauvaise expérience, il y a, bien sûr, la tentation de poster un commentaire vengeur en ligne, comme une juste reprise du pouvoir face

**Les notes semblent être devenues si omniprésentes que leur absence constitue un signal d'alarme**

**U**ne dizaine de salariés et de bénévoles de l'Armée du salut se sont rassemblés, ce 6 juin, sur le parvis du Palais de la femme, un des lieux emblématiques de l'organisation humanitaire, dans le 11<sup>e</sup> arrondissement, à Paris, pour offrir des donuts aux passants. «C'est ma collègue Nathalie qui m'a dit de venir», confie Thomas (les personnes citées par leur prénom ont requis l'anonymat), animateur dans une école élémentaire, entre deux bouchées à la framboise. Les voitures ralentissent, un ancien milieu de terrain de l'équipe de France de football fait un stop avec son vélo électrique, des personnes âgées interrompent leurs courses, des jeunes femmes s'interdisent de succomber à la tentation. «Je ne prends pas de donut, je sors du pilates», s'excuse l'une d'elles, qui glisse un flyer de l'Armée du salut dans sa poche.

Les beignets nature ou fourrés, au glaçage chocolat, fraise ou framboise, surmontés d'éclats de dragées ou de vermicelles colorés, servent de prétexte pour aller à la rencontre du public, mobiliser de nouveaux bénévoles et collecter des dons essentiels. Quelque «70 % des gens ont entendu parler de l'Armée du salut, sont déjà passés devant une marmite de Noël, mais ils ne connaissent pas la diversité des actions que nous menons auprès des plus vulnérables», explique David Germain, directeur de la communication, vêtu du gilet rouge du salutiste.

Des bénévoles se relayent derrière un chariot de restauration ou déambulent avec des cartons de donuts qui se vident à grande vitesse. En ce jour de dégustation, le public découvre que l'organisation s'investit auprès des sans-abri, des personnes isolées, des familles en situation de précarité, dans les domaines de l'hébergement, de l'aide alimentaire, du soutien aux enfants, de l'emploi, de l'accompagnement des personnes en situation de handicap et de grand âge... «On peut juste faire des missions ponctuelles», précise Amélie, directrice marketing pour une marque de cosmétiques venue aider pour l'occasion.

C'est en tombant sur une distribution de donuts en 2024, devant la mairie du 11<sup>e</sup>, que Sophie s'est engagée auprès de l'Armée du salut. «J'avais envie de m'investir de manière durable, alors j'ai pris les numéros de téléphone de deux bénévoles qui ont accepté de me guider.» Elle a commencé par œuvrer au dispositif «cuisine partagée» qui met à disposition des plus démunis des fourneaux. «Mais ça ne me correspondait pas... Je me suis retrouvée au tri des chenilles, un mets courant dans certains pays d'Afrique, mais j'avais du mal!», dit-elle en souriant. Finalement, elle s'est orientée vers la distribution alimentaire. «J'ai chiné un tablier dans une friperie, et je me suis fait mon uniforme de bénévole. Ça fait plus sérieux quand je vais chez mon boulanger pour récupérer les baguettes invendues.»

Le premier Donut Day a eu lieu aux Etats-Unis en 1938 pour collecter des fonds au profit de l'Armée du salut de Chicago et aider les personnes dans le besoin pendant la Grande Dépression. En France, on célèbre l'événement depuis seulement deux ans. Est-ce notre rapport plus attentif au Nutri-Score qui nous a fait hésiter? Cela dit, à l'heure où 5,1 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté, soit 8,1 % de la population, selon le rapport de l'Observatoire des inégalités publié en 2024, la charité sucre glace vaut la peine.

Pour se donner bonne conscience, on peut toujours se rappeler que la théorie du donut, pensée par l'économiste britannique Kate Raworth, vise à permettre à tous de bien vivre, dans une économie régénérative et distributive. En deux mots,

Lors d'une distribution de donuts par des bénévoles de l'Armée du salut, devant le centre commercial Italie 2 (ci-contre) et au Palais de la femme (à droite), à Paris, le 6 juin.  
ARTHUR GAU  
POUR «LE MONDE»



SOLIDARITÉS



Marseille, qu'on a prétexté une pause déjeuner pour tenir jusqu'au soir, se rappelle une salariée.

Cette journée est aussi un hommage aux femmes américaines de l'Armée du salut qui ont traversé l'Atlantique pour réconforter le moral des soldats dans les tranchées, en 1917. En raison des difficultés d'approvisionnement en viennoiseries, deux volontaires, Margaret Sheldon et Helen Purviance, eurent l'idée de confectionner des beignets. «Elles tournillaient la pâte dans les casques militaires et faisaient les trous avec un obus», explique Ibrahim, 11 ans, qui fête aussi l'Aïd. Il profite d'être dispensé d'école pour tenir le stand «café & donut» au rez-de-chaussée du Palais de la femme, le centre d'hébergement et de réinsertion sociale où il vit avec sa mère.

Parmi les 400 résidents, essentiellement des femmes, quelquesuns ont été formés par Marc Muller, historien de l'Armée du salut, pour animer les visites guidées. En savourant un beignet, on apprend que le bâtiment de 13 000 mètres carrés, qui domine le carrefour depuis 1910, a d'abord été un hôtel populaire

destiné aux ouvriers célibataires, avec un des premiers self-services de France. Dans la salle Joséphine-Baker se trouvent encore les rambardes pour les files d'attente et les structures en fer qui servaient de porte-chapeaux.

Sous l'impulsion d'Albin et Blanche Peyron, figures importantes de l'Armée du salut, le bâtiment devient, en 1926, un hôtel pour «midinettes» (contraction de «midi» et «dinette»), où les ouvrières pouvaient faire une pause déjeuner. «Tout à l'heure, j'ai discuté avec une femme qui avait vécu là

LE PREMIER  
DONUT DAY  
A LIEU EN 1938,  
AUX ÉTATS-UNIS,  
POUR COLLECTER  
DES FONDS  
AU PROFIT DE  
L'ARMÉE DU SALUT  
DE CHICAGO

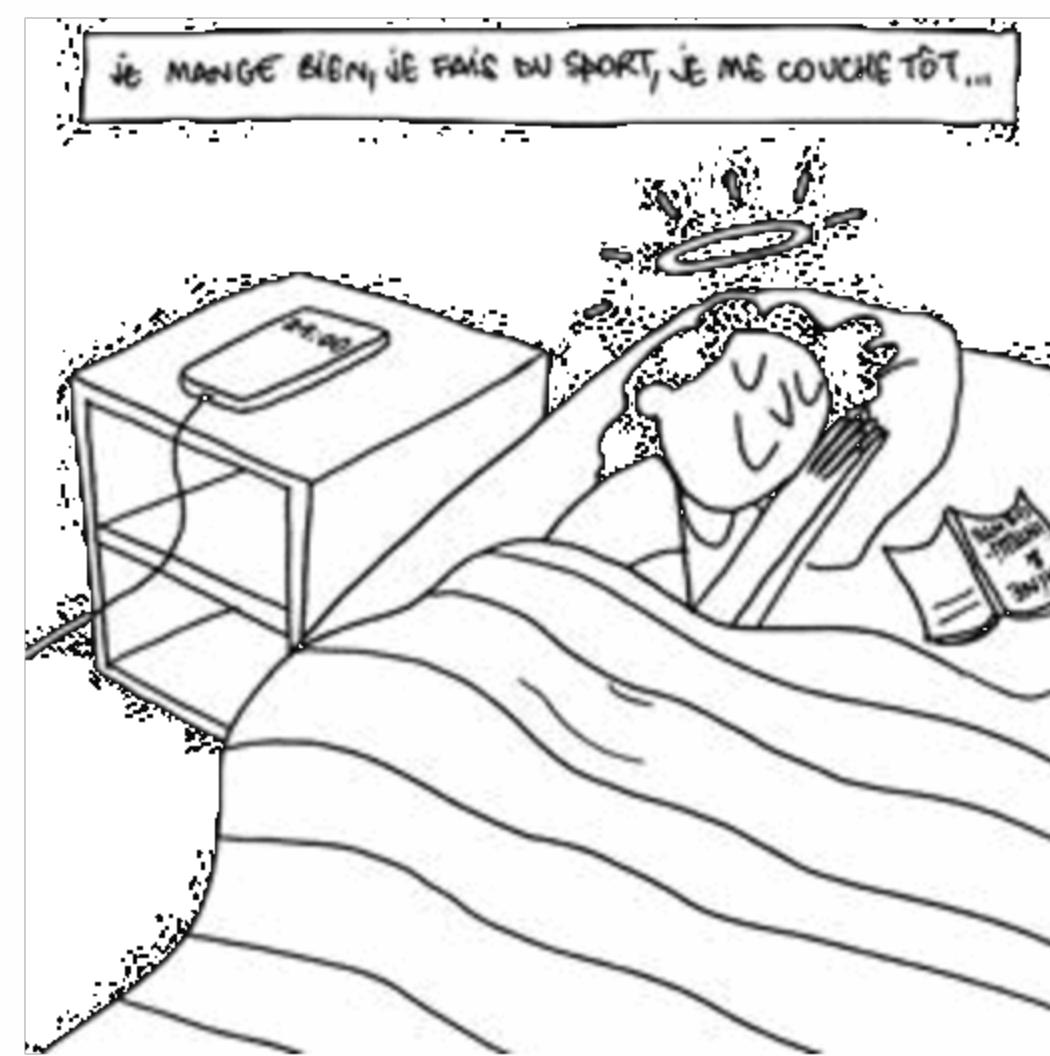
dans les années 1950, raconte une bénévole. Jeune provinciale, elle avait trouvé refuge dans une des chambrettes. «Un bon souvenir», a-t-elle dit.

Il est 13 h 30, sur le parvis du centre commercial Italie 2, dans le 13<sup>e</sup> arrondissement. «A vue d'œil, on a déjà écoulé 2 000 donuts», estime Jérôme Delaunay, directeur adjoint aux ressources de l'Armée du salut. Il en reste 5 000 pour tenir jusqu'à 19 h 30. Cette fois, les pâtisseries sont présentées dans un food-truck, qui, d'ordinaire, se gare en bas des hôtels sociaux pour permettre aux résidents qui n'ont pas de kitchenette de cuisiner.

Pour nouer un premier contact avec les passants, un bénévole, étudiant en marketing, fait ses gammes: «Vous connaissez Doony's?» Elsa, 17 ans, insiste, quant à elle, sur l'œuvre de charité et les femmes de l'ombre de la première guerre mondiale. Tout autour, des grappes de gens, qui viennent de se délester de plusieurs dizaines d'euros dans les magasins du centre commercial, posent la même question: «C'est payant?» Certains insistent comme cette dame flairant quelque chose de suspect: «Ça veut dire qu'on ne peut pas en acheter?» Un lycéen empile trois donuts autour de son index: «Il y aura ça tous les ans?», s'enquiert-il. Hier, il n'avait jamais entendu parler de l'Armée du salut.

## ZINZIN

### Points de vie



Vernière et ateliers bilingues



**Ernestine Café (Paris)**

Ici, parents et enfants peuvent avoir leur coin bien à eux: côté salle, on sert à manger sur des tables chinées et on s'assoit sur des canapés cosy. Côté cour, une pièce de 17 mètres carrés, réservée aux petits et séparée du reste du restaurant par une verrière, permet aux adultes de jeter un œil à leur progéniture entre deux bouchées de toasts à l'avocat. Les jeudis, samedis et certains dimanches, l'association Petit Paris Playgroup prend ses quartiers pour proposer des ateliers bilingues aux 0-6 ans.

**Tous les jours,**  
**au 72, rue Joseph-de-Maistre, Paris 18<sup>e</sup>.**

Partage et convivialité



**Cafézoïde (Paris)**

En 2002, l'association le Caféoïde est née d'un rêve : créer un endroit chaleureux pour les enfants, à l'abri des logiques marchandes. Installé dans le populaire et multiculturel 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris, il est alors le premier café des enfants de France et accueille depuis toutes les familles, sans obligation de consommation ni de réservation. Partage, mixité et convivialité sont de mise dans ce lieu qui se veut engagé, où la créativité des plus jeunes est reine grâce aux nombreuses activités proposées. Un paradis pour les petits.

**Du mercredi au dimanche,**  
**au 92 bis, quai de la Loire, Paris 19<sup>e</sup>.**

Activités et boutique



**La Familia (Montévrain, en Seine-et-Marne)**

Ce lieu hybride de près de 200 mètres carrés, situé en Seine-et-Marne, allie coffee shop, espace de jeux et boutique engagée. Chaque jour ou presque, des activités (payantes) pour les enfants à partir de 3 mois sont organisées. Au programme : yoga, éveil musical, anglais, motricité, ateliers créatifs, etc.

Et, pour remplir les estomacs, des plats faits maison élaborés avec des produits locaux et de saison sont proposés pour le brunch et le goûter. La gaufre maison au poulet fait particulièrement saliver.

**Du mardi au samedi,**  
**au 34-36, allée de Dublin, 77144 Montévrain.**

Ecosystème alternatif

**Le Magasin général (Bordeaux)**

Sur la rive droite de Bordeaux, le Magasin général fait partie de l'écosystème alternatif Darwin, implanté dans une ancienne caserne réhabilitée. Le restaurant, qui bénéficie de ce cadre original plébiscité par les touristes et les habitants du quartier, peut accueillir jusqu'à 600 couverts. Les familles y ont leur place grâce à la grande taille du restaurant, qui permet de déambuler sans gêner, et grâce à l'espace extérieur de Darwin, véritable terrain de jeu sécurisé, entièrement piéton.

Les spécialités du lieu, burgers et pizzas, ont leurs versions enfants, adaptées à leur palais.

**Tous les jours,**  
**au 87, quai des Quayries, Bordeaux.**



**EN FAMILLE**

# Où prendre l'apéro avec ses petits

Les cafés poussent à cœur de permettre aux parents de se restaurer dans un cadre chaleureux et sécurisé. Notre sélection partout en France

Cyrille Bedu



Coin jeux et épicerie



**Tandem (Lyon)**

Avec ses murs rose saumon réconfortants et sa décoration au goût pointu, le café Tandem, situé dans le quartier lyonnais de Saxe-Gambetta, a tout d'une boutique de design. C'est pourtant bel et bien un café où les bons produits ont la part belle. Au rez-de-chaussée, une épicerie fine et le comptoir du coffee shop vous accueillent, tandis que, au premier étage, un espace composé de quelques tables et d'un petit coin jeux pour les enfants permet d'être au calme.

**Du lundi au samedi,**  
**au 1, place Aristide-Briand, Lyon 3<sup>e</sup>.**

Cabanes et animaux



**Les gamines (Nantes)**

A dix minutes du centre-ville de Nantes, les enfants peuvent inventer des jeux et des histoires dans des cabanes en bois, prendre soin de petits animaux (chien, lapins, cochon d'inde) à l'occasion de l'un des nombreux ateliers (payants) proposés ou assister avec leurs parents à des concerts. Le tout en mangeant des plats bio 100 % faits maison, qui varient chaque semaine. Le café dispose aussi d'un espace de coworking qui peut être privatisé pour des événements professionnels.

**Du mardi au samedi,**  
**au 5, rue Lamoricière, Nantes.**

Soutien à la parentalité



**Café Meinado (Marseille)**

Situé dans le quartier prioritaire Thiers, sur une place ombragée, en retrait de l'agitation du centre-ville de Marseille, le Café Meinado appartient à une association de soutien à la parentalité. Educatrices, psychologues, volontaires et bénévoles y accueillent les familles et peuvent les écouter, les orienter ou simplement discuter. Une grande salle pleine de jeux et confortable attend parents et enfants, petits comme plus grands. L'adhésion et les consommations, à prix abordables, permettent à tous de profiter du lieu.

**Mardi, mercredi, vendredi et samedi,**  
**au 6, place Lycée-Thiers, Marseille 1<sup>e</sup>.**



**Bambin coffee shop (Paris)**

Situé dans un passage calme du dynamique quartier parisien de Belleville, Bambin ravit les familles et les clients sans enfants. Aux beaux jours, la grande terrasse en plein soleil fait des heureux tandis qu'à l'intérieur une petite aire d'éveil et de jeux permet aux 0-5 ans de s'occuper. Mention spéciale pour les cafés de spécialité de qualité, en provenance du torréfacteur artisanal Lomi, et pour le menu des brunchs pensé autour de la brioche perdue : celle à la mortadelle et à la pistache est un délice, tout comme celle à la rhubarbe et au matcha proposée en dessert. **Du mercredi au dimanche, au 40, rue de Tourtille, Paris 20<sup>e</sup>.**

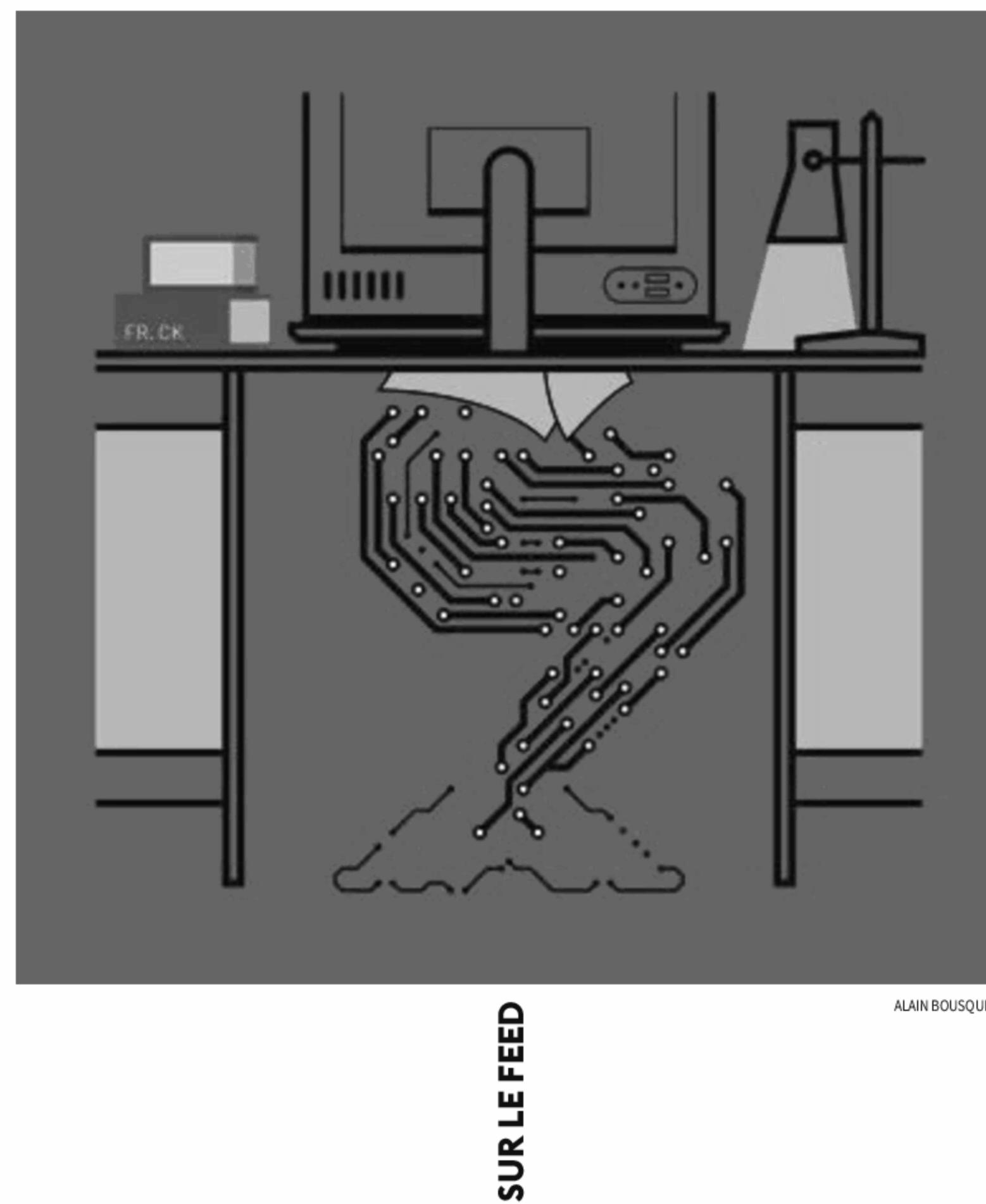
**L**a machine à vapeur était un peu le ChatGPT des années 1880, et les ouvriers n'étaient pas très contents...» Barrettes roses dans les cheveux et fard à paupières violet sur les yeux, la tiktokeuse américaine Nikita dumptue analyse avec élquence les théories de Karl Marx. «Je n'avais aucune idée de ce qu'était le marxisme, mais je crois que ça me plaît», commente un internaute. Depuis la pandémie de Covid-19, les discours anticapitalistes et antitavail prennent de l'ampleur sur Internet. Rien qu'en mai les contenus publiés avec le hashtag #Anticapitalism ont généré près de 4,7 millions de vues sur Instagram et plus de 1,3 million sur TikTok, explique la plateforme de veille Visibrain.

Sur Instagram, le compte « Humans of Capitalism » se développe en dénonçant les absurdités produites par le néolibéralisme, entre accaparement des richesses et consumérisme outrancier. Sur TikTok, des internautes enthousiastes réclament le démantèlement de notre système économique, la taxation des riches et l'abolition des priviléges de classe. Et, sur Reddit, le forum r/Antiwork («antitavail») est passé de 150 000 membres, fin 2021, à près de 3 millions aujourd'hui. Bientôt la révolution? Pas si sûr.

A contre-courant de cette rhétorique, et dans le sillon des récents licenciements de masse – rien que dans le secteur de la tech, plus de 150 000 personnes ont été licenciées dans le monde en 2024 –, émergent des figures épousant parfaitement les mantras de l'entreprise, au point d'en féliciter les visions les plus caricaturales. Née en ligne avec la récession, la « sirène de bureau » cumule des millions de vues, d'Instagram à Pinterest. Là, des jeunes filles à l'allure soignée présentent leurs tenues pensées pour briller en open space, entre chemisiers de soie, microlunettes et porte-documents griffés.

Inspirée par le personnage joué par Gisele Bundchen dans *Le Diable s'habille en Prada*, la « sirène de bureau » est la descendante sensuelle de deux vieux archétypes. Le premier est la *working girl* des années 1980, une carrière ayant adopté un style vestimentaire supposé marquer l'autorité en reprenant les codes des « cols blancs » : tissus précieux, coupes strictes et bijoux discrets. On la retrouve dans le film *Working Girl* (1988), où Melanie Griffith incarne une secrétaire rêvant d'occuper un poste important dans une société de courtage new-yorkaise. Le second est la *girl boss*, femme d'affaires prête à tout pour se hisser au sommet de la hiérarchie, présentée, dans les années 2000, comme un paragon de réussite. On pense, par exemple, à Sheryl Sandberg, ancienne directrice des opérations de Facebook.

En se transformant en sirène, l'internaute entend renvoyer l'image d'une femme forte et sûre d'elle, naviguant avec brio dans les eaux troubles de l'entreprise. Une sorte de moi professionnel idéalisé. «La sirène de bureau est celle que tu veux être pour trouver un travail, négocier un contrat ou demander une augmentation. C'est la personne que tu deviens pour affronter ton N + 1 ou les collègues qui veulent ta place», explique Amira (les personnes ci-



ALAIN BOUSQUET

SUR LE FEED

## La «sirène de bureau» fait splash dans l'open space

Chaque mois, Laure Coromines décrypte les tendances numériques.

Tendance vestimentaire inspirée de l'univers de bureau des années 2000, l'«office siren» est une manière, pour une partie de la jeunesse, de se réapproprier les codes traditionnels de l'entreprise

tées par leur prénom ont requis l'anonymat), 24 ans. Fraîchement lancée sur le marché du travail, elle s'est procuré une tenue de sirène chez Romwe, une marque d'ultra-fast-fashion chinoise proposant des collections dérivées de tendances populaires en ligne.

«Pour les membres de la génération Z [nés entre 1997 et 2012], qui décrochent leur premier emploi, ce style permet non seulement de se démarquer des générations précédentes, mais surtout de la jeu-

nesse qui se présente comme antitavail», explique Emylie Salièges, de la chaîne YouTube «Tentacule», consacrée au décodage des cultures numériques. «C'est aussi le moyen d'affirmer une position sociale acquise grâce à l'accomplissement par le travail au sein du bureau ou par l'autoentrepreneuriat...»

Les hommes ne sont pas en reste. Sur TikTok, les vidéos vantant Gordon Gekko, magnat de la finance et héros du film *Wall Street* (1987), prolifèrent aussi. Au menu : costume Dormeuil et hyper-

productivité. «Gordon Gekko, c'est le mec qui ne s'excuse pas de réussir, qui atteint ses objectifs et ne se cache pas d'aimer gagner. Je ne suis pas comme ça, mais peut-être qu'il faudrait», s'interroge Liam, 23 ans. Dans le métro londonien, il regarde parfois des extraits du film *Le Loup de Wall Street* (2013), qui raconte l'ascension d'un courtier en Bourse, pour stimuler sa confiance en lui. Ces montages encosent l'esthétique *corporate* clinquante inspirée du yuppie, ce jeune cadre dynamique des centres-villes, qui, avec son porte-documents et ses cheveux en arrière, personnifie le darwinisme social des années Reagan.

Terrifiés par les dernières vagues de licenciements, d'autres choisissent de faire profil bas en privilégiant des vêtements sobres à la Steve Jobs (1955-2011), le fondateur d'Apple. C'est le cas de @corporategonyaunt, qui présente sur TikTok les tenues austères qui composent son «uniforme de travail». Le choix de la prudence pour une génération ayant intégré l'entreprise en jogging depuis Zoom (messagerie) et qui, sur YouTube et TikTok, explique craindre de se faire virer faute de tenue appropriée. Loin de l'euphorie de la Grande Démission, Pia, 25 ans, confesse : «je préfère baisser la tête et me fondre dans le décor, car je ne sais pas de quoi demain sera fait.» Ainsi, il existe plusieurs stratégies adaptatives à un monde du travail perçu comme plus difficile d'accès.

Les apprentis sirènes et autres Gordon Gekko de bureau ont-ils renoncé à réviser le système? «La «sirène de bureau» alimente les piliers du capitalisme par ses discours très méritocratiques. Elle valorise l'individualisme, les récits d'ascension sociale extraordinaires et la réussite personnelle au détriment du travail de groupe, dont il faudrait absolument se démarquer. Mais l'engouement pour cette figure n'est pas forcément incompatible avec les discours anticapitalistes. J'y vois une tactique de survie en milieu hostile pour des personnes vulnérables, pour qui il est important, en temps de récession, de s'élever socio-économiquement», précise Emylie Salièges.

Un constat partagé par Raphaël Pirc, sociologue des organisations : «Les critiques ne suffisent pas à s'extraire du système. Refuser les règles du capitalisme revient à risquer la marginalisation au sein d'un environnement professionnel déjà précaire, où le déclassement est perçu comme inévitable.» Fataliste, Mika, 24 ans, assistant chef de projet dans un grand groupe, observe : «Me barrer de mon boulot inutile? J'aimerais bien, mais j'ai peur de finir à la rue.»

Des paroles qui n'étonnent guère Danièle Linhart, sociologue et directrice de recherches émérite au CNRS. «Après avoir érodé le collectif et promu la concurrence de tout le monde avec tout le monde, la rhétorique managériale a récemment produit une nouvelle forme de mobilisation : la mise en concurrence de soi avec soi-même. Il faut désormais perpétuellement se dépasser et montrer que l'on possède des ressources insoupçonnées.» Dans ce nouveau cercle de l'enfer néolibéral, qui d'autre qu'un Gordon Gekko 2.0 irradiant la compétition ou une sirène de bureau étincelant de conformisme dans son coin d'open space pour montrer la voie aux jeunes internautes?



## Drame de Nogent : des chaînes d'info en boucle

Par Magali Cartigny

anonymes, filmés au niveau des coudes, sont «sous le choc».

Sur BFM-TV, les cousins et le beau-fils de la surveillante témoignent face caméra. Elle avait été coiffeuse, a un mari et un enfant de 4 ans. Adore son nouveau métier. Ils parlent d'elle au présent. On tend le micro à des députés dans la salle des Quatre-Colonnes. Et à un collégien témoin de l'attaque, qui raconte, la voix blanche. On apprend que le jeune meurtrier était référent harcèlement. Et qu'il avait été exclu deux fois. Mais n'était pas connu des forces de l'ordre. Un garçon gentil. Discret. Faute d'informations, éditorialistes et experts doivent meubler : souffrait-il de troubles mentaux? Connaisait-il cette jeune femme? Et les parents, dans tout ça? Ce ne serait pas la faute des écrans?

Sur CNews, Laurence Ferrari avance un «phénomène de mimétisme, le copy cat». «En bon français, on parle de contamination sociale», corrige le psychologue Jean Doridot. «Alexandre Devecchio, ce drame ne serait-il pas le symbole de la décivilisation?», questionne la journaliste. «Vous me l'ôtez de la bouche», répond le rédacteur en chef au Figaro. Mais il a une autre piste : «Est-ce que lever l'ultime tabou de la mort avec la loi sur l'euthanasie ne donne pas des signaux?» Naïma M'Faddel, chargée de mission en politique de la ville, elle, alerte : «On les repère, les déviants, dans les sorties scolaires.» Jean-Christophe Couvy, secrétaire national

du syndicat policier Unité, donne une note d'espoir : «On peut les rattraper grâce aux clubs de sport [au stade, les «déviants»].» Pour le journaliste Eric Revel, «c'est la faute de Bourdieu et Derrida, qui ont rendu responsable la société et pas les individus». Le présentateur Gauthier Le Bret, balance, dépité : «Et pendant ce temps, Macron nous parle des poissons dans l'océan» (on s'en fout des dorades).

Retour sur BFM-TV: responsabiliser les parents, fouiller les cartables, confisquer les smartphones... De la «fermeté» face à l'«ensauvagement». «Il faut nommer les choses!», s'emporte le député Charles Alloncle (Hérault, Union des droites pour la République). «Il risque vingt ans de prison, ce n'est pas assez, selon vous?», demande le journaliste Alain Marschall. «Il n'aura rien, je vous l'annonce tout de suite, juste un rappel au règlement.» Alain Duhamel s'étrangle : «Non, vous n'êtes pas sérieux?» Le général Jacques-Charles Fombonne se méfie à propos des réactions à chaud : «On doit considérer que le mineur délinquant ou criminel est aussi une victime [frémissement désapprobateur sur le plateau]. Il faut comprendre ce qui a mené au passage à l'acte.»

Sur LCI, le bandeau affiche «Attaques au couteau, sommes-nous naïfs?» Darius Rochebin interroge l'avocat Thibault de Montbrial. «Il faut un choc d'autorité, avec un programme policier et judiciaire, viril mais correct, comme on dit au

rugby. Mais cela ne pourra se faire à droit constant et en immigration constante», avertit l'ancien candidat (Les Républicains) aux législatives de 2022 dans les Yvelines. Sur l'écran géant derrière eux, 10 397 attaques au couteau en un an en 2024, soit 28 par jour (source LCI-TFI). Dix minutes plus tard, entourée de Manuel Valls (ministre des outre-mer), de la journaliste Natacha Polony et du député de la Somme Jean-Philippe Tanguy (Rassemblement national, RN), l'ex-secrétaire d'Etat chargée de la ville et de la citoyenneté, Sabrina Agresti-Roubache, dénonce le «laissez-aller des bien-pensants et de l'éducation positive».

Vers 23 heures, sur BFM-TV, pour le député Julien Odoul (Yonne, RN) et l'éditorialiste Yves Thiréard, c'est la faute des parents, trop «laxistes». Le bandeau déroule «L'échec au sein de la famille». Le matin, sur cette même chaîne, l'ancien juge d'instruction Serge Portelli s'agaçait : «J'entends «barbares» et «décivilisation». J'ai travaillé sur les dossiers de mineurs pendant trente ans. Ce n'est pas pour participer à une émission où l'on va ressasser les thèses de l'extrême droite.»

## UN APÉRO AVEC... CHRISTOPHE BOURSEILLER

Chaque semaine, «L'Époque» paie son coup. L'historien-chroniqueur, qui pratique le grand écart permanent, publie un florilège de ses chroniques sur France Inter. Et se réjouit de voir que «beaucoup de gens pensent comme lui»



Christophe Bourseiller,  
dans la brasserie  
Le Saint-Victor,  
à Paris 5<sup>e</sup>, le 28 avril. SAMUEL  
KIRSZENBAUM POUR «LE MONDE»

## «Je ne crois pas être réac»

Eric Collier

O n était encore dans le monde d'avant. La France s'extrayait difficilement du confinement, balottée entre sidération post-Covid-19 et promesse d'un «monde d'après» bientôt perdu de vue, et Laurence Bloch, directrice de Radio France, réfléchissait au renouvellement de la grille des programmes de France Inter. «Le Nouveau Rendez-vous» était apparu «anxiogène», dixit Christophe Bourseiller, «éditorialiste et programmatrice» de l'émission de débats du soir. Il fallait y mettre un terme, recaser les membres de l'équipe. «La question, c'était "où est-ce qu'on va mettre Christophe?"», se souvient l'éditeur. «Christophe», 67 ans, que l'on peine depuis toujours à ranger dans un compartiment. «Qui êtes-vous?» était d'ailleurs le nom d'une collection éphémère qu'il a dirigée chez l'éditeur Bourin en 2009-2010.

Qui êtes-vous? Bonne question à laquelle lui-même peine à répondre, bien en peine de mettre de l'ordre dans sa propre biographie, qu'il a intitulée *Mémoires d'un inclassable* (Albin Michel, 2017). Le chroniqueur, historien et spécialiste des courants extrêmes de la politique «fuit les classements». Mais il se refuse à être comparé à «un couteau suisse, le touche-à-tout qu'on peut imaginer». Il adore «déconcerter». Et cela marche, au-delà de ses espérances parfois.

Les collaborateurs de Wikipédia l'exaspèrent depuis des années avec cette manière insistante de le classer partout sauf chez les historiens: «Pourtant, je suis rattaché à l'université polytechnique Hauts-de-France à Valenciennes et docteur en histoire.» Vérification faite, l'encyclopédie collaborative lui donne du «acteur, journaliste, écrivain et enseignant». Alors? «Je ne suis plus acteur depuis trente ans et je n'ai jamais été journaliste puisque je n'ai pas de carte de presse.» Christophe Bourseiller a cessé de protester, mais Wikipedia le rend fou, comme l'air du temps, sujet de ses chroniques du week-end sur France Inter, dont il vient de publier un florilège: *Ce monde me rend fou* (Rivages, 224 pages, 20 euros).

Au moment de retrouver *Le Monde*, une fin de journée de la fin d'avril, Christophe Bourseiller rentrait de Nasbinals (Lozère), dans l'Aubrac, où il parraine le Slow'brac, un festival sur le bien-être. Peu avant, il avait donné un entretien au «FigaroVox» pour décrypter le message d'un adolescent de 16 ans qui venait de poignarder une élève de 2<sup>nd</sup>, à Nantes. Un jour en symbiose avec «les babas cool» de Lozère, un autre tout aussi à l'aise avec le site de la droite conservatrice, l'homme pratique le grand écart permanent. Une élasticité qui se retrouve dans sa cinquantaine d'ouvrages publiés, de *La Nouvelle Extrême Droite* (Editions du Rocher, 2002) à la *Nouvelle Histoire de l'ultragauche* (Cerf, 2021).

Cela ne saurait être un hasard, la terrasse du Saint-Victor, le lieu de rendez-vous choisi par ses soins, reflète ce goût assumé de l'entre-deux. A sa gauche, la salle de la Mutualité. Dans son dos, l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet. «La rencontre des militants de Lutte ouvrière et des fascistes de l'Action française, qui se côtoient en s'ignorant.» On avait dit rendez-vous à 18 heures, il est arrivé avant l'heure, veste noire et col roulé noir. Il a voulu jouer avec le photographe, s'est fait rabrouer — «Vous allez arrêter les mimiques!» — et a commandé un spritz, sa boisson des beaux jours. En période de froid, il aurait opté pour un whisky «ultratourbé».

La veille, un dimanche matin, Christophe Bourseiller avait dénoncé dans sa chronique radio l'usage répandu de l'insulte distillée sous pseudonyme sur les réseaux sociaux: «Est-ce que ces gens se dissimulent derrière des pseudonymes ou est-ce qu'ils se révèlent?» Sa thèse est que «leur vraie nature» est terrée sous le pseudonyme. Lui-même, né Christophe Gintzburger, a adopté le nom de son beau-père. Enfant de la balle, fils d'une comédienne et d'un producteur de théâtre, il a «sauté sur les genoux d'Eugène Ionesco» et eu Jean-Luc Godard pour parrain. Une enfance «passionnante et déstructurée».

C'était avant son «heure de gloire» cinématographique, «entre 17 et 27 ans», le temps d'apparaître dans quelque 25 films et d'être identifié pour l'éternité à un certain Lucien: le personnage du jeune voisin entreprenant de Danièle Delorme dans *Un éléphant, ça trompe énormément* (1976) lui colle aux basques près de cinquante ans après la sortie en salle de cet immense succès d'Yves Robert. «Lucien me poursuit, ça me dérange. Je vais donner une conférence ultrasérieuse et on me dit 'Ah, Un éléphant...'». Pire, on lui attribue parfois un rôle qu'il n'a jamais tenu, dans *Les Sous-Doués* (1980). De l'inconvénient d'être inclassable.

Christophe Bourseiller est «très sensible à la douceur» du 5<sup>e</sup> arrondissement, où il réside, un endroit «très

feminin, qui n'a pas cette agressivité de la rive droite». Les passants que l'on connaît à peine y sont parfois touchants de tact. Un monsieur d'un certain âge s'approche: «Vous enchanterez nos week-ends.» La direction de la radio lui avait dit: «Fais ce que tu veux, tu as une chronique», et voilà cinq ans que cela dure. «A France Inter, j'ai trouvé un peu de légèreté, parce qu'ils ne me prennent vraiment pas au sérieux.» Le public est au rendez-vous et, surprise, «j'ai découvert que beaucoup de gens pensent comme moi».

Pendant que «le Christophe sérieux», comme il se dédouble bizarrement, poursuit ses travaux de chercheur — il annonce une histoire de la famille Le Pen depuis le XVII<sup>e</sup> siècle, à paraître chez Perrin —, le chroniqueur amusé observe «la société de la peur». Il est «étonné, stupéfait par le monde nouveau», veut «montrer les absurdités du monde contemporain». Il vote «très peu»: «Chaque fois, je suis déçu.» En 2022, il a glissé le bulletin «Fabien Roussel». «Qu'est-ce qui m'a pris?» Il connaît la réponse: «C'était son côté gauche pas "woke".» Lui-même se définit «plus hostile à la "cancel culture" qu'au "wokisme"» et regrette «l'extermination des bons sentiments». Il cite Nietzsche: «Malheur à moi, je suis une nuance.»

Face au miroir, il s'interroge: «Serais-tu réac?» Tout va bien: «Je ne crois pas l'être, car je ne regrette pas le monde ancien.» Il avait détesté les années 1980, Bernard Tapie et les yuppies, «l'argent qui triomphait et, en même temps, les faux bons sentiments des "band aids", ces grands concerts charitables où tout le monde se faisait plein de fric». La suite, le XXI<sup>e</sup> siècle, lui paraît à peine plus fréquentable. «La dystopie est partout, dans les films, les livres: on imagine des futurs tous plus monstrueux les uns que les autres.»

«Christophe chroniqueur» se régale des désordres du monde. «La désinvolture, la légèreté, c'est ce qui manque.» Sur France Inter, il y a consacré un «Eloge de la désinvolture», lointain écho à la parole de l'institutrice qui avait usé de ce terme, naguère, pour décrire son comportement en classe. «C'est le plus beau mot du dictionnaire.» «Christophe sérieux», «un paresseux contrarié», se penche, lui, avec gravité sur les marges, «passionnantes»: «Elles produisent des signaux faibles qui annoncent des changements profonds.» Il surveille aujourd'hui l'émergence de «la contre-culture de droite que l'on voit surgir dans le sillage de Donald Trump».

Sur le réseau social X, Christophe Bourseiller a récemment tenté de s'adresser à Elon Musk: «Etes-vous toujours libertarien?» Déception. «Musk n'a rien voulu me dire à ce sujet.» Pour toute réponse, il a reçu ces quelques mots: «Voici mon canal Telegram», où un message — «Hello, bonne journée» — lui a fait comprendre qu'il parlait avec une intelligence artificielle. Elle n'a pas eu un mot sur le courant libertarien, mais lui a proposé «une promo pour une Tesla». Lui qui ne possède ni appartement ni voiture n'a pas donné suite.

### PLAYLIST

► DERNIÈRE SÉRIE VUE  
«Black Mirror», saison 7.  
«C'est un peu "le monde  
me rend fou"»

► DERNIER ROMAN LU  
«Conquest» (Tristram,  
2023), de Nina Allan

► DERNIER FILM VU  
«Les Linceuls» (2024),  
de David Cronenberg

► DERNIÈRE APPLI  
REGARDÉE LE SOIR  
«J'ai tendance  
à regarder des boucles  
extrémistes  
sur Telegram»

«LA DYSTOPIE  
EST PARTOUT,  
DANS LES FILMS,  
LES LIVRES:  
ON IMAGINE  
DES FUTURS  
TOUS PLUS  
MONSTRUEUX  
LES UNS QUE  
LES AUTRES»